

## Plans de carrière

Le général Noriega, l'ancien dirigeant du Panama, renversé par l'intervention militaire américaine de décembre 1989, devait s'ouvrir jeudi 6 septembre devant un tribunal de Miami (Floride). L'ex-général est accusé d'avoir reçu de l'argent des trafiquants de drogue et risqué cent quarante années de prison.

Le procès de l'ancien dirigeant du Panama, renversé par l'intervention militaire américaine de décembre 1989, devait s'ouvrir jeudi 6 septembre devant un tribunal de Miami (Floride). L'ex-général est accusé d'avoir reçu de l'argent des trafiquants de drogue et risqué cent quarante années de prison.

## «Un homme, une voix» en Afrique du Sud?

«Le racisme ne fait plus partie de notre vocabulaire», a assuré, mercredi 4 septembre, le président Frederik De Klerk, qui présentait son projet de «gouvernement constitutionnel» dans une démocratie multipartite, devant un congrès extraordinaire du Parti national, acquis à ce nouvel ordre des choses.

«Le vote pour tous, mais pas le droit de dominer ou d'opprimer»: le chef de l'Etat a ainsi résumé ce projet qui va dans le sens du processus engagé depuis des mois et qui repose sur la notion de «partage du pouvoir». Pour ce faire, il propose de créer une Chambre haute, chargée de défendre les intérêts des minorités, comme contrepoids à une Assemblée élue au suffrage universel direct et à la proportionnelle, selon le principe «un homme, une voix», revendiqué par les Noirs.

M. De Klerk s'inspire du modèle suisse pour prévoir un exécutif collégial, formé des dirigeants des trois principaux partis, qui élirait, chaque année, à tour de rôle, l'un d'entre eux pour exercer les fonctions honorifiques de chef d'un Etat fortement décentralisé, composé de neuf régions, dotées d'un «gouvernement propre».

Comme il s'y attendait, le Congrès national africain (ANC) a aussitôt vilipendé cette «recette pour un désastre», selon lui, rendrait le pays «totalement ingouvernable», jugeant même que pareille approche «avait été à l'origine de la guerre civile qui a dévasté le Liban pendant quinze ans». A l'autre bout de l'échiquier politique, le parti conservateur a tout bonnement vu, dans le projet constitutionnel de M. De Klerk, une «recette pour la révolution». Au total, le chef de l'Etat n'a pas reçu de satisfaction que de la part du chef du parti Inkatha à dominante zouloue, M. Mangosuthu Buthelezi, et du président du Parti démocratique, qui défend les vues de l'opposition blanche libérale.

POURANT, M. De Klerk garde le moral. Il s'est dit persuadé de pouvoir trouver un terrain d'entente avec l'ANC autour de la table de négociations. A condition, toutefois, que les parties en présence ne retardent pas cette échéance inéluctable par toutes sortes de prétextes, de mesures dilatoires. A cet égard, le signataire, mercredi, à Genève, d'un accord sur le rapatriement de quelque 40 000 exilés sud-africains est de nature à détendre le climat politique.

S'il demeure hostile à la formation d'un gouvernement de transition, voire à une suspension de la Constitution, considérant qu'il n'a pas été mandaté pour remettre la totalité du pouvoir à l'ANC ou à qui que ce soit, M. De Klerk s'est, néanmoins, déclaré prêt à des «arrangements transitoires». S'y résigner et le dire, c'est déjà, bel et bien, lancer la négociation.

M0147 - 0906 0 - 6.00 F

## Octroi de larges pouvoirs aux Républiques et création d'un Conseil d'Etat

# Le Congrès des députés soviétiques a accepté les nouvelles institutions provisoires de l'Union

Avant de clore ses travaux, le Congrès des députés du peuple d'URSS a adopté jeudi 5 septembre, dans une atmosphère mouvementée, le dispositif transitoire élaboré par M. Gorbatchev et les dirigeants de dix Républiques, qui prévoit de nouvelles institutions fédérales jusqu'à l'adoption d'une autre Constitution. Aux termes de ce plan, qui confère des pouvoirs considérablement accrus aux Républiques, un Conseil d'Etat est créé, composé du président de l'Union et des dirigeants des Républiques fédérées. Le poste de vice-président est supprimé. Le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, n'a pas caché que les Etats-Unis étaient favorables au maintien d'une certaine forme d'Union. Il a souhaité que les armes nucléaires soviétiques restent placées «sous un commandement central» et que le «centre» respecte les obligations contractées en matière de désarmement. Le chancelier Kohl s'est lui aussi déclaré hostile à une «fragmentation» de l'URSS.

MOSCOU

de notre correspondant

Trois petites journées pour liquider un système régnant depuis des décennies la vie de près de trois cents millions d'hommes et en mettre en place un nouveau, tout en essayant de sauver les apparences de la légalité, c'était tout de même un peu trop ambitieux. Le dispositif de «transition» mis au point par les dirigeants des Républiques et M. Gorbatchev n'a donc pas été adopté par le Congrès des députés du peuple exactement dans les délais prévus. Mais une main-œuvre supplémentaire a suffi.

Ce congrès savait pertinemment qu'il ne pouvait que

travailler les pieds pour mieux sauter. Et, pour plus de sûreté, M. Gorbatchev n'a hésité devant aucun moyen pour emporter la décision. Qu'un vote ne donne pas la majorité qualifiée des deux tiers, et il fit revoter, deux fois au besoin, en accompagnant le tout d'un chantage pur et simple: «Si vous n'approuvez pas cette disposition, on s'arrête là et je clos la session».

Une autre arme puissante était tenue en réserve, cette fois par M. Boris Eltsine: au cas où les choses auraient mal tourné, il avait prévu de réunir le Parlement russe et de proclamer unilatéralement l'indépendance de la Russie.

JAN KRAUZE  
Lire la suite page 3

Lire aussi

■ M. Gorbatchev a renouvelé auprès de M. Chirac sa demande d'une aide occidentale de cent milliards de dollars

par JACQUES AMALRIC

■ La chancellerie Kohl hostile à une fragmentation de l'Union

par HENRI DE BRESSON

■ Washington rend public un catalogue de «principes» sur le remodelage de l'URSS

par ALAIN FRACHON

■ La commission de Bruxelles veut repenser les modalités d'une éventuelle adhésion des pays d'Europe de l'Est

par JEAN DE LA GUERVIÈRE  
pages 3, 4 et 24

## Vivre sans URSS

Les Occidentaux doivent se préparer à ne plus avoir un seul interlocuteur à Moscou, mais à traiter avec des centres de décision éclatés

par Daniel Vernet

En moins de deux ans, la politique européenne a été bouleversée deux fois. La Communauté, plutôt habituée à un rythme décennal, se retrouve brusquement dans un environnement inédit. A peine avaient-ils eu le temps de comprendre les conséquences de l'ouverture du Mur de Berlin et de l'effondrement du socialisme

en Europe centrale à l'automne 1989 que ses dirigeants, comme les Américains, doivent maintenant imaginer la vie sans URSS. En tout cas, sans l'URSS telle qu'elle existait depuis soixante-quatorze ans. Ce peut être une source de soulagement. C'est aussi une raison d'inquiétude, car les données régissant les relations internationales depuis la fin de la seconde guerre mondiale sont radicalement changées, et les ra-

sonnements anciens ne sont plus pertinents. Personne ne regrettera le régime stalinien-brejnevien qui «normalisait» la Tchécoslovaquie, envahissait l'Afghanistan et encourageait partout où il le pouvait les luttes «anti-impérialistes», ce qui n'empêchait pas les Américains et les Européens de l'Ouest de signer avec lui des traités sur le contrôle des armements ou l'Acte final d'Helsinki.

Lire la suite page 4

## Il est minuit, docteur Delors...

L'usure qui atteint le pouvoir donne sa chance au président de la Commission européenne. Mais n'est-il pas trop tard?

par Jean-Marie Colombani

C'est peu de dire qu'en cette rentrée la gauche va mal. Au point que les socialistes se disent eux-mêmes en situation de pré-échéance. Ils doivent faire face à la fois à un désastre idéologique, celui du communisme, dont M. Fabius craint à juste titre qu'il ne les laisse pas «indemnes»: à l'affaiblissement politique des communistes qui devrait en résulter (alors même qu'ils ne pèsent déjà plus que 4 à 8 % des suffrages, selon les types d'élection); à l'affaiblissement, enfin, de leur propre parti, victime de ses dissensions, de la poussée du vote vert, et surtout de l'usure du pouvoir.

Cette usure, confusément présente depuis quelques mois, vient d'être quantifiée par le sondage de la SOFRES pour l'Express. Elle tient dans une liste, celle des quelques noms et des quelques mots les plus «usés» aux yeux des Français, qui sont dans l'ordre: MM. Marchais, Mauroy et Mitterrand, et «communisme», «union de la gauche», «gauche». Fermez le ban!

De surcroît, au début de l'été, M. Cresson avait eu la malencontreuse idée d'évoquer ses «regrets» de la période d'union de la gauche, tandis que M. Mau-

roy croyait bon d'offrir un déjeuner à M. Marchais, comme s'il s'agissait là de ressusciter la défunte entente.

Si bien que trois mois après son déclenchement l'échec de l'opération Cresson paraît bel et bien consommé: le changement de gouvernement n'a pas épargné au président et aux socialistes le poids des ans et le choc de la durée. Le nouveau premier ministre n'est pas davantage en mesure de remobiliser la gauche, encore moins d'élargir l'assise du pouvoir.

Dans ces conditions, que tous les regards se portent vers M. Jacques Delors est une réalité qui ne saurait surprendre: lui seul paraît épargné dans cette tourmente. Avant d'entrer à Matignon, M. Rocard incarnait un peu «la France rêvée», selon l'expression de Jérôme Jaffré.

Aujourd'hui, c'est M. Delors qui hérite de ce mécanisme de popularité et qui fait figure d'homme neuf de la politique française. L'idée d'une opération Delors paraît donc d'autant plus aisée à faire passer qu'elle semble s'imposer via le verdict - momentané - de l'opinion.

Depuis son précédent bruxellois (car l'homme, dans ses fonctions de président de la Commission européenne, a acquis une aura qui ferait envie à plus d'un chef d'Etat), il n'avait certes pas quitté la scène française: il faisait figure de premier ministre de réserve, mobilisable au lendemain d'élections législatives sans ver-dict suffisamment assuré, de sorte qu'il puisse, lui, le démocrate chrétien, constituer une majorité de gauche dans une France de droite...

Lire la suite page 9

## LIVRES & IDÉES

■ Apologie de Claude Lévi-Strauss. ■ La rentrée romanesque. Le feuilleton de Michel Braudeau: La vie cachée des manonnettes. ■ Histoires littéraires, par François Bott: Qui était Jean Genet? ■ D'autres mondes, par Nicole Zand: L'anti-liade de Kadaré. ■ La vie du langage, par Denis Slakta: Paroles, paroles.

pages 25 à 32

### DAN FRANCK

CE SOIR A "EX-LIBRIS"

DAN FRANCK  
**La séparation**  
ROMAN

80 F

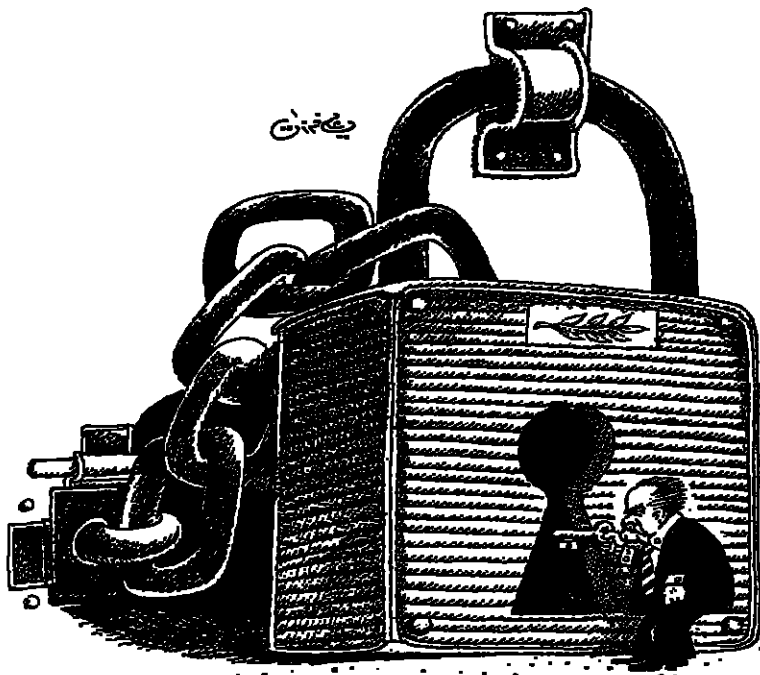
Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 9 F; Côte d'Ivoire, 495 F CFA; Grèce, 140 P; Espagne, 180 PTA; G.-B., 95 p.; Géorgie, 220 DR; Hongrie, 1,20 F; Italie, 2,20 L; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Roumanie, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA, 1,90 \$; USA, 1,90 \$; USA, 1,90 \$; USA, 1,90 \$.

مكتبة من الأصل

## DÉBATS

## TRAIT LIBRE



## Déportation

## Silence sur les camps

par Jean Mialet

La presse a largement commenté le projet de construction d'un supermarché sur le territoire de l'ancien camp de concentration de Ravensbrück et les réactions qu'il a suscitées. Allusion a été faite à des projets de même nature pour le camp de Sachsenhausen.

Ainsi apparaît au grand jour une réalité entrevue à propos de la construction, dans un contexte différent, d'un couvent de religieuses à Auschwitz : le temps passant et les horreurs se multipliant à travers le monde, des Khmers rouges à Saddam Hussein, le souvenir des camps de la mort nazis est en voie de disparition. La chute du mur de Berlin à son tour, parce qu'elle a permis de mettre en lumière les excès stalinien commises après 1945, à Buchenwald notamment, a conduit la population de l'Allemagne de l'Est à relativiser et donc à estomper les atrocités perpétrées auparavant par les nazis.

Cet oubli du passé est pratiquement acquis pour le camp de Dora où, pourtant, les exactions des SS furent particulièrement horribles et qui fut, aussi, un lieu important de l'histoire du monde. C'est là, en effet, qu'après l'ère des prototypes de Penne, a commencé réellement, à partir de l'automne 1943, l'histoire spatiale avec la construction des V2. Dans l'usine souterraine, creusée à coups de cadavres de déportés, sous la colline du

Kohnstein, dans le sud du Harz, furent fabriqués à la chaîne les premiers ancêtres des fusées et missiles d'aujourd'hui. Qu'il s'agisse des lanceurs qui ont porté l'homme sur la Lune, qu'il s'agisse de notre Ariane, qu'il s'agisse des SCUD et des Tomahawk de la guerre du Golfe, qu'il s'agisse des missiles militaires dont les Deux Grands cherchent, aujourd'hui, à limiter le nombre, ils viennent en droite ligne des V1 et des V2 construits à Dora en 1944 et 1945.

Les études consacrées à l'espace ne parlent pourtant jamais plus de ce camp. À la lire, on croirait que sa conquête a commencé avec l'année 1945, lorsque débuta la concurrence américano-soviétique pour la domination du ciel. Seul, semble-t-il, le monde s'est intéressé sérieusement, dans un article du 28 avril 1990, à ce camp, sous le titre « Dora, le camp trop oublié », et a donné les raisons de ce silence.

Ni les Russes, ni les Américains, ni les autres Occidentaux n'ont intérêt à rappeler ce précédent à leurs exploits. Ils les doivent aux ingénieurs allemands qui, après avoir construit les armes de représailles qui tombèrent sur Londres et Anvers, se sont, volontairement ou non, mis à leur disposition, à la fin de la guerre. Ce fut le cas pour Werner von Braun, devenu héros américain pour avoir porté, pour la première fois, un homme sur la Lune et qui fut à Dora le responsa-

ble majeur, sur plan technique, de la fabrication des V1 et des V2, fabrication qui s'est accompagnée de l'un des pires massacres de déportés commis au cours de la guerre. Von Braun, qui séjourna à de nombreuses reprises à Dora, assista à ces horreurs et ne tenait évidemment pas, après la guerre, à les voir rappelées.

En raison du silence observé sur ce point par les États-Unis, si puissants en matière d'information, et par les Russes et aussi par les Occidentaux, pour lesquels le prestige de l'espace est devenu quasi sacré, l'origine sanglante de sa conquête par l'homme a été occultée et Dora oublié.

Mais puisqu'un camp aussi important est aujourd'hui inconnu, il y a lieu de craindre que, si rien n'est fait pour lutter contre, d'autres camps, aussi célèbres soient-ils, comme Ravensbrück, Sachsenhausen ou Buchenwald, vont, à leur tour, disparaître de la mémoire collective de l'humanité.

Mais on ne peut demander aux anciens déportés qui, se conformant à la devise « Pardonnez-moi mais n'oubliez pas », ont voulu pardonner d'aller maintenant contre elle en acceptant que tout soit oublié.

► Jean Mialet est l'auteur du *Déporté*, Hérault-Éditions (49380 Maulévrier).

## Politique

## Le grand décalage

par Catherine Trautmann

Maire d'une grande ville, je mesure avec inquiétude le décalage croissant entre la vie politique, l'action politique et les préoccupations, les attitudes et les comportements de nos concitoyens. Tout se passe comme si le fonctionnement régulier, avec des pauses électorales il est vrai, de nos institutions, de nos instances politiques de représentation écartait ou décourageait de plus en plus ceux que pourrions nous concerner au plus haut point, les simples citoyens.

En effet, ce qui est important dans les sondages, ce sont moins les variations des cotes personnelles de popularité que la montée de la courbe des « sans-opinion ». Il y a là une tendance dangereuse pour notre société démocratique.

Certes, cette situation est liée à la sorte de consensus, qui, malgré les divergences et les polémiques, traverse profondément les grandes options politiques de la société française : économie de marché régulée, indépendance nationale, protection et solidarité sociale, développement et activité économique, protection de l'environnement, construction européenne, élargissement et diffusion de la démocratie et des droits de l'homme. En même temps, ce consensus ne doit pas faire méconnaître les déchirures, voire les trous trop nombreux, de notre tissu social de même que les déséquilibres fondamentaux du « nouvel ordre international ».

Ainsi, la désaffection politique ne résulte-t-elle pas de l'indifférence parce qu'il n'y aurait pas de problèmes mais de la défiance parce qu'il y a trop de difficultés de la vie

sociale (chômage, logement, vie quotidienne, intégration) que la politique ne semble pas être en mesure de résoudre. Cette défiance se manifeste tout particulièrement dans les quartiers frappés par l'exclusion.

Enfin, la surmédicalisation, comme la gestion quotidienne au gré des sondages, a pour effet de simplifier à outrance les enjeux, de faire perdre à l'opinion la compréhension du long terme, de l'action construite jour après jour en vue d'un projet collectif.

## Pays politique et pays réel

Il y a là un défi radical qui doit interpeller les responsables politiques. La crise est profonde car elle creuse les comportements individuels et les relations sociales. Elle se traduit par le contournement, parfois tranquille, parfois violent, de la représentation politique tout comme d'ailleurs de la représentation syndicale. Cette crise doit être surmontée : le risque est grand que la démagogie, déjà trop présente à notre extrême droite, s'empare de ce thème toujours porteur d'orages : « à mort, la politique ! »

Les élus locaux, notamment les maires, sont peut-être plus que d'autres particulièrement sensibles à cette contradiction entre le pays politique et le pays réel. La ville raccourcit les étapes et restreint les calendriers. La responsabilité urbaine joue en circuit court et touche directement la vie des gens alors même que la décision municipale engage des perspectives longues et dépasse l'ombre des clochers.

Or, c'est dans les villes qu'apparaissent les symptômes les plus flagrants de la crise sociale. Les maires sont immédiatement confrontés aux réactions de ceux qui subissent ces difficultés trop lourdes et à ces manœuvres de contournement et de débordement du politique.

L'exercice de la démocratie doit surmonter une ambiguïté permanente : l'indispensable participation des citoyens aux décisions par l'ensemble des processus de concertation ne peut se substituer à la décision politique ultime de l'élu, soumis à la sanction de l'élection.

Gérer un pays ou une ville ne peut pas être l'expédition des affaires courantes. Le courage des décisions, la constance de l'action sont indispensables pour la mise en place de réformes ou de politiques à long terme. Seul l'apprentissage des responsabilités réciproques de l'élu et du citoyen permettra une telle gestion à long terme.

De même que la cité nous impose d'être attentifs à une opinion publique proche et sensible, de même les politiques doivent affronter les réactions du corps social sur lequel ils agissent. S'ils le flattent ou s'ils le suivent, ils perdent le plus précieux : l'initiative et la capacité d'agir. S'ils le heurtent, il leur faut gérer cette hostilité avec lucidité.

La politique ne se fait pas dans le rejet de l'opinion. Elle ne se fait pas non plus dans la fascination de la courbe des sondages. Elle peut lutter contre la défiance qui la frappe en proposant et en agissant sur les problèmes réels de nos concitoyens.

► Catherine Trautmann est maire socialiste de Strasbourg.

## COURRIER

## Charles-André Julien sous l'Occupation

Permettez-moi d'apporter, en complément à la « nécrologie » de Charles-André Julien publiée dans le *Monde* du 25 juillet, un témoignage personnel. Charles-André Julien, sous l'Occupation, a été aussi (notamment à mes yeux) professeur au lycée Condorcet, dans les petites classes. Ayant été son élève en classe de cinquième, je garde le souvenir de ses cours d'histoire admirablement clairs, concis et adaptés au jeune auditoire. Je me souviens en outre et surtout d'un geste de Charles-André Julien. Un jour, les quelques enfants juifs de la classe (Süss, Tennenbaum...) arrivèrent avec l'étoile jaune sur leurs vêtements. Nous avions cours d'histoire. Le silence des débuts de séance fut plus long que d'habitude et comme solennel. Notre professeur, sans un mot, le visage bouleversé, traversa la salle, s'avança vers les enfants à l'étoile jaune et leur serra la main. Revenu à son bureau, il commença son cours.

J'ai eu beaucoup de professeurs remarquables au lycée Condorcet, mais l'attitude de Ch.-A. Julien se détache singulièrement dans ma mémoire. C'est un moment notable de sa carrière, au regard du lycée que j'étais.

JEAN ROUSSEL  
Paris

## La honte de l'Europe

« La honte de l'Europe », écrit le *Monde* du 12 août à propos des réfugiés albanais en Italie. Ne vous êtes-vous pas trompés de titre ? L'Europe des démocraties occidentales est-elle responsable de la fuite de tous les régimes communistes de l'Est ? Pourquoi serions-nous honteux de l'échec économique, politique et humain des régimes totalitaires ?

Certes, nous devons, pour de multiples raisons que le *Monde* en général expose fort bien, les aider ; mais, avant tout, les aider à s'aider eux-mêmes, c'est-à-dire à bâtir des sociétés démocratiques. Quant à la honte — le sanglot de l'Europe démocratique après celui de l'homme blanc — refusons-la : elle ne peut que brouiller la lucidité et élever la solidarité. En vérité, je vous l'accorde, certains, en Occident, peuvent avoir honte : ce sont ces idéologues qui, pendant des décennies, se sont évertués, avec les arguments les plus aberrants et les plus tortueux des raisonnements (la dialectique), à nous faire croire que l'oppression communiste était en fait l'inevitable chemin vers la libération de l'homme. Honte à ceux-là qui ont tenté de maintenir dans les esprits occidentaux l'utopie moribonde dans l'Europe de l'Est. Honte à tous ceux qui ont joué le jeu des tyrans, contribuant pour une part non négligeable à maintenir ceux-ci au pouvoir. Honte aux clercs qui, réduisant les faits, manipulant la vérité, trompant les peuples, ont, à nouveau, trahi !

GÉRARD DELANNOY  
Chalon-sur-Saône

## Comme au Portugal

Ce qui vient de se passer en URSS rappelle — sans comparaisons abusives — les soubresauts qui ont agité le début de la « révolution des œillets » au Portugal. En effet, chose inimaginable il y a encore six ans, dans un régime totalitaire vieux de soixante-quatorze ans, un putsch aux contours incertains, agissant à contre-courant de l'histoire au nom des archétypes d'un modèle néo-bréjnévien, a été déjoué pour préserver des institutions nouvelles et un processus de démocratisation en marche.

Le rôle « révolutionnaire » et le succès paradoxal de Gorbatchev n'est-il pas d'avoir créé les conditions d'un tel événement historique dans ce pays ? Je n'ai pas oublié Prague, ni Santiago, ni le lâche soulagement des démocraties occidentales qui ont laissé faire le pire au nom de la « non-ingérence » dans les affaires intérieures d'un Etat. Ce qui vient de se passer permet de prendre la mesure des changements intervenus dans le monde. François Mitterrand a évoqué à plusieurs reprises ce qu'il est convenu désormais d'appeler le « devoir d'ingérence ». Les pressions exercées par le monde occidental ont tissé une toile qui permet d'espérer de nouvelles évolutions sans s'illusionner sur les pesanteurs des intérêts en jeu. C'est pourquoi les partis socialistes occidentaux, ceux qui sont au pouvoir dans cette partie de l'Europe et ceux qui peinent à accéder demain en Allemagne et en Grande-Bretagne, ont un rôle déterminant à jouer auprès des dirigeants de ce pays.

GEORGES LE GALLO,  
Châtigny-Malabry  
Hauts-de-Seine

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
520 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colisée-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Tél. MONDIPUB 634 128 F  
Téléfax : 46-62-76-77 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de l'Espace Presse SA

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composant 38-15 - Tapez LEMONDE  
ou 38-18 - Tapez LM

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gombours  
94532 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-50-30-10  
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-50-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE selon
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

## La Moldavie exige le retrait de l'armée

Le président de Moldavie, M. Mircea Snegur, a signé, mercredi 4 septembre, une série de décrets visant à mettre un terme à la présence de l'armée soviétique dans cette République qui s'est proclamée indépendante la semaine dernière.

« Le gouvernement d'URSS est prié d'ordonner le retrait immédiat des troupes de l'armée soviétique déployées sur le territoire de la République de Moldavie », annonce le premier décret. Le texte propose une période de transition, au cours de laquelle les unités de l'armée soviétique seraient placées sous l'autorité de la Moldavie. Le second décret ordonne le retrait immédiat de deux unités du KGB; le troisième prévoit la création de forces armées moldaves.

L'Ukraine, pour sa part, continue de vivre des jours mouvementés. Le retour du drapeau national ukrainien sur le toit du Parlement de Kiev, où les communistes sont encore nombreux, a suscité mercredi une journée de débats bou-

leux, qui a failli tourner à l'émeute: le président Kravtchouk a dû menacer de démissionner pour obtenir la majorité nécessaire à l'adoption de cette décision, alors que des manifestants nationalistes tentaient de forcer les portes du bâtiment.

Le chef de file de la majorité communiste au Parlement ukrainien, M. Alexandre Moroz, a ensuite annoncé la dissolution de son groupe en dénonçant la présence de troupes au sein de la hiérarchie du parti. Quelques heures plus tôt, les élus nationalistes avaient réussi à faire échec une demande de levée de l'interdiction du PC, décidée la semaine dernière.

Enfin, dans la partie caucasienne de la fédération de Russie, la situation se complique constamment dans la petite république autonome tchétchène, où les forces démocratiques exigent depuis près de deux semaines la démission des dirigeants locaux, qui avaient approuvé le putsch. (Reuter, AFP)

## Le Congrès des députés accepte les institutions provisoires

Suite de la première page

Le système soviétique est donc définitivement éliminé, au profit de nouveaux organes du pouvoir. Ceux-ci font la part belle aux dirigeants des Républiques, mais pourraient être l'objet de conflits non seulement entre ces Républiques, mais aussi entre les entités autonomes et les entités nationales qui en font partie.

Le retard pris mercredi n'était pas dû uniquement aux combats d'arrière-garde livrés par les conservateurs. Il s'explique aussi largement par des désaccords entre diverses Républiques qui se sont employées à amender le plan concocté dimanche à la va-vite par leurs dirigeants avec la bénédiction de M. Gorbatchev. Il a en particulier fallu tenir compte des objections présentées par les deux « poids lourds », la Russie et l'Ukraine, si bien que la séance a peine ouverte aux députés dans la matinée fut immédiatement suspendue jusqu'à 15 heures, avant de l'être à nouveau jusqu'à 17 heures.

M. Gorbatchev a alors voulu soumettre tout de suite au vote le projet définitif que les députés venaient à peine de recevoir, tandis que des dizaines d'élus, ulcérés par ce traitement cavalier et chauffés par une journée d'attente, se pressaient autour des microphones disposés dans la salle. On vota, puis on revota, pour savoir s'il fallait donner la parole aux deux volontaires invités à intervenir: un total, propos d'abord M. Gorbatchev, mais on se décida finalement pour une demi-heure.

Les quelques orateurs qui purent parler essayèrent de dépasser les deux minutes accordées, tandis que M. Gorbatchev s'efforçait de couper le téléphone, non le microphone. Dans cette atmosphère de cirque, les plus rapides à se faire entendre furent le colonel Alkass, chef de file du groupe conservateur, et un député qui fut un bon élève de tribune en clamant que ce qui était en train de se passer rappelait exactement la dispersion de l'Assemblée constituante par les Bolcheviks en janvier 1918.

D'autres élus s'indignèrent qu'on veuille leur faire voter un texte sans leur donner le temps de réfléchir, mais le camp d'en face riposta rapidement par la bouche de Galina Starovoïtova, une proche collaboratrice de Boris Eltsine, qui appela les députés à faire une croix sur leur « dignité » pour le bien du pays.

Un jeune élu libéral fut plus dur: « On dit que le Congrès a été mis à genoux, c'est faux: il n'a jamais cessé d'être à genoux. Le respect ne se réclame pas, il faut le gagner par la lutte. » C'est bien là l'essentiel: depuis qu'il existe, le Congrès s'est toujours laissé manipuler, et il est trop tard pour lui redonner une quelconque crédibilité. Qu'il soit traité à la hussarde ne change pas grand-chose.

### Grossières manœuvres

M. Gorbatchev en a profité pour respecter la tradition et se livrer, lui aussi, à de grossières manœuvres, en recourant à un procédé dont avait usé et abusé l'ancien président du Soviet suprême, M. Anatoli Loukianov, actuellement sous les verrous. C'est ainsi qu'il demanda aux élus de voter sur le « principe » des dispositifs préparés par les dirigeants des Républiques et amendés entre-temps - le vote article par article

## Washington rend public un catalogue de « principes » sur le remodelage de l'URSS

Avec la courtoisie diplomatique requise, mais tout de même assez fermement, les Etats-Unis ont rendu public, mercredi 4 septembre, un catalogue de « principes » devant, selon eux, guider le remodelage de l'Union soviétique.

### WASHINGTON

Les dirigeants américains entendent, bien sûr, se garder de tout ce qui pourrait passer pour de l'ingérence directe dans les affaires intérieures soviétiques ou ex-soviétiques. Le premier point de cette charte présentée à Washington stipule ainsi que « l'avenir de l'Union soviétique doit être déterminé par ses peuples », et eux seuls, « de manière pacifique, conformément aux valeurs et pratiques de la démocratie et conformément aux principes définis dans les accords d'Helsinki ». Au-delà de ses précautions de forme, le document américain n'en paraît pas moins comme un résumé des conditions qui déterminent en partie les relations des Etats-Unis avec le nouvel ensemble en formation et leur disponibilité à lui accorder une aide plus ou moins généreuse.

S'adressant à la presse, le secrétaire d'Etat James Baker s'est référé derrière cette première clause du « catalogue » pour justifier une certaine réserve de sa part: « Entre l'émergence de quinze Républiques autonomes, la création d'une confédération ou le maintien d'une structure dominée par le « centre », je n'ai pas à choisir », a déclaré le secrétaire d'Etat. M. Baker, qui doit se rendre le 10 septembre à Moscou, a ajouté:

« Nous traiterons avec les pouvoirs que nous trouverons en place... En plus de mes entretiens avec le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, je m'attends, par exemple, à rencontrer et à se voir la cinquième fois, le ministre des affaires étrangères de la République de Russie. »

Il a, cependant, laissé transparaitre l'évidente préférence de Washington pour le maintien d'une certaine forme d'union en déclarant éminemment souhaitable que les armes nucléaires de l'URSS restent placées « sous un commandement central » unique. Il a appelé Moscou - et, là encore, M. Baker ne pouvait que s'adresser au « centre » - à respecter toutes les obligations contractées lors de la signature des deux plus récents traités sur le désarmement: l'accord sur le désarmement conventionnel en Europe et l'accord START sur la réduction des forces stratégiques nucléaires des deux pays.

Petit coup de patte à l'intention de dirigeants russes qui pourraient être tentés de remodeler à leur façon la carte de la future Union soviétique, le deuxième point du document américain souligne: « Nous exhortons toutes les parties à respecter les frontières existantes internes et externes (de l'URSS): toute modification des frontières - à poursuivre M. Baker qui se rendra aussi dans les pays baltes - ne devrait avoir lieu que de manière pacifique et consensuelle, conformément aux accords d'Helsinki ». Le point numéro trois énuméré par le secrétaire d'Etat insiste sur l'importance des procédures démocratiques et, notamment, la tenue d'élections.

Le point quatre appelle « au respect des droits de l'homme », qu'il s'agisse d'individus ou de minori-

tés. Le dernier principe évoque par M. Baker mentionne le devoir, incombant aux futures autorités, de « remplir les obligations internationales » auxquelles avait souscrit l'URSS, notamment celles contenues dans les accords d'Helsinki et dans la toute récente charte de Paris.

L'ensemble résume la philosophie de l'administration face aux bouleversements en URSS. C'est un avertissement discret adressé à toutes les parties intéressées, et notamment aux Républiques, un avertissement que l'on pourrait résumer d'une phrase: si vous voulez l'aide et l'appui des Occidentaux, faites en sorte que tout se passe le plus paisiblement possible. L'administration ne cache pas qu'elle s'est inspirée de la manière dont la CEE aborde la crise yougoslave: proposition d'assistance, de médiation et de soutien mais, dans le même souffle, menace d'isolement économique à l'encontre de ceux qui usent de la violence.

M. Baker entend débattre avec ses interlocuteurs moscovites du projet de conférence sur le Proche-Orient que les Etats-Unis et l'URSS souhaitent arranger à l'automne. Il a indiqué qu'il voulait aussi discuter à Moscou du contentieux nippo-soviétique sur les Kuriles. Il s'agit de cet archipel saisi par les troupes soviétiques à la fin de la guerre et que les Japonais entendent récupérer avant de fournir la moindre assistance financière à l'URSS.

### Les velléités isolationnistes du Congrès

Le fait que M. Baker propose ses services de médiateur n'est pas tout à fait fort. Les Etats-Unis savent qu'ils ne sont pas en

mesure eux-mêmes - du fait de leurs déficits colossaux - de distribuer une aide financière sérieuse aux Soviétiques, ce qui diminue quelque peu l'efficacité et la pertinence de la politique définie dans leur catalogue de « principes ». En somme, il leur reste à convaincre les Japonais - qui, eux, ont les moyens - d'être généreux et, pour cela, intercéder en leur faveur à Moscou à propos des Kuriles...

La question de l'assistance financière se pose en termes d'autant plus délicats que le Congrès - à majorité démocrate - ne paraît pas d'humeur dépensière pour tout ce qui touche à l'aide à l'étranger. Certains législateurs obéissent volontiers à une rhétorique un tantinet isolationniste. Thèmes souvent entendus: « L'Amérique d'abord », « Bush, reviens à la maison », « Aide d'urgence pour les Américains », etc.

On reproche au président George Bush d'avoir accepté une entorse aux contraintes budgétaires pour aider les Kurdiens ou les Kurdes irakiens, d'être disposé à recommencer en faveur des Soviétiques, mais de s'y être refusé. Il y a trois semaines, lorsqu'il s'agissait de prolonger quelque peu les indemnités de licenciement versées aux centaines de milliers d'Américains au chômage depuis plus de six mois et qui ne touchent plus aucune allocation. A en croire les sondages, ce sont là des thèmes assez populaires. Signe des temps encore, deux sujets se partagent la « une » des grands journaux: la « deuxième révolution russe », bien sûr, mais aussi les difficultés économiques et sociales croissantes d'Américains aux prises avec une récession beaucoup plus tenace que prévu.

ALAIN FRACHON

## Le chancelier Kohl est hostile à une fragmentation de l'Union

Le chancelier Helmut Kohl a soutenu, mercredi 4 septembre à Bonn, les efforts déployés par le président Gorbatchev et les dirigeants de dix Républiques de l'URSS pour faire de « l'Union soviétique une Union de Républiques souveraines ». Le chef du gouvernement allemand, qui s'exprimait devant le Bundestag sur les événements en URSS et en Yougoslavie, a en revanche adressé un nouvel avertissement à Belgrade, affirmant que le refus du dialogue poserait inéluctablement la question de la reconnaissance des Républiques qui ne veulent plus appartenir à la Fédération.

### BONN

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est actuellement le credo de tous les partis allemands. Le débat de politique étrangère a illustré le fait. M. Kohl a proposé entre l'opposition et la majorité. « L'intégration et la coopération européennes appartiennent au futur mais seulement si les peuples peuvent en décider librement », a souligné le président du Parti social-démocrate (SPD), M. Björn Engholm, qui a défendu le droit de la Croatie et de la Slovaquie de décider de leur avenir et critiqué l'attentisme de la CEE dans la crise yougoslave. M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre libéral des affaires étrangères, a affirmé de son côté que chaque balle tirée en Croatie rapprochait l'heure d'une reconnaissance, par Bonn, de l'indépendance slovène et croate et d'une internationalisation de la crise.

Le chancelier a souligné que l'application en URSS du droit d'autodétermination des peuples permettait d'espérer une amélioration sensible du sort de la minorité allemande de Russie, qui se bat pour la reconstitution de l'ancienne République autonome de la Volga. Mais il n'a pas caché également les inquiétudes que suscitent les événements en URSS d'un éclatement total de l'URSS.

« Il y a naturellement toute une série de dossiers qui ne peuvent être traités qu'ensemble et de manière unie. Notamment la politique étrangère et de sécurité. Les forces armées doivent être de la même manière unifiées. Les armements, spécialement les armements atomiques, doivent dans

le futur également dépendre d'une autorité centrale », a déclaré le chancelier en précisant que des assurances données à ce sujet par les présidents Gorbatchev et Eltsine. M. Kohl a estimé que dans le domaine économique, les Républiques soviétiques devaient s'insérer dans l'expérience de la Communauté européenne. « La clé du succès, a-t-il dit, est la création d'un grand espace économique et monétaire uni et non pas la fragmentation. » Il a estimé qu'une aide économique à une Union soviétique éclatée en Républiques coupées les unes des autres aurait peu de sens.

HENRI DE BRESSON

## Les nouvelles vedettes de la télévision américaine

WASHINGTON

Les responsables soviétiques - ceux du « centre » comme ceux des Républiques - multiplient les interventions sur les chaînes américaines de télévision. Alexandre Bessmertnykh avait attendu que les caméras de la chaîne ABC fussent installées dans son bureau pour annoncer à James Baker qu'il venait d'être chassé de son poste de ministre soviétique des affaires étrangères.

C'était l'épisode « la purge en direct », un des moments forts du feuilleton. Le même Bessmertnykh est aujourd'hui un commentateur régulièrement sollicité pour expliquer les derniers avatars de la révolution, et c'est notamment lui qui, sur

la même chaîne, fut chargé de faire le portrait de son successeur au ministère des affaires étrangères...

Tard dans la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 septembre, ABC devrait tenter une autre première: réunir sur son plateau du Kremlin le président soviétique, Mikhail Gorbatchev, et le président russe, Boris Eltsine. Il ne devrait s'agir ni d'une interview, ni d'un dialogue entre les deux hommes, mais d'une émission en direct du style: « Les grands de ce monde répondent à vos questions ». Un échantillon d'Américains, scientifiquement établi, pourra interroger les deux dirigeants. Pour être à l'heure à l'antenne, MM. Gorbatchev et Eltsine devront se lever à l'aube à Moscou.

Al. Fr.

## Le KGB remet à l'ambassadeur de Suède des documents « inédits » sur l'affaire Wallenberg

Le nouveau président du KGB, M. Vadim Bakatine, a remis, mercredi 4 septembre, à l'ambassadeur de Suède à Moscou, M. Orjan Berner, cinq documents inédits sur Raoul Wallenberg, le diplomate suédois disparu dans les prisons soviétiques.

Toutefois, selon M. Bakatine cité par l'agence Tass, « même ces documents n'apportent malheureusement pas toute la lumière sur cette affaire, mais il ne faut pas perdre espoir d'en trouver d'autres ».

Le vice-président du Comité à la sécurité d'Etat (KGB), M. Stolarov, devait (tenir, jeudi après-midi, une conférence de presse sur ce diplomate suédois arrêté par les Soviétiques à Budapest et qui a disparu au lendemain de la deuxième guerre mondiale après avoir sauvé des dizaines de milliers de Juifs hongrois des camps nazis en leur fournissant des laissez-passer.

Selon la version officielle soviétique, réaffirmée encore récemment par le prédécesseur de M. Bakatine, Vladimir Kriouchkov, aujourd'hui arrêté pour sa participation au putsch, Raoul Wallenberg est mort d'une crise cardiaque dans une prison de Moscou en 1947.

M. Kriouchkov avait assuré avoir transmis à la famille de M. Wallenberg « tous les documents » dont disposait le KGB. Mais des proches du diplomate estiment qu'il pourrait être encore en vie, d'anciens détenus affirmant l'avoir vu en prison dans les années 80.



ALAIN BONFAND  
**LE MALHEUR**  
Roman, 168 p., 79 F.  
LA DIFFÉRENCE



## décalage

de Trouveron

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

Le décalage, un phénomène qui se produit lorsque la lumière d'une source lointaine est déviée par un objet massif, comme un trou noir.

# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Recevant M. Chirac à Moscou

## M. Gorbatchev a renouvelé sa demande d'une aide de 100 milliards de dollars

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Mettant à profit une énième suspension de séance du Congrès des députés du peuple, dont les membres refusent de se faire hara-kiri dans l'enthousiasme, M. Mikhaïl Gorbatchev a reçu M. Jacques Chirac au Kremlin, mercredi après-midi 4 septembre. M. Gavril Popov, le maire réformateur de Moscou, qui la délégation de l'opposition française avait longuement rencontré dans la matinée, a assisté à l'entretien qu'il avait contribué à organiser. MM. François Léotard, Pierre Méhaignerie et Alain Juppé n'ont pas eu, en revanche, ce privilège. Sans doute le président soviétique, dont les seuls partisans ne se trouvent depuis longtemps que hors du territoire soviétique, n'a-t-il pas voulu indisposer outre mesure M. Mitterrand...

A l'issue de cette rencontre, le maire de Paris s'est déclaré impressionné par « le calme, la sérénité et la détermination » d'un président soviétique qui a pourtant dû encaisser, depuis son retour de Crimée dans les fourgons de M. Eltsine, une série d'humiliations peu habituelles. C'est vrai que M. Gorbatchev n'est jamais aussi bon politicien que dans l'adversité. Le malheur pour lui, c'est qu'il va avoir sans doute l'occasion d'être encore meilleur : il n'est plus qu'un président sous haute surveillance - celle de M. Boris Eltsine, qui ne manque pas une occasion de le lui rappeler en public.

Le président russe n'avait-il pas accueilli M. Chirac et ses amis, la veille, en leur lançant : « Je suis heureux de vous recevoir au Kremlin, en tant que président de la Russie. Nous avons attendu ce moment soixante-quatorze ans mais nous y sommes enfin » ? Condescendant comme un maître d'école à l'égard d'un cancre, il s'était ensuite fait un malin plaisir de vanter « les progrès » faits par M. Gorbatchev depuis l'échec du putsch. « J'ai beaucoup plus confiance en lui qu'avant la tentative de coup d'Etat », avait-il dit, ajoutant que M. Gorbatchev pourrait encore rester président à condition de suivre les consignes du Mouvement pour les réformes démocratiques (MDR), qui a été formé par tous les déçus du gorbatchévisme.

Face à M. Chirac, M. Gorbatchev.

JACQUES AMALRIC

## M. Jack Lang se moque des « ballets russes » de la droite

L'absence de M. Valéry Giscard d'Estaing dans la délégation de l'opposition menée par M. Jacques Chirac à Moscou les 3 et 4 septembre (le Monde des 4 et 5 septembre), donne l'occasion aux socialistes d'ironiser sur l'union de la droite. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a suggéré que MM. Chirac et François Léotard entendaient ainsi « faire comprendre » à l'ancien président de la République qu'il devait se résigner à n'être que le passager clandestin des prochaines primaires.

M. Jack Lang s'est déclaré « attristé » de ce qui est l'intérêt de la France, sa politique internationale, fasse l'objet de petites polémiques internes. Le ministre de la culture, porteur du gouvernement, évoquant ces « ballets russes » de l'opposition, a ajouté : « L'union de l'opposition apparaît plus difficile à construire que la nouvelle union

des Républiques soviétiques. L'opposition parle beaucoup d'unité et de retrouvailles. C'est plutôt l'amour vache. Les croche-pieds ne manquent pas et les futures primaires se jouent peut-être à la roulette russe. »

Raillant les « Sganarelles de la place Rouge », M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a ironisé sur les « mousquetaires de la droite » (MM. Chirac et Léotard étaient accompagnés de MM. Pierre Méhaignerie et Alain Juppé) qui sont arrivés à Moscou par surprise mais sans d'Armagnac.

De son côté, M. Laurent Fabius s'est dit, mercredi 4 septembre, à l'instar de voir que la France soit le seul pays où les événements [à l'Est] créent une telle polémique interne. Le président de l'Assemblée nationale a ajouté : « L'hommage minimum à rendre aux événements mériterait une autre attitude. »

Pékin dément que des membres du KGB aient demandé l'asile politique. - Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a qualifié, jeudi 5 septembre, de « totalement sans fondement » les informations faisant état de la défection de milliers d'agents du KGB et de fonctionnaires du PC soviétique, qui auraient fui en Chine depuis l'échec du putsch du

19 août pour y demander l'asile politique. Ces informations, de source japonaise, ont été publiées dans des journaux japonais et reprises mercredi par le correspondant à Tokyo de l'agence Tass. Les transfuges auraient franchi la frontière sino-soviétique le long des trois provinces du Nord-Est (Mandchourie) et du Xinjiang, qui jouxte les Républiques musulmanes d'Asie centrale.

## La Commission de Bruxelles veut repenser les modalités d'une éventuelle adhésion des pays d'Europe de l'Est

Le commissaire européen chargé des relations extérieures, le Néerlandais Frans Andriessen, a envoyé, mercredi 4 septembre, ce qu'on qualifie dans les milieux communautaires de « signal politique fort » à l'intention des Européens de l'Est, impatientes de rejoindre les Douze, en insistant sur la nécessité de « traiter en parallèle l'approfondissement et l'élargissement » de la Communauté.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Avant les événements de Moscou et leurs suites, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient décidé de se prononcer, en décembre, sur les réformes structurelles de la Communauté, l'union politique et l'union économique et monétaire préparées depuis des mois par des conférences intergouvernementales au niveau des représentants personnels des ministres.

Il s'agit de ce qu'on appelle ici l'« approfondissement », c'est-à-dire la recherche de structures politiques qui permettraient, par exemple, de renforcer le contrôle du Parlement européen et de remplacer la règle de l'unanimité entre Etats membres par celle de la majorité dans un plus grand nombre de domaines. En principe, le calendrier ne sera pas modifié, mais, pour M. Andriessen, « il est

clair que ce qui s'est passé à Moscou aura une influence sur le processus européen » et que la situation nouvelle commande « une réflexion sur la façon de structurer nos relations » avec les pays d'Europe « autre que celle que nous avons connue ».

Naguère, le vice-président de la Commission « envisageait une Europe à vingt-quatre ». Or, estime-t-il, « ce nombre pourrait croître et améliorer » avec la disparition de l'ancienne URSS. « Imaginez le fonctionnement d'une Commission de trente membres et d'un Parlement de mille deux cents députés si l'on continue avec les ratios actuels », a-t-il lancé aux journalistes, avant d'ajouter que, les institutions résultant de l'Acte unique n'étant pas modèles pour une Communauté qui serait un jour à ce point élargie, « il ne faut pas séparer approfondissement et élargissement ».

Il sait bien que le mandat donné par les chefs d'Etat et de gouvernement aux conférences intergouvernementales ne s'étend pas à l'« élargissement », mais, a-t-il dit, « je n'exclus pas que le Conseil européen réfléchisse aux implications possibles [de la nouvelle donne], et si c'était le cas, personnellement, je m'en féliciterais ».

Jusqu'à présent, Bruxelles s'en tenait au thème des « cercles concentriques » : un premier cercle comprenant les Douze ; un second renfermant les pays de l'Association européenne de libre échange (AELE) engagés avec les Douze dans des négociations pour la formation d'un espace économique

européen (EEE) ; un troisième ouvert aux anciens satellites de Moscou - Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, dans un premier temps - associés progressivement à l'Europe riche. Un jour, ces « cercles concentriques » devaient disparaître au profit d'un ensemble unitaire.

### Une nouvelle géométrie ?

Cette géométrie est-elle encore satisfaisante pour l'Europe ? Le second « cercle » devient moins consistant depuis la candidature suédoise à l'adhésion à la CEE, annoncée en juin. Et, en juillet, il y eut l'« avis positif » de la Commission à celle de l'Autriche. Les négociations ne sont pas prévues avant 1993, mais, depuis ce qui s'est passé en août, il sera difficile de faire lanterner Vienne pour cause de neutralité. Quant au troisième « cercle », sans parler de l'implication croissante de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, il change un peu de nature dès lors qu'il contient des Etats baltes indépendants que le Danemark aimerait voir la Communauté accueillir sans tarder.

Pour l'heure, la Commission présente trois propositions que les ministres des affaires étrangères des Douze examineront vendredi 6 septembre à Bruxelles, avant de se retrouver samedi à La Haye pour la conférence sur la Yougoslavie. Elle demande au Conseil « un peu plus de souplesse » dans les directives de négociation d'accords d'association avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Elle suggère aussi que l'on « commence à explorer » les possibilités d'un accord similaire d'association avec la Bulgarie et la Roumanie, au lieu de s'en tenir à la simple coopération économique. Elle propose enfin que l'Albanie puisse bénéficier d'un accord de commerce et de coopération en plus de l'aide alimentaire d'urgence dont elle a dramatiquement besoin.

Les relations avec les Etats baltes seront aussi évoquées vendredi lors d'un déjeuner des Douze avec leurs homologues de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie qu'ils avaient invités le 27 août. Cela pourrait commencer par la recherche d'une formule permettant une « coopération politique » que M. Andriessen souhaite développer avec tous les pays qui seront associés aux Douze sur le plan économique. En somme, le Conseil va examiner des solutions intermédiaires, mais, en cherchant à introduire des données nouvelles dans le débat sur l'« approfondissement », M. Andriessen, au-delà des abstractions pour initier, veut signifier aux intéressés que la Commission pense déjà à préparer leur adhésion au début du siècle prochain.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## Vivre sans URSS

Suite de la première page

L'équilibre de la terreur assurait une paix globale en Europe et entre les grandes puissances, tandis que la répression interne au camp soviétique maintenait dans des limites acceptables les germes d'affrontements.

Cette garantie de stabilité a disparu depuis le retrait soviétique, d'Europe de l'Est. On en voit les effets en Yougoslavie, qui n'était pas directement dans la sphère d'influence soviétique mais dont l'équilibre instable était en quelque sorte parrainé par les deux blocs. D'autres conflits analogues couvent dans plusieurs régions d'Europe centrale.

Jusqu'à l'échec du putsch conservateur à Moscou, l'Union soviétique restait au moins un interlocuteur. Ce n'était plus, avec Washington, la « double hégémonie » dénoncée par Michel Jobert au début des années 70, mais quand George Bush s'apprêtait à infliger une punition à Saddam Hussein il prenait soin de s'assurer au minimum de la bienveillante neutralité du Kremlin.

En ce sens, l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev représentait un partenaire presque idéal. Les Occidentaux, George Bush en tête, ne se lassent pas d'énumérer ses mérites : sans lui, la libération de l'Europe de l'Est, l'unification allemande, le retrait soviétique d'Afghanistan, la paix en Angola ou au Nicaragua, les accords de désarmement, etc., n'auraient pas été possibles.

### Les armes nucléaires à courte portée

Au cours des cinq dernières années, l'URSS était suffisamment faible pour avaler quelques couleurs mais assez forte encore pour imposer à ses alliés d'hier les compromis inévitables, du Proche-Orient à l'Amérique centrale.

Avec la nouvelle union qui s'esquisse, c'est un saut dans l'inconnu. Les responsabilités principales sont transférées vers les Républiques, alors que le pouvoir central apparaît comme un résidu, avec la tutelle de la politique étrangère et militaire, mais en concurrence avec des Républiques qui seront de plus en plus tentées de jouer leur propre jeu, soit en raison de leur poids, comme la Russie, soit en raison de la force d'attraction d'autres ensembles, comme les Etats baltes par rapport aux pays scandinaves.

Les Occidentaux doivent donc se préparer à traiter avec des partenaires multiples. Tout en recon-

naissant les Etats baltes, ils ont essayé de limiter les dégâts en expliquant que le cas de ces pays était particulier et ne saurait constituer un précédent. Les Baltes avaient été inclus de force dans l'URSS, leur annexion n'avait jamais été reconnue par les Occidentaux et ils avaient siégé à la Société des Nations, pendant leur courte indépendance de l'après-guerre. Ces trois conditions ne sont pas réunies pour la Géorgie ou l'Arménie, par exemple. Mais qu'en est-il de l'Ukraine, qui a un siège à l'ONU ? De même que la Biélorussie, qui est en revanche une création largement artificielle du pouvoir soviétique en 1919 ?

Bien que la discussion sur la forme transitoire que prendra l'Union soviétique dans les prochains mois ne soit pas encore terminée, il semble que les craintes concernant la prolifération nucléaire ne soient pas fondées. L'arsenal stratégique continuera à être contrôlé par le « centre » ; c'est lui qui devrait garantir le respect des accords signés et c'est avec lui que devraient être négociés de futurs traités. La question est plus délicate pour l'arsenal nucléaire et les armes à courte portée largement dispersées sur le territoire soviétique. C'est pourquoi les Allemands proposent que des négociations commencent la plus rapidement possible sur la destruction de ce type d'armement.

Plusieurs des Républiques qui se détachent de l'Union soviétique ont quelque droit de se prétendre européennes. Les Baltes certainement, mais d'autres encore. Après l'ONU, ils demanderont à adhérer au Conseil de l'Europe. Puis la Communauté fera face à des demandes d'adhésion ou d'association en chaîne. Récemment encore, la doctrine était claire : priorité aux négociations sur l'union politique et monétaire, ensuite adhésion des Etats de l'AELE, dont les économies sont très proches de celles des Douze (Autriche, Suède, Norvège, Suisse...).

### Les Allemands aux avant-postes

Jacques Delors a raison de dire que l'économie polonaise ne résistera pas à une intégration dans la CEE. Mais les nouveaux Etats démocratiques posent la question de leur appartenance à l'Europe en termes essentiellement politiques. Les craintes soulevées par le putsch de Moscou puis par la menace d'une instabilité persistante sur leurs frontières orientales poussent à rechercher à l'Ouest

des garanties, y compris militaires, pour leur sécurité.

Dans l'ordre ancien, la Communauté européenne se considérait comme un flot de stabilité et de prospérité, à l'abri du Mur. Elle est maintenant exposée aux retombées de l'instabilité est-européenne, et ne peut répondre seulement par de bonnes paroles ou par la « politique du chèque » que l'on reproche tant aux Allemands. Ceux-ci sont peut-être plus sensibles que leurs partenaires aux menaces venues de l'Est, parce qu'ils sont aux premières loges. Ils ont déjà payé ou promis beaucoup : plus de 60 milliards de deutschemarks (plus de 200 milliards de francs) à la seule URSS. C'est le prix de la réunification ; c'est aussi le prix du retrait de l'armée rouge d'Europe centrale, qui est dans l'intérêt de tous les Occidentaux. Aussi Bonn demande-t-il pour l'aide à l'Est un nouveau *burden sharing*, ce partage des charges que réclamaient naguère les Américains pour la défense de l'Europe.

Toutefois, les crédits ne suffisent pas à définir une politique commune aux Douze, et d'abord à la France et à l'Allemagne. MM. Dumas et Genscher donnent une grande publicité à leur entente, mais celle-ci ne débouche que rarement sur des initiatives communes. Pourquoi la France et l'Allemagne, qui envisageaient il y a quelque temps d'ouvrir ensemble des ambassades, n'ont-elles pas saisi l'occasion du rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats baltes pour avoir une représentation commune dans leurs capitales ?

### Les troupes américaines en Europe

Plus que les obstacles juridiques - le Conseil d'Etat s'y était opposé - c'est la conviction que Paris et Bonn n'ont pas exactement les mêmes intérêts sur les rives de la Baltique qui a empêché ce geste symbolique. Car les vieilles méfiances ont été ravivées, par la crise yougoslave notamment, dans laquelle l'Allemagne est accusée à demi-mot de renouer une alliance traditionnelle avec la Slovaquie et la Croatie.

### EN BREF

o Profanations de la tombe du maréchal Akhromev. - Le corps du maréchal Akhromev, l'ancien conseiller militaire de M. Gorbatchev qui s'est suicidé après l'échec du putsch, a été détourné de son tombeau et des vandales l'ont dépouillé de son uniforme, a rapporté, mardi 3 septembre, la télévision soviétique. - (AFP, AP, Reuter.)

o Décès de M<sup>me</sup> Pongo. Réponse de l'ex-ministre de l'Intérieur polonaise. - L'épouse d'un des conjugués du 19 août, l'ancien ministre de l'Intérieur Boris Pongo, est décédée des suites de sa propre tentative de suicide, a annoncé mercredi le ministère de l'Intérieur. M. Pongo s'était lui-même suicidé pour échapper à son arrestation. - (Reuter.)

o Fin des Komsomols. - Un congrès extraordinaire des Komsomols, la ligue des jeunes communistes, a été convoqué pour le 27 septembre et sera probablement le dernier, a annoncé mercredi l'agence Tass.

مكتبة من الأصل





## AFRIQUE

## ALGÉRIE

## Le gouvernement présente un nouveau projet de découpage électoral

ALGER

de notre correspondant

Honorant ses engagements, pris lors de la deuxième rencontre organisée, fin août, entre le gouvernement et les partis politiques, le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali, vient de leur faire parvenir le nouveau projet de découpage électoral.

Selon ce document, le futur Parlement comptera 370 sièges au lieu de 295 actuellement, alors que son prédécesseur, M. Mouloud Ham-

rouche, avait prévu, en mars, de porter à 537 le nombre des circonscriptions.

Cette loi avait été dénoncée avec virulence par le Front islamique de salut (FIS) qui y voyait une véritable bouée de sauvetage pour le FLN (l'ancien parti unique) en perte de vitesse. L'agitation islamiste devait aboutir au report des élections législatives, prévues le 27 juin, et à l'instauration de l'état de siège.

Le nouveau découpage électoral envisage, d'autre part, une représentation plus équilibrée entre les

différentes régions du pays. Si le projet de M. Ghozali s'en tient au mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours, il limite le vote par procuration à une personne et facilite les procédures pour les candidatures indépendantes. Enfin, l'âge minimum des personnes éligibles a été légèrement abaissé, passant de trente à vingt-sept ou vingt-cinq ans, selon les cas. Le premier ministre a précisé qu'il appartenait à l'Assemblée nationale - où le FLN est encore majoritaire - d'approuver ou de rejeter ce texte, qui lui sera soumis à la mi-septembre. (Interim.)

## La situation dans le Sud saharien

## L'afflux de réfugiés touaregs maliens inquiète les responsables algériens

La presse algérienne multiplie informations et commentaires sur l'insécurité qui régnerait depuis quelque temps aux confins du Sahara algérien et particulièrement dans la wilaya (préfecture) de Tamanrasset. Sont visés : les réfugiés maliens et les éléments incontrôlés des mouvements autonomistes touaregs, repliés sur le sol algérien pour fuir la sécheresse ou la répression du gouvernement de Bamako (le Monde du 4 septembre).

ALGER

de notre correspondant

Le chef d'un petit parti, le PSL, avait dénoncé, sans toutefois en apporter la preuve, un important trafic d'armes entre l'Algérie et les pays bordant sa frontière sud. Le quotidien indépendant *El Watan* est allé plus loin, mardi 3 septem-

bre, en se demandant si l'on « n'assiste pas à des manœuvres de désattribution du Sud algérien par des puissances étrangères, en l'occurrence la France et la Libye ». Thèse que le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali, ne semble pas vouloir faire sienne.

Le ministre de l'intérieur, dans un premier temps, avait parlé d'événements qui prennent de jour en jour une importance plus grande et qui menacent dans l'immédiat la sécurité de la région sud du pays. Mais M. Abdelatif Rahal s'est ensuite voulu plus rassurant, après une réunion interministérielle à huis clos, qui a examiné les problèmes d'insécurité à Tamanrasset : « La situation est préoccupante mais pas alarmante. Elle ne met pas en danger la souveraineté nationale. Il y a eu à peine une vingtaine d'incidents qui se sont terminés par l'arrestation des auteurs de troubles. Même s'il est difficile de contrôler ce vaste territoire, nous ne comptons pas renforcer le dispositif actuel de sécurité ».

Cette mise au point officielle contredit les informations « exagérées » données par certains partis et la presse. Elle indique aussi qu'Alger entend encore une fois privilégier la conciliation.

## Appel à l'aide internationale

M. Rahal a ainsi annoncé que le gouvernement s'apprêtait à entreprendre « une grande action diplomatique » en direction de toutes les parties concernées en vue d'une « solution politique durable » aux problèmes des populations touaregs maliennes. Reste à savoir si les nouvelles autorités de Bamako qui ont renversé, en mars, le régime de M. Moussa Traoré, se sentent toujours liées par les accords de Tamanrasset de janvier 1991.

Ces accords, signés grâce aux bons offices de l'Algérie, entre Bamako et plusieurs composantes du mouvement autonomiste touareg Azawad stipulaient, entre autres, un arrêt des hostilités et la prise en charge du développement des régions nord du Mali. Mais, depuis, de nombreuses escarmouches meurtrières entre forces régulières et éléments armés azawad auraient rendu ces accords pratiquement caducs et précipité l'afflux de réfugiés touaregs maliens en Algérie. Une quinzaine de milliers seraient actuellement répartis dans les wilayas de Tamanrasset et d'Ilizi. Pour le ministre de l'intérieur, la situation reste « gérable » sur le plan socio-économique, mais il n'a pas écarté l'éventualité de faire appel, « si nécessaire, à l'aide internationale pour renforcer les moyens de l'Algérie en la matière ». (Interim.)

## Au Sahara occidental

## Alger prêche la « retenue »

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, mercredi 4 septembre, le secrétaire général du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, a démenti « les allégations dénuées de tout fondement » du roi du Maroc, qui s'était inquiété, mardi, auprès de M. Perez de Cuellar, d'un déplacement de troupes sahraouies, dans la région de Tifariti, à la frontière mauritanienne. Selon M. Abdelaziz, ces troupes « sont restées sur leurs positions et attendent l'arrivée des « casques bleus » de l'ONU pour être sous leur contrôle ».

Un premier contingent d'une centaine d'observateurs militaires va être réparti dans dix postes d'observation pour veiller au respect du cessez-le-feu. Celui-ci doit, en principe, entrer en vigueur vendredi 6 septembre.

De son côté, M. Sid Ahmed Ghozali, le premier ministre algérien, qui s'exprimait à la radio mercredi soir, a demandé que « chacun fasse montre de sagesse et de retenue » à l'approche du référendum d'autodétermination, qui devrait avoir lieu au début de 1992. Il a reconnu que « les embûches et les difficultés n'ont pas totalement disparu » et que l'on allait rentrer « dans une phase cruciale ». (AFP.)

□ ZAMBIE : premières élections libres fin octobre. Le président Kenneth Kaunda a annoncé, mercredi 4 septembre, la dissolution de l'Assemblée nationale, le 31 octobre, les premières élections depuis l'instauration du pluralisme. (AFP.)

## KOWEÏT

## Les Nations unies minimisent l'incident sur l'île de Boubiane

Le rapport publié, mercredi 4 septembre, par les Nations unies, sur l'incident qui s'est produit sur l'île koweïtienne de Boubiane, diffère de la version présentée par les autorités de l'émirat. Selon celles-ci, quatre-vingts soldats irakiens en civil, venus à bord de deux bateaux armés, avaient débarqué sur Boubiane, le 28 août, et quarante-cinq d'entre eux avaient été faits prisonniers, les autres se cachant dans l'île. Les Koweïtiens disaient en outre avoir essayé des tirs.

Mais la Mission d'observation de l'ONU en Irak et au Koweït

(MONUIK) affirme que les Irakiens capturés ont tous été interceptés dans des bateaux au large de Boubiane. D'après son rapport, la MONUIK n'a trouvé « aucune information selon laquelle des Irakiens seraient cachés sur l'île ». L'Irak a démenti les accusations koweïtiennes et a accusé l'émirat d'avoir monté cette affaire pour justifier le maintien de la présence américaine dans la région. Le Koweït a approuvé, mercredi, le projet d'un accord de coopération avec les États-Unis en matière de défense. (AP, AFP, Reuters.)

## AMÉRIQUES

## ÉTATS-UNIS : l'ouverture à Miami du procès du général Noriega

## Un événement plus politique que judiciaire

Après vingt mois de guérilla judiciaire, le procès de l'ancien « homme fort » du Panama, l'ex-général Manuel Noriega, devait s'ouvrir jeudi 5 septembre devant un tribunal de Miami. Les jurés, qui seront sélectionnés au cours des prochains jours, devront déterminer si l'ancien dictateur est coupable, parmi les onze chefs d'accusation portés contre lui, d'avoir reçu 4,6 millions de dollars en pots de vin des cartels colombiens de la drogue. La peine maximale pour l'ensemble des délits atteint cent quarante ans de prison.

SAN-JOSE

de notre correspondant en Amérique centrale

Ce procès est exceptionnel à plus d'un titre. C'est la première fois qu'un dirigeant étranger de ce niveau est jugé aux États-Unis, même s'il est vrai que plusieurs ministres et officiers supérieurs de la région - balnéens, haïtiens, honduriens et quelques autres - ont déjà eu maille à partir avec la justice américaine pour des affaires de drogue.

Un autre paradoxe veut que les honoraires des avocats de la défense - plus de 2000 francs l'heure - soient financés par les émoluments versés à l'ex-général au cours de sa longue carrière au service de l'agence de renseignement des États-Unis, la CIA. Enfin, les circonstances spectaculaires de l'arrestation de Manuel Noriega - une intervention militaire des États-Unis en décembre 1989 et des centaines de morts - donnent à son procès une dimension tout à fait disproportionnée par rapport aux délits dont il est accusé.

La différence de ce qui s'est souvent produit dans des affaires impliquant des hauts personnalités étrangères, aucun accommodement n'a finalement été négocié pour éviter un procès et d'éventuelles révélations embarrassantes pour les États-Unis. Et cela malgré les nombreuses allusions faites par les avocats de l'ancien chef des forces de défense panaméennes qui continuent de laisser entendre que le président George Bush lui-même pourrait être mis en cause pour avoir reçu Manuel Noriega, en 1976, à l'époque où il était directeur de la CIA.

Le principal avocat de la défense, M. Frank Rubino, a clairement annoncé le cœur : « Il s'agit d'un procès politique », a-t-il déclaré à maintes reprises pour justifier ses demandes d'accès aux documents confidentiels touchant la collaboration du général Noriega avec la CIA et l'organisme du gouvernement américain chargé de la lutte contre le trafic de stupéfiants, la DEA.

M. Rubino a partiellement

obtenu satisfaction. Les autorités américaines ont été contraintes de rendre publics certains éléments du « dossier Noriega » qui donnent des détails sur les relations privilégiées entre l'ex-général et la CIA. Les services américains avaient mis à sa disposition un fonds secret de 11 millions de dollars pour le financement des « contras », la guérilla antisandiniste, que Washington ne pouvait pas aider publiquement.

On a pu apprendre ainsi que le dirigeant panaméen avait fourni à l'Argentine, à la demande de la CIA, des missiles Exocet français au cours de la guerre des Malouines en 1982. Alors que Washington soutenait officiellement Londres dans ce conflit, la CIA cherchait à maintenir de bonnes relations avec les militaires argentins qui avaient accepté de s'occuper de l'entraînement des rebelles nicaraguayens.

## La mort suspecte du général Torrijos

Les autorités américaines n'ont pas cherché à nier les services rendus par leur ancien allié et prêtent même l'intention de révéler que celui-ci avait fourni des informations confidentielles sur la stratégie de son prédécesseur, le général Omar Torrijos, au moment de la négociation des nouveaux traités sur le canal de Panama dans les années 70. Cela ne devrait pas contribuer à renforcer la stratégie de défense de M. Rubino qui veut démontrer que son client est « avant tout un nationaliste qui cherchait à protéger l'indépendance du Panama en maintenant l'équilibre entre l'impérialisme américain et l'expansionnisme cubain ».

Selon ses défenseurs, Manuel Noriega « ne s'est pas borné à fournir des informations aux États-Unis » qui, ajoutent-ils, « lui ont également fourni des renseignements confidentiels sur la stratégie de la défense de la région ». Ils soulignent à ce propos la faveur accordée au président Carter qui, confronté à la crise des diplomates américains pris en otages à Téhéran, avait obtenu un asile discret pour le chef d'Iran au Panama entre décembre 1979 et mars 1980.

Le général Torrijos était alors au pouvoir et entretenait des relations tumultueuses avec Washington, notamment à la suite de la reprise des relations diplomatiques avec Cuba, en 1974. Il est décédé en juillet 1981 dans un accident d'avion, survenu, affirmait certains, à Panama, à la demande de la CIA par le responsable de la sécurité militaire de l'époque qui était un lieutenant-colonel redouté par l'opposition démocratique. Cet homme mystérieux et introverti, à la peau grise, n'était autre que le futur général Noriega...

Celui-ci entretenait, depuis le



début des années 60, d'excellentes relations avec les officiers américains stationnés dans les bases de la zone du canal mais aussi avec la DEA. Les avocats de la défense ne manquent pas de présenter aux jurés les nombreuses lettres de félicitations envoyées par les dirigeants de la DEA à leur client jusqu'en 1987, alors que la presse américaine avait déjà publié d'abondantes informations sur les relations entre les militaires panaméens et le cartel de Medellín.

M. Rubino entend donc démontrer que Manuel Noriega a collaboré avec les cartels de la drogue à la demande de la DEA pour mieux les infiltrer. C'est également la thèse défendue par un ancien dirigeant de la contra, Edan Paszora. Celui-ci soutient que le général Noriega a parfaitement rempli sa mission et que le cartel de Medellín l'aurait déjà liquidé s'il n'avait pas obtenu la meilleure protection possible : une prison américaine et une cellule spéciale.

Pourquoi alors les États-Unis auraient-ils décidé de monter une violente campagne contre leur ancien allié ? Tout simplement, affirment ses défenseurs, parce qu'il a rejeté une requête de Washington qui lui demandait d'utiliser des troupes panaméennes pour une intervention militaire contre le Nicaragua sandiniste. En outre, les États-Unis étaient de plus en plus irrités par le rôle joué par le Panama pour permettre à Cuba de contourner l'embargo commercial en vigueur depuis le début des années 60.

L'accusation a mis au défi M. Rubino de prouver ses affirmations, plus particulièrement celle selon laquelle les autorités américaines auraient approuvé les relations entretenues par l'ancien homme fort de Panama avec les trafiquants de drogue. On ne s'attend pas à de nouvelles révélations fracassantes à ce sujet mais le spectre de l'irrigation pourrait néanmoins resurgir si la défense décidait d'utiliser des témoignages sur le financement de la contra avec l'argent de la drogue dans le cadre des opérations montées par l'entourage de l'ancien président Ronald Reagan, en particulier par le colonel Oliver North.

BERTRAND DE LA GRANGE

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires prieurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 65 12 66.

## VENDREDI 13 SEPTEMBRE

S. 8 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. BOISCHIRARD.  
S. 11 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. LANGLADE.  
S. 16 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

BOISCHIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

LE MONDE diplomatique

SEPTEMBRE 1991.

## UNION SOVIÉTIQUE : LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 13 F

هكذا من الأصل



## AMÉRIQUES

CUBA : les suites de l'étrange affaire Ochoa

### M. Fidel Castro ne pouvait pas ignorer les trafics de drogue

affirment deux opposants réfugiés en Espagne

Deux anciens privilégiés du régime cubain, affirment ce que l'on soupçonnait dès le procès d'Arnaldo Ochoa, ancien commandant en chef des forces armées en Angola, à savoir que M. Fidel Castro ne pouvait ignorer les trafics de drogue rapprochés à cet officier supérieur (le Monde daté 11-12 août).

Leur témoignage apporte un jour nouveau sur

le procès qui a abouti en 1989 à l'exécution du général Ochoa.

Newsweek écrit d'autre part, cette semaine, que M. Fidel Castro va aider le gouvernement colombien à étayer les accusations contre le baron de la drogue Pablo Escobar en utilisant des informations apparues lors de l'instruction de cette affaire.

MADRID

de notre envoyé spécial

Fidel est le dernier caudillo d'Amérique latine. Le pouvoir absolu, il est donc totalement responsable. C'est dit d'une petite voix mais d'un ton ferme. Ileana, vingt-six ans, est une opposante traquée qui change d'appartement toutes les semaines. Réfugiée en Espagne depuis trois mois avec son mari argentin, M. Jorge Masetti, trente-cinq ans, elle est la fille du colonel Antonio de la Guardia, fusillé à La Havane, le 13 juillet 1989, pour « trafic de drogue » aux côtés du général de division Arnaldo Ochoa, le plus populaire des officiers supérieurs cubains, ex-membre du comité central du PCC, ex-héros de la République, ex-commandant des troupes cubaines en Angola et en

Angola. Ont également été passés par les armes, le capitaine Martinez, adjoint et homme de confiance d'Ochoa, le commandant Amado Padron, du département MC du ministère de l'Intérieur, un organisme secret chargé depuis 1982 de tourner par tous les moyens l'embargo américain contre Cuba. L'affaire Ochoa, le plus grand scandale politique qui ait frappé Cuba depuis 1959, est restée très mystérieuse. Ce couple affirme aujourd'hui à Madrid ce que disent aussi en Espagne et dans certains pays d'Amérique latine d'autres réfugiés de fraîche date.

Si ces enfants longtemps gâtés de la nomenclature castriste ont franchi le pas, c'est, disent-ils, « pour sauver la vie de Patrio », oncle d'Ileana, actuellement incarcéré. Le général Patrio de la Guardia, ex-commandant des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, le MINT, a été arrêté en même temps que son frère jumeau, Antonio, et traité devant la cour martiale. Le tribunal militaire a cependant reconnu qu'il « n'a jamais été mêlé au trafic de drogue ». Son crime, selon le procureur, est d'« avoir été au courant de la conduite de son frère et de ne pas avoir dénoncé celui-ci ». Verdict : trente ans de prison.

Patrio croupit actuellement dans un cachot, malade, isolé, au secret. « Mon oncle est le dernier témoin vivant de ce qui s'est vraiment passé dans ce réseau de trafic de drogue. Il peut être assassiné à tout moment », dit Ileana. La jeune femme a demandé l'asile politique en Espagne, mais ne l'a pas encore obtenu. Elle caressait l'espoir de se rendre à Miami. Les autorités américaines lui ont fait savoir qu'elle n'aurait pas de visa tant qu'elle serait l'épouse de M. Jorge Masetti.

#### Trafics organisés

Jorge s'étonne - vraie ou fausse candeur - de figurer sur les listes rouges des services d'immigration des Etats-Unis. On le serait pourtant à moins. Costaud, profil de dur de cinéma, il a été un professionnel de la révolution et de la subversion. Sans doute, pour retrouver le chemin de son père, Ricardo Masetti, Argentin, ami intime de Che Guevara, tué en 1964 à la tête d'un groupe de guérilla entre Salta et la frontière bolivienne. Jorge a effectué de nombreuses missions pour le compte des services secrets cubains, en Colombie, aux côtés des guérilleros du M19, et au Nicaragua, sur le front sud avec les sandinistes, pendant l'offensive finale contre le régime Somoza.

En 1970, M. Jorge Masetti est à Buenos-Aires, milite à l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple), une organisation qui sera massacrée par les militaires pendant la « sale guerre ». Après le coup d'Etat de 1976, M. Masetti revient quatre fois clandestinement dans son pays. Il va aussi, agent de l'ombre, rencontrer les militants clandestins du MIR, qui ont le dos au mur dans le Chili de Pinochet. Il est ensuite « en poste » pendant trois ans à l'ambassade de Cuba à Mexico, chargé des contacts avec les mouvements de guérilla d'Amérique latine. Il est au cœur du dispositif castriste de contrôle des

opérations politiques et militaires sur le continent. En 1989, juste avant le coup de tonnerre du scandale, il est en Angola avec Ileana, à la mission cubaine. Ochoa est chef de cette mission depuis novembre 1987.

L'Angola, où les troupes cubaines, sous les ordres d'Ochoa, ont remporté, en 1988, une belle victoire à Cuito-Cuanavale, contre les forces armées sud-africaines ? Il est péremptoire : « Des dizaines de milliers de Cubains sont morts pour rien ; pour que finalement Sambi Ntseke s'installe à Luanda dans l'ancienne résidence du chef de la mission cubaine ».

Le jeune couple était aux premières loges en Afrique pour assister aux trafics organisés par des « centaines de sociétés commerciales », à l'abri parfois du pavillon panaméen, et créées dans le cadre légal des activités du MC. Trafics en tout genre : opium, cocaïne, diamants. Un étrange brio-brac dans le but, selon les statuts du MC, de « fournir des devises à Cuba », un objectif confirmé avec une certaine mollesse par les accusés de juillet 1989. Il s'agit d'un trafic assez minable dont les bénéfices étaient destinés à financer des opérations militaires dans le Sud angolais, un argument repoussé avec mépris par M. Fidel Castro, qui, dans sa plaidoirie devant le Conseil d'Etat chargé de ratifier la sentence finale, a accusé Ochoa d'« incompétence militaire notoire ».

#### Hold-up et « impôt révolutionnaire »

Le trafic de drogue pièce maîtresse de l'accusation ? La niaise de Patrio ne le nie pas, pas plus que les dérapages. Y compris les accords de coopération avec les narcos américains, mexicains, panaméens ou colombiens, et les projets de collaboration avec le cartel de Medellín à la suite de l'étonnant entretien entre Pablo Escobar et le capitaine Martinez, qui ne cache, à cette occasion, ni sa qualité ni ses fonctions. Des projets, en particulier l'installation de laboratoires de cocaïne en Afrique, qui ont tourné court pour différentes raisons. Ileana tient à nuancer : « Mon père, dit-elle, se demandait si ce qu'on lui ordonnait de faire n'était pas absurde ».

Jorge est beaucoup plus tranchant. « On nous a appris que tout ce qui était mauvais pour l'impérialisme était bon pour Cuba. Dans les hautes sphères politiques de La Havane, la protection du trafic de drogue n'était pas un secret. Tout le monde le savait à ce niveau-là, pas seulement les gens du gouvernement et du parti ; le savaient aussi les dirigeants des mouvements révolutionnaires latino-américains, à commencer par les Colombiens. On appelait « actions illégales » des activités impliquant de très nombreux officiers et fonctionnaires du ministère de l'Intérieur ».

Selon lui, ces activités allaient de la « protection accordée au trafic de drogue jusqu'aux enlèvements et aux extorsions de fonds en coopération avec des guérillas ». Il précise : « C'était la règle du fifty-fifty pour le partage. 50 % pour les guérillas, 50 % pour Cuba ». La totalité du butin acquis par les commandos chargés des hold-up (« l'impôt révolutionnaire ») prenait parfois directement le chemin de La Havane. Ce fut le cas pour les 14 millions de dollars rapés lors de l'attaque à Porto-Rico d'un transport blindé ou les 60 millions de dollars de rançon pour l'enlèvement du directeur argentin de la société Bunge et Born.

« Rien à Cuba ne peut se faire sans que Fidel soit au courant ». Sur ce point, le couple désenchanté est bien d'accord. « Impossible », affirme Jorge, de cacher à Fidel des opérations impliquant l'aviation cubaine, ses unités de gardes-frontières et ses services d'immigration. Ochoa et Antonio

de la Guardia ont été assassinés pour sauver la face du régime et ses dirigeants compromis dans un trafic découvert avec des preuves en béton, par les Américains. Ileana ajoute : « Raul Castro a parlé longtemps en tête à tête avec mon père. Il lui a demandé de tout prendre sur lui et promis qu'il ne lui arriverait rien. Il fallait monter un show pour couper l'herbe sous le pied des gringos. Tout ça resterait ensuite, disait-il, dans la famille révolutionnaire. Jusqu'au bout, Ochoa et mon père ont cru qu'ils ne seraient pas fusillés. Ça explique leur comportement au procès. » Elle a aussi cette formule : « Fidel connaît la quantité exorbitante de laits que donne chaque vache cubaine. Comment pourrait-il ignorer tout le reste... ? »

Le reste, à écouter leurs confidences et à les recouper avec celles d'autres Cubains ou dirigeants de guérilla en Amérique latine, ce sont aussi les règlements de comptes sanglants au sein des guérillas, au Salvador, au Guatemala, au Nicaragua, en Colombie. « Liquidations » dans lesquelles, selon ces anciens militants, les services spéciaux cubains ont parfois joué un rôle. Et de rappeler l'assassinat à Managua d'Anna Maria, dirigeante de la ligne modérée des FPL (Forces populaires de libération), du Front Farabundo Martí de libération nationale du Salvador. Martial, leader de la ligne dure des FPL, rentré le jour suivant de Libye et accusé du crime par Tomas Borge, ministre sandinista de l'Intérieur, se « suicida ». « En fait, le tueur, dit El Pelado, était très connu », affirme un dirigeant salvadorien à Bogota.

Tout le monde en convient : en Espagne et en Amérique latine, l'affaire Ochoa a marqué une étape décisive. A l'étranger, de nouveaux bataillons de sympathisants se sont déolidarisés définitivement du régime. A Cuba, le malaise n'est pas dissipé deux ans après.

M. Raul Castro, ministre des forces armées, dauphin désigné de Fidel, a vu ses pouvoirs très renforcés. Des hommes à lui, les généraux Reguero et Colomé, ont été nommés respectivement ministre des transports et ministre de l'Intérieur. M. Carlos Aldana, chargé aujourd'hui des relations internationales du PCC, est son ancien chef de cabinet. Enfin, les commandos spéciaux ayant pour mission la sécurité rapprochée de Fidel sont maintenant aussi sous les ordres de l'armée.

#### « J'ai aimé Ochoa comme un frère »

Les Etats-Unis avaient fait savoir dès 1988 qu'ils soupçonnaient M. Raul Castro d'être impliqué dans des trafics. Quarante-sept généraux, fignés, étaient présents au premier tribunal d'honneur qui jugeait Ochoa. Devant la cour martiale, les plaidoiries des « avocats » militaires furent expédiées en quelques minutes.

« Un procès d'une limpidité exceptionnelle sans équivalent dans l'histoire du monde », affirmait alors M. Fidel Castro. La peine de mort ratifiée à l'unanimité par le Conseil d'Etat. Au nom d'une révolution « généreuse et pure ».

Pour avoir refusé la « réhabilitation », M. Patrio de la Guardia vient d'être transféré dans une celda de castigo, le mitard, sans lumière, sans aération. Une heure de sortie solitaire par jour. « On traitait mon père de canaille alors que tout le monde sait que l'Américain Robert Vesco, accusé dans son pays de fraude et de trafic de drogue, vit à La Havane sous la protection des autorités. Quelle est cette morale qui fusille mon père et qui protège Vesco ? » Avant d'être mis au trou, Patrio a pu crier quelque chose : « Ne croyez pas à toute cette merde du procès. J'ai aimé Ochoa comme un frère. Et si je suis à tout ça, alors je dirai la vérité... »

MARCEL NIEDERGANG

## L'UNION DE DEUX SPECIALISTES FAIT BAISSER LES TAUX

Dès la rentrée, Kaufman & Broad crée l'événement avec le Crédit Agricole d'Ile de France en baissant le taux des prêts immobiliers à 9,65% sur tous ses programmes. Pour l'acquisition d'un appartement, Kaufman & Broad prend à sa charge la différence de taux sur la totalité de votre prêt principal. Cette offre représente un avantage financier important.

Venez le mesurer avec nous !

9,65%



Le Victoria à Boulogne

PARIS 13<sup>ème</sup>  
34, rue des Peupliers  
Tél. 45 65 07 50

PARIS 16<sup>ème</sup>  
5, rue Lavigièrre  
Tél. 45 20 29 48

PARIS 19<sup>ème</sup>  
67, bd Sérurier  
Tél. 40 03 05 64

POISSY (78)  
14-20, av. Fernand-Lefebvre  
Tél. 30 65 92 29

LE CHESNAY (78)  
42, bd St-Antoine  
Tél. 39 55 73 80

BOULOGNE (92)  
118, rue de Sully  
Tél. 46 05 53 25

SURESNES (92)  
Renseignements et ventes :  
Tél. Siège : 49 00 19 00

ROSNY-SOUS-BOIS (93)  
Rue Raspail  
Tél. 48 54 46 58

NOGENT-SUR-MARNE (94)  
28-30, bd de la Marne  
Tél. 43 94 17 70

VINCENNES (94)  
62, rue de Montreuil  
Tél. 43 28 22 10

MONTMORENCY (95)  
Rue du Panorama  
Tél. 39 64 08 58

CRÉDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

KAUFMAN & BROAD

Bureaux de vente ouverts tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 11 h à 13 h et de 14 h à 20 h, et sur rendez-vous. • Appartements décorés à visiter.

Pour 10.000 F empruntés : coût total du crédit (Hors Capital) : 8.960 F. Taux Effectif Global Hors Assurances : 9,65%. Chiffres donnés pour un prêt principal Crédit Agricole d'Ile de France de 15 ans à taux fixe et mensualités constantes. Vous disposez d'un délai de réflexion de 10 jours et la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, Kaufman & Broad remboursera les sommes versées. Offre valable du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 91 pour une signature d'acte notarié avant le 30 novembre 91 et à l'exclusion de toute autre action promotionnelle.

مكتبة من الأصل

## POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

## Des dirigeants syndicaux se joignent aux critiques contre la direction du parti

Les débats du comité central du Parti communiste devaient se terminer, jeudi matin 5 septembre, par des interventions de M. Georges Marchais, qui était assuré du soutien de la majorité des membres du « parlement » du parti, et de M. Charles Fiterman, qui se proposait d'insister, une nouvelle fois, sur les réformes souhaitées par les contestataires. M. Marchais devait également tenir, jeudi après-midi, une conférence de presse.

Depuis que la direction du PCF est ouvertement confrontée au mouvement de contestation interne animé par les anciens ministres communistes, M. Charles Fiterman en tête, il n'y avait jamais eu, dans le huis clos des débats du comité central, mardi 3 et mercredi 4 septembre, une telle convergence de tir contre la ligne majoritaire incarnée par M. Georges Marchais.

Dans la foulée de M. Anicet Le Pors, ancien ministre de la fonction publique, qui avait demandé, dès l'ouverture de la discussion, la démission collective du bureau politique (le Monde du 5 septembre), tous les porte-parole des « refondateurs » sont naturellement au créneau pour essayer de convaincre le « parlement » de leur parti de sortir de l'ornière où l'a enfoncé son attitude devant le coup d'Etat raté contre M. Mikhaïl Gorbatchev.

L'ancien ministre de la santé, M. Jack Ralite, parlant de « système politique » à propos des conséquences de l'effondrement du communisme à l'Est, et de « préjudice incommensurable » au sujet du « retard » pris par la direction du parti dans son analyse des bouleversements en cours en Union soviétique, a demandé la convocation, en France, « d'une sorte d'états généraux du communisme ». « Nous avons besoin d'actes politiques de haut niveau qui ne sont pas venus, a-t-il notamment déclaré. Serons-nous bientôt un parti émitte en rupture de dialogue? Je ne m'y résous pas et je

prendrai mes responsabilités. » Le directeur de l'hebdomadaire Révolution, M. Guy Herrier, député des Bouches-du-Rhône, a reproché au bureau politique d'avoir « accepté un peu rapidement le coup d'Etat comme un fait durable ». « C'est une erreur d'analyse, a-t-il dit, qui révèle que nous n'avons pas complètement opéré une rupture avec notre vision ancienne. »

Il a aussi contesté l'argumentation, soutenue dans le rapport de M. André Lajoinie, selon laquelle les militants ne devraient pas, en ce moment, contester la direction du parti sous prétexte que celle-ci est visée par une « campagne anticomuniste ». « Je n'accepte pas cet argument. C'est le moment. Nous avons raté le coche du vingt-septième congrès. Depuis, nous sommes obligés de répéter que le parti a changé mais on a montré le contraire lors du putsch. Tout cela est désastreux pour le parti. »

## Le « désarroi » de nombreux militants

Le philosophe Lucien Sève a enfoncé le clou encore un peu plus : « Je suis de ceux qui la déclaration du bureau politique, le 19 août, a consternés. En cette situation dramatique l'immédiat et clair condamnation de Charles Fiterman a sauvé l'honneur des communistes comme par miracle. Mais l'ancien ministre de la Santé (Le Pors), Jack Ralite et Philippe (Herzer) le pire, dans ce manquement, c'est qu'il place les communistes dans une position défensive quand tout commande l'offensive. Est-ce l'adversaire de classe, l'Élysée, les médias, qui ont empêché le PCF de condamner sans ambiguïté le coup d'Etat, d'exiger le retour de Gorbatchev et d'appeler les communistes à le critiquer dans la rue? [...] On ne dit pas plus tard qu'il était impossible de changer le cours des choses. Il y a ici des communistes, au sens plein du mot, qui ne se bornent pas à critiquer mais qui proposent, et qui proposent rien de semblable à ce que nous avons abandonné social-démocrate mais, exactement au rebours, la nécessaire refondation de l'identité commu-

niste. » « Nous voilà désormais, à l'échelle universelle, a ajouté l'historien Roger Martelli, devant une exigence qui n'est pas sans évoquer celle des années 1910-1920 : aujourd'hui comme alors, pour faire vivre l'idée du communisme et de l'émancipation humaine, il faut rompre de façon rigoureuse avec un passé qui nous a passés. [...] Nous devons plus que jamais procéder à des mutations radicales. [...] Si nous ne faisons pas ces gestes spectaculaires, qui impliquent, entre autres, une remise à plat honnête de l'activité de direction, alors nous porterons nous aussi la responsabilité de l'extinction du communisme en France. »

Le maire d'Arcueil (Val-de-Marne), M. Marcel Trigon, s'est montré plus laconique mais non moins déterminé : « Parler d'une déstabilisation de l'intérieur du parti relève d'une vieille pratique à l'opinion. Je ne marche plus. La direction du parti n'a pas vraiment assimilé la valeur universelle de démocratie; elle se contente d'une adoption superficielle de cette notion. Je refuse de m'associer à ce qui risque de conduire à la liquidation du Parti communiste français. »

Le secrétaire du comité régional de Lorraine, M. Roland Favaro, a évoqué le « désarroi » de nombreux militants « choqués ». « Alors que notre prise de position sur le coup d'Etat en URSS pouvait être un test sur ce qui a changé dans le PCF, une occasion a été manquée. »

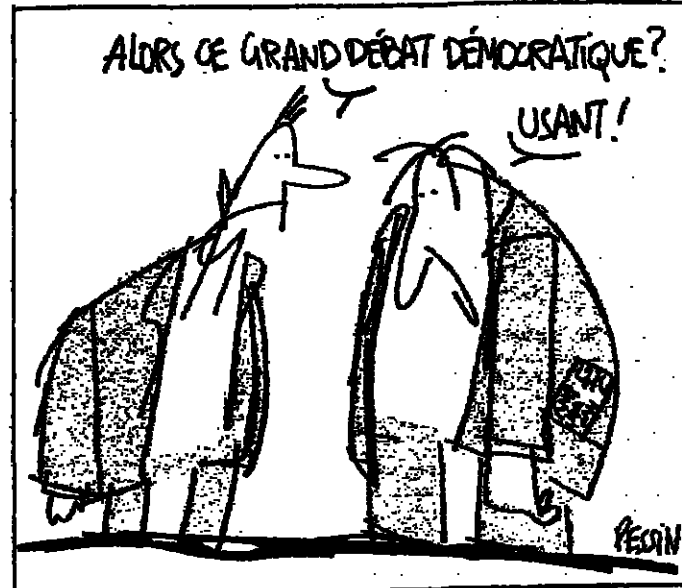
Mais les porte-parole déclarés des « refondateurs » n'ont pas été les seuls à critiquer la direction du parti. Comme leur chef de file, M. Philippe Herzer, les responsables du secteur économique ont fait chorus pour dénoncer le déficit d'analyse et de propositions de M. Marchais et de son équipe. « Les conditions de crédibilité de notre démarche sont rendues plus exigeantes », a souligné M. Paul Boccard. Il ne s'agit pas de justifier par le fait que nous sommes agressés le fait de ne pas nous remettre en cause. Nous devons avoir, pour des années révolutionnaires, alors que l'on bloque tout renouvellement des idées. C'est dommageable. » Le parti risque la marginalisation, a ajouté M. Bernard

Marx. Riposter, c'est vital. Mais comment? On ne peut continuer à le faire en disant que nous avons changé. Il faut dire quelle mutation nous proposons, sur quoi elle porte, quelles initiatives nous allons prendre pour surmonter les obstacles. Si nous ne faisons pas cela nous n'induisons plus. [...] Gave aux idées simplistes! Il ne faut pas boucler la discussion sur ce que notre culture, notre organisation, notre conception doivent, sinon aux comportements bréviés, du moins aux comportements léninistes. »

Et plusieurs syndicalistes ont joint sans ambages leurs voix à ces mises en garde. L'un des principaux responsables de la fédération CGT du ministère des finances, M. Jean-Christophe Le Duigou, a estimé que l'affaiblissement du PCF trouvait aussi « sa source dans l'immense décalage entre les problèmes qui se trouvent objectivement posés en France, dans le monde, dans la vie quotidienne, dans la société, et la perception des solutions possibles par les gens. Sans ce décalage, a-t-il affirmé, aucune attaque contre nous n'aurait la portée que nous connaissons. Nous ne pouvons nous contenter d'appuyer les lures d'une part, et d'autre part, de prôner un changement de pouvoir sans s'engager à plein dans le débat sur les politiques économiques. »

## « Un nouveau rendez-vous manqué »

M<sup>me</sup> Thérèse Hirsberg, autre éminente dirigeante syndicale dans la fonction publique, s'est montrée particulièrement incisive dans son jugement sur la réaction de la direction du PCF aux événements d'Europe de l'Est et d'Union soviétique : « Le parti a manqué à nouveau un rendez-vous avec l'Histoire. Les plateaux de la balance ne s'équilibrent pas entre les soixante-dix ans d'un socialisme destructeur des pays et des hommes et la recherche des voies pour en sortir. La responsabilité écopée, c'est la rupture d'un lien, la perte, et pas Gorbatchev. Sommes-nous si bien placés pour donner des leçons, nous qui nous sommes si lourdement trompés



sur notre propre stratégie nationale avec le programme commun? [...] La France a besoin d'un parti révolutionnaire de type nouveau en osmose avec l'identité communiste du salariat de la France et du monde. Cette perspective appelle un débat sans précédent exigeant la critique des communistes entre eux. [...] Si la direction du parti ne prenait pas ces questions à bras-le-corps, moi aussi, j'arriverais, comme le dit Jack Ralite, au bout de « ma fidélité disciplinaire », a-t-elle ajouté, en adhérant à l'idée d'organiser des « assises des communistes français. »

Le comité central a même entendu la réductrice en chef de l'Humanité Dimanche, M<sup>me</sup> Martine Bulard, affirmer son « insatisfaction » devant le contenu du rapport de M. Lajoinie, dans lequel elle aurait aimé trouver, selon le compte rendu des débats, publié jeudi par l'Humanité quotidienne, « des matériaux de réflexion après à mieux armer le parti, à éviter une analyse manichéenne des choses. »

Dans l'entourage de M<sup>me</sup> Fiterman, Le Pors et Ralite, on se félicitait ainsi, mercredi soir, de conste-

ter que le mouvement contestataire « se développe maintenant sur trois fronts : politique, économique et syndical. Le PCF repose sur deux piliers : les élus et le pouvoir syndical, qui constituent ses principaux relais dans l'opinion, notait un proche de M. Fiterman, et c'est là que la contestation gagne. Il est donc possible qu'à la base le mouvement se

discipline. » Au même moment, sur le « front » des élus, le maire d'Arcueil, M. Robert Montdargent, député du Val-d'Oise, se déclarait « attristé », au micro de Franco-Inter, de « l'immobilité » et des « vagues passées » de la direction du PCF tant que le maire de Montreuil, M. Jean-Marie Brand, député de Seine-Saint-Denis, rendait publique une lettre adressée à M. Marchais et demandant notamment au secrétaire général du parti, à propos de sa déclaration de la veille sur Franco-Info : « Sur ton plateau, tu confesses que nous avons commis une erreur fondamentale, celle de copier le modèle soviétique. Pour ajouter immédiatement que nous avons définitivement rompu avec celui-ci en 1976. [...] As-tu oublié le trop fameux « globalement positif »? [...] Rappelle-toi la réunion de nos groupes parlementaires qui s'est tenue au Sénat en septembre 1988. Certainement n'as-tu pas oublié l'intervention de Robert Montdargent sur la politique extérieure dans laquelle il avait souligné les perspectives nouvelles et novatrices considérables qu'ouvrait la politique étrangère soviétique incarnée par Gorbatchev. Certainement ne rappelles-tu pas la réponse immédiate exprimant les réserves. C'était en 1988. Tu dis soutenir la perestroïka depuis le début, en 1985. A mon avis il n'y a pas de nouvelle pratique politique, pas de construction d'avenir sans rompre résolument avec le double langage. [...] Il faut cesser avec le grand écart entre ce que l'on pense et ce qu'on dit. Il est nécessaire de débattre au grand jour, publiquement. A ce propos je le propose de rendre publique l'intégralité des entretiens que tu as eus en novembre 1988 avec Günter Schabowski, premier secrétaire du SED à Berlin et membre du bureau politique de ce parti. » M. Brand croit savoir, en effet, que ce jour-là, le secrétaire général du PCF et l'émissaire du PC de RDA se seraient surtout entretenus des risques que la perestroïka de M. Gorbatchev faisait courir aux communistes soviétiques.

Une « précision » de M. Leroy...

Il ne s'agissait pourtant que d'un intermède. Dans les sous-sols de la place du Colonel-Fabien, depuis mardi après-midi, la direction du PCF refoulait les contestataires à leurs positions minoritaires. Les membres du bureau politique les plus visés par les accusations des « refondateurs » avaient repris le contrôle des opérations en témoignant de leur pacifisme accord avec M<sup>me</sup> Marchais et Lajoinie. Le « nouveau compresseur » selon l'expression d'un fondeur - était mis en marche. Dans ce rôle, M<sup>me</sup> Claude Billard, Alain Bocquet, Antoine Cassanova, Marcel Zaidner, Francis Wurtz récidèrent leurs gémissements.

Mais c'est le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, qui le fit peut-être avec le plus d'aplomb en renvoyant la responsabilité initiale de la controverse sur la teneur contestée de la première réaction du parti au putsch de Moscou le 19 août. « M. Fiterman : Lorsque Charles Fiterman a dit qu'il n'approuvait pas le texte, il a été invité par tous à formuler d'autres propositions de rédaction, mais il a refusé. » C'est ainsi que le chef de file des « refondateurs » se décida à prendre la plume pour une nouvelle apostrophe, jeudi matin, après avoir hésité un moment à continuer à parler ainsi à des élus.

ALAIN ROLLAT

## Nouveaux documents et témoignages sur le séjour de M. Marchais en Allemagne pendant l'Occupation

Le documentaire de Mosco Mémoires d'ex, qui raconte les trois époques du communisme français à travers les témoignages de militants, connus ou obscurs, ayant rompu avec le PCF, avait revivifié, lors de sa diffusion par la Sept, en janvier dernier, l'intérêt du public pour cette histoire, dont il restituait à la fois la dignité et la duplicité. Le script de ces films, augmenté de fragments d'entretiens non utilisés par le réalisateur, est publié sous le même titre par les éditions Ramsay. Cette parution est accompagnée de la mise en vente des cassettes vidéo de l'émission, proposées par les éditions Montparnasse.

Parmi les documents supplémentaires, reproduits en préparation par l'Événement du jeudi (daté 5-11 septembre), figurent plusieurs témoignages recueillis par Mosco au sujet du séjour de M. Georges Marchais en Allemagne pendant l'Occupation. Le dessinateur Jacques Martin, auteur de bandes dessinées, envoyé aux usines Messerschmitt d'Augsbourg par le Service du travail obligatoire (STO), évoque les conditions d'emploi et de séjour des Français dans cette ville. M. Marchais était l'un d'entre eux, mais, à la différence de la plupart de ses compagnons, il était, lui, volontaire.

En témoignage un ancien militant communiste, M. Georges Heckli, fonctionnaire au ministère des anciens combattants, aujourd'hui à la retraite, évoque les conditions d'emploi et de séjour des Français dans cette ville. M. Marchais était l'un d'entre eux, mais, à la différence de la plupart de ses compagnons, il était, lui, volontaire.

Deux ans plus tard, M. Marchais devient membre du secrétariat, chargé de l'organisation. L'exemplaire du contrat de travail qu'il avait signé en novembre 1940 et sur lequel était apposé un timbre établissant son statut de travailleur volontaire au service de la Luftwaffe (l'armée de l'air allemande) disparaît alors des archives du ministère, à la demande de la direction du parti.

Mosco a enquêté également, à Augsbourg, à partir des éléments recueillis par l'Express en mars 1980. L'hebdomadaire avait publié, cette

année-là, le fac-similé de la fiche de résident étranger de M. Marchais, retrouvée aux archives municipales et dont il paraissait ressortir que le secrétaire général du PCF, contrairement à ses dires, était resté en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre. Celui-ci avait, à l'époque, démenti vigoureusement cette accusation et réaffirmé que, « requis » en décembre 1942, il avait sollicité une permission et quitté l'Allemagne le 10 mai 1943

pour n'y plus revenir, passant les années 1943 et 1944 « caché » en France.

Or les registres des habitants, tenus inamovibles par inamovibles, par la police sous le régime nazi, permettent, selon le réalisateur, de contredire M. Marchais. Il apparaît, en effet, que le groupe de trente Français arrivé le 18 décembre 1942 et dont fait partie, momentanément, le futur secrétaire général, a été transféré le 28 mai 1943 à

Haunstetten, sans que l'absence de l'un de ses membres soit signalée. Au surplus, cette liste a été contrôlée par la police le 21 décembre 1943. Enfin, un témoin anonyme, dont le nom figure sur la liste des trente, mais qui affirme craindre de se « retrouver devant les gorilles de Marchais », a affirmé à Mosco que le chef du PCF était resté avec lui en Allemagne jusqu'à la fin de la

guerre et que les archives du Centre de recherches internationales de la Croix-Rouge, à Arolsen (Allemagne), en portent trace. Cependant, les archives de ce centre ne peuvent être consultées que par l'intéressé lui-même ou avec son accord.

P. J.

► Mémoires d'ex, de Mosco, éditions Ramsay, 216 pages, 89 francs. Coffret de trois cassettes vidéo, éditions Montparnasse, 289 francs environ.

Selon un fonctionnaire retraité du ministère des anciens combattants

## L'exemplaire du contrat de travail portant la mention « travailleur volontaire » a disparu des archives

Ancien fonctionnaire au ministère des anciens combattants, aujourd'hui à la retraite, M. Georges Heckli, qui avait adhéré au Parti communiste en 1944, à l'âge de dix-sept ans, a été l'un de ses permanents de 1960 à 1979 et membre du secrétariat de la fédération de Paris. Entré dans l'opposition à la direction, au côté d'Henri Fiszbin, ancien premier secrétaire fédéral parisien, il a rejoint ensuite, avec ce dernier et les autres animateurs de Rencontres communistes, les rangs du Parti socialiste.

M. Heckli n'avait pas attendu l'effondrement du système soviétique pour se convaincre du caractère, au total, négatif des modes de pensée et d'organisation communistes. C'était, pour lui, un sujet de désaccord avec Henri Fiszbin, qui croyait, au contraire, que les adversaires de la direction du PCF devaient continuer à se réclamer du communisme, en le dénominant « unitaire » pour se distinguer du sectarisme de la majorité de l'appareil. Cette même évolution a conduit M. Heckli à se considérer comme délié du secret qu'il avait gardé pendant trente ans sur l'un des affaires intérieures du PCF les plus sensibles :

la conduite de M. Marchais pendant l'Occupation.

« En 1959, nous déclarait-il aujourd'hui, un camarade de la section des cadres, Paul Doriah, m'a demandé de vérifier, dans les archives du ministère, l'existence d'un dossier au nom de Georges Marchais, comportant un contrat de travail signé avec l'AGO, entreprise allemande installée à Bitvers et travaillant pour l'armée de l'air. J'ai pu constater qu'un exemplaire de ce contrat de travail figurait bien au dossier, avec la mention, apposée par les services du ministère : « travailleur volontaire ». Cette mention, portée au moyen d'un timbre en caoutchouc, était destinée à distinguer les personnes ayant travaillé en Allemagne de leur plein gré de celles qui avaient été contraintes de le faire en application de la loi de réquisition de septembre 1942 ou au titre du STO, institué en février 1943.

« J'ai observé, aussi, que les autres exemplaires du contrat de travail signé par M. Marchais, ainsi que le reçu de sa prime d'équipement, avaient été provisoirement « sortis » du dossier, leur absence étant signalée, comme cela se faisait en pareil cas, par une fiche. J'ignore qui était à l'origine

de cet emprunt, mais, quelques années plus tard, ces documents étaient de retour dans le dossier.

« En 1961, Paul Doriah est revenu me voir, pour me dire, cette fois, que l'exemplaire du contrat de travail portant la mention « travailleur volontaire » allait être remis à la direction du parti et que celle-ci avait décidé de ne pas le restituer, au motif qu'il s'agissait d'un élément pouvant donner lieu à une campagne anticomuniste. Doriah, aujourd'hui décédé, affirmait agir sur consigne de Raymond Guyot et de Léon Feix, le patron de la section des cadres, décédés eux aussi. Plus tard, vers le milieu des années 60, un autre responsable de la section des cadres, Jules Decaux, m'a demandé si j'étais bien sûr de la disparition du document, qui m'avait été annoncé par Doriah, et si cette affaire était bien « réglée ». Je le lui ai confirmé. »

## « Une histoire révolutionnaire »

En février 1970, M. Marchais devient secrétaire général adjoint du PCF, le secrétaire général en titre, Waldeck Rochet, étant dans l'incapacité d'exercer ses fonctions

depuis qu'il est tombé malade au mois de juin précédent. Plusieurs anciens responsables de la Résistance communiste publient dans le Monde, le 5 juin 1970, un texte dans lequel ils reprochent au nouveau chef du parti de ne pas avoir participé à ses « combats viraux ». L'affaire Marchais commence... M. Heckli comprend, alors, le soin mis par la direction du PCF à tenter d'effacer les traces du passé de M. Marchais. Il pense pourtant - et il n'a pas changé d'avis, aujourd'hui, sur ce sujet - que « la vie d'un homme ne doit pas être obérée par une erreur commise à vingt ou vingt-deux ans. » Je pense le plus grand mal de M. Marchais et de sa politique, dit-il, mais je ne crois pas que ce qu'il avait fait pendant la guerre suffisait à le disqualifier au départ. »

Pourquoi sortir du silence aujourd'hui? « Parce que, dit M. Heckli, je crois qu'il n'y a aucune raison d'emporter de tels secrets dans la tombe, ni de laisser subsister des mensonges ou des obscurités de nature à tromper les gens sur la réalité d'une histoire révolutionnaire. »

PATRICK JARREAU

هكذا من الأصل



# POLITIQUE

et les débats au PS

## Les socialistes ne veulent pas tirer des conclusions électorales hâtives de l'effondrement du communisme

RAMATUELLE

de notre envoyé spécial

Le communisme est mort, mais le Parti communiste français, s'il est condamné à disparaître, est encore un appareil avec lequel il faut compter, la culture et la tradition communistes resteront longtemps vivaces chez des militants qui se sont lancés dans leur combat par dévouement sincère et non par adhésion de ce qui se faisait à Moscou : tel est le constat que, pour une fois unanimes, les dirigeants socialistes ont dressé à Ramatuelle lors de la réunion du bureau exécutif qui, mercredi 4 septembre, l'a suivie.

Les dirigeants socialistes ont vite compris que, au-delà de la joie de voir s'effondrer le totalitarisme à l'Est et l'histoire donner raison à Blum contre Cachin, la mort du communisme soviétique allait sérieusement compliquer la vie des socialistes français. Certes, à moyen terme, M. Pierre Mauroy peut se montrer contentant, car il l'a dit dans son discours de clôture, « enfin le Parti socialiste peut être pleinement lui-même, c'est-à-dire social-démocrate. [...] Nous l'étoions depuis toujours, mais sous la pression d'un fort Parti communiste nous ne pouvions pas l'être complètement ».

Mais il lui faut aussi reconnaître qu'à court terme la situation est délicate. D'abord parce que, comme il le dit aussi, « notre plus grande difficulté depuis quelques années, c'est l'abaissement électoral du PC qui empêche la gauche de mobiliser les masses ». Ensuite parce que, s'il

est sûr que le Parti communiste va disparaître, « cela peut prendre cinq ans » et que pendant ce délai « il peut faire beaucoup de dégâts, y compris chez nous ».

Les dirigeants socialistes ne veulent donc pas se précipiter pour mettre au point une nouvelle stratégie quant à leurs rapports avec les communistes, les élus et les électeurs communistes. Ils préfèrent, selon une formule mitterrandienne qui revient souvent dans la bouche des uns et des autres, « laisser du temps au temps ». Pour l'heure, ils sont en phase de réflexion plus que de décision, et cette réflexion, ils réussissent à la mener hors de leurs traditionnelles querelles de courants.

### « Porter l'espoir de la gauche »

Quelques points forts apparaissent pourtant déjà : la mort du communisme comme idéologie, bien sûr ; la vocation du PS à « porter l'espoir de la gauche tout entière », selon l'expression de M. Mauroy, qu'il a également formulée, chacun à sa manière, MM. Michel Rocard, Lionel Jospin, Laurent Fabius et Jean-Pierre Chevènement, refus de laisser assimiler le PCF et le Front national. Ils savent que cet amalgame permettrait à la droite de faire condamner les socialistes, puisque ceux-ci ont été et sont encore alliés des communistes, et d'échapper aux inconvénients d'une alliance, plus ou moins avouée, avec l'extrême droite. D'où le rappel historique de M. Mauroy sur le rôle joué par les communistes, d'un côté, l'extrême droite française, de l'autre, « pendant les heures glorieuses de la lutte contre le nazisme, contre le fascisme ».

et pour la libération de la France ». Le souci premier des dirigeants socialistes est donc de ne pas désespérer les militants communistes. Car, comme l'a dit le premier secrétaire du PS, « on n'écartera pas d'un trait de plume les convictions de millions de nos concitoyens. Le communisme disparaît, il reste encore des communistes, tout au moins une culture communiste. L'un des enjeux essentiels est désormais de les convaincre et non de les dénoncer à une sorte de vindicte politique ». D'autant que plusieurs dirigeants socialistes sont persuadés que les événements de Moscou ne vont pas entraîner une nouvelle chute sensible des résultats électoraux du PC. M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, jospiniste et conseiller du bureau exécutif, a expliqué au bureau exécutif que la crise du PC était « arrivée à son point de départ ». Et M. Alain Richard, rocardien, a fait remarquer que les derniers électeurs qui restent au PC sont des « protestataires et des contestataires » et non pas des amoureux du régime soviétique ; il n'y a donc pas de raison qu'ils changent de comportement.

### Prudence et patience

La difficulté de la tâche incite à la prudence et à la patience. Certes, le communiqué publié par le bureau exécutif « déplore le refus de la direction du Parti communiste de prendre acte de la réalité », affirmant que « le refus de reconnaître l'échec d'un modèle longtemps présenté comme phare pour tous les communistes ne peut conduire qu'à une autodestruction ». Mais l'im-

meuse majorité des membres du bureau exécutif n'a pas partagé les souhaits émis par M. André Billardon, fabiusien, et par M. Gérard Lindeperg, rocardien, d'une attitude plus sèche vis-à-vis de l'appareil du PC, leurs camarades de courant ne les ayant pas suivis sur ce chemin.

M. Mauroy, devant les stagiaires de l'université d'été, a simplement lancé un appel « à ces élus [communistes] dont certains ont déjà fait connaître leur désaccord et leurs insatisfactions. Ces élus sont aussi élus avec nos voix. Je leur dis aujourd'hui que c'est eux qui, en raison de la défection de l'appareil communiste, deviennent les véritables garants du rassemblement. [...] Le moment venu, nous n'hésiterons pas à nous adresser à eux ».

Le flou de la stratégie reste en attendant de rigueur. Les dirigeants socialistes ne savent pas ce qu'ils feront quand, au lendemain des cantonales de mars prochain, ils devront décider s'ils gardent le contrôle des conseils généraux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et quand, dans les futures batailles électorales, ils auront à choisir entre un candidat de l'appareil et un communiste contestataire. Ils ne veulent pas se précipiter pour décider, car ils pensent que, d'ici là, l'accélération des événements aura changé les données du problème, et ils espèrent que, en fait, le problème ne se posera plus.

THIERRY BRÉHIER

## La Jeune gauche appelle à une « refondation »

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

Réuni à l'occasion de sa première université d'été les 2, 3 et 4 septembre à Saint-Nazaire, le Mouvement de la Jeune gauche, qui rassemble des jeunes militants socialistes proches de M. Chevènement et de M. Poperen, a appelé « toute la jeunesse de France à entreprendre une refondation de la gauche ». Créé le 10 mai 1991, jour du dixième anniversaire de la première élection de M. Mitterrand à l'Elysée, ce mouvement réunit, selon son porte-parole, M. Francis Kaloué, « des enfants de la gauche Mitterrand » qui ont « eu de grands espoirs et de grandes déceptions ».

Pour M. Jean-Pierre Chevènement, qui a participé aux travaux mercredi 4 septembre, la refondation de la gauche dépend de sa capacité à répondre à cinq défis : le chômage de masse, « pendant d'une politique qui n'a pas pris en compte l'équilibre de la société » ; l'existence d'une super-puissance, les États-Unis, la nouvelle carte de l'Europe, le défi du Sud et, enfin, le défi du racisme.

Interrogé sur l'avenir du Parti communiste français, M. Chevènement estime « qu'il doit changer complètement sinon il va disparaître complètement. Changer complètement cela veut dire qu'il ne sera plus le PC ». Toutefois, l'ancien ministre ne veut pas gommer le rôle positif que le PCF a pu jouer à certains moments de notre histoire : dans l'élaboration des lois sociales, la Résistance... « Ces choses-là, dit-il, doivent aussi compter dans un plateau de la balance ».

JEAN-CLAUDE CHEMIN

o M. Glavany (PS) veut inventer « une gauche à une seule jambe ». - M. Jean Glavany, ancien chef de cabinet du président de la République, refusant qu'« on fasse une transfusion sanguine à une jambe morte » - le Parti communiste, « s'est interrogé sur la nécessité d'inventer une gauche à une seule jambe ». Avec « un PS qui est peut-être à la recherche d'une identité » qui pourrait être accueillies dans un courant chargé de porter cette nouvelle gauche sur les fonts baptismaux, a-t-il précisé à l'occasion de la réunion à Saint-Lary (Hautes-Pyrénées) des jeunes jospinistes. - (Corresp.)

o Rectificatif. - Le livre de Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, cité dans notre article « Après Marx, qui ? » (Le Monde du 5 septembre), est publié aux éditions Fayard, et non pas aux éditions Payot.

Ancien grand maître du Grand Orient de France

## Roger Leray est mort

Roger Leray, ancien grand maître du Grand Orient de France (GODF), est décédé mercredi 4 septembre à Courbevoie (Hauts-de-Seine). Il était âgé de soixante-neuf ans.

« Ce gosse, on en fera un député », disait de lui son père, chauffeur-livreur à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), lorsqu'il avait douze ans. Si cette prédiction paternelle ne s'est jamais réalisée, la politique aura cependant toujours été une grande affaire pour Roger Leray. C'est d'ailleurs par le radicalisme, après son adhésion en 1954 au parti de Pierre Mendès France, qu'il fera son entrée en maçonnerie.

L'engagement maçonnique primera dès lors sur l'engagement politique mais Roger Leray, qui rejoindra plus tard et définitivement le Parti socialiste, s'efforcera de fonder l'un et l'autre dans une conception dynamique de la franc-maçonnerie.

Son élection comme grand maître du Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française, en 1979, signifiait d'ailleurs la victoire, au sein de cette obédience, du courant le plus progressiste, qu'avait illustré dans les années 60, un autre grand maître passé par le radicalisme et par le socialisme, Jacques Mitterrand (sans lien de parenté avec l'actuel président de la République).

De 1979 à 1981, puis à nouveau de 1984 à 1987, Roger Leray imposa sa forte personnalité à la tête du Grand Orient. Ce grand maître ancré à gauche s'efforça de renouveler l'image même de la

franc-maçonnerie. Il organisa ainsi, en mai 1987, à Paris, un très médiatique rassemblement maçonnique international qui lui valut les critiques « fraternelles » de maçons plus attachés au travail spirituel effectué dans les loges.

Roger Leray ne rechigna pas non plus, loin s'en faut, à intervenir énergiquement dans le domaine temporel sur de nombreux sujets politiques, notamment pour y défendre la laïcité, une valeur chère au Grand Orient.

En 1988, après avoir quitté ses fonctions de grand maître, Roger Leray fut d'ailleurs désigné par M. Michel Rocard, alors premier ministre, comme membre d'une mission « œcuménique » chargée d'apprécier la situation en Nouvelle-Calédonie aux lendemains du référendum. Cette mission était composée entre autres de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, de M. Jacques Stewart, président de la fédération protestante de France.

GILLES PARIS

(Né le 18 octobre 1921, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), Roger Leray fut tout d'abord ouvrier tourneur après des études au lycée technique de Courbevoie. Réfractaire pendant l'Occupation au service du travail obligatoire (STO), il s'engagea après la guerre dans la 1<sup>re</sup> division blindée du général Leclerc, envoyée en Indochine. Devenu technicien puis directeur d'usine, Roger Leray est membre du conseil de l'Ordre du Grand Orient de France en 1969. Grand maître adjoint en 1971 puis grand maître de 1979 à 1981 et de 1984 à 1987, Roger Leray était également membre du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Il avait également été nommé en 1989 au Conseil économique et social.)

Lors d'un voyage à Prague et à Vilnius

## M. Fabius déplore que le Parlement soit trop souvent un « théâtre d'ombres »

PRAGUE

de notre envoyé spécial

M. Laurent Fabius s'est rendu, mercredi 4 septembre, à Prague puis à Vilnius. Dans la capitale tchèque, le président de l'Assemblée nationale française a participé à l'ouverture du forum international « Culture et démocratie » organisé sous l'égide de l'UNESCO du 4 au 6 septembre.

Après avoir lu un message de M. Mitterrand, M. Fabius a consacré l'essentiel de son propos « à ce paradoxe qui le touche et le heurte » : « Je vois avec enthousiasme que dans beaucoup de pays les citoyens font la chaîne avec leurs mains et avec leur corps pour défendre leur Parlement et, dans le même temps, je vois que chez moi, comme chez beaucoup de nos voisins, le Parlement est un théâtre d'ombres négligé et parfois méprisé. Il y a une contradiction presque insoutenable à voir tant de pays se libérer et d'autres, qui les ont aidés ou précédés, traîner les pieds ».

Après avoir salué M. Alexandre Dubcek, président de l'Assemblée nationale tchécoslovaque, M. Fabius s'est entretenu avec M. Václav Havel. Selon l'entourage de M. Fabius, le président tchécoslovaque a expliqué que le coup d'Etat manqué en Union soviétique « avait fait gagner des années » et que la priorité désor-

mais était l'instauration d'une grande confédération européenne « en parallèle avec la CEE ». « Cette confédération, a cependant précisé M. Havel, doit être la force motrice de la Communauté européenne et non servir de parking pour les pays de l'Est désireux d'adhérer à la CEE. » Au terme de cet entretien, confirmation a été donnée d'une visite début octobre à Paris de M. Havel pour la signature d'un traité bilatéral d'entente.

En se rendant ensuite à Vilnius, M. Fabius répondait à une invitation ancienne du président lituanien, M. Landsbergis. Au cours de leur entretien au Parlement, M. Landsbergis a exprimé de sérieuses réserves sur le soutien occidental à M. Gorbatchev. Ses propos ont été les suivants selon les proches de M. Fabius : « Il faut maintenant déboulonner comme on a dénazifié l'Allemagne en 1945. Si Hitler et Goebbels étaient restés vivants, les États-Unis leur auraient-ils aussi proposé les aides du plan Marshall ? A vouloir préserver Gorbatchev, vous préservez des structures et vous évitez que l'épuration qui vient de commencer aille jusqu'à son terme. Quand vous avez un corps malade, on doit faire sortir tout son mal. » Pour l'immédiat, M. Fabius a proposé d'instaurer « une coopération interparlementaire » entre la France et la Lituanie pour une formation à la démocratie de ses députés. D.C.

## Des enfants de harkis provoquent de nouveaux incidents à Narbonne

Des nouveaux incidents ont éclaté, mercredi 4 septembre dans la soirée, à la cité des Oliviers de Narbonne (Aude) entre une trentaine de fils de harkis et les forces de l'ordre. Les manifestants ont incendié deux véhicules avant de retourner une voiture des renseignements généraux. Ils ont ensuite jeté des pierres sur les pompiers qui tentaient d'intervenir pour éteindre les incendies.

Appelés en renfort, les policiers, environ une quinzaine, ont fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser les groupes de jeunes qui se sont réfugiés dans les immeubles. Peu avant minuit, le calme semblait rétabli, mais les forces de l'ordre, qui n'ont procédé à aucune interpellation, sont restées présentes dans la cité afin de prévenir tout nouvel accès de fureur. « Cela fait trois mois qu'on nous fait des promesses et on ne voit rien venir. C'est zéro. On en a marre », a déclaré à l'AFP l'un des porte-parole des manifestants.

Ce regain de tension au sein de la

communauté des fils de harkis survient au lendemain de l'audience accordée, mardi 3 septembre, par M. Laurent Fabius, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, à une délégation représentant la coordination nationale des harkis constituée à Fumel (Lot-et-Garonne) dont plusieurs membres étaient présents à la cité des Oliviers de Narbonne mercredi après-midi. Le secrétaire d'Etat a annoncé que, parallèlement au train de mesures déjà prises par le gouvernement (le 15 mai 1991 et 19 juillet 1991), il souhaitait progresser dans le règlement de trois dossiers : les retraites, le minimum vieillesse et la question du surendettement des familles.

M. Cathala a rappelé à cette occasion l'attachement du président de la République, du premier ministre et de l'ensemble du gouvernement à « la suppression des inégalités dont ont été victimes les harkis qui sont issus d'un épisode tragique de notre histoire coloniale ».

## Il est minuit docteur Delors...

Suite de la première page

Mais la perspective actuelle est celle d'un Sedan électoral, avec des troupes nettement défaits et un chef prisonnier d'une cohabitation difficile. Dès lors deux questions sont posées : faut-il agir plus tôt ? M. Delors dans ce cas devrait devenir premier ministre sans délai, car le temps est plus que compté. Faut-il aller plus loin ? Il ne s'agit plus alors pour lui de se contenter de Matignon mais de s'assigner un objectif flou.

Quelques petites phrases de quelques-uns des membres de la « garde noire » présidentielle, au premier rang desquels M. Pierre Joxe, puis des confidences appuyées faites à quelques journalistes pour les convaincre que le président pense le plus grand bien de M. Delors, servent au moment où tous les sondages le placent au plus haut dans l'opinion : il n'en faut pas plus pour que l'opération Delors paraisse, à son tour, sur les rails.

Pourtant, non seulement la réalité peut résister à un schéma aussi simple, mais pour M. Delors lui-même, il est peut-être déjà trop tard !

La situation de « prédelorsisme » dans laquelle la vie politique s'installe produit déjà ses propres effets pervers. Le premier est que M. Cresson s'en trouve - si cela était possible - encore plus affaibli. L'attente de l'opération n'étant pas aujourd'hui présidentielle, le fait que M. Delors soit mis en orbite accélère l'impatience de le voir nommé à Matignon, au risque, pour le président, de se voir

adresser le reproche suivant : mais qu'est-ce qu'il attend ? Le second contre-effet concerne plus précisément M. Mitterrand, pour qui un nouveau changement de premier ministre ne pourrait pas ne pas être interprété comme un désaveu qu'il s'ingérerait à lui-même, quelques mois à peine après avoir fait le choix de Mme Cresson. Enfin la promotion de M. Delors qui, bien que le plus idéaliste, ne distingue pas M. Rocard, serait inévitablement perçue comme une manœuvre de plus, destinée, in fine, à barrer la route de l'Elysée au maire de Conflans-Sainte-Honorine.

Ces handicaps, peut-on objecter, pèsent peu en regard des atouts de M. Delors, qui tiennent à son positionnement comme à ses qualités propres. Mais pour qu'un tel changement de premier ministre ne soit pas une difficulté majeure ne peut être passé sous silence : le président de l'exécutif européen n'est pas en lui-même une recette ; il n'existe pas (même s'il croit au surnaturel) de solution miracle. Plusieurs conditions doivent être en effet simultanément réunies pour que l'opération ait quelques chances de succès.

Il faudrait d'abord que le PS change de vision stratégique, qu'il quitte les rivages, à peine abordés, de la social-démocratie pour rejoindre ceux du libéralisme social. Il faudrait aussi que la majorité change et devienne franchement « socialo-éclo-centriste ». Or, aujourd'hui, les Verts ne déclarent pas, en raison non seulement de la place et du rôle laissés à M. Brice Lalonde, mais aussi des penchants évidents de M. Antoine Waechter vers la droite de la droite. Quant aux centristes, s'il est vrai que leur leader et présidentiable inavoué est bien M. Jacques Delors, leurs intérêts législatifs sont trop étroitement dépendants de ceux de la droite pour qu'ils puissent bouger avant l'échéance, comme en témoigne la présence de M. Pierre Méhaignerie dans l'avion de M. Chirac à destination de Moscou.

Il faudrait encore que l'Europe devienne le thème central du débat politique, l'enjeu des prochaines échéances. M. Delors a d'ailleurs esquissé l'indé à l'Europe l'ensemble des contours qu'il constituerait à partir des clivages européens issus des conséquences des deux conférences inter-gouvernementales prévues à la fin de l'année. Or, s'il est vrai que les bouleversements que connaît l'ex-URSS sont de nature à aider les Européens à surmonter leurs divergences, rien ne garantit que le débat hexagonal soit consacré prioritairement à l'Europe. L'immigration paraît, hélas, avoir de mé-

jeures chances. Il n'est pas dit non plus que nous pourrions échapper au poujadisme-populisme qui s'installe, et à la droite qui, si elle n'est pas vaincue, ne peut que certains propos de M. Cresson ont pu, un temps, laisser penser que le pouvoir accepterait de s'aventurer sur ce terrain-là.

Il faudrait enfin que M. Jacques Delors révèle des qualités qu'il a, jusqu'à présent, soigneusement cachées, celles qui sont nécessaires à qui se trouve en position de conduire une campagne électorale. Si personne ne peut contester qu'il ait l'étiquette d'une présidentielle, il n'a peut-être pas les ressorts qui feraient de lui un bon candidat.

Ses atouts le prédisposent davantage à être l'homme de la situation au lendemain d'une échéance électorale disputée, lorsqu'il s'agit de recoller les morceaux, plutôt qu'au plus fort de la bataille à la présidentielle et de s'inscrire dans un choc frontal droite-gauche.

Pour M. Jacques Delors, l'Elysée passe prioritairement par l'hypothèse Matignon. A défaut, il pourrait se voir confier la tête de liste aux élections européennes de 1994 et obtenir ainsi, face à M. Rocard, la légitimité du suffrage universel. Pourtant, dans la perspective la plus urgente et la plus immédiate, celle des élections législatives de 1993, les facteurs négatifs se sont à ce point accumulés pour le pouvoir qu'il est peut-être déjà trop tard. L'effondrement communiste vient en tout cas souligner que M. Mitterrand a sans doute manqué la grande chance que lui offrait sa réélection de 1988 de recomposer, durablement, à sa main, le paysage politique.

JEAN-MARIE COLOMBANI

o Une large majorité de Français considère que M. Mitterrand est « touché par l'usure du pouvoir ». - Un sondage SOFRES-L'Express (mille personnes interrogées les 27 et 28 août) indique que 61 % des Français jugent M. Mitterrand « tout à fait ou assez touché par l'usure du pouvoir ». 49 % estiment que les scandales financiers sont le premier signe de cette usure du pouvoir du chef de l'Etat et de la majorité socialiste. 54 %, cependant, apprécient favorablement que M. Mitterrand ait sollicité en 1988 un second mandat présidentiel. D'autre part, 50 % approuvent la réduction du mandat présidentiel à cinq ans. Interrogés sur l'usure des responsables politiques, les Français classent en tête M. Marchais (83 %), devant M. Mauroy (60 %), Giscard d'Estaing (57 %). Le Pen (56 %) et Barre (54 %). A l'inverse, M. Delors apparaît préservé, 66 % estimant qu'il est « peu ou pas du tout usé », comme M. Rocard (57 %), et, dans une moindre mesure, M. Chirac (49 %).

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**AFRIQUE CULTURELLE**

Envoyer 40 F (timbres à 2.50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

مكتبة من الأصل

## POLITIQUE

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 4 septembre, au palais de l'Élysée. À l'issue de ce conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits :

### ● Modification du code forestier

Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche a présenté un projet de loi modifiant le code forestier.

Le débroussaillage permet de prévenir ou de ralentir la propagation des incendies de forêt. Le projet de loi complète les dispositions adoptées en ce domaine au cours des dernières années.

1. - La notion même de débroussaillage sera précisée par la loi, compte tenu des obligations qui s'imposent à ce sujet aux propriétaires de terrains boisés.

2. - Dans les régions particulièrement exposées aux incendies de forêt, l'obligation de débroussaillage sera étendue aux abords des voies privées, sur une largeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie.

3. - En cas d'avis favorable du commissaire enquêteur et des collectivités locales, le préfet sera désormais compétent pour déclarer d'utilité publique les travaux d'aménagement et d'équipement destinés, dans les forêts méditerranéennes, à prévenir les incendies, à lutter contre eux ou à reconstituer la forêt. Ce n'est qu'en cas d'avis défavorable qu'un décret en Conseil d'Etat devra être pris.

4. - Pour l'entretien de la forêt méditerranéenne, la possibilité sera prévue de recourir au pâturage des espèces caprines et aux méthodes de brûlage dirigé.

5. - En tous lieux, les autorisations de défrichement pourront être refusées si celui-ci est de nature à accroître les risques d'incendie.

● **Application du code de la famille et de l'aide sociale à Mayotte**

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une ordonnance portant extension et adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte de certaines dispositions des titres I<sup>er</sup>, II et III du code de la famille et de l'aide sociale.

La loi du 23 décembre 1989 a autorisé le gouvernement à prendre par ordonnances, d'ici au 15 septembre 1991, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation du droit applicable à Mayotte et à l'extension dans cette collectivité de la législation métropolitaine. Six ordonnances ont déjà été intervenues en application de cette loi dans les domaines du droit du travail, de la protection de la nature, de l'urbanisme, du droit pénal, de la santé publique et des règles budgétaires et comptables.

Cette nouvelle ordonnance, qui

sera la dernière à intervenir en application de la loi du 23 décembre 1989, étend à Mayotte, en y apportant les adaptations nécessaires, l'essentiel des titres I<sup>er</sup>, II et III du code de la famille et de l'aide sociale.

Seront en particulier applicables à Mayotte les dispositions de ce code relatives aux associations familiales, à l'action sociale en faveur de l'enfance et de la famille et aux prestations d'aide sociale servies aux personnes défavorisées. Un règlement d'aide sociale adopté par le conseil général déterminera la nature, le montant et les conditions d'octroi des prestations à la charge de la collectivité territoriale. L'Etat pourra apporter son concours financier à celle-ci pour participer au développement de la protection sociale.

### ● Les actions menées en faveur des jeunes pendant l'été

Le ministre d'Etat, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, a présenté une communication sur les actions menées en faveur des jeunes pendant l'été.

Depuis plusieurs années, des actions sont organisées chaque été pour lutter contre le désœuvrement des jeunes dans les quartiers défavorisés, en particulier des activités de loisirs à caractère sportif ou culturel, des activités de formation et des voyages.

Ces actions ont été considérablement renforcées en 1991. L'accent a été mis sur la situation des jeunes rencontrant les difficultés les plus graves. Profitables pour les intéressés, ces actions sont également efficaces pour la collectivité : les incidents dans les banlieues ont été rares cet été.

Environ trois cent mille jeunes ont été bénéficiés cette année, contre deux cent vingt mille en 1990. Ce résultat a été atteint grâce à la mobilisation des services de l'Etat, des collectivités locales, dont plus de cinq cents communes, des associations et des jeunes eux-mêmes. Des organisations professionnelles et des entreprises publiques ont également été associées à cette opération pour la première fois en 1991.

L'Etat a consacré environ 160 millions de francs à ces actions, dont 100 millions de francs au titre des équipements sportifs. (...)

### ● La situation de l'agriculture française

Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche a présenté une communication sur la situation de l'agriculture française. (...)

1. - L'agriculture française est confrontée à la réforme de la politique agricole commune et aux négociations de l'Uruguay Round entre les Etats de l'accord général sur le commerce et les droits de douane (GATT). (...)

2. - Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche a présenté la situation et a rappelé les points forts de la politique du gouvernement. Il s'agit de permettre à nos agriculteurs de faire face aux mutations parfois rapides qu'entraînent

certaines évolutions ou décisions mondiales ou européennes. Il s'agit également de la assurer de la solidarité nationale face aux risques de calamités naturelles.

S'agissant de l'élevage, des mesures viennent d'être prises : plafonnement, à la demande de la France, des importations en provenance d'Etats extérieurs à la Communauté d'animaux destinés à l'engraissement ; accentuation des contrôles opérés sur les viandes et les animaux importés ; soutien des prix par le recours accru aux mécanismes communautaires d'intervention ; accélération du paiement des indemnités compensant les effets de la sécheresse de 1990 ; mise en œuvre du programme d'amélioration du revenu agricole pour les éleveurs de bovins, à l'image des mesures adoptées en 1990 pour les éleveurs d'ovins.

En ce qui concerne la production de lait, les modalités d'application en France du programme communautaire de réduction de la production de 1 000 000 tonnes ont été fixées par le gouvernement sous forme d'aides aux agriculteurs acceptant de cesser leur activité en ce domaine et d'attribution des quantités ainsi libérées aux autres exploitants de plaine et de montagne.

En matière de productions végétales, les mesures d'aide immédiate aux arboriculteurs victimes du gel de 1991 ont été prises : avances bancaires de trésorerie à taux nul, étalement des charges financières, échelonnement des cotisations sociales, dégrèvements fiscaux et prêts pour calamités agricoles.

Le gouvernement a décidé d'accorder une prime de 800 francs par hectare pour inciter au retrait volontaire des terres arables. Cette mesure doit permettre d'aborder dans de bonnes conditions la poursuite des discussions sur la réforme de la politique agricole commune.

### ● Bilan après trois ans de perspectives de l'application des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur le bilan et les perspectives de l'application des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, trois ans après leur signature.

L'application de ces accords, signés en 1988, a permis que s'instaure progressivement un véritable dialogue, ouvert et constructif, entre les responsables des deux communautés.

Les institutions prévues par la loi référendaire de 1988 fonctionnent normalement. La gestion décentralisée des affaires par les nouvelles provinces et la mise en œuvre des contrats de développement signés en décembre 1989 ont permis d'amorcer le nécessaire réajustement économique au profit du Nord et des îles et assurent une plus large participation des Mélanésiens aux principales activités économiques, de la mise en fort de formation dont ils bénéficient.

De nombreux chantiers ont été ouverts en conséquence, notamment dans le Nord et les îles : routes, lycées, collèges, centres médicaux, logements, établissements hôteliers, travaux d'adduction d'eau, électrification. Les travaux du centre culturel Jean-Marie-Tjibaou, qui débute en 1992, seront achevés deux ans plus tard.

Le nombre d'emplois salariés est passé en trois ans de trente-trois mille cinq cents à plus de quarante-deux mille. Les redistributions de terres ont porté sur plus de 53 000 hectares, dont les quatre cinquièmes en faveur de Mélanésiens.

La Nouvelle-Calédonie a retrouvé sa place dans la coopération entre les Etats du Pacifique sud. Nos efforts diplomatiques et nos actions de coopération permettent à notre politique de bénéficier d'une meilleure compréhension de la part de ces Etats.

Le moment est aujourd'hui venu de préparer la signature des prochains contrats de développement pour la période 1993-1997. Chacune des provinces est invitée à mener, en association avec tous les partenaires politiques, économiques et sociaux, une réflexion sur son propre développement et ses objectifs prioritaires. A l'occasion de la prochaine réunion du comité de suivi des accords, qui doit se tenir à l'automne, le gouvernement pourra ainsi donner à son délégué le mandat d'engager une nouvelle étape du développement et du réajustement du territoire.

## CARNET DU Monde

## Naissances

Marie-Catherine DUPLY, Christophe LAMBERT, Pierre-Marie DRU, François-Marie DRU et Victor BOURY,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Camille,

le 21 août 1991.  
23, rue de la Ferme,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

Hélène MACHET, Jean-François CHOLLET, David, Carole, Jean-Baptiste,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Marine, Gabrielle.

Lyon, le 26 août 1991.

## Mariages

Philip Jay EISENBERG  
Elean Barbara SIEGEL

ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a été célébré à Central Park (New-York), le 1<sup>er</sup> septembre 1991.

214, Riverside Drive,  
New-York, New-York 10025.

Odile VIOLETTE  
et  
Christian BOVIN

ont la joie d'annoncer leur mariage, le samedi 7 septembre 1991.

4, avenue de Verdun,  
92170 Vanves.

## Décès

M. et M<sup>me</sup> Boucheron,  
ses parents,  
Jean-Luc et Philippe,  
ses frères,  
Jean-Michel Rabaté,  
son ami,  
ont la douleur de faire part du décès de

Nadine BOUCHERON,

survenu le dimanche 11 août 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église de Couzeix, le mercredi 14 août, et l'inhumation dans le caveau de famille à Rochechouart.

M. et M<sup>me</sup> Claude Brocas,  
ses parents,  
Laurent, Damien et Cécile,  
ses frères et sœur,  
Les familles Brocas, Ducamp,  
Léage, Rosenberg, Couraud, Piet et Lanquar,  
Parents, alliés et amis,  
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Anne-Maylis BROCAS,

survenu le 29 août 1991, à l'âge de vingt-deux ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 1<sup>er</sup> septembre à Heugas (Landes).

Une messe sera célébrée à son intention le dimanche 15 septembre, à 17 heures, en l'église Saint-Hippolyte, Paris-13<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

95, avenue de Choisy,  
75013 Paris.

M<sup>me</sup> Marie Brunel,  
Ses enfants, petits-enfants,  
Et toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès, le 22 août 1991, de

Bernard BRUTEL.

Selon ses vœux, l'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale.

10, rue des Templiers,  
51100 Reims.

Courbevoie.

M. et M<sup>me</sup> Edgar Hugues,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
Et toute la famille,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Suzanne CHEVALIER.

survenu le 16 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, à Villiers-sous-Grèze, le 21 août.

8, rue Léon-Bourcier,  
92400 Courbevoie.

Pompes Funèbres  
Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52  
MINITEL par le 11

Jacques Micaela Chassin du Guerny  
à la douleur de faire part du décès de

Elisabeth DIJOUR,

survenu à Faucon (Vaucluse), le 3 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Famille et amis,  
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marguerite DRIVOT,

ancienne élève  
de l'Ecole normale supérieure,  
officier des Palmes académiques,  
professeur honoraire  
de mathématiques,

survenu le 10 août 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Paris.  
Les obsèques ont eu lieu à Miribel, le 13 août 1991.

M. Yves-Gérard Féron,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Gilles Guyonnet  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Carlet  
et leurs enfants,  
M. Pierre Carlet  
et sa famille,  
M. Jean Bertholotti,  
M<sup>me</sup> Batou,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Bostnavaron,  
M. Eric Féron et Claudine,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Bostnavaron  
et leurs fils,  
M. et M<sup>me</sup> Christian Bostnavaron  
et leurs filles,  
Les familles Carlet, Féron, Bostnavaron,  
Aubry, Colin, Cédric, Dolez, Meunier,  
Nicolas, Laurent et Lissac,  
ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,  
neveux, cousins, parents et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Odette FÉRON,

née Carlet,

survenu le 4 septembre 1991, à Bagneux-Cité, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 7 septembre, à 10 h 30, en l'église de Saint-Marcel-d'Ardeche, sa paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.

Le Serre de Clastre,  
rue de Bédouin-Rembez,  
07390 Saint-Marcel-d'Ardeche.

Le Seigneur a accueilli dans Sa paix et Sa lumière

Louis-Raymond-Fernand GERMAIN,  
officier de la Légion d'honneur,  
Distinguished Flying Cross,  
colonel de réserve  
de l'armée de l'air,  
professeur agrégé honoraire de droit à l'université de Caen,

décédé dans sa soixante-treizième année, le 28 août 1991, à Cherbourg.

L'incinération a eu lieu à Caen, le 2 septembre, dans la plus stricte intimité. Un service religieux aura lieu ultérieurement dans un temple parisien.

De la part de  
Ses enfants,  
Anne-Catherine et Christian Labourey,  
Sophie et Yves Adam,  
et leur fils Michaël,

Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,  
M<sup>me</sup> veuve Henri Germain,  
M<sup>me</sup> Irène Germain,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Germain,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Faventines,  
M<sup>me</sup> veuve Jacques Germain,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Handschumacher,  
Ses neveux, petits-neveux,  
Et toute la famille.

« L'Eternel sera pour toi une lumière éternelle et les jours de ton deuil auront fin pris. »

Isaïe, LX, 20

Créteil, Paris.  
Luxembourg, Marseille.

Félix et Jacqueline Giami,  
Anne Giami,  
Sophie Giami,  
Hélène Giami-Xuerob et Didier Xuerob,  
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre GIAMI,

survenu à Paris le 30 août 1991.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 6 septembre, à 14 heures.

Thérèse Hahn,  
son épouse,  
Pierre et Deborah Hahn,  
Roger et Ellen Hahn,  
ses enfants,  
Jeanne Lévy-Ditres,  
sa belle-sœur,  
Ses petits-enfants, son arrière-petit-fils, ses neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre HAHN,

survenu le 19 août 1991, à Wengen (Suisse), dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean Matzeoli,  
président du Conseil économique et social,  
Les membres du bureau du Conseil économique et social,  
Les membres du Conseil économique et social,  
Le secrétaire général du Conseil économique et social,  
Et l'ensemble du personnel du Conseil économique et social,  
ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Roger LERAY,

membre  
du Conseil économique et social,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 4 septembre 1991.

(Lire page 9)

M. et M<sup>me</sup> Claude Goutal-Moline,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
Tous leurs parents et amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger MOLINE,

survenu le 25 août 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 28 août à Arques (Nièvre), dans la plus stricte intimité.

Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie,  
Le directeur du département des langues,  
Et ses collègues,  
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Hilar Rafalovich,

maître de conférences,  
à l'université Pierre-et-Marie-Curie,

survenu le 31 août 1991.

Le service religieux a eu lieu le jeudi 5 septembre en l'église évangélique allemande, 25, rue Blanche, Paris-9<sup>e</sup>.

M. Hilar Rafalovich avait très largement contribué à l'essor de l'enseignement des langues vivantes à l'université Pierre-et-Marie-Curie.

## Remerciements

Périgueux.

Le bureau,  
L'ensemble des membres,  
Le directeur général  
Et les personnels de la chambre de commerce et d'industrie de Périgueux,  
très sensibles aux nombreux témoignages de sympathie qui leur ont été manifestés lors du décès de

M. Marc BRACHET,  
président de la chambre de commerce et d'industrie de Périgueux,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,

vous prient de recevoir leurs très sincères remerciements.

M. Jean Hardy,  
Patrick et Brigitte Hardy,  
M. et M<sup>me</sup> Roger Robbe,  
Les familles Robbe, Hardy, Degorre,  
Mouly, Léage, Durand,  
très touchés des nombreux témoignages de sympathie, de fidélité et d'affection qu'ils ont reçus à la suite du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline HARDY,

née Robbe,

survenu à Villajouff, le 20 août 1991, expriment leurs remerciements sincères et profondément émus.

Les obsèques de Jacqueline Hardy ont été célébrées, le vendredi 23 août, en l'église du Sacré-Cœur d'Eauboune, et ont été suivies de l'inhumation au cimetière d'Eauboune (Val-d'Oise).

173, rue de la Croix-Nivert,  
75015 Paris.  
6, rue Condorcet,  
95600 Eauboune.

## Anniversaires

Il y a un an, le 5 septembre 1990,

Pierre BARTOIL,

directeur  
du laboratoire de politiques agricoles (INRA-ESR, Paris-Ivry),

nous quitte.

Ses collègues et amis de ce laboratoire pensent à lui.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :  
40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés  
LE JOUR MEME  
s'ils nous parviennent avant 9 h  
ou s'ils nous parviennent avant 9 h

15, rue Falgaire, 75016 Paris  
Tél. : 206 800 F  
Télécopie : 45-66-77-13  
Taux de la ligne H.T.

Trois rubriques  
Abonnés et annonceurs : 82 F  
Communications diverses : 96 F  
Thèmes étudiants : 60 F

Les lignes en capitales grasses sont  
insérées sur la base de deux lignes.  
Les lignes en italique sont obligatoires  
et facturées. Minimum 10 lignes.

هكذا من الأصل



JUSTICE

Après l'inculpation de M. Maurice dans une affaire d'escroquerie immobilière

Une polémique éclate entre l'industriel René Trager et un député socialiste de la Sarthe

La Croix-Rouge française s'est exprimée pour la première fois, mercredi 4 septembre, au sujet de l'inculpation de M. Michel Maurice, qui était, jusqu'au 29 août dernier, le directeur du cabinet de la présidente de l'organisation, M<sup>me</sup> Georges Duhoux (le Monde du 4 septembre). La Croix-Rouge précise qu'elle n'a « aucun rapport direct ou indirect, avec les faits ou les organisations » cités dans le cadre de l'inculpation de M. Maurice.

Cette société aurait indûment touché plus de 2 millions de francs dans le cadre d'une opération immobilière douteuse menée à Rezé, près de Nantes, cette somme, payée par la SCI Rezé-Renaissance, chargée de la conduite du chantier en association avec le Crédit local de France et le promoteur Serge de Sinéty, aurait dû être versée sur les comptes du propriétaire du terrain, la société d'économie mixte de Rezé (SEM). Les 2 millions de francs qui ont été versés à la société indûment ont ensuite disparu des comptes de la société.

Dans cette même affaire, l'industriel rennais René Trager, écroué et inculpé d'escroquerie et d'abus de biens sociaux dans un dossier de fausses factures politiques instruit à Rennes, a contre-attaqué, mercredi 4 septembre, en accusant le président du Crédit local de France et

La chancellerie indique que le document mettant en cause le PS est un faux

La chancellerie, qui avait ordonné une enquête préliminaire jeudi 29 août, afin de « faire toute la lumière » sur les informations publiées dans le Monde au sujet de commissions qui auraient été prélevées par le Parti socialiste sur des contrats franco-panaméens, a indiqué, mercredi 4 septembre, que le document publié par le Monde du 27 août était un faux.

« Le parquet de Paris a tenu la chancellerie informée des premiers résultats de son enquête, ordonnée à la suite des allégations publiées par le journal le Monde du 27 août 1991, note le ministère de la justice. Les auditions recueillies dans ce cadre établissent que le document daté du 18 mai 1987, prétendument signé par M. Patrick Simon, constitue un faux. L'enquête préliminaire se poursuit, afin de mieux préciser l'origine et la destination de ce faux. »

M. Simon, qui était en poste à l'ambassade de France au Salvador à la date indiquée sur le courrier contesté, avait été l'auteur de cette lettre (le Monde du 3 septembre). Lui aussi entendu, l'ancien ambassadeur de France au Panama, M. Robert Cantoni, avait également contesté l'authenticité du document (le Monde du 5 septembre).

MÉDECINE

Les infirmières de Franche-Comté ont obtenu gain de cause

M. Bruno Durieux, ministre de la santé, a demandé, jeudi 5 septembre, au préfet de la région Franche-Comté « de rapporter son arrêté d'annulation de l'épreuve écrite du diplôme d'Etat d'infirmière ». Cet arrêté préfectoral du 28 août dernier touchait 252 infirmières et infirmiers de la région, qui avaient passé avec succès, en juin dernier, les épreuves du diplôme d'Etat.

Depuis la fin de la semaine dernière, infirmières et infirmiers « déçus » multipliaient les protestations et les manifestations. Ils avaient obtenu le soutien de M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la condition féminine. Toute la journée du mercredi 4 septembre, venus de Franche-Comté, il savaient défilés devant le ministère de la santé, avenue de Ségur à Paris. Certains avaient même passé la nuit dans un campement de fortune. Jeudi matin, des discussions avaient eu lieu entre une délégation des manifestants, qui était aussi soutenue par la Coordination nationale des infirmières et M<sup>me</sup> Michèle Bressand, infirmière générale, conseillère auprès du ministre de la santé, M. Bruno Durieux.

La décision préfectorale du 28 août, annulant leur diplôme, faisait suite à « un vice de procédure commis dans le choix du sujet de l'épreuve écrite » en juin dernier. En effet, contrairement à la règle stricte et absolue, la convocation du jury chargé de choisir le sujet d'examen n'avait pas eu lieu. Or le sujet de l'épreuve écrite, imposé aux candidats de juin, avait déjà fait l'objet d'un examen « blanc » à l'école d'infirmières de Lons-le-Saunier (Jura).

RELIGIONS

Le pape rend hommage au Père de Lubac

Les obsèques du cardinal Henri de Lubac, décédé mercredi 4 septembre à Paris, auront lieu, mardi 10 septembre, à 10 heures, à la cathédrale Notre-Dame de Paris.

DÉFENSE

Le général Lafont remplace le général Salvan, démissionnaire

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 4 septembre a approuvé les promotions et nominations militaires suivantes :

• Terre. - Est nommé commandant la région militaire de défense Atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux, le général de corps d'armée André Lafont.

Instance de réflexion sur l'islam en France

Le CORIF a été reçu par M. Marchand

Pour la première fois depuis sa prise de fonctions, M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur et des cultes, a reçu à déjeuner, mardi 3 septembre, les quinze membres du Comité de réflexion sur l'islam en France. Au cours de cette rencontre et de la longue séance de travail qui a suivi, le ministre de l'Intérieur a souligné la confiance dans laquelle il tenait cette structure destinée à réfléchir aux modes d'organisation de l'islam en France.

Est nommé commandant la région militaire de défense Atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux, le général de corps d'armée André Lafont.

Est nommé commandant la région militaire de défense Atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux, le général de corps d'armée André Lafont.

IMMIGRATION

Pour lutter contre les entrées clandestines

La France instaure un « visa de transit » pour les ressortissants de dix pays

« Notre priorité est de contrôler les arrivées des lignes aériennes en provenance des pays sensibles qui sont à l'origine des principaux flux d'immigration irrégulière en France », a commenté M. Roger Lejeune, chef du service central de la police de l'air et des frontières (PAF), en présentant, mercredi 4 septembre, le contenu du plan mis en œuvre pour lutter contre l'immigration clandestine.

REGION

Région Nord-Pas-de-Calais CONSEIL REGIONAL

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES DE CONCEPTEURS

- 1) Identification de la collectivité qui passe le marché : CONSEIL REGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS, 7, square Morisson - BP 2035, 59014 LILLE CEDEX. Tél. : 20-60-60-60. - Téléc. : 120 049F. - Télécopie : 20-57-39-48.
- 2) Mode de passation : Concours d'architecture et d'ingénierie.
- 3) Objet du marché : Réalisation du bâtiment qui abritera le Centre régional de promotion de la culture scientifique, technique et industrielle Nord-Pas-de-Calais - ALIAS à Villeneuve-d'Ascq. La conception des Centres de culture scientifique, technique et industrielle remonte aux assises de la Recherche tenues à la fin de 1981. Il s'agit de réduire la coupure entre science et technique d'une part, culture de l'autre. Les centres sont destinés à permettre aux citoyens de se familiariser avec les questions scientifiques et techniques, avec leurs enjeux sociaux et leurs implications au niveau du quotidien. Le Centre régional Nord-Pas-de-Calais, issu de la rencontre entre la politique nationale, la volonté régionale et l'acquis associatif, a été inscrit aux contrats de plan Etat-Région 1984-1989 et 1989-1993. Après un fonctionnement dans des locaux d'attente depuis 1989, il entre dans sa phase de réalisation définitive à Villeneuve-d'Ascq. La maîtrise de l'ouvrage relève du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais ; le financement est assuré conjointement par l'Etat, le Conseil régional, le Conseil général et la ville de Villeneuve-d'Ascq ; la Communauté urbaine de Lille apporte, quant à elle, le terrain. Le Centre régional de promotion de la culture scientifique, technique et industrielle doit pouvoir être à la fois un lieu de présentation par expositions, un lieu d'information et de formation et un lieu de création de modules d'information (vases pédagogiques, expositions, matériel audiovisuel) tant pour le public régional que pour d'autres lieux analogues en France ou à l'étranger. La présence d'un planétarium constitue le pôle permanent d'attraction d'un large public.
- 4) Organisation de la consultation : L'appel de candidatures est préalable à l'organisation d'un concours à un degré. Quatre à six équipes, seront admises à concourir sur esquisse en vu du dossier de candidature examiné par le jury. Chacune de ses équipes, non retenue après examen des esquisses par le jury mais ayant remis des prestations conformes au règlement de la consultation, se verra attribuer une prime maximale de 100 000 F HT (maquette comprise). Pour le lauréat, cette prime de 100 000 F HT constituera une avance sur honoraires.
- 5) Candidatures : L'appel de candidatures est ouvert aux architectes et équipes d'architectes ayant la capacité d'exercer en France. Documents à fournir : - La composition de l'équipe de conception ; - Les qualifications, moyens et références de l'équipe ; - La fiche de renseignements à fournir par les candidats aux marchés publics en application de l'article 251-1 du Code des Marchés publics ; les candidats pourront se procurer cette fiche à l'adresse indiquée en 8 b).
- 6) Contenu de la mission qui sera confiée au lauréat du concours : Le lauréat se verra confier une mission de maîtrise d'œuvre M1 de troisième classe de complexité comprenant : 1 tranche ferme de l'APS au DOE. 1 tranche conditionnelle de l'AMT au DOE. L'estimation prévisionnelle des travaux, hors équipement, est plafonnée à 36 000 000 F HT (valeur juillet 1991).
- 7) Délai d'exécution : Esquisse : 3 mois à compter de la remise du dossier de consultation des concepteurs.
- 8) Réception des candidatures : a) Date limite de réception des candidatures : Le vendredi 20 septembre 1991 à 17 heures terme de rigueur. b) Adresse où elles doivent être transmises : REGION NORD-PAS-DE-CALAIS, CONSEIL REGIONAL Direction des services financiers. Service des Appels d'offres (4<sup>e</sup> étage, porte 415). 7, square Morisson, BP 2035, 59014 LILLE CEDEX. Elles devront être soit remises contre récépissé à l'adresse ci-dessus de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, soit envoyées par la poste sous pli recommandé avec accusé de réception postal. L'enveloppe extérieure portera la mention suivante : « AO n° 91.20 ». « Appel de candidature pour le Centre régional de promotion de la culture scientifique, technique et industrielle Nord-Pas-de-Calais - ALIAS à Villeneuve-d'Ascq ». c) Peuvent-elles être rédigées en langue étrangère ? Non.
- 9) Date d'envoi de l'avis d'appel de candidatures de concepteurs à la publication chargée de l'insertion : Le vendredi 30 août 1991.
- 10) Adresse du service où l'on peut demander des renseignements : Renseignements techniques : Direction de l'ingénierie, 18, rue de Pas, BP 2035, 59014 LILLE CEDEX. Renseignements administratifs : Direction des services financiers. Services des Appels d'offres. 4<sup>e</sup> étage, porte 415. Monsieur MATHIEU - Tél. : 20-60-63-15. Noël JOSEPH, Président du Conseil régional.

مكتبة من الأصل

## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Constatant un repli des ventes en 1990

## Les éditeurs scolaires craignent que le livre soit le laissé-pour-compte des réformes en cours

Pour la première fois depuis dix ans, le chiffre d'affaires du secteur de l'édition scolaire a baissé en France, chutant de 7 % en francs constants en 1990. Exposant les raisons de la « crise », M. Michel Legrain, président du groupe des éditeurs scolaires au Syndicat national de l'édition, a procédé, mercredi 4 septembre, à une cinglante mise en garde contre les réformes engagées qui se feraient « sans le souci des outils pédagogiques qui sont mis à la disposition des enseignants ».

En nombre d'exemplaires, ce sont 13 % d'ouvrages en moins qui ont été mis sur le marché à la disposition des familles l'an passé. Un repli surtout spectaculaire pour les manuels d'enseignement secondaire (-17,2 % du chiffre d'affaires). Conscients que leurs performances financières sont essentiellement conjoncturelles et liées à l'absence de refonte récente de programmes, les éditeurs scolaires ne demeurent pas moins persuadés que la pente négative pourrait s'accroître si une attention particulière n'était portée par les pouvoirs publics à l'image et à la place du livre à l'école, à la bonne affectation des crédits de gratuité dans les collèges, ainsi qu'aux contraintes de l'édition.

Dans l'enseignement primaire, constatent-ils, la mise en place dans trente-trois départements pilotes de nouveaux cycles d'apprentissages généralisés au 1<sup>er</sup> janvier 1992 à l'ensemble des départements « n'a pas été accompagnée d'une rénovation des programmes ». « En renforçant le discours sur la méthodologie, les objectifs de compétences, la gestion des savoir-faire, et non les savoirs eux-mêmes », s'est interrogé M. Legrain, ne se détourne-t-on pas

de l'organisation écrite et structurée des acquis ? Ne crée-t-on pas une distance par rapport aux contenus en privilégiant une pédagogie sans outils ? »

Les craintes sont étendues au secteur secondaire, où, dans les collèges, les manuels seraient sous-utilisés. Les éditeurs avancent le manque de formation des enseignants sur le choix et l'utilisation des livres de classe et se disent prêts à participer à l'effort. L'anti-dispositif de la gratuité-prêt dans les collèges issu de la réforme Haby de 1977, qui avait tenté d'instaurer un renouvellement quadriennal du « parc » intégral des manuels, est également cloué au pilori par les éditeurs : depuis 1990, soucieux de « jouer » l'autonomie des établissements, le ministère s'est abstenu de donner des directives concernant l'affectation à telle ou telle matière des crédits de gratuité. Or, preuves à l'appui, les éditeurs ont alerté très vite la direction des lycées et collèges sur les dévoiements de ces crédits, notamment en frais de reprographie.

## La « précipitation » du ministère

Le bât blesse plus encore avec la rénovation pédagogique des lycées. M. Legrain a ainsi fustigé la « précipitation » avec laquelle, « pour des raisons politiques », le calendrier de la réforme a été compressé. Or la seule règle par laquelle le ministère se sent engagé vis-à-vis des éditeurs en matière de programmes consiste à respecter un délai minimum de quatorze mois entre la promulgation des programmes officiels définitifs et la mise sur le marché de nouveaux manuels. Mathématiquement, le principe de la réforme n'ayant été adopté que fin juin et les programmes ne pouvant être arrêtés qu'après un minimum de concertation, les éditeurs se trouvaient dans l'impossibilité de fournir de nouveaux manuels pour la rentrée

des secondes « rénovées » en 1992.

Les éditeurs partent donc aujourd'hui en guerre contre la décision du ministère de lancer conjointement, en 1993, de nouveaux programmes pour la classe de seconde et la classe de première, laissant pour 1992 les élèves de seconde face aux anciens programmes. Il estime la charge éditoriale trop lourde pour une seule année et soutiennent que « l'une des conditions incontournables de la réussite pédagogique d'une réforme dans l'enseignement secondaire est l'application de cette réforme par niveaux ». Comme cela avait été le cas, de 1986 à 1989, pour l'application de la réforme Chevènement dans les collèges.

JEAN-MICHEL DUMAY

## Au ministère de l'Éducation

M<sup>me</sup> Maryse Quéré directrice de l'information et de la communication

M<sup>me</sup> Maryse Quéré, professeur d'informatique à l'université Nancy-II, a été nommée, mercredi 4 septembre, en conseil des ministres, directrice de l'information et de la communication au ministère de l'Éducation nationale, en remplacement de M. Jean-Michel Croissant (le Monde du 28 août), qui vient de prendre la direction de la diffusion du groupe Le Monde.

[Née le 24 janvier 1944, M<sup>me</sup> Maryse Quéré est titulaire d'un doctorat de troisième cycle en mathématiques pures et d'un doctorat ès sciences (spécialité informatique). De 1980 à 1983, elle a été chef du département informatique de l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Nancy et, de 1981 à 1985, directrice du centre de formation à l'informatique et à ses applications pédagogiques de l'académie de Nancy-Metz. Elle est, depuis 1989, directrice du centre d'initiation à l'enseignement supérieur (CIES) de cette même académie.]

## SPORTS

FOOTBALL : La France pratiquement qualifiée pour l'Euro 92 après sa victoire (2-1) sur la Tchécoslovaquie

## Les artistes et les maçons de la maison Platini

Douze points sur douze, six victoires en six rencontres : en battant la Tchécoslovaquie 2 à 1, mercredi 4 septembre à Bratislava, la France s'est pratiquement qualifiée pour la phase finale du championnat d'Europe des nations, grâce à deux buts de Jean-Pierre Papin contre un but de Basile Boli marqué contre son camp. Pour se rendre en Suède en juin 1992, l'équipe de Michel Platini n'a plus qu'à prendre un point, soit en Espagne, soit au Parc des Princes contre les Islandais.

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

« Tu vois, plus la peine de l'organiser, le championnat d'Europe, pour pouvoir y participer. » Michel Platini rit. Michel Hidalgo, l'homme qu'il serre dans ses bras, l'a mené à une victoire dans ce même championnat d'Europe, en 1984, après une demi-finale de coupe du monde en 1982. Mais au pied des tribunes de Bratislava, Michel Platini ne rougit plus de la comparaison avec son aîné. Le joueur d'exception a gagné ses derniers galons de sélectionneur à part entière.

Ses joueurs ont préservé une invincibilité vieille maintenant de trente mois et dix-sept rencontres. Surtout, son équipe de France, dont il disait récemment qu'elle ne se situait encore « nulle part », vient de conquérir, presque totalement, un premier territoire bien à elle : l'Euro 92 en Suède. Une place à laquelle aucune autre sélection française n'avait réussi à accéder « à l'aveugle » (1).

Pour marquer le coup, Michel Platini s'est même offert son premier enlèvement de terrain à lui tout seul, dans la grande tradition de Michel Hidalgo justement. Au coup de sifflet final, il a sorti, geste rare, les mains de ses poches pour sauter par-dessus les panneaux publicitaires. Puis il s'est

précipité vers les deux héros du match, Jean-Pierre Papin et Christian Perez, pour les embrasser. « C'est la première fois que je le fais, a-t-il expliqué. Mais cette fin de match était trop folle. »

Le sélectionneur n'en espérait pas tant, en effet. A un quart d'heure de la fin du match, alors que les deux équipes étaient à égalité, il avait tenté de faire passer des consignes pour préserver le point pris à l'extérieur. « Ce n'était pas à nous d'attaquer, il fallait laisser venir les Tchécoslovaques, nous confia-t-il. Moi, je me souviens de ce que nous étions arrivés à Séville en 1982. Si j'avais joué ici, nous n'aurions sans doute pas gagné, mais nous n'aurions pas non plus risqué de tout perdre. Cela dit, ils ont continué à attaquer et ils se sont imposés, avec les qualités et les défauts du groupe. »

## La victoire du « groupe »

Le groupe : le mot-clé du lexique de l'équipe de France est lâché. Il constitue la grande réussite de Michel Platini et explique en grande partie les résultats d'aujourd'hui. « Il est né après la défaite contre la Yougoslavie, il y a trois ans, explique le sélectionneur. Je me retrouvais face à un puzzle, avec pour seule certitude que, pour avoir une grande équipe, il faut une base solide. J'ai choisi des joueurs pour former une ossature. Ils ne sont pas tous incommensurables, mais pour construire la maison, j'avais à la fois besoin d'artistes et de maçons. »

Peu d'artistes, en fait, au vu de la prestation de l'équipe de France. Contre une équipe de Tchécoslovaquie diminuée par l'absence de cinq de ses meilleurs joueurs, seuls Jean-Pierre Papin, auteur d'une reprise de volée parfaite sur le but égalisateur, et Christian Perez, dont l'entrée a rééquilibré la partie, tranchent vraiment sur l'ensemble. C'est que la force du groupe réside plus dans la volonté de tous que dans le talent de chacun. « Dans cette équipe, chacun cherche à pousser, à

aider l'autre », explique l'arrière Bernard Casoni. « Personne n'a honte d'être remplaçant », renchérit Christophe Cocard.

La limite de cette pratique, c'est l'aspect monocouleur que prend du coup l'équipe de France. Certes Michel Platini n'est pas responsable de la boulimie d'achats de Bernard Tapie. Mais il assignait à Bratislava une onze de départ composé de sept Marseillais, trois Auxerrois et un Napolitain. Avec le rythme intensif qui va être imposé aux joueurs cette année, avec des Coupes d'Europe aux rencontres plus nombreuses, la sélection risque de retrouver des joueurs très fatigués au mois de juin en Suède. Usés ou, au contraire, à court de compétition, dans le cas de ceux qui ont droit aux honneurs du groupe mais doivent se contenter du banc de touche dans leur club — Anglioma et Durand à TOM.

Pour Michel Platini, ces problèmes de récupération n'ont rien de dramatique : « On sait les gérer depuis longtemps. Les joueurs auront le temps de se reposer d'ici la Suède. » Le sélectionneur est beaucoup plus inquiet sur la main-tien d'une cohérence tactique dans son équipe. « J'entraîne l'équipe depuis maintenant près de trois ans et j'ai vu les joueurs cent jours, pas un de plus. Chaque fois le travail est à refaire. »

Cela ne l'empêche pas de sourire. « Le championnat d'Europe, c'était un plus. Nous l'avons presque atteint, mais le vrai but reste la Coupe du monde. C'est là que l'on voit les équipes de légende. »

JÉRÔME FENOLOGIO

► Lire page 23 la chronique de PIERRE GEORGES.

(1) Sur huit championnats d'Europe des nations, la France n'a participé qu'à deux éditions, en évitant chaque fois les éliminatoires puisqu'elle était le pays organisateur. En 1960, elle avait terminé troisième, avant de l'emporter en 1984.   
Championnat du groupe 1. (Entre parenthèses, le nombre de matches joués : 1. France (6), 12 points ; 2. Tchécoslovaquie (6), 3 ; 3. Espagne (4), 4 ; 4. Islande (6) et Albanie (6), 2.

## CATASTROPHES

200 000 sinistrés et des rizières détruites

## Le Cambodge est victime de graves inondations

Le Cambodge est victime, depuis deux semaines, d'inondations catastrophiques qui affectent les zones les plus peuplées du pays. Selon les premiers rapports officiels, plus de 200 000 personnes seraient sinistrées dans six provinces et environ 400 000 hectares de rizières affectés.

## PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dans un premier temps, du 19 au 22 août, des pluies torrentielles se sont abattues sur quatre provinces proches de Phnom-Penh, provoquant des ruptures de barrages et la destruction ou l'érosion de ponts, y compris sur les routes nationales. Dans un deuxième temps, à compter du 23 août, le Mékong a connu une crue brutale et, dans les jours qui ont suivi, les régions riveraines du fleuve ont été tour à tour inondées. Mercredi 4 septembre, le fleuve menaçait de sortir de son lit à la hauteur de la capitale, là où il rejoint le Tonlé Sap, le grand lac encadré par des forêts déjà envahies par les eaux. Un district limitrophe de Phnom-Penh, celui de Dangkor, est déjà submergé.

« Heureusement, les premières inondations sont intervenues un matin et les gens ont pu se sauver à temps,

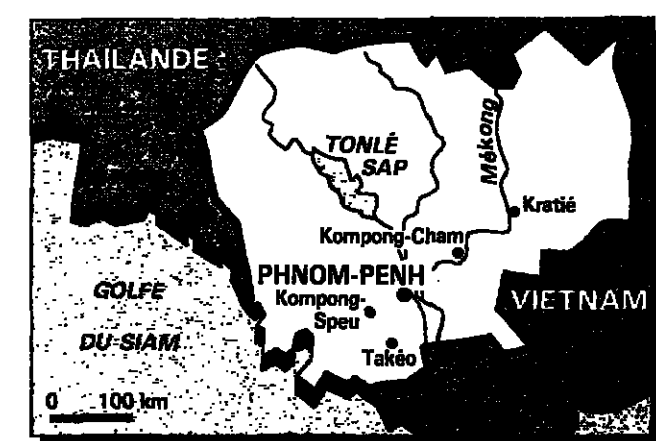
soit se réfugier sur des toits. Si les paysans avaient été pris dans leur sommeil, le pire aurait pu se produire », nous a expliqué le docteur My Samedy, vice-ministre de la santé et vice-président de la Croix-Rouge cambodgienne, l'un des coordinateurs de l'aide aux sinistrés.

On compte, à ce jour, très peu de morts, mais les dégâts, encore difficiles à évaluer dans toute leur ampleur, sont considérables : récoltes perdues, volailles et bétail emportés par les eaux. Dans les secteurs les moins affectés, si les eaux se retirent à temps, les plants de riz pourront survivre. Dans d'autres régions, en revanche, tout espoir de les sauver est exclu. En outre, les cultures vivrières sur les berges du Mékong ont été balayées par les eaux.

## Jusqu'aux pelouses du palais royal

A la hauteur de la ville de Kompong-Cham, le Mékong avait atteint, dimanche 1<sup>er</sup> septembre, une largeur de deux kilomètres et demi. Les villages limitrophes étaient inondés jusqu'aux toits. A Phnom-Penh, on renforce les digues à l'aide de sacs de sable. Devant le palais royal, en cours de restauration pour accueillir le prince Sihanouk en novembre, les eaux avaient atteint, mercredi 4 septembre, les dernières marches qui conduisent aux pelouses.

Les autorités s'attendaient au



moins à des infiltrations d'eau dans la ville. Dans le nord-est du pays, la ville de Kratie a été inondée fin août. Dans les provinces de Kompong-Speu et de Takeo, zones traditionnelles de sécheresse, les digues et les barrages des trois grandes retenues d'eau ont rompu. Les secours se sont organisés avec les moyens du bord — l'Etat du Cambodge est particulièrement pauvre — et de premières aides venues de l'étranger. Mais tout manque, de la nourriture aux tentes et aux vêtements. Les autorités redoutent, en particulier, des épidémies et préparent une campagne de prévention.

Il faut également organiser le ravitaillement en eau des populations sinistrées, ainsi que la réhabilitation, le moment venu, des puits inondés. Les autorités sont déjà en quête de terrains épargnés pour semer du riz destiné au repêchage après la fin des inondations. En cas de succès, la prochaine récolte serait ainsi moins affectée par le drame actuel.

La précédente catastrophe d'une ampleur à peu près équivalente date de 1952. D'autres inondations moins graves s'étaient produites en 1962-1963 et, en 1983, l'agglomération de Phnom-Penh avait été épargnée de justesse par de fortes crues. Cette fois-ci, intervenant après une réduction drastique de l'assistance économique soviétique, les inondations ont déjà provoqué une hausse brutale des prix. Celui du sac de riz, de 100 kilos environ, est passé de 15 000 riels (environ 15 dollars) à 30 000 riels en une semaine.

Il est vrai que certains particuliers ont, parallèlement, commencé à stocker des provisions, s'inquiétant déjà de l'insécurité et du banditisme, qui devraient se développer, au moins en dehors des villes, avec la démobilité massive de soldats privés dans le cadre d'un règlement du conflit.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

## L'orgueil blessé d'Ivan Lendl

Le Suédois Stefan Edberg sera l'adversaire en demi-finale des Internationaux des Etats-Unis de tennis du vainqueur de la rencontre Lendl-Stich qui a été interrompue, mercredi 4 septembre, par la pluie.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Depuis juillet dernier, Ivan Lendl est le papa de superbes jumelles, Caroline et Isabelle. On ne peut pas dire pour autant que le Tchécoslovaque soit devenu un père tranquille du tennis. L'homme est trop tourmenté, trop blessé. Seule une victoire à Wimbledon aurait pu assourdir son orgueil de champion à vie. Mais toutes ses entreprises pour conquérir le titre le plus prestigieux ont été vouées à l'échec. Devenir membre de droit du All England Club comme tous les vainqueurs du plus vieux tournoi du monde est ainsi, pour lui, une quête obsessionnelle. Il y a perdu la première place mondiale et il y a laissé sa jeunesse.

Comment pouvait réagir cet homme meurtri en se retrouvant face au geyon tout auréolé d'avoir réussi sans coup feir là où il a échoué avec constance ? La rencontre, programmée le 4 septembre à Flushing Meadow, d'Ivan Lendl et

de Michael Stich tenait, dans ce contexte, du règlement de comptes.

La pluie n'a pas permis à leur cinquième confrontation d'aller à son terme mercredi soir. Mais dès les premiers échanges, le ton a été donné : Lendl a joué comme il aurait broyé d'une main des coquilles de noix ; Stich s'est défendu comme un taureau, cornes baissées. L'orgueil blessé d'un côté, la rage bouillante de l'autre. Les deux joueurs se sont séparés après avoir enlevé une manche chacun. Ils devaient se retrouver pour vider leur querelle jeudi 5 septembre en début d'après-midi.

ALAIN GIRAUDO

## Résultats du 4 septembre

## SIMPLES MESSIEURS

(Quarts de finale)

S. Edberg (Sué.), n° 2) b. J. Sanchez (Esp.), 6-3, 6-2, 6-3 ; I. Lendl (Tch.), n° 5) et M. Stich (All.), n° 3), 6-3, 3-6, 3-4 interruption.

## SIMPLES DAMES

(Quarts de finale)

S. Graf (All.), n° 1) b. C. Martinez (Esp.), n° 3), 6-1, 6-3 ; M. Navratilova (E-U), n° 2) b. A. Sanchez-Vizcaino (Esp.), n° 4), 6-7, 7-6, 6-2.

## RUGBY : la préparation de la Coupe du monde

## Le Quinze français s'impose au Pays de Galles

A un mois de la Coupe du monde de rugby, l'équipe de France a obtenu un succès plus difficile que prévu, mercredi 4 septembre à Cardiff, contre les Gallois. Les joueurs britanniques ont, certes, été battus pour la cinquième fois consécutive par les Français à l'Arm's Park, mais, avant de s'incliner (22-9), ils ont souvent bousculé leurs adversaires durant la première heure de jeu. Grâce à deux pénalités de Didier Camberabero contre une pour Mark Ring, les Français menaient 6-3 à la mi-temps, mais un essai de Richie Collins transformé par Ring (45<sup>e</sup> minute) avait

donné un avantage mérité aux Gallois. Il a fallu un exploit personnel de Serge Blanco pour inverser le cours du jeu. Sur une relé à 30 mètres des poteaux adverses, Henri Saux a ouvert petit côté pour le capitaine français qui, après avoir tapé un coup de pied à suivre pour lui-même, est allé conclure dans l'en-but gallois (54<sup>e</sup>).

Remis en confiance, les Français ont alors imposé leur jeu plus académique pour inscrire deux nouveaux essais par Didier Camberabero (70<sup>e</sup>), qui a transformé cet essai tout comme celui de Blanco, et de Philippe Saint-André (79<sup>e</sup>).

هكذا من الأصل



# CULTURE

## ARTS

### Les Français derrière la porte

Une rentrée artistique sur les chapeaux de roue, à Lyon avec la Biennale de l'art contemporain

LYON

de notre envoyée spéciale

Depuis qu'il opère à Lyon, bien sûr, Thierry Raspail n'a pas chômé. Il y a créé de toutes pièces une collection d'art contemporain propre à bousculer les habitudes locales de voir, organisé nombre d'expositions dans l'espace un peu étriqué qui lui a été concédé dans une aile du palais Saint-Pierre, au-dessous de bureaux administratifs, réussit à multiplier le nombre de visiteurs capables de grimper plusieurs volées d'escaliers pour voir Dietman, Louise Bourgeois ou Dan Flavin, et ainsi rendre crédible l'idée que la deuxième ville du pays se devait d'avoir un vrai musée pour l'art d'aujourd'hui (1).

Dans le même temps, il lançait un Octobre des arts qui lui permettait de déployer l'art aux quatre coins de la cité, et dont la dernière édition, en 1988, qui traitait du monochrome, était de belle envergure. Et à côté assez cher pour que les élus invitent notre homme à freiner ses ardeurs, et à trouver de l'argent ailleurs. Qu'à cela ne tienne ! Thierry Raspail organisait une Biennale, et obtiendrait cet argent. De l'Etat (2). Celui-ci n'allait tout de même pas refuser de subventionner une grande manifestation susceptible de faire la preuve qu'en France la création ne se porte pas plus mal qu'ailleurs.

Un désordre rigoureux organisé

Les responsables de la Biennale de Lyon, très officiellement inaugurée le 2 septembre par le ministre de la culture, sont plus prudents ou plus réfléchis, ou moins ambitieux. Ils n'ont pas cherché à expliquer quoi que soit, ni à classer, ni à imposer un ensemble de grandes figures, mais à rendre compte de l'hétérogénéité de la création d'aujourd'hui, de son éclatement en autant de tendances qu'il y a d'individus ; de son eclectisme stylistique ; de sa dispersion géographique aussi à Paris et en province ; enfin, de la contemporanéité des vies d'artistes dont l'essentiel de l'œuvre est accompli (Soulas, Klossowski, Eugène Leroy) et de jeunes au commencement de leur carrière (Fabrice Hybert, né en 1961, Laurent Pariente, né en 1962, par exemple).

Leur choix, ils ne l'ont pas fait, disent-ils, en raison de la nouveauté de certains artistes, pas plus qu'avec le désir de montrer de la nouveauté à tout prix. Ils n'ont pas voulu non plus le faire dans un esprit d'éclectisme, de jugement prématuré anticipant sur le travail de l'histoire. Alors comment ? Le sort du chapeau des soixante-neuf artistes exposés à la Halle Tony-Garnier, au Musée d'art contemporain et à l'ELAC ? Par « conviction », « gratuité » (qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire), et « sympathie ». Par « amour de l'art ». Heureusement, dira-t-on.

Et comment s'y sont-ils pris pour distribuer les espaces aux soixante-neuf élus ? En donnant à chacun une surface fermée respectueuse des individus, de leur recherche privée, la même (au moins dans la Halle Tony-Garnier) de 120 mètres carrés qu'ils soient connus ou inconnus, qu'ils fassent, qu'ils chargent ou non les murs, qu'ils donnent dans le fleur, le baroque, le gros, le mince, le réduit, le presque-réduit, au nom de la singularité, de l'autonomie des univers personnels, et afin que le visiteur ne perçoive pas l'ombre d'un courant à travers le parcours, Thierry Raspail et Thierry Prat ont pris soin de mettre le plus de distance possible entre ceux qui pourraient avoir quelques affinités. Comme si quatre murs et une porte pour isoler chaque artiste de son voisin n'y suffisaient pas. Une porte fermée par une poignée, mais ouverte, si bien qu'on n'est pas obligé



Erik Dietman : « Sans toi la maison est chauve »

de l'ouvrir pour savoir un peu de quoi il retourne dans la pièce, et que lorsqu'on y entre c'est qu'on a décidé d'y entrer.

Cette mise en espace, à laquelle l'architecte Patrice Bouchain a apporté sa contribution, est assez stimulante. On peut même se demander si l'impression de vitalité qui se dégage de la Biennale ne vient pas de ce désordre rigoureux organisé plus que du contenu des salles. Où l'effet de surprise est assuré par le saut obligé du coq à l'âne.

Par exemple en passant de l'épave de Citroën d'Arman, assez scabieusement coulée en bronze (du spectaculaire qui date), aux peintures religieuses, chevaleresques et guerrières de Combas, des portraits plus qu'hyperréalistes de Nucleus aux découpages blancs de Morelet ; du travail de déchiffrement et d'usage du temps, auquel se livre Opalka, à la pierre corne de 25 tonnes dont Dietman coiffe une maison de fer. Où il s'avère aussi que ce ne sont pas ceux qu'on aime le plus, ni les vedettes qui s'en tirent le mieux. C.Q.F.D.

Dans la solitude d'une expérience-limite

Mais dans l'ensemble, ce qu'on découvre, et parfois retrouve, n'est pas si mal. En tout cas pas pire que ce que peut offrir, par exemple, la Biennale de Venise, dans ses pavillons, comme à l'Aperto. Les artistes ont souvent joué le jeu et fourni des œuvres réalisées tout exprès.

Et il y a au moins deux ou trois artistes dont on a envie de parler : par exemple de Toni Grand et de ses étonnantes poisons de résine, collés aux murs dans des ronds, qui font l'effet de macro-

cellules. Ou de Françoise Quardion, qui a trente ans, et traite de choses et d'autres de la vie, avec des objets courants et populaires, des dragées, des myosotis, un évier et un caddy (non, ça n'est pas bête) mêlés à des diapositives et des vidéos. Et de la salle Gasiorowski, morte en 1986 après avoir retrouvé le bonheur de pein-

dre une grande fresque abstraite dédiée à la terre animale et fertile, d'un geste authentique qu'il cherchait en lui depuis longtemps, par-delà l'histoire de l'art moderne et le jeu des références, dans la solitude d'une expérience-limite de l'art, vivant la peinture comme un don de soi, engraissant de boulettes d'excréments et de paille, ou brossant avec du jus de merde des masques primitifs.

On peut citer quelques belles prestations, moins douloureuses, comme l'ensemble des coins de femmes de Buraglio, ou les montées de couleurs de Jean-Pierre Bertrand, et, parmi les plus jeunes, le geste de Baquie, en hommage à Duchamp et au voyeurisme. Ou les photographies graves de Louis Jammes sur la catastrophe de Tchernobyl. A côté, ou pas loin, les fleurs carnivores d'Alain Sechas ne pèsent pas bien lourd, les grands visages noirs de Jean-Charles Blais sonnent le creux, le discours de Catherine Beaugrand paraît décalé, quand Philippe Perrin fait figure de truant moins sympathique que Mesrine.

Que dire encore ? Qu'on peut toujours contester la sélection, trouver le raissage trop large, ou pas assez, et regretter l'absence de Buren et de Boltanski, qui ont refusé d'être de la fête. Une fête qui n'est pas triste, mais un peu trop conçue à usage interne, un peu trop privée pour que nos amis de l'étranger puissent s'y impliquer vraiment. Ne serait-il pas temps de redéployer l'art d'aujourd'hui autrement qu'en termes d'individualités, quitte à se tromper ?

GENEVIEVE BREERETTE

(1) Aux dernières nouvelles, il devrait s'installer sur le terrain de l'ancienne foire.

(2) Celui-ci a doté la Biennale de 6 millions de francs, la ville de 3 millions.

► L'amour de l'art, une exposition de l'art contemporain en France. Halle Tony-Garnier, Musée d'art contemporain, ELAC. Jusqu'au 13 octobre.

## MUSIQUES

### La mort du saxophoniste Charlie Barnet

L'homme des mutations douces

Le saxophoniste de jazz Charlie Barnet est mort le 4 septembre à San-Diego, Californie, où il était hospitalisé pour une pneumonie. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

En 1934, le grand orchestre de Charlie Barnet est engagé à l'Apollo de Harlem. L'information ne prend tout son sens que si l'on sait qu'il s'agit du premier groupe blanc à connaître ce sort.

Formé sur le modèle de celui d'Ellington, le Big Band de Charlie Barnet est un des premiers à avoir pratiqué dès le début des années 30 la mixité. Roy Eldridge, Oscar Pettiford, Charlie Shavers ou Lena Horne en sont quelques-uns des membres les plus réputés.

Né à New-York le 26 octobre 1913, de famille aisée, Charles-Daly Barnet est promis à une carrière de juriste. Après le piano, il pratique les saxophones, se spécialisant plutôt dans le ténor, la clarinette, et

fait ses débuts à seize ans au Waldorf-Astoria. Commence alors une aventure de musicien de croisières et de paquebots, qui lui fait traverser une vingtaine de fois l'Atlantique.

À la grande époque des orchestres blancs à succès de Benny Goodman, Tommy Dorsey, Artie Shaw ou Glenn Miller, Charlie Barnet connaît avec Cherokee un succès international (1939).

Une carrière à Hollywood

Recourant aux arrangements des maîtres noirs du genre - Fletcher Henderson, Don Redman, Benny Carter - il s'exprime personnellement dans un style démarqué de Coleman Hawkins (au ténor) ou de Johnny Hodges (à l'alto).

Les musiciens qui sortent de son entreprise ne contribueront pas peu au succès de Benny Goodman, Tommy Dorsey, Artie Shaw ou Glenn Miller, Charlie Barnet connaît avec Cherokee un succès international (1939).

Inspirateur avisé de musique populaire, de sons d'époque, d'attitudes nouvelles (l'intégration dans ses ensembles), Charlie Barnet connaît dans les années 40 une importante carrière à Hollywood : *Synopation* (1942), *Music in Manhattan* (1944), *A Song Is Born* (de Howard Hawks, 1948)...

Après avoir représenté une certaine idée du jazz, l'orchestre de Barnet subit la crise des années 50, disparaît, abandonnant son leader à de rares apparitions (Las Vegas ou Disneyland en 1972), et à une vie matrimoniale particulièrement acrobate et bégayante, pour gazettes et carnets mondains. Ce qui est un style également.

FRANCIS MARMADE

## ARCHITECTURE

Architecture à Buenos-Aires. - La quatrième Biennale d'architecture de Buenos-Aires aura lieu du 30 septembre au 4 octobre. Plusieurs expositions seront proposées : « Architecture internationale », « Architecture d'Amérique du Sud », « Images et Mots », « Projets pour les années 90 » et « La jeune génération », consacrées aux architectes de moins de quarante ans. La Biennale organisera des débats, conférences et concours et décernera le Prix international de BA 91 ainsi que d'autres trophées.

## PATRIMOINE

### Les vieilles pierres en première ligne

Journée portes ouvertes, réforme, augmentation du budget le patrimoine devient l'un des principaux soucis de la Rue de Valois

Dans le grand salon surdordé de son ministère, M. Jack Lang devait annoncer, jeudi 5 septembre, la 8<sup>e</sup> journée portes ouvertes du patrimoine, étendue cette année à plusieurs pays européens. Ce jour-là - le 15 septembre - des monuments inaccessibles, publics ou privés, s'ouvrent au grand public. L'année dernière, le palais de l'Élysée avait ainsi accueilli un flot de visiteurs. Cette année encore, la résidence du président de la République, mais aussi l'hôtel Matignon, le nouveau ministère des finances ou la Banque de France dévoileront leurs lambris.

Les amateurs d'insolite pourront courir à la gare Denfert-Rochereau pour examiner son parc de locomotives classées et les plus courageux rallier le mont Beuvray - à pied, à cheval ou en voiture - pour participer à la grande fête du patrimoine européen sur le site d'une ancienne capitale gauloise (1).

Protéger les monuments récents

Le budget consacré au patrimoine devrait faire un bond, dans un contexte général plutôt morose. Il devrait progresser de 119 millions de francs en 1992. Les crédits d'investissement (restauration) augmentent de 10 % et ceux consacrés à l'entretien des monuments historiques de près de 5 %. M. Christian Dupavillon, le nouveau directeur du patrimoine, peut donc être satisfait, d'autant que la Caisse des monuments historiques, qui assure la gestion et la promotion d'une centaine de monuments appartenant à l'Etat (du Mont-Saint-Michel à l'Arc de triomphe), devrait lui être rattachée dans les prochains jours.

Autres réformes annoncées : les services de protection des monuments historiques seront désormais étroitement liés à ceux de l'inventaire qui n'auront désormais plus l'impression de travailler pour le seul bénéfice des rongeurs.

La commission supérieure des monuments historiques devrait être réorganisée. L'inventaire devrait participer activement au

choix des « modèles » à préserver (dans le cas du patrimoine industriel, par exemple). Enfin des bâtiments construits depuis une cinquantaine d'années pourraient être protégés à leur tour (l'Arche de la Défense en utilisant une procédure nouvelle).

Réforme encore dans le domaine de la procédure, pour accélérer les travaux. Le ministère envisage le transfert de la maîtrise d'ouvrage des bâtiments classés vers les propriétaires eux-mêmes. Il aurait, en outre, la possibilité de choisir hors de leur zone géographique l'architecte des monuments historiques (le nombre de ces derniers devrait augmenter et atteindre la soixantaine).

Diverses mesures doivent aussi réorganiser les services de l'archéologie (déconcentration des autorisations de fouilles, recrutement de personnels permanents par l'Association des fouilles archéologiques nationales). La carte archéologique de la France devrait être lancée : elle recensera 250 000 sites.

Enfin la rue de Valois devrait se montrer très attentive aux problèmes de pollution du patrimoine. Pollution physique (par les hydrocarbures notamment) : les municipalités seront financièrement incitées à faire des efforts pour aménager les abords de leurs monuments historiques. Pollution visuelle : intervention auprès des entreprises publiques (EDF) pour qu'elles ne défilent pas les paysages et les monuments, auprès des municipalités, encore, pour qu'elles soignent le mobilier urbain et les abords des monuments historiques.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Chaque direction régionale des affaires culturelles (DRAC) édite un dépliant qui recense toutes les ouvertures de sa région. La Caisse des monuments historiques met à la disposition du public des informations sur l'ensemble de l'opération (tel. : 44-61-21-50 ou 44-61-21-51). Pour les ouvertures à Paris et dans l'Ile-de-France, il est possible de se renseigner en appelant le 42-94-44-82. Enfin les « Vieilles Maisons françaises » inscrites sur leur Matras - 3615 VNF - une présentation des ouvertures exceptionnelles dans les différentes régions.

### Sunny Murray l'Intouchable à Mulhouse

Deux ans qu'il zone en France, une carte de visite à faire pâlir un dictionnaire, et personne pour l'inviter. Sunny Murray, batteur et compositeur noir américain né à Idabel, Oklahoma, en 1937, fait peur. Il n'a rien d'un musicien pépère en pantalon à carreaux. Il a toujours l'air d'un « nègre en colère » (Mingus). Sa présence à Mulhouse signe à elle seule la tournure d'un programme.

En 1957, à New-York, il rencontre Cecil Taylor. Vingt ans, il ne laisse dire à personne que c'est le plus bel âge de la vie. Il joue comme on cogne ou comme on jubile et détruit le jazz, la vieille du jazz avec ce que Char appelait « des outils nuptiaux » (« Si tu détruis, que ce soit avec des outils nuptiaux »). Il peut se le permettre. Ni Dieu ni impératif. Sunny Murray a tenu les baguettes derrière Red Allen ou Willie « the Lion » Smith.

C'est un vrai batteur de jazz à l'ancienne. Né en Oklahoma et poussé en graine à Philadelphie. A partir de 1960, sa vie se confond avec celle de la « new things », nouvelle vague, free jazz, ce truc que les gens n'aiment pas sans avoir jamais eu la chance d'en entendre. Archie Shepp, Ornette Coleman, John Coltrane, Don Cherry et en France Clifford

Thornton, Alan Silva, Michel Portal, François Tusques, il est le batteur d'une génération, d'un groupe, d'une folie, le rythme du monde extérieur de l'époque. Violent toujours, excessif, imprévisible, imprévisible, exactement tel qu'on aime les drummers : les autres, les bien élevés, les civilisés, les souriants, on peut toujours jouer à la pénance avec eux. C'est avec Albert Ayler surtout qu'il invente. Qu'il invente la voix des anges et celle de l'enfer ou les gens raisonnables et le monde revenu à la sagesse vont les précipiter tout deux vite fait.

Lui, Sunny Murray, n'a pas de chance. Il vit toujours. A tout suivi dans sa demi-traitre : Dexter Gordon, au-delà de minuit, son jeune homonyme David Murray, qu'on prenait pour son fils, et un peu n'importe qui. Il vit toujours et personne qui veuille l'entendre, des fois qu'il cognerait sur le lave-vaisselle ou qu'il parlerait trop fort. Surtout à Mulhouse où les poètes ne font pas peur.

F. M.

► Jazz à Mulhouse. Sunny Murray Quartet, Scavias-Reisger Duo, Mick Westbrook (le 5) ; Han Bennink, Andy Elmer, Magroet (le 6) ; Yves Robert, Okay Temiz et Kasse Mady (le 7 septembre). Tél. : 89-45-63-95 ou 89-46-10-46.

► Mort de Dottie West. - La chanteuse américaine de country Dottie West, grièvement blessée il y a une semaine dans un accident de voiture, est morte le mercredi 4 septembre à Nashville (Tennessee) au cours d'une intervention chirurgicale. Elle était âgée de cinquante-huit ans. Première femme

هكذا من الأصل

## CULTURE

## PATRIMOINE

## Protéger les monuments historiques

Quelques conseils indispensables pour lutter contre les incendies

Face au danger que représentent les incendies pour le patrimoine et plus particulièrement pour les monuments, les parcs et jardins historiques, la direction du patrimoine édite une plaquette : *Monuments historiques et incendies*. Elaborée à l'issue d'une journée de travail organisée sur ce thème par la direction régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur à Aix-en-Provence à la suite de l'incendie qui a ravagé, en 1989, la Sainte-Victoire chère à Cézanne, le document a pour but de sensibiliser et d'inciter à la vigilance les propriétaires des monuments historiques, comme les visiteurs.

En 1990, 3 670 feux ont ravagé 70 000 hectares à travers la France, dont 36 515 hectares dans les départements méditerranéens. Si la surface moyenne des feux diminue, le nombre des incendies a tendance à croître essentiellement dans les zones suburbaines et les communes du littoral méditerranéen. Une enquête conduite de 1973 à 1986 démontre que dans 60,86 % des cas les causes des incendies demeurent inconnues. Parmi les causes connues, la plus fréquente est l'imprudence.

Les auteurs évoquent l'incendie qui a embrasé la cathédrale de Nantes en janvier 1972 et celui qui a menacé l'abbaye de Silvacane en 1989, et rappellent que les monuments historiques sont particulièrement exposés au feu en raison de leurs abords en friche, hautement inflammables, de l'imprudence des visiteurs ou de l'insuffisance des dispositifs anti-incendie.

Après avoir décrit les recommandations et obligations concernant le patrimoine et plus spécifiquement les monuments historiques, le document présente les institutions départementales et régionales auxquelles on peut s'adresser en cas d'incendie d'un monument historique.

L'annuaire des intervenants dans les régions et les départements, les principaux textes réglementaires et les dispositions du code forestier en matière de débroussaillage se trouvent à la fin de la plaquette, qui est destinée à être largement diffusée, notamment dans toutes les régions menacées par les incendies.

F. E.  
Éditée par la direction du patrimoine, ministère de la culture, 28 pages.

## L'auteur abîmé par lui-même

« Théâtre des idées » : un livre qui rassemble quelques propos d'Antoine Vitez et déforme son image

Un homme meurt. Dans la force encore de son âge. Homme de plus d'une entreprise : acteur, metteur en scène, directeur de théâtre, traducteur, photographe, long temps figure manquant d'un parti politique, et aussi enseignant, mais enseignant d'une envergure qui change sensiblement la nature de l'école, les consciences des étudiants. Dans l'accompagnement de tout cela, cet homme est écrivain. Un poète. De son vivant, il a publié peu de choses : *Essai de solitude*, par exemple. Très beau. Peu de livres, parce qu'il a l'amour des livres, il sait la nature si singulière du phénomène de la lecture, qui n'est pas celle des théâtres. Il sait le rôle secret d'un livre dans la maison. C'est Antoine Vitez.

Il meurt, et quelques-uns de ses amis, compagnons de ses actions, n'attendent qu'un rien de temps pour publier, en un fort volume, un empilement de textes de circonstance qu'à la va-vite Antoine Vitez donnait à des quotidiens, hebdomadaires, revues, au fur et à mesure des actualités du métier. Interviews, prospectus, notes de travail... Comme si ces compagnons, qui pourtant voyaient Antoine Vitez peut-être chaque jour, n'avaient pas senti que ce livre, cette grosse boîte de gâteaux, ces assortis, faisait paraître l'image d'un homme suffisant, limité, présomptueux. Le contraire de lui, dont la courtoisie et les scrupules formaient une présence légère, comme un « sur la pointe des pieds » en douceur.

Distribué au spectateur qui, quelques minutes avant le lever du rideau, descend vers son fauteuil, un bref texte explicatif est ce qu'il est à ce moment-là, sur ce petit dépliant éphémère-là, dans cette situation très particulière-là, et Antoine Vitez, alors, le signe. Ce texte utilitaire est, aussi, marqué nécessairement par les événements du pays et du monde, dans ces jours-là, qui orientent un peu l'état d'esprit, l'état de lecture, de tous. Parce que le théâtre n'est pas une tour d'ivoire.

## Erreur de perspective

Proposé à lire des années plus tard, dans des circonstances historiques tout autres, vraiment sans lien aucun avec le plus grand nombre des facteurs qui en étaient, tel soir, sa raison d'être, ce même texte utilitaire et instantané ne se ressemble plus. Bon, oui, il y a aussi de la haute d'Antoine Vitez. Il aurait pu donner ses mises en scène telles quelles, sans bavouilles. Il aurait pu ne prendre la plume que pour des écrits autres, des poèmes à lui. Et, là, trois visages apparaissent, qui pointent leur nez au-dessus de la ligne d'horizon. Denis Diderot, qui disait que le premier de ses préceptes, observé chaque jour, était : « Ne vous expliquez point si vous voulez vous entendre. » Prétexte moins facile et démissionnaire qu'il ne semble. Henri Michaux, qui à chaque demande d'interview, d'article, répondait : « Non, je fais confiance aux inconnus, j'ai l'indiscrétion déjà de leur proposer des choses qui viennent de moi, poèmes, peintures, mon encombrement surréel là, après cela c'est leur bien, c'est leur affaire, à chacun d'eux de s'y retrouver, ou pas... » Enfin, c'est Marguerite Duras, qui dit si justement que donner des explications, des commentaires, sur ce que l'on a fait, c'est « sursigner ».

Dans ce *Théâtre des idées*, livre au titre sévère, Antoine Vitez, par une erreur de perspective, semble s'entêter à nous convaincre qu'un metteur en scène de théâtre — et lui au premier rang bien sûr — est quel qu'un d'absolument indispensable parce que lui seul est capable de saisir ce que les auteurs de théâtre ont écrit. Selon ce Vitez, des hommes par ailleurs tout à fait estimables, et valides après tout, tels que Shakespeare, Molière, Tchekhov.

Claudel, n'ont jamais compris le moins du monde ce qu'ils écrivaient. Ils étaient mal placés pour ça. Heureusement des sauveurs inespérés sont là, qui découvrent enfin, eux, ce que toutes ces pièces veulent dire : les metteurs en scène.

Dans ce *Théâtre des idées*, Antoine Vitez semble ressasser que les metteurs en scène, dans cette mission de découverte, sont cruellement gênés, et même empêchés, par des bons à rien : les critiques dramatiques. Gens qui, eux, ne comprennent rien, ne lisent rien, ne voient rien. Au point que le plus haut fait d'armes du quasi-Dieu Jean Vilar est, selon Vitez, d'avoir, le premier, pris la décision d'empêcher les critiques de tuer les pièces, en ne leur accordant des invitations que longtemps après la première représentation, une fois que l'entente parfaite était accomplie entre la pièce et le public. Et Vitez, lui, selon ce livre, explique qu'il lit très soigneusement les critiques, parce que cela l'informe sur la température exacte, ces jours-là, de la débilite profonde et inguérissable d'un certain secteur de la popula-

tion. Il serait facile, lassant, de prolonger la liste de propos en effet prononcés en interview, ou même publiés dans des périodiques. Or tout cela est pour une grande part le contraire de ce qu'était, de ce que disait, Antoine Vitez, aussi bien dans les entretiens d'homme à homme que dans ses mises en scène et dans son art de comédien. Vitez avait une modestie et un désir d'écoute humble envers tous les grands auteurs. Vitez était d'une confiance et d'une liberté peu habituelles envers les critiques dramatiques.

## L'inné de l'acteur

La seule ressemblance un peu plus approchée de ce livre, ce sont ses hésitations dans la saisie des acteurs. Dans ces propos, Vitez privilégie souvent une formation de l'acteur, quelque chose comme une expérience, une pratique, acquises. Et cela certes pouvait être attribué à sa fidélité envers ses anciens élèves du Conservatoire, d'Ivry, de Chaillot comme si ce lien même maître-élève

MICHEL COURNOT

## THÉÂTRE

## La saison 1991-1992 à Bobigny...

La Maison de la culture 93 à Bobigny, après des travaux de rénovation, ouvre sa saison le 15 octobre avec *D'après Albert Cohen (Des babouins et des hommes)* par Jean-Louis Houdin. Jusqu'au 17 novembre dans la grande salle, où, du 14 au 25 janvier, suit *Électre* de Sophocle en anglais par la Royal Shakespeare Company, mise en scène de Deborah Warner. Puis *Gaudeamus* par Ley Dodine et le Théâtre Maly de Leningrad, du 11 février au 1<sup>er</sup> mars, et *Pandora* de Jean-Christophe Bailly, production du TNP, mise en scène de Georges Lavaudant, du 20 mars au 24 avril. En décembre, la grande salle est consacrée à la musique avec cinq concerts du London Sin-

fonia, et le spectacle de Peter Sellars, *Nixon in China*, l'opéra de John Adams.

Dans la petite salle, une création de Farid Chopel, du 11 février au 13 mars, et, du 17 mars au 5 avril, le spectacle de Jean-Louis Martinelli, présenté à Avignon, aux Chantiers de Théâtre Ouvert, — *Une sale histoire*. En juin, Jean-Marie Patte tente une expérience avec un groupe d'habitants de la Seine-Saint-Denis, et la Maison de la culture reçoit les Rencontres chorégraphiques internationales de Bagnolet.

► Renseignements, abonnements : Maison de la culture de Seine-Saint-Denis, MC 93, Bobigny. Tél. : 48-31-11-45.

## ...et au Théâtre du Parvis Saint-Jean, à Dijon

La salle rénovée du Parvis Saint-Jean — centre dramatique de Bourgogne — ouvre au mois de février 1992 avec une création, les *Actérides*, de Michel Azama, dans la mise en scène d'Alain Mergnat — du 4 au 23 février. Puis, du 10 au 21 mars, Gilles Bouillon y présente la *Seconde Surprise de l'amour*, de Marivaux ; du 31 mars au 5 avril, ce sera *Timon d'Athènes*, par Dominique Pitoiset, du 7 au 11 ; le *Pain dur*, de Claudel par Claude Yersin et le Nouveau Théâtre d'Angers. Enfin, du 15 au 17 avril, la *Peau et les Os*, d'après le *Wagon à vaches*, de Georges Hyvernaud, par L'Aquarium, mise en scène de Jean-Louis Benoit.

Mais avant que les travaux soient terminés, la saison ouvre le 26 septembre avec le *Souper*, de Jean-

Claude Brisville, au Théâtre municipal jusqu'au 28. Et sous chapiteau, du 8 au 16 novembre, le centre dramatique accueille le Footsbarn Theater avec *A Midsummer Night's* et du *Dream*, de Shakespeare et en anglais, dans un style burlesque qui n'exige pas une parfaite connaissance de la langue. Du 3 au 6 décembre, la *Complainte chœur*, de Ionesco, dans une mise en scène nouvelle de Jean-Luc Lagarde, du 10 au 16 décembre, la clownesse suisse Gardi Hutter, — ces deux derniers spectacles à l'Athéneum.

► Renseignements, accueil, abonnements : jusqu'au 15 janvier dans les bureaux du Centre dramatique, 14 bis, rue du Chapeau-Rouge. Tél. : 80-30-12-12. Minitel : 3615 IPSO code PARVIS.

OPERA  
BASTILLE  
6, 9, 12, 14, 16, 19, 22, 25 NOVEMBRE  
**L'ANGE DE FEU**  
PROKOFIEV  
LOCATION OUVERTE  
PAR CORRESPONDANCE  
120, RUE DE LYON 75012 PARIS

carole  
**fredericks**  
jean-jacques  
**goldman**  
michael  
**jones** **TF1**

concert  
supplémentaire  
le 25 septembre  
en concert  
26/27/28  
septembre  
**Paris**  
le Zénith  
Locations  
Fnac, Virgin Megastore  
2615 RTL et par tél. 40 09 95 12

7 SEPTEMBRE 1991  
**LEON REDBONE**  
EN CONCERT  
A LA CIGALE  
ALBUM "SUGAR" DISPONIBLE  
EN COMPACT, CASSETTE ET DISQUE  
1<sup>ère</sup> PARTIE VINNIE JAMES  
France inter  
RTL  
BMG FRANCE  
Le Monde

فكرنا من الأصل



# ÉCONOMIE

BILLET

Nouvelle réduction du loyer de l'argent par la Banque d'Angleterre

A la suite de contrôles accentués

## La fin du «mal de dette» ?

Apparu en 1982 avec l'éclatement de la crise méditerranéenne, le «mal de dette» qui entrave le développement du tiers-monde est depuis trois ans moins douloureux. Dans son étude consacrée au financement et à la dette extérieure des pays en voie de développement, l'OCDE affirme un «optimisme prudent» qui se nourrit de trois constatations. En premier lieu, l'apport net de ressources de toutes provenances vers les pays pauvres a continué d'augmenter en 1990 pour la troisième année consécutive. Il s'est élevé à 142 milliards de dollars (environ 850 milliards de francs), soit une hausse de 16 %.

Ensuite, tandis que l'argent frais continuait d'arriver, la progression de l'endettement s'est nettement ralentie, «au point que les chiffres de croissance globale sont insignifiants, voire négatifs», note l'OCDE. Fin 1990, la dette totale du tiers-monde atteignait 1 450 milliards de dollars, 6 % seulement au-dessus de son niveau de 1987. Une évolution qui touche aussi le service de la dette. Fait à souligner, l'Amérique latine a enregistré pour la première fois depuis 1983 un transfert financier net positif, grâce au rétablissement de la situation au Chili et au Mexique.

Enfin, et c'est là une inquiétude persistante, les problèmes chroniques d'endettement et de financement ont continué de peser lourdement sur les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne (malgré les initiatives de Toronto et La Baule) et sur certains pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine. «Le groupe des pays à faible revenu est le seul dont l'endettement global se soit notablement accru en 1990», déplore ainsi l'OCDE, une manière de souligner les disparités qui subsistent dans le traitement de la dette des pays pauvres. Le plus souvent, seuls les pays ayant connu une «situation historique exceptionnelle» (comme l'Égypte et la Pologne en 1990-1991) ou ceux qui ont fourni un vigoureux effort d'ajustement ont bénéficié de fortes réductions de dettes, relayées par des apports supplémentaires de capitaux. Pour nombre de pays démunis, l'ajustement structurel a cependant atteint les limites du supportable. À l'heure où la concurrence mondiale pour l'épargne s'intensifie, il reste à imaginer des instruments financiers non générateurs de dette pour ceux qui, en raison de la faible insertion de leurs économies sur l'échiquier mondial, n'auront jamais les moyens de rembourser.

ERIC FOTTORINO

## La baisse des taux en Grande-Bretagne accélère la sortie de la récession

Facilitée par la désinflation en cours outre-Manche, la baisse, mercredi 4 septembre, d'un demi-point de son taux de base par la Banque d'Angleterre – ramené de 11 % à 10,5 % (le Monde du 5 septembre) – est considérée comme un nouveau signe encourageant par les milieux économiques britanniques. La sortie plus rapide que prévu de la récession pourrait conduire le premier ministre, M. John Major, à décider des élections anticipées.

LONDRES

correspondance

La désescalade des taux d'intérêt en Grande-Bretagne est spectaculaire. Ceux-ci se situaient encore à 15 % lors de l'entrée de la livre dans le SME au début du mois d'octobre 1990. La décade est rendue possible par le ralentissement des hausses de prix : même si le taux d'inflation est largement sous-estimé par l'indice officiel du fait de la prise en compte des variations des taux d'intérêt hypothécaires, le glissement des prix sur un an est revenu à 5,8 % contre 7,5 % en 1989. Le net ralentissement de la hausse de salaires est un signe plus probant encore du phénomène de désinflation : alors qu'ils augmentaient de 9 % l'an à la fin de 1990, leur relèvement ne devrait pas dépasser 6 % cette année. Ce net freinage, facilité par l'augmentation extrêmement rapide du chômage (le nombre de demandeurs d'emploi progresse actuellement de 70 000 en moyenne par mois), s'explique par la contrainte exercée sur les chefs d'entreprise par l'appartenance de

la livre au SME. La baisse des taux d'intérêt, si elle se poursuit, risque cependant de poser un problème délicat à la Grande-Bretagne : l'écart avec les taux allemands est maintenant réduit à moins d'un point. Peut-il complètement disparaître ? La réduction des taux d'intérêt, les signes qui se multiplient d'une reprise économique et la possibilité d'élections anticipées à l'automne alimentent en tout cas l'envie de la Bourse de Londres. A la City, professionnels et investisseurs sont désormais persuadés que le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, va gagner un pari auquel il n'avait pas osé penser il y a seulement trois mois : sortir l'économie britannique de la récession à temps pour permettre au Parti conservateur de remporter les élections qui pourraient avoir lieu au printemps, voire dès l'automne.

La Bourse de Londres de record en record

C'est effectivement bien parti, comme l'atteste la tendance haussière de l'indice Footsie des cent grandes valeurs, qui anticipe en général de plusieurs mois les mouvements de l'économie réelle. Les cours n'ont cessé de grimper depuis plusieurs jours au Stock Exchange de Londres, un nouveau record absolu ayant été atteint le 2 septembre avec 2 679,60 points. La récession ? Connait plus, disent les opérateurs. Ce sont en effet les valeurs des secteurs les plus frappés par le rattrapage des affaires depuis un an – l'ingénierie, les composants, l'automobile, la distribution et les loisirs – qui alimentent aujourd'hui la remontée des cotations. A l'appui de cet optimisme boursier, il y a l'an-

nonce des résultats semestriels de sociétés qui sont moins mauvais que prévu. Même des secteurs durement frappés par la baisse draconienne des dépenses de consommation, comme la distribution, l'informatic ou la construction, ont mieux résisté qu'on ne le pensait.

Fondamentalement, les grands investisseurs se sont plongés dans les indices économiques encourageants. Toutes les enquêtes (OCDE, Confédération de l'industrie britannique...) confirment que la Grande-Bretagne a touché le fond de la récession. La balance des paiements a enregistré son premier excédent depuis quatre ans. La consommation est également repartie.

Plus important peut-être dans l'esprit des opérateurs du Stock Exchange, il y a la remontée de la cote personnelle du leader des conservateurs. Le premier ministre, M. John Major, dépasse pour la première fois celle de son challenger travailliste, après des mois d'impopularité liée à la récession économique. Or les tories savent mieux choyer la City que le Labour, malgré l'opération de rattrapage entreprise par la gauche.

MARC ROCHE

Avec l'inauguration du champ géant de North Field

## Le Qatar devient un important producteur de gaz naturel

Oubliées les effres de la guerre du Golfe. C'est dans une atmosphère détendue, chaleureuse, aussi peu protocolaire que possible que l'émir du Qatar a inauguré, le 3 septembre, avec seulement six mois de retard sur le planning, la première phase de développement du gisement de North Field, l'un des plus grands gisements de gaz du monde, qui devrait d'ici au siècle prochain prendre le relais du pétrole dans le petit émirat et alimenter le Japon ainsi peut-être que l'Europe.

DOHA

de notre envoyée spéciale  
Cet événement est un événement majeur dans la vie du Qatar puisque le développement de ce champ géant constitue, comme l'a souligné l'émir, «le plus grand pro-

jet jamais engagé dans le pays» et conditionne l'avenir de l'émirat. Avec 10 000 milliards de mètres cubes de réserves en place, dont 2 400 exploitables, North Field permettra de produire pendant 175 ans quelque 24 milliards de mètres cubes par an, soit l'équivalent de la consommation française pendant tout le siècle prochain... Il devrait donc d'ici à la fin du siècle remplacer progressivement l'exploitation du pétrole, dont les réserves sont à ce jour beaucoup plus limitées et ne dépassent pas une vingtaine d'années. Grâce au gaz, le Qatar peut ainsi non seulement espérer maintenir ses revenus mais aussi développer des industries grosses consommatrices, comme la pétrochimie, les engrais, l'aluminium, etc.

Seule difficulté : la taille même du gisement, qui, pour être pleinement exploitée, exige des investissements gigantesques, dépassant largement les capacités d'endettement et de gestion des seules sociétés ou de l'État qatari. D'où la lenteur de la mise en exploitation, divisée en plusieurs phases distinctes s'étalant sur plus de dix ans.

Alors que le gisement a été découvert en 1971, l'année même de l'indépendance du Qatar, la première phase n'a été sérieusement engagée qu'en 1987, après la fin de la première guerre du Golfe, lors de la signature d'un accord confiant au groupe français Technip, associé à l'américain Bechtel, la supervision technique du projet. Cette première tranche, qui sera achevée, permettra de produire dès l'an prochain 8 milliards de mètres cubes par an de gaz naturel, destiné aux besoins intérieurs du Qatar (électricité, dessalination de l'eau, industrie), ainsi que 4 000 tonnes par jour de condensats (propane, butane, essence, naphta, etc.) qui, exportés, permettront de rentabiliser le projet. En attendant l'installation de nouvelles unités industrielles (plusieurs projets sont en négociation, dans le raffinage et la pétrochimie notamment), une partie du gaz produit sera stockée dans un ancien gisement épuisé afin de servir de stock de sécurité pour les livraisons futures.

Car le projet, bien entendu, ne s'arrêtera pas à cette première phase. Le Qatar, associé dans une société, QatarGas, à quatre sociétés étrangères dont le groupe français Total, a d'ores et déjà signé une lettre d'intention avec un groupe japonais pour livrer à partir de

1997 de 8 à 12 milliards de mètres cubes par an de gaz extrait de North Field et liquéfié à Qatar. Cette seconde phase est beaucoup plus ambitieuse puisque, compte tenu du coût de l'usine de liquéfaction, de l'achat des méthaniers nécessaires au transport, sans oublier celui de la construction d'un port en eaux profondes, elle implique un investissement nettement supérieur : 5 à 6 milliards de dollars (30 à 36 milliards de francs), soit environ quatre fois plus que la phase 1 (1,4 milliard de dollars) et deux années de revenus pétroliers du Qatar...

Oublié, le nationalisme sourcilieux

Pour l'heure, on en est donc à chercher les financements, qui proviendront pour plus de la moitié d'emprunts, et à étudier les modalités techniques de l'opération. Non sans songer à la suite car, vu la longueur des négociations gazières, les phases ultérieures (exportation par gazoduc vers les pays voisins du golfe Persique, ou de gaz liquéfié vers d'autres pays du Sud-Est asiatique voire d'Europe) se préparent déjà. Ainsi Total, largement impliqué dans la phase 2 (autre part dans QatarGas, il s'est vu confier le rôle d'opérateur des travaux amont de développement d'une partie du champ), mais aussi Elf, détenteur d'un permis de production dans une autre partie du champ et pour l'heure en quête d'acheteur, le groupe italien ENI, l'américain Hunt et bien d'autres multiplient contacts et négociations tous azimuts pour monter la troisième phase, laquelle ne pourra au mieux être engagée avant l'an 2000.

En attendant, le Qatar compte bien tirer profit du gaz déjà disponible en attirant des industriels étrangers, quitte à oublier un nationalisme jadis fort sourcilieux. «Le Qatar accueille tous les partenaires sérieux dans l'aval gazier. Il n'y a pas de limite au niveau de leur participation, cela dépendra du projet. Nous souhaitons attirer des investisseurs étrangers et nous sommes prêts à consentir de nombreux avantages : exemptions d'impôts, infrastructures, prix du gaz attractifs, etc.», assure Cheikh Hamad bin Khalifa Al Thani, le prince héritier.

VERONIQUE MAURUS

## Les redressements fiscaux ont atteint 33,8 milliards de francs en 1990

Les contrôles fiscaux effectués en 1990 ont entraîné 33,8 milliards de francs de redressements, soit 7 % de plus que l'année précédente. Mais 1989 avait été perturbée par la longue grève des agents des impôts.

Les redressements de 1990 ont deux origines. En premier lieu, les contrôles externes, qui touchent essentiellement les entreprises : sur les 43 640 vérifications sur place effectuées l'année dernière, 40 234 ont concerné des firmes, 3 406 des particuliers sous forme de vérifications approfondies (ESF ou examen contradictoire de l'ensemble de la situation personnelle). Au total, ces vérifications sur place ont entraîné 19 milliards de francs de redressements, soit presque 56 % de l'ensemble des sommes rappelées.

En deuxième lieu, les contrôles sur pièces, effectués à partir du dossier des contribuables et qui peuvent donner lieu à échange de courriers, concernent surtout (40 %) les revenus des particuliers. Ils ont abouti l'année dernière à 14,8 milliards de francs de redressements, soit 43,8 % de l'ensemble. Les sommes rappelées ont surtout concerné l'impôt sur le revenu (5,8 milliards de francs), les taxes sur le chiffre d'affaires (4,3 milliards),

les droits d'enregistrement (2,9 milliards) et l'impôt sur les sociétés (1,8 milliard). Les rappels sur l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) ont représenté 25 millions de francs.

Les droits rappelés ne sont jamais intégralement récupérés par le fisc. Mais l'administration assure recouvrer 70 % des redressements effectués «sur place» dès l'année suivant le contrôle. Au total, depuis dix ans, et malgré la baisse des taux de plusieurs impôts, les redressements ont augmenté de 63 % en francs constants.

Mercredi 4 septembre, au cours d'un entretien avec la presse, M. Jean Lomière, directeur général des impôts au ministère de l'économie et des finances, a déclaré que les services avaient entrepris de contrôler plus attentivement les déclarations concernant l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), en commençant par les plus gros patrimoines. L'année dernière, 142 000 déclarations ont été déposées contre 126 000 en 1989, soit une augmentation de 12,6 %. L'administration a déjà procédé à 22 000 contrôles au début de 1990, qui ont donné lieu à plus de 3 000 redressements.

## La droite engagerait «une réforme d'ensemble» des impôts et charges en France

indique M. Balladur dans un entretien à «l'Expansion»

«Il faudra engager une réflexion sur l'avenir de notre protection sociale, dans une réforme d'ensemble de notre système de prélèvements fiscaux, local, social», annonce M. Edouard Balladur, dans un entretien publié par l'Expansion du 5 septembre sur ce que ferait la droite si elle revenait au pouvoir. L'ancien ministre des finances critique la politique conduite depuis 1988 et précise : «Le rythme de la baisse des prélèvements obligatoires (les impôts et charges), «ce qui suppose beaucoup de réformes de structures de notre société».

Pour corriger la faiblesse des salaires directs en France et l'excès

des salaires indirects (les charges), M. Balladur reprend l'idée de mettre les cotisations familiales à la charge du budget. L'argent ainsi dégagé par les entreprises devrait être «rétrocédé au salarié qui serait incité [...] à placer ce supplément de salaire dans les institutions de retraite par capitalisation ou des fonds de pension». Pour ce faire, l'Etat doit dégager «sur huit ou dix ans, à l'intérieur du budget, de quoi payer les quelque 140 milliards de francs de dépenses familiales aujourd'hui payées par les entreprises». Les privatisations devraient, elles, servir «à diminuer l'endettement de l'Etat».

Concernant le débat sur l'élargissement de la CEE à l'Est, M. Balladur estime que «l'Europe des Douze est une réussite et il faut la sauvegarder. On ne peut [...] ouvrir la porte immédiatement aux nouvelles démocraties de l'Est». Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie devront être seulement associés même si, «à l'échelle la plus rapprochée possible», ils pourront adhérer.

Jugeant que la reprise sera «lente»

## M. Perigot (CNPF) estime que «les faiblesses de l'économie française réapparaissent»

M. François Perigot, président du CNPF, reconnaît volontiers les mérites du gouvernement – inflation maîtrisée, bonne tenue du franc, souci de contenir le déficit budgétaire – mais, a-t-il souligné jeudi 5 septembre lors de sa conférence de presse de rentrée, ses choix manquent de cohérence. Selon lui, cette situation contribue à «faire resurgir les faiblesses structurelles de l'économie française».

Le président du CNPF considère que M. Pierre Bérégovoy néglige «les solutions qui permettraient d'accompagner la reprise de l'économie», qui sera «lente». Il regrette que l'on n'encourage pas suffisamment le drainage de l'épargne vers les entreprises en assouplissant les règles fiscales relatives aux actions et à l'épargne longue, en autorisant la création de fonds de pension ou le financement privé de certaines infrastructures.

Le patronat s'inquiète aussi du penchant des socialistes à accorder des «compensations idéologiques», notamment en avançant la date d'extinction des cotisations sociales des entreprises de taille moyenne ou en relevant le SMIC de manière «excessive». Quant à la récente remise en cause du «ni nationalisation ni privatisation», elle lui paraît trop timide. «Il faut rendre au marché ce qui appartient au marché» et non pas se contenter d'ouvrir le capital de certaines entreprises publiques à des investisseurs privés à condition que ceux-ci restent minoritaires, a déclaré M. Perigot.

Plus généralement, le président du CNPF assure que l'incapacité du gouvernement à «lever certains freins psychologiques» aggrave le manque de fonds propres des entreprises, la faiblesse de l'investissement et la montée du chômage. Sur ce dernier point, M. Perigot «partage le souci du ministre du travail», qui vient de critiquer l'insuffisance de certains plans sociaux. Cependant, il estime que ce ne sont pas seulement les chefs d'entreprise, mais également les salariés, qui doivent éviter la «facilité» qui consiste à multiplier les aides au départ sans prévoir de reconversion.

Un nouveau mandat

Pour le patronat, la relance de l'emploi passe par une meilleure orientation du système éducatif et le développement de la formation professionnelle.

Quant au besoin de financement de l'UNEDIC, il exige que l'on examine en priorité «les économies qui pourraient être réalisées». Il n'est donc pas question de se lancer «dans un processus sans fin en sollicitant toujours davantage employeurs et salariés» en privilégiant l'ajustement des cotisations d'assurance-chômage, comme le souhaitent les syndicats. Enfin, M. Perigot n'a «pas exclu» de solliciter prochainement le renouvellement de son mandat. Une façon de confirmer qu'il a bien l'intention de se représenter lors de l'assemblée générale de décembre de son organisation.

J.-M. N.

SESSION DOCTOIRE

### DEUG, DUT, BTS,...

ADMISSIONS DIRECTES SUR CONCOURS EXTERNE

permettant d'intégrer les CYCLES INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

Clôture des inscriptions le 18 septembre 1991



INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement reconnu par l'Etat - Diplôme homologué par l'Etat

Etablissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé

Centre d'Information et d'Orientation (C.I.O.)

8, rue de Lons - 75116 Paris

Tél. (1) 45 53 60 00, postes 8802 et 8803

مكتبة من الأصل

## ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

## Les comptes d'Adidas continuent de s'améliorer

FRANCFORT  
correspondance

Lors d'une conférence de presse à Munich, mardi 3 septembre à l'occasion de l'ouverture de la Foire d'automne du sport, M. René Jaggi, président du directoire d'Adidas, s'est félicité de l'entrée du groupe britannique Pentland dans le capital de Bernard Tapie Finances GmbH à hauteur de 20,05 % (le Monde du 15 août). Les autres partenaires sont des institutions françaises (Crédit lyonnais, AGF, Banque Worms) qui ont souscrit ensemble 19,95 %, 5 % pour le management devant revenir à M. Gilberte Beaux, membre du conseil de surveillance d'Adidas.

Hormis l'offre faite au management de bénéficier d'une option supplémentaire de 5 % sur la part des institutionnels, qui pourrait être souscrite directement par M. Jaggi lui-même, le président du directoire d'Adidas a déclaré qu'il était « ravi » de travailler plus étroitement avec le président de Pentland, M. Stephen Rubin.

M. Jaggi n'a pas exclu par ailleurs la participation d'un « mana-

gement élargi » à l'offre faite par M. Tapie de la faire entrer dans le capital de BTF GmbH. Mais, selon un porte-parole d'Adidas, les banques - notamment la Bayerische Vereinsbank et l'Hypobank, qui n'avaient pas hésité à financer les 15 % supplémentaires acquis en janvier 1991 par Bernard Tapie Finances SA dans le capital d'Adidas - se montreraient beaucoup plus réticentes aujourd'hui.

D'ici là, le groupe Adidas devrait être complètement sorti du rouge. Les résultats, qui s'étaient déjà considérablement améliorés durant l'exercice 1990 avec un bénéfice net positif de 52 millions de deutschemarks (176,8 millions de francs) contre 130 millions de pertes en 1989, ont continué à fortement progresser au cours des six premiers mois de l'année. Par ailleurs, la vente de la marque Arena en Europe et aux États-Unis en plus de Pony, mais aussi du Coq sportif, va permettre de faire entrer de l'argent frais dans les caisses. Pour 1991, M. Jaggi table sur un bénéfice avant impôt compris entre 80 et 90 millions de deutschemarks.

C. H.-M.

Un investissement de 800 millions de francs pour 170 emplois

## Le groupe japonais Ajinomoto s'implante à Dunkerque

Le groupe agroalimentaire japonais Ajinomoto a choisi le site de Dunkerque (Nord) pour y implanter son usine européenne d'aspartame, avec pour conséquence la création de 170 emplois, ont indiqué mercredi 4 septembre les services de M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, et maire de la cité. Cette décision doit encore recevoir l'approbation des autorités de Bruxelles.

L'investissement global a été chiffré à 800 millions de francs sur trois ans. Ajinomoto est associé au sein d'une joint-venture au groupe chimique américain Monsanto, qui exploite la marque Nutrasweet. L'emplacement de Dunkerque au cœur de l'Europe a permis à cette ville de l'importer, pour cette usine qui va exporter 90 % de sa production. Depuis la mise en place en 1987 de la zone d'entreprises de Dunkerque, 42 entreprises (dont Coca-Cola et Pechiney) s'y sont installées et y ont créé 650 emplois directs.

## REPÈRES

## COMMERCE INTERNATIONAL

## Dégradation de la balance allemande en juillet

Le solde de la balance commerciale allemande s'est dégradé en juillet, avec un excédent de seulement 0,2 milliard de deutschemarks (680 millions de francs) contre 0,4 milliard en juin, mois où le pays avait renoué avec un solde positif après deux déficits consécutifs en avril et mai. Les importations, en hausse de 26 % sur juillet 1990, en sont la cause. Le cumul des mois de janvier à juillet fait apparaître une bond de 17 % des importations, à 381,8 milliards de DM alors que les exportations reculent de 4 %. Le solde pour l'Allemagne réunifiée est positif de seulement 5,2 milliards de DM en janvier-juillet 1991, alors que l'an dernier, la seule Allemagne de l'Ouest avait dégagé pendant la même période un excédent de 72,9 milliards de DM.

## EMPLOI

## Le chômage a cessé d'augmenter dans l'ex-RDA en août

L'Allemagne de l'Ouest comptait en août 1 672 000 chômeurs, soit 21 400 de moins qu'au cours du mois précédent tandis que l'ancienne RDA a vu le nombre de demandeurs d'emploi baisser de 5 400 personnes, tombant à 1 063 000 personnes, a annoncé mercredi 4 septembre l'Office fédéral du travail. Le taux de chômage de l'ex-RFA s'établit en août 1991 à 5,6 % contre 5,7 % en juillet et 6,2 % en août l'an dernier. Dans la partie Est du pays, on relève une baisse du nombre de chômeurs partiels de 159 000, atteignant 1 451 million de personnes. Les femmes semblent toutefois de plus en plus touchées (en août, plus de 58 % des chômeurs est-allemands sont des femmes). - (AFP)

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
46-62-72-67

## SOCIAL

Les déclarations du ministre des affaires sociales aux « Echos »

## M. Bianco ne veut pas faire traîner « indéfiniment » les négociations sur la maîtrise des dépenses de santé

Dans un entretien accordé au quotidien les Echos, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, confirme sa volonté de maîtriser les dépenses de santé.

« Mais, ajoute-t-il, il va falloir que chacun prenne ses responsabilités. Oui, à la négociation, si c'est pour aboutir, pas pour traîner indéfiniment. »

« Le gouvernement ne veut ni ramener la santé, ni baisser les rémunérations des professions de santé, ni porter atteinte aux principes de liberté auxquels nous sommes attachés », déclare M. Bianco, qui entend « aboutir à un objectif chiffré annuel pour l'ensemble des dépenses de santé », rappelant qu'il est « évident que les critères médicaux ne justifient pas que nos dépenses croissent de 7 %

à 8 % par an. Il faut y mettre un terme. »

Évoquant les négociations avec les professions de santé, le ministre constate que « les positions bougent ». « Nos interlocuteurs semblent maintenant convaincus qu'il faut établir de nouvelles règles du jeu », estime-t-il. « C'est un changement extraordinaire par rapport à la situation d'il y a quelques années. »

Au mois de juillet, les dépenses de santé ont quasi stagné (-0,1 %), alors qu'elles s'étaient accrues de 0,3 % en juin, selon les statistiques mensuelles de la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAAM) rendues publiques mercredi 4 septembre. Sur douze mois, la hausse est de 7,6 %, mais de 1,8 % depuis le début de l'année.

notre système de distribution de soins.

M. Karl-Otto Pöhl prend ses fonctions chez Bertelsmann. - M. Karl-Otto Pöhl, ancien président de la Bundesbank, a pris mercredi 4 septembre ses fonctions au sein du conseil de surveillance du géant allemand Bertelsmann, a annoncé le groupe dans un communiqué.

L'Albanie devrait devenir membre de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). - L'Albanie va très probablement devenir le quarante-deuxième membre de la BERD, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (nos dernières éditions du 5 septembre). La candidature de l'Albanie, le seul pays européen non membre de la BERD, a été recommandée mercredi 4 septembre par le conseil d'administration au Conseil des gouverneurs. Elle devrait être acceptée à la majorité des deux-tiers par les gouverneurs qui ont trente jours pour se prononcer. Un porte-parole de la banque a d'autre part déclaré que la BERD était prête à « accueillir une demande d'adhésion des États baltes dès qu'ils auront été reconnus par la communauté internationale ». - (AFP)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Sécuricic La Sicav monétaire

Comptes de l'exercice clos le 28.03.1991  
Actif net au 28.03.1991 : F 3.810.841.368  
Performance du 28.12.1990 au 27.08.1991 : - 8,54 % annualisée  
Capitalisation des revenus de l'exercice

Le Président Christian MAUGEY a déclaré :  
Sicav de court terme assurant une parfaite liquidité aux fonds qui lui sont confiés, SECURICIC offre à sa clientèle une rémunération proche du taux du marché monétaire.  
La capitalisation de ses revenus et l'absence de tout droit d'entrée ou de sortie permettent aux souscripteurs de gérer leur trésorerie au plus juste et sans contrainte.

AGD du 31-07-1991

GROUPE CIC

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minid 36 15 0009 ASSOCIÉ

## COMMUNICATION

La rentrée des radios...

## RTL : la force tranquille

Fort de ses quelque huit millions d'auditeurs, un rien moqueuses à l'égard de ses concurrentes, RTL a présenté, mardi 3 septembre, sa nouvelle grille de programmes. Une grille qui, selon l'expression de son directeur Philippe Labro, « se préoccupe de tous les publics, car RTL est leader pour tous les publics ». L'occasion était belle de rappeler que le succès ne s'improvise pas, après dix années d'hégémonie hertzienne.

Pas de changements en profondeur dans cette grille de rentrée qui voit l'arrivée de Christine Clerc, pour un portrait hebdomadaire, et de Jean-Marie Colombani, rédacteur en chef du Monde, pour un dialogue quotidien avec Olivier Mazerolle dans le journal de 18 heures. Jacques Legros, responsable des informations du « Petit Matin » depuis trois ans, prend désormais en charge le journal de 8 heures. Celui de 13 heures revient à Jean-Jacques Bourdin, jusque-là en charge du journal du matin, tandis que Jacques Chapuis inaugure une série d'« indiscretions » le samedi et le

dimanche matin. La formule des « Dialogues RTL », qui convie une personnalité à exprimer sa vision de l'actualité en clôture du journal de 8 heures, est reconduite sans changement.

On note également la présence de deux nouveaux animateurs, Max Lafontaine et Christophe Nicolas, qui feront leurs débuts sur RTL aux micros des « Petits Matins » et de « Génération Laser ». La dernière-née des émissions, « Départ immédiat », offrira à ses gagnants la possibilité de partir le soir même pour un week-end en Europe, tandis que « Cékoidon » et « RTL Parade » seront respectivement associées à l'ouverture d'Eurodisneyland et aux jeux olympiques d'Albertville.

« Les grosses têtes », inchangées, immuables, fêteront, quant à elles, leur 5000<sup>e</sup> édition à l'automne prochain. Une fois par mois, une séquence spéciale de l'émission sera présentée par Michel Drucker sur TF1. Indicateurs d'audience obligent, les deux mastodontes de l'audiovisuel se sentent des intérêts communs...

... et des télévisions

## M 6 : musique oblige

Pour M. Jack Lang, elle est la chaîne de trop. Pour ses responsables, M 6 est, avec ses 8 % d'audience, « une chaîne qui existe de façon incontournable. Tout le monde en est d'accord », a ajouté comme pour s'en persuader son PDG, M. Jean Drucker, en présentant, mercredi 4 septembre, ses programmes de rentrée. Ceux qui ne le seraient pas devront s'y faire. Le décor était planté. Sans excessive fausse modestie, la plus petite des chaînes a appelé à l'ère qu'à deux points des 10 % d'audience initialement visés et a assuré remplir ses objectifs publicitaires - 800 millions de francs en « brut négocié » - grâce à son succès chez les jeunes. « Sur 100 télé-spectateurs qui nous regardent, 55 ont moins de trente quatre ans. »

Voilà pour les slogans. Poussés par un Conseil supérieur de l'audiovisuel fléchi de la voir si anglosaxonne, M 6 a décidé de « changer de braquet » à défaut de « changer une stratégie qui réussit ». C'est promis, sur les 500 millions de francs consacrés aux programmes, 125 millions seront investis dans la production de fictions pour son jeune public (« Les années FM », « Sauve-toi... ») dans des coproductions internationales (« L'heure du crime avec CBS », dans des coproductions avec d'autres chaînes françaises : 38 téléfilms dont 27 avec la Cinq).

A l'antenne, les « accros » de la chaîne ne seront pas déçus, puisque la grille de rentrée, mise en place le 23 septembre, est d'abord placée « sous le signe de la continuité ». C'est le retour des séries vedettes, enrichies d'épisodes inédits (« Madame est servie », « Cosby Show », « Mission impossible... ») et de 18 émissions dont certaines changent de jour et d'heure. « Culture Pub » passe au dimanche midi avec rediffusion le mercredi soir (23 h 30) ; « Le glorieux et la balance » est diffusé le mardi 22 heures (en alternance avec un documentaire), immédiatement suivi par la « 6<sup>e</sup> dimension », qui se veut une « alternative alternative à Christophe Dechavanne » sur la Une. La seule émission scientifique de la télévision française, « E - M 6 », enfin, s'installe le dimanche matin (11 heures).

Fort de déjà d'un tiers du temps d'antenne avec « Zygomatic », « Jazz 6 » et autres « Raplines », la musique se voit gratifier de cinq des dix émissions nouvelles. Roxanne présentera « Culture Rock » (samedi 12 heures), Tristan animera « Y'a des matins comme ça » (mercredi 7 h 30) et Laurent Petitguyillonne fera un panorama hebdomadaire du rock dans « Noubas » (mercredi, 17 h 45). La musique des îles jouera les « Kromatik » le dimanche matin (8 h 30). Dernière surprise enfin, Adeline Halliday présentera une nouvelle émission au contenu top secret, le dimanche matin. Musique oblige.

## Europe 1 : la tradition de l'information

Sortie « renforcée » - selon son directeur général, M. Jean-Pierre Ozannat - des tourbillons et des rapides qui ont ébranlé l'ensemble du paysage radiophonique ces dix dernières années, et qui lui ont parfois fait « boire la tasse », Europe 1 affiche une nouvelle sérénité. La radio est devenue un groupe (environ 2,2 milliards de francs de chiffre d'affaires) implanté dans la production audiovisuelle et dans l'affichage. Une grille qui revendique cependant son attachement au « métier » de la radio, sa foi dans le format généraliste (à condition d'abandonner la notion de grille de « rendez-vous » hétéroclites pour celle de « système » ou d'univers « plus homogène »), son goût de l'information.

La rentrée verra dans ce domaine quelques innovations. A 6 h 50, Dominique Soulier se fera médiateur en tentant de

résoudre les démêlés d'auditeurs consommateurs, administrés et citoyens. Un petit rappel de l'époque Guy Thomas. A 9 heures, la revue de presse de François Claus sera thématique. A 18 h 20, « Découvertes » permettra à Aline Pailler, fraîchement débarquée de Toulouse, de satisfaire sa curiosité attentive et amicale des gens. Des flashes rythmeront la journée, toutes les demi-heures en dehors des tranches d'informations, tous les quarts d'heure à l'intérieur. Enfin, une « institution » bouscule ses habitudes pour « se tourner vers l'avenir » et « laisser ses copistes s'entretenir à la même heure » : le vénérable « Club de la presse », créé un dimanche de 1974, est désormais diffusé le lundi soir de 19 à 20 heures, présenté en alternance par Jean-Pierre Elkabbach, Alain Duhamel et Catherine Nay, auxquels se joindront des journalistes de la presse écrite.

Aux animateurs-pilotes de l'antenne s'ajouteront Christophe Dechavanne, le mercredi, pour dialoguer en direct avec les auditeurs de « Faut pas pousser », ainsi que François Jouffé, venu de FIP pour présenter, de 13 h 30 à 15 h 30, des documents et succès musicaux des quatre dernières décennies, « Les années vinyle ». Jean-Luc Delarue enchâssera alors avec insolence sur « Mon œil », occasion de décortiquer le monde de la télé et des médias, suivi par Yves Lecoq, en public et en délire pour la première adaptation radio du jeu « Love Trivia ».

## France-Inter : accroître « la différence »

France-Inter est en forme et elle le clame bien haut, forte, selon son PDG, M. Jean Mahieu, d'un regain de crédibilité observé depuis les événements du G7. C'est donc une grille de rentrée relativement stable que la direction de la station a présentée lundi 2 septembre à la presse, au moment même où elle prenait effet.

Une grille qui accueille cependant quelques grands noms de la télévision publique. Claude Scleron d'abord, qui s'intéressera chaque matin à 9 heures aux faits divers récents, son émission « Quoi de neuf à dix ? » se substituant à « Zapping », diffusée désormais en direct à 17 heures ; Jean-Marie Cavada, qui, le samedi à 8 h 45, proposera en compagnie d'un philosophe une réflexion sur les valeurs de notre époque, « Philo... j'aime » ; Christine Ockrent enfin, qui dressera chaque dimanche, à 8 h 45, un court portrait « au laser » de ceux qui font l'événement. Nouveau venu aussi sur les ondes d'Inter, Bernard Guetta, ancien correspondant du Monde aux États-Unis et à Moscou, aujourd'hui directeur de la rédaction de l'« Expansion », proposera, à 7 h 15, deux minutes quotidiennes intitulées « géopolitique ».

Les points d'ancrage traditionnels de la grille ne changent pas et l'on retrouvera aussi bien « Le jeu des 1000 francs » que « Le masque et la plume ». A noter toutefois le rendez-vous proposé le vendredi après-midi à 16 heures par Roland Dhordain - « Les enfants d'Inter », qui se fera chasseur de têtes en recevant des candidats à l'innovation radiophonique.

« Inter-matin », enfin, s'adapte à la concurrence et s'étend de 6 à 9 heures, Jean-Luc Hees prenant la barre du « 13-14 », « Plus de simplicité, plus d'intelligence et plus d'authenticité », a martelé Ivan Levaï, directeur de l'information, en rappelant que, fidèle au parti pris de la différence, le nouveau slogan de France-Inter clamera : « Écoutez, cela n'a rien à voir... ».

CHALLENGES  
COMPRENDRE, C'EST GAGNER

DIRIGEANTS  
CE QUE DOIVENT  
GAGNER VOS CADRES  
UN NOUVEAU SYSTÈME D'ÉVALUATION

ET AUSSI

- ACCORD CEE-JAPON : CALVET EST-IL PARANO ?
- BULL : LE CAS LORENTZ
- EURODISNEY : MICKEY - PATRON SERAIT-IL UN RAT ?

EN KIOSQUE 30F

هكذا من الأصل

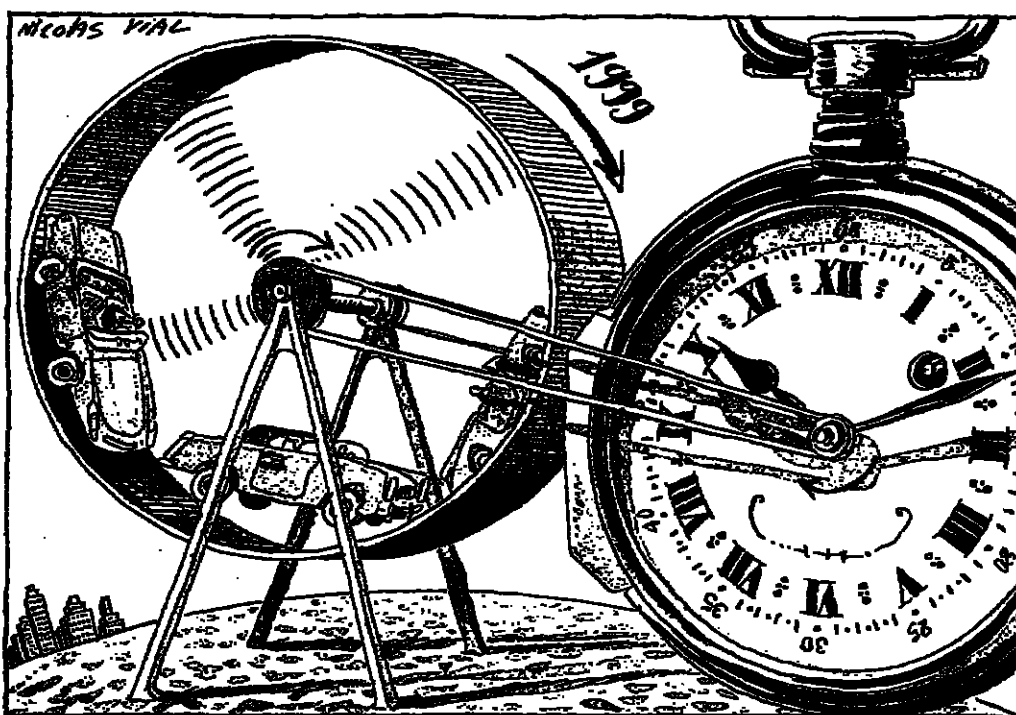


# Le Monde

## AFFAIRES

### Le « big bang » de l'automobile européenne

Après l'accord entre le Japon et la CEE, l'industrie européenne doit profondément se restructurer. Plans sociaux en vue...



du compromis de Bruxelles - joue peut-être un rôle auquel il ne nous avait pas vraiment habitués. Mais il n'a pas tout à fait tort lorsqu'il condamne derrière l'impression et le libéralisme sans garantie qui semblent caractériser cet accord la disparition du projet d'Europe sociale.

Que faut-il sacrifier à un accord dont le contenu fait déjà l'objet d'interprétations différentes entre les deux partenaires, s'interroge le patron de Peugeot-Citroën ? Vu de Tokyo, l'arrangement est simple. Le ministre du Commerce international et de l'Industrie - le MITI - en donnait la lecture suivante le 1<sup>er</sup> août. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992, le Japon s'engage à surveiller pendant sept ans ses exportations à destination du Marché commun et obtient, en échange, la levée des restrictions sur ses investissements automobiles ainsi que la disparition des quotas actuellement en vigueur dans cinq pays de la Communauté, dont la France. Lu à Bruxelles, l'arrangement est plus contraignant et plus détaillé. L'accord prévoit de limiter à 16 % la part maximale du marché européen que pourront atteindre les constructeurs nippons d'ici à l'an 2000. La production des transplants - les usines japonaises installées en Europe - ne devra pas dépasser à cette date 1,2 million d'unités.

En attendant, et pour accélérer leurs mutations, tout en économisant leurs ressources financières, les constructeurs automobiles européens multiplient les alliances. Quant aux équipementiers, ils observent l'accord CEE-Japon avec une relative aisance. Les plus gros d'entre eux ne sont convaincus : l'arrivée des constructeurs nippons ne peut que leur ouvrir de nouveaux marchés.

### Les équipementiers restent sereins

Les fournisseurs des constructeurs perçoivent d'un œil plutôt favorable l'accord. Convaincus que les Toyota, Nissan et autres Honda chercheront d'abord à les faire travailler.

CHACUN mois, M. Jacques Calvet, le président de PSA, se fait communiquer une statistique à laquelle il attache une importance particulière : celle des implantations en Europe des équipementiers nippons. Son engagement : celui de voir se réaliser un scénario à l'américaine.

L'histoire est connue. Les constructeurs japonais ne se sont pas contentés, en effet, d'installer des unités de production de véhicules aux États-Unis. Ils ont également emmené leurs propres fournisseurs dans leurs bagages. Dispersés, peu organisés, les équipementiers américains non liés à de grands groupes ou bien du mal à résister à cette déferlante nipponne. Et en ont doublement souffert. Ils n'ont pu profiter de l'arrivée des transplants. Et ont vu s'échapper leurs clients de commande au fur et à mesure que leurs clients traditionnels - General Motors, Ford et Chrysler, les trois grands constructeurs automobiles américains - rationalisaient à la serpe leurs achats et perdaient en parts de marché. Trois cents équipementiers japonais opèrent aujourd'hui en territoire américain. A la fin du mois de juillet, on recensait cinquante-sept implantations de ce type en Europe.

La menace est-elle prise au sérieux par les équipementiers européens ? Réalisant un chiffre d'affaires de 630 milliards de francs, ces derniers pèsent d'une importance non négligeable en matière d'emploi. Avec un bon million de salariés, ils représentent 3 % des effectifs industriels de la Communauté. De Volkswagen en passant par Renault, PSA, ou Fiat, tous les grands constructeurs automobiles européens se sont efforcés de faire évoluer leurs relations avec leurs fournisseurs. Leur dépendance à l'égard des équipementiers de premier rang, ces fournisseurs privilégiés à qui la fabrication d'ensembles de plus en plus vastes est déléguée, s'est accrue. Suivant d'ailleurs en cela l'exemple des constructeurs nippons. Résultat : les fabricants d'automobiles sont devenus très attentifs à tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, pourrait fragiliser leurs principaux équipementiers.

Curieusement, ces derniers ont l'esprit plus tranquille. Chez Ecia (7,6 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé et 10 000 salariés), numéro un français pour les systèmes d'échappement, également spécialisé dans les tableaux de bord et éléments de conduite, on est loin de partager les inquiétudes du constructeur PSA, pourtant premier client (70 % de l'activité du groupe) et actionnaire principal. L'accord n'impose pas de limite formelle à la production des transplants. L'équipementier français s'en réjouit, presque convaincu que les constructeurs nippons feront appel à des fournisseurs de la Communauté pour approvisionner en composants leurs usines installées en Europe.

« Nous avons beau être filiale d'un groupe automobile, nos intérêts et notre stratégie ne sont pas forcément identiques », s'exclame Jacques Pottier, le directeur pour les relations internationales. L'arrivée et les projets de développement des constructeurs nippons dans la Communauté constituent pour nous une opportunité : celle d'avoir de nouveaux clients. Par ailleurs, nous ne pouvons pas nous spécialiser dans une position de leadership européen et ignorer sciemment Toyota, Nissan et Honda. » Depuis trois ans, Ecia multiplie donc les contacts avec les constructeurs japonais pour fournir leurs unités de production installées en Grande-Bretagne. La firme d'Audincourt (Doubs) devrait ainsi livrer des éléments d'intérieur (volants et tableaux de bord) à Honda, pour son usine de Swindon, à 120 kilomètres à l'ouest de Londres. Valeo courtise également Toyota.

Se marier avec des Japonais. Mieux : pour intégrer plus rapidement le cercle très prisé des fournisseurs privilégiés des constructeurs automobiles japonais en Europe, les principaux équipementiers de la Communauté n'hésitent plus à passer des accords techniques avec leurs homologues nippons. Le français Valeo s'est ainsi allié au japonais Nippondenso pour réaliser des bobines d'allumage électronique en Espagne, dans la région de Barcelone. L'italien Magneti-Marelli a fait de même dans le domaine de la climatisation des véhicules. A Milan, où est installée cette filiale de Fiat, on se félicite ouvertement de l'accord CEE-Japon. « Nous réclamions une période transitoire. Nous l'avons obtenue. Elle nous mettra en condition d'offrir des produits équivalents à ceux des Japonais », affirme M. Alberto Camerana, le porte-parole du groupe.

Les grands équipementiers européens pêcheraient-ils par excès d'assurance ? « Nos concurrents nippons n'investiront pas massivement la CEE. D'abord parce que, à la différence des États-Unis, il existe une offre locale compétitive. Ensuite parce que tout n'a pas été positif dans leurs aventures américaines. Rares sont les équipementiers nippons qui gagnent aujourd'hui de l'argent aux États-Unis », entend-on dire dans le milieu. Certes, on voit mal un Nippondenso (groupe Toyota) ou un Calsonic (groupe Honda) déstabiliser, du jour au lendemain, un Robert Bosch (d'ailleurs présent à hauteur de 6 % dans le capital de Nippondenso), un Magneti-Marelli, ou même un Valeo.

Reste qu'à côté d'une poignée de titans coexistent une myriade de petites entités aux assises beaucoup moins solides (l'essentiel des entreprises de la branche équipement

automobile ont moins de 500 salariés) et tributaires pour l'essentiel des commandes d'un ou de deux constructeurs européens dont elles épousent les rythmes de production. Comment ces entreprises subiraient-elles la bagarre qui se prépare entre les constructeurs européens et leurs concurrents nippons ? Le secteur est loin d'avoir achevé sa restructuration.

CAROLINE MONNOT

### Les constructeurs multiplient les alliances

Les industriels s'adaptent en prévision d'une concurrence accrue. Ils désinvestissent et comblent leurs lacunes par des rapprochements. Entre Européens, Américains... mais aussi parfois avec des Japonais !

« L'va falloir nous réorganiser. Aucun constructeur ne peut être satisfait de la rentabilité de son activité. Sans parler de fusion, il nous faut mieux travailler ensemble. » Ennuyé de M. Daniel Gaudet, le président du directoire de Volkswagen, un constructeur automobile qui, pour l'instant, n'a guère fait preuve d'esprit de coopération, cette déclaration est un peu surprenante. Mais elle

témoigne d'une préoccupation générale des constructeurs occidentaux.

Alors que le toyotisme (c'est-à-dire les méthodes d'organisation japonaise, légères et souples) prend le pas sur le fordisme (les méthodes d'origine américaine), que les économies d'échelle sont remises en question au profit d'organisations permettant de réagir plus vite aux évolutions du marché d'un point de vue tant quantitatif que qualitatif, la plupart des


constructeurs automobiles du monde ont engagé ces dernières années des cures d'amalgamisme. Pour améliorer leur productivité et leurs résultats financiers, ils ont désinvesti massivement dans des secteurs connexes à l'automobile ou même dans leur propre secteur. Conséquence : il leur faut aujourd'hui conclure des alliances pour combler leurs lacunes.

Pour mener à bien sa politique de recentrage sur l'automobile, Ford a ainsi cédé sa filiale aéronautique Ford Aerospace à Loral ; Chrysler a agi de façon semblable ; et Volkswagen a vendu la société de bureaux Triumph Adler. D'autres constructeurs ont étendu cette politique de recentrage à des activités du domaine de l'automobile, mais jugées non vitales pour l'entreprise : ce fut le cas de Renault, en particulier, qui a vendu sa filiale électronique Renix à Bendix en 1986, ou de PSA qui mit fin aux activités de la société Electronique automobile créée avec Thomson, alors que tous les experts s'accordent à dire que l'électronique est en train de prendre une part prépondérante dans les automobiles. A la différence de Fiat, qui détient toujours 60 % de l'équipementier Magneti-Marelli, troisième européen derrière l'allemand Bosch et le français Valeo.

General Motors et Daimler-Benz sont les exceptions qui confirment la règle. Avec AEG (automatismes, systèmes ferroviaires, télécommunications) et Deutsche Aerospace (aéronautique et aérospatial), qui réalisent à elles deux 30 % du chiffre d'affaires du groupe, Daimler-Benz continue d'être « un groupe technologique intégré », comme le décrit son président, M. Edgar Reuter. L'alliance entre la filiale informatique du constructeur automobile allemand Devis (Daimler-Benz Inter-Services) et Cap Gemini Sogefi (le Monde du 9 juillet) confirme cette volonté de diversification. Et GM se porte fort bien d'avoir dans son giron deux sociétés bénéficiaires pour contrebalancer les difficultés rencontrées dans l'automobile : à savoir EDS (Electronic Data Systems), première société mondiale de services en informatique, et Hughes Aircraft, dont les filiales Hughes Electronics et Hughes Network Systems permettent de mettre en œuvre des synergies avec l'automobile - dans le domaine de l'affichage électronique pour la première, et dans celui des télécommunications pour la seconde.

Mis à part ces deux groupes, les autres constructeurs occidentaux, devenus plus légers, plus souples, plus réactifs, ne peuvent plus désormais compter sur leurs propres forces pour produire une automobile de A jusqu'à Z, à fortiori pour offrir une gamme complète de véhicules ou attaquer tous les marchés du monde. Ils doivent tisser un réseau de relations avec d'autres constructeurs, mais aussi avec leurs fournisseurs qui, de sous-traitants, deviennent des partenaires à part entière.

ANNIE KAHN  
Lire la suite page 18




contribue aujourd'hui  
à l'animation de quatre valeurs-clefs  
du secteur public :

Crédit Foncier de France  
Crédit Local de France/FLORAL  
EDF  
SNCF

Tapez OCCJ et OCCK  
sur votre clavier Reuter

**PREMIERE  
BANQUE FRANÇAISE  
SPECIALISTE EN VALEURS  
DU TRESOR (FRF ET ECU)**

(Statistiques Banque de France au 30 juin 1991)



**CAPITAL MARKETS**

هكذا من الأصل

## AFFAIRES

## L'Eglise de France joue la transparence sur ses deniers

Avec un budget de 2,2 milliards de francs pour faire vivre 95 diocèses et 30 000 personnes, l'Eglise catholique se lasse de voir fondre ses revenus. Mais elle répugne à utiliser les recettes de la pub pour sensibiliser les donateurs

HUIT fois moins riche que la Mairie de Paris, trois fois moins que celle de Marseille, l'Eglise de France gère un budget à peine supérieur à celui de Nantes ou de Saint-Etienne : 2,2 milliards de francs pour 1990. Si Antoine Riboud compare souvent son entreprise à une cathédrale, il est plus difficile de comparer l'Eglise à une entreprise. Car ces 2,2 milliards de francs seraient un chiffre d'affaires bien faible pour un groupe de quatre-vingt-cinq sociétés employant quelque trente mille personnes dans presque autant de communes...

En l'absence de comptabilité centralisée ou de bilans agrégés au niveau national, chiffrer le budget de l'Eglise revient à additionner les ressources de ses quatre-vingt-cinq diocèses (1). L'addition n'avait jamais été faite officiellement, et pour cause : chaque diocèse gère à une indépendance, ses propres recettes et engage ses propres dépenses. Même s'il existe (il faut montrer l'exemple) un système de subventions entre diocèses riches et diocèses pauvres, aucun n'est tenu de fournir annuellement des comptes exhaustifs à la Conférence des évêques chargée de la redistribution. D'où la difficulté - et, au dire des intéressés, l'inefficacité - de l'exercice. Il n'empêche : il faut bien vivre avec son temps et, lasse de voir fondre ses revenus, l'Eglise se convertit peu à peu à la transparence.

D'où viennent les recettes ? Où vont les dépenses ? Depuis la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, en 1905, la première ne reçoit plus un centime du second, sauf dans les deux diocèses concordataires, Metz et Strasbourg. Ses ressources proviennent donc exclusivement des fidèles, qui la financent de quatre manières différentes. En tête, le denier du culte, ex-«denier du clergé», rebaptisé «denier de l'Eglise», pèse à lui seul plus de 40 % des recettes, soit 987 millions de francs en 1990. C'est une collecte annuelle à laquelle chaque catholique contribue librement - lorsqu'il y contribue, car trois Français sur quatre ne le font plus régulièrement, même si 80 % d'entre eux se disent toujours catholiques. Les trois autres ressources sont les quêtes paroissiales, les offrandes de messe (pour toute messe dédiée à une intention particulière, le fidèle doit verser entre 50 et 80 francs) et le casuel,

c'est-à-dire les contributions des familles aux célébrations spécifiques : mariages, funérailles, baptêmes...

Quelques ressources «annexes» échappent pourtant au calcul global. Elles représentent, selon les diocèses, entre 5 et 20 % des recettes, un chiffre en diminution constante. Ainsi, les kermesses, dons, legs, tronc et cierges se sont réduits comme une peau de chagrin. En dépit de singuliers retours de flamme : en janvier dernier, alors que couvait la guerre du Golfe, certaines paroisses de la banlieue parisienne ont épuisé, en trois jours, leur stock de cierges de six mois... Quant aux revenus fonciers, mobiliers et immobiliers, qui alimentent le mythe de la richesse de l'Eglise, ils sont négligeables dans neuf cas sur dix. Le diocèse de Paris, dont le *Canard enchaîné* dénonce régulièrement les soixante-dix immeubles (utilisés comme sièges d'associations ou logements de fonction), n'est nullement représentatif. Et les diocèses de la France profonde n'aiment guère être comparés à leur homologue de la capitale.

## 60 % pour le poste «personnel»

Côté dépenses, le poste «personnel» se taille la part du lion : le traitement des prêtres et des permanents d'Eglise représente en moyenne 60 % du budget. Le nombre de prêtres a beau diminuer régulièrement - ils sont 24 800 aujourd'hui, soit 1 pour 240 habitants, contre 1 pour 600 au début du siècle - les charges ne diminuent pas au même rythme. Bien au contraire : les laïcs, qui animent, en remplacement, les classes de catéchisme ou les mouvements de jeunes pèsent plus lourd sur le budget. D'abord, parce qu'il est difficile de rémunérer des salariés, qui ont souvent femme et enfants, aussi mal que les ministres du culte, dont le traitement varie, selon les diocèses, entre 4 500 et 5 400 francs par mois (2). Ensuite parce que même lorsqu'ils reprennent un salaire à peine supérieur au Smic, ils coûtent deux fois plus cher à leur employeur à cause des cotisations sociales patronales...

Le patrimoine aussi coûte cher : même lorsqu'on n'en a plus ou n'en a plus beaucoup, l'entretien des bâtiments représente 12 % du budget. Il ne s'agit pourtant que des églises et des

locaux construits après 1905 : les autres appartiennent aux communes. Ce qui arrange bien les paroisses concernées. Les curés se contentent alors de signaler aux mairies les réparations de toiture ou de chauffage indispensables. Les élus s'y soumettent généralement de bonne grâce... même dans les municipalités communistes. «Au contraire, ce sont les mairies de droite qui se font prier, confie un économiste diocésain. Car elles n'ont rien à gagner à entretenir leur église : leurs électeurs trouvent naturel qu'elles le fassent. En revanche, les élus communistes qui font du zèle peuvent espérer réaliser plus large.» Ont-ils vraiment le choix ? Dans les banlieues rouges plus encore qu'ailleurs, l'Eglise tient souvent lieu d'unique patrimoine historique.

Riches ou pauvres, chaque diocèse contribue, au prorata de ses quatre grandes ressources, au fonctionnement de la Conférence des évêques de France. Celle-ci gère, en propre, un budget de 12,1 millions de francs, ainsi que quelques caisses d'entraide interdiocésaines. L'une d'elles, dotée de 2 millions, a pour objet d'aider les prêtres qui ont quitté leur ministère pour se marier ou parce qu'ils ont perdu la foi. Car ils sont chaque année une trentaine à changer de vie. Et la réinsertion n'est pas toujours facile.

Reste, pour les diocèses, le puits sans fond que constitue la contribution au budget du Vatican. En 1990, ils ont envoyé 9,9 millions de francs au titre de contribution ordinaire. Une quête particulière, baptisée denier de Saint-Pierre, est faite, chaque année, en novembre, pour combler le déficit du Saint-Siège (plus de 400 millions de francs en 1990). Si le responsable des finances papales, Rosalio Castillo Laura, a innové en proposant d'émettre des obligations (à rendement très bas et dont le remboursement pourrait n'être que partiel) pour colmater la brèche, les «contribuables», en France comme ailleurs, militent en faveur d'une réduction des dépenses... et d'une transparence accrue.

Les charges grimpent et les produits ont du mal à suivre : ils n'ont progressé, globalement, que de 3 % en deux ans. L'Eglise, menacée dans ses équilibres, cherche des solutions, ou des coupables. Les responsables ont dénoncé la «logique de station-service» de leurs fidèles : «J'ai parfois l'impression qu'on me prend pour le

distributeur automatique de sacrements», soupire un jeune prêtre. Les catholiques continuent de faire appel à l'Eglise pour les baptêmes ou les enterrements, versent leur obole pour l'occasion, mais oublient le denier du culte.

## Une générosité publique à géométrie variable

Comment les diocèses font-ils appel à la générosité publique ? Il y a d'abord les chanceux, qui vivent dans une région dont la générosité ne se dément pas. Ainsi, mieux vaut se trouver à Mende ou à Brest qu'à Marseille. La pratique religieuse locale a au moins autant d'influence sur la collecte du denier du culte que le potentiel économique d'une région ou sa densité de population. En Lozère, chaque habitant lui consacre en moyenne 32,30 francs par an, mais on obtient péniblement 10 francs par tête dans la cité phocéenne. D'où des inégalités de revenus considérables entre les diocèses. L'éventail varie de 1 à 30 : 2,5 millions de francs pour les diocèses de Digne ou d'Albi, 10 millions à Coutances ou à Montpellier, 20 à Versailles et... 75 à Paris.

Pour sensibiliser les donateurs, les diocèses n'aiment guère les bonnes recettes des fils de pub. Si l'on excepte le marketing direct - c'est-à-dire de dépôt, dans les boîtes aux lettres, des enveloppes destinées à recueillir les dons, assorties d'un message de l'évêque - ils communiquent peu. Ou pas du tout. Fin 1988, la Conférence des évêques avait pourtant réussi à convaincre tout le monde de l'utilité d'une campagne nationale. On avait vu s'élever sur les murs et dans les magazines la photo d'une famille française réunie autour d'un nouveau-né et d'un prêtre, au beau milieu d'un champ. Le tout assorti d'un slogan qui avait été jugé, à l'époque, trop publicitaire par les traditionalistes : «L'Eglise a besoin de vos dons. Là, il n'y a pas de miracle».

Las ! Il n'y a pas eu de miracle. Une grève des PTT a immobilisé pendant quinze jours dans les centres de tri les magazines porteurs du message. Compte tenu de cet incident (gravisime : qui lit *Télé 7 Jours* avec deux semaines de retard ?), les résultats ont été moins décevants qu'on aurait pu le craindre : entre 1988 et 1990, les recettes du denier ont augmenté de 11 %. Si

la campagne a coûté 7 millions de francs, le seul Cedex national a reçu 6,8 millions, aussitôt redistribués aux diocèses en remboursement de leurs dépenses.

Pourtant nombre d'entre eux se disent déçus... et peu enclins à refaire l'expérience de sitôt. Pour combler cette lacune, et expliquer aux catholiques, chiffres à l'appui, que l'Eglise n'a plus les moyens d'accomplir sa mission, les éditions du Cerf publient, en septembre, un numéro spécial sur *l'Argent de l'Eglise* (3) qui sera distribué dans les paroisses.

L'expérience de Grenoble aurait pourtant dû convaincre les plus timorés des bienfaits de la communication. Ce diocèse franc-tireur développe, chaque année, une vraie campagne de pub, via l'affichage et la presse quotidienne régionale. Orchestrée par DB Consultants, elle lui a coûté l'an passé 400 000 francs - mais a rapporté 20 millions, soit les deux tiers de ses ressources. Une structure de recettes aussi atypique que l'âge moyen de ses donateurs, plus proche de quarante ans que de soixante. «10 % de nos dons proviennent des jeunes couples, remarque André Martin, responsable des finances diocésaines. Toucher un public plus large, c'est préparer l'avenir.» Le prêtre grenoblois, trésorier malgré lui, qui continue de vivre deux jours par semaine dans sa paroisse «pour ne pas perdre le contact avec les réalités», n'hésite pas pour sa part à comparer la gestion d'un diocèse avec celle d'une entreprise, «avec ses fournisseurs, ses immobilisations, ses dettes...». Et ses produits un peu particuliers.

## Une rémunération «normale» de l'argent

Tous les économistes diocésains ne sont pas aussi progressistes. Même s'ils sont aujourd'hui, à en croire leurs banquiers, «capables de parler de l'intérêt ou de l'argent monétaire comme n'importe quel responsable de PME». Dans chaque diocèse, un comité financier composé de laïcs - du grand banquier en retraite au notaire ou à l'inspecteur des Postes - leur prodigue ses conseils et les aide à faire le poids face aux banques. Quelques-uns ont même créé un sous-comité de gestion de portefeuille. Mais on ne passe pas d'un coup de baguette magique de l'ère de l'argent sale à celle de l'argent-

roi. La méfiance reste de mise : les excédents temporaires de trésorerie sont placés en sicav monétaires ou en obligations... jamais en actions. «Il n'est pas question de spéculer, explique le père Leclercq, grand argentier de Saint-Denis. Néanmoins, depuis les années de forte inflation, on a pris l'habitude de considérer qu'il existait une rémunération normale de l'argent.» Les ressources de l'Eglise sont gérées en bon père de famille... et l'endettement par tête des catholiques n'a pas grand-chose à voir avec celui des habitants d'Angoulême ou d'Avignon. Nul n'aurait d'ailleurs pensé - Dieu merci - à l'utiliser pour compenser la baisse chronique des recettes.

Faudra-t-il recourir un jour, comme c'est le cas chez nos voisins, à un impôt d'Eglise ? Dans le système allemand, par exemple, les Eglises reconnues perçoivent un impôt culturel (Kirchensteuer) équivalant à 10 % de la dette fiscale de leurs membres. Le contribuable catholique, protestant ou israélite, doit donc ajouter à la somme qu'il acquitte au fisc les 10 % qui seront reversés à son Eglise. Oublier cette dernière ligne est un délit fiscal, à moins de renoncer à son appartenance confessionnelle. Une démarche suffisamment définitive pour être dissuasive... L'Espagne et l'Italie ont adopté récemment des systèmes moins contraignants mais qui lient également le versement du denier du culte à l'impôt.

Le «Marché commun» des Eglises n'est pas pour demain. En France, ce système a peu de partisans. Les prêtres y sont franchement hostiles, même s'ils ne tiennent pas plus à leur statut de sous-salaire qu'à leur rôle de collecteurs d'impôt. Comme leurs fidèles, ils préfèrent des contributions librement consenties. Et tant pis si elles sont de plus en plus aléatoires.

CHRISTIAN KERDELLANT

(1) Les comptes des écoles privées et des congrégations religieuses sont totalement indépendants de ceux des diocèses.

(2) Soutirait 800 francs lorsque le prêtre est laïc.

(3) *«L'Argent de l'Eglise, ensemble laissent les comptes»*, Fata Morgana, Editions du Cerf.

## Les talons du succès

Spécialisée dans la protection des semelles, la PMI de Manfred Herpe a 75 % du marché français. Elle concentre ses efforts vers l'étranger

AVEC le remesclage, on peut faire de belles PMI ! C'est en tout cas ce qu'a réussi Manfred Herpe, un fringant septuagénaire qui a toujours porté un grand intérêt à la réparation des chaussures, au point d'y réaliser 68 millions de francs de chiffre d'affaires dont plus de la moitié à l'étranger.

C'est en 1935 que, tout juste bachelier, ce fils de grossiste en chaussures préfère fonder une entreprise avec son frère Arnaud que poursuivre des études. Son idée : pallier l'usure des talons des souliers féminins. Bricoleur de génie, il parvient à mettre au point un produit de remesclage plus solide

que le cuir et plus fiable que le simple caoutchouc. Plus tard, il réalise Topy Blysses, une matière pour la protection des semelles.

D'abord installée rue Poliveau à Paris, dans le quartier de la Halle au cuir, la société Topy a ensuite élu domicile à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Depuis 1964, la production est réalisée dans l'usine de Jalais (Maine-et-Loire), dans cette région des industriels de la chaussure où pourtant Topy ne compte aucun client. Car son véritable marché est celui des 7 000 cordonniers français, des 12 000 allemands et des 14 000 américains. En France, avec près de 75 % du marché, Topy n'ambitionne

plus d'améliorer ses positions. La PMI préfère désormais concentrer ses efforts vers l'étranger où ses concurrents sont souvent de grandes entreprises. Ainsi en Allemagne, un groupe tel que Continental possède un département cordonnerie.

## L'importance de la marque

En réalité, une des raisons du succès de cette PMI est d'avoir lié assez tôt l'importance de la marque. Depuis de nombreuses années, ses responsables s'occupent de faire connaître son nom. Avec des slogans accrochés sur les murs, à l'arrière des autobus, dans le train ou le métro, la PMI dépense en publicité 6 millions de francs par an.

Et elle en a les moyens. Car la santé financière de cette petite société qui emploie une centaine de personnes est impressionnante : entre 1987 et 1990, le résultat net a progressé de 3,8 millions à 8,5 millions de francs pour un chiffre d'affaires qui est passé de 57 à 68 millions de francs. Soit une rentabilité qui a grimpé de 7 % à 12,5 %. Les capitaux propres ont progressé de 24 à 44 millions de francs. «C'est une affaire bien gérée qui a toujours privilégié l'innovation et la qualité», explique Manfred Herpe.

Sollicitée pour une éventuelle introduction en Bourse, Topy a jusqu'ici résisté. Il est vrai qu'on peut difficilement être plus attaché à la structure familiale que Topy : Manfred Herpe, le POC, est entouré de son épouse, de son fils Alain, un ingénieur de cinquant ans qui a le titre de directeur général, et de sa petite-fille Caroline, juriste.

Mais il lui reste à régler le problème classique des petites entreprises : celui de la transmission. Pour cela, Manfred Herpe prétend qu'il attend que 1993 offre de meilleures conditions, notamment fiscales. Mais n'est-ce pas à lui alibi pour quelqu'un qui n'a manifestement aucune envie de prendre sa retraite ?

FRANÇOISE CHIROIT

## Les constructeurs automobiles multiplient les alliances

Suite de la page 17

Les constructeurs japonais ayant démontré qu'il y avait d'autres quêtes que la recherche de volumes de production maximum, système de production hautement capitalistique, les accords industriels ou financiers se font pour bien d'autres raisons que dans le seul but d'obtenir des économies d'échelle. Comme le précise M. Alfred Moustacchi, directeur du plan et du contrôle des investissements chez Renault, «il ne s'agit plus pour mettre en place la plus grosse machine, mais pour mieux en place et en financer la plus grande norme. Les alliances se font pour partager des savoir-faire».

L'alliance entre Renault et Volvo est typique de cette évolution. Elle est une alternative aux stratégies classiques d'acquisition d'une part, ou aux alliances limitées pour partager les coûts sur des créneaux marginaux d'autre part.

## Accords limités pour marchés marginaux

Certes, pour des produits ou des marchés marginaux, les constructeurs continuent de procéder par acquisition : c'est le cas de Volkswagen, qui a complété sa gamme vers le bas en acquérant Seat, ce qui lui permettait également de mieux couvrir les marchés d'Europe du Sud ; qui s'est également étendu vers le haut de gamme avec l'acquisition d'Audi, et a poursuivi cette stratégie d'acquisition en ce début d'année avec l'achat de Skoda pour couvrir le pays de l'Est.

A l'autre extrémité du spectre, pour des marchés marginaux, les constructeurs nouent des alliances limitées. Ford et Volkswagen ont créé la société Autolima pour produire et distribuer leurs gammes respectives au Brésil. C'est le cas aussi de Peugeot, Citroën et Fiat, qui fabriquent ensemble les moteurs de petits véhicules utilitaires. Ou encore de Matra et Renault pour l'Espace. Les exemples de ce type abondent. Dans un rapport publié au début de cette

année, le Comité des constructeurs français d'automobiles en recense plusieurs centaines. Ce type d'accord n'est pas sans risque. A tout moment le partenaire d'un jour peut, à l'occasion d'une acquisition ou d'une fusion de deux groupes industriels, se retrouver dans un camp adverse.

L'accord de prise de participation croisée conclu en 1990 par Renault et Volvo se situe entre ces deux extrêmes. Cet accord global, qui vise à mettre en commun non seulement l'outil industriel mais aussi les équipes de recherche et les réseaux commerciaux pour certaines zones géographiques, préfigure «un nouveau type d'alliance stratégique, les mégalliances», prédit M. Jean-Jacques Chanaron, chargé de recherche au CNRS (1). «Un nouveau type d'alliance qui semble devoir s'intensifier et dont les accords Mitsubishi/Daimler-Benz et Fiat/Alcatel-Alsthom constituent peut-être de premières ébauches». A moins que les Occidentaux ne se mettent à vouloir imiter les alliances à la japonaise, ces fameux *Keiretsu* qui rassemblent périodiquement certains industriels et banquiers autour d'un même table et auxquels on attribue souvent la force des firmes nippones.

Pour l'instant, on ne semble guère suivre cette voie, bien que la volonté d'apprendre les méthodes japonaises soient souvent utilisées pour justifier des alliances entre constructeurs occidentaux et nippons. Réalité ou motif alibi, toujours est-il que cet argument est invoqué tant par General Motors, allié à Toyota dans le cadre de Nummi, que par Ford pour expliquer sa prise de participation de 25 % dans le capital de Mazda, ou plus récemment par Renault allié à Mitsubishi par Volvo interposé. «Il faut coucher avec les Japonais pour apprendre, n'hésite pas à déclarer M. Alfred Moustacchi. Il faut faire une usine avec eux, fonctionner avec des Français, pour voir comment on fait marcher une usine avec des normes japonaises.» Inutile de le préciser, cette fois-ci c'est au tour de PSA d'être l'ex-

ception qui confirme la règle. A ces alliances horizontales entre constructeurs s'en ajoutent d'autres, verticales, de partenariat entre les constructeurs et leurs sous-traitants. Pour ne pas se retrouver dans la situation de l'industrie électronique, où les firmes occidentales (à l'exception d'IBM) ont perdu leur indépendance pour n'avoir pas su garder la maîtrise de plusieurs maillons de la filière (les puces mémoires en particulier), les constructeurs automobiles ont tous compris l'intérêt d'avoir des équipementiers performants.

## Etre fort pour mieux négocier

Or de gros progrès restent à accomplir. Selon une étude réalisée par le cabinet de conseil en stratégie Boston Consulting Group (BCG) pour la Commission des communautés européennes, «les équipementiers européens accusent un retard important de compétitivité sur leurs homologues japonais». Une façon d'y remédier sera de créer «de véritables partenariats entre constructeurs et équipementiers», avec en particulier un meilleur partage des marges. «De 1984 à 1988, la rentabilité moyenne des équipementiers japonais s'est située au même niveau que celle des constructeurs et a fluctué dans les mêmes proportions», note le BCG, qui ajoute qu'«en Europe, comme aux Etats-Unis, ces rentabilités fluctuaient de façon divergente».

De simples sous-traitants, les équipementiers deviennent des partenaires à qui l'on ne demande plus seulement de produire des pièces, mais de concevoir puis de réaliser des fonctions complètes du véhicule. Eux aussi doivent se tisser des réseaux d'alliances et apprendre les méthodes de leurs concurrents japonais. Le premier européen, Bosch, l'a bien compris. Implanté au Japon depuis près de quatre-vingts ans, il détient 6 % du capital de l'équipementier japonais Nippondenso, démontrant une fois de plus que pour négocier de bonnes alliances, mieux vaut être en position de force.

ANNIE KAHN

(1) Vers un système automobile européen, d'Etienné de Banville et Jean-Jacques Chanaron, Ed. Economica, 140 francs.

## ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS

TÉLÉX N° 33806

B.P. 48

KSAR EL KEBIR

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 29/91 SÉANCE PUBLIQUE

Le directeur de l'OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS recevra jusqu'au 23 octobre 1991 à 15 heures, dernier délai, les offres de prix relatives à la fourniture du matériel nécessaire à la substitution des rampes en polyéthylène par des rampes en aluminium au sous-secteur C du périmètre du R'Mel.

Les dossiers sont à retirer à l'OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS, bureau des Marchés, contre versement d'une somme de 1 500 DH (espèces ou chèque certifié).

L'ouverture des plis, en séance publique, aura lieu le 23 octobre 1991 à 15 heures au siège de l'O.R.M.V.A. du Loukkos.

مركز من الأصل

les dangers

EMPLOI

TABLES D'

DÉJEUNERS



# AFFAIRES

## Les dangers des privatisations sans la concurrence

L'expérience britannique en porte foi :  
il est difficile de concilier les intérêts des actionnaires et ceux des usagers

**A** quoi ont servi les privatisations britanniques ? Elles ont allégé les charges du budget de l'Etat, qui devait auparavant financer les investissements des sociétés publiques et fréquemment combler leurs déficits. Mais le rétablissement des comptes obtenus, pas toujours durable, avait souvent été acquis avant la cession des entreprises ou bien s'est opéré sur le dos des usagers : les hausses des tarifs des services publics privatisés ont suscité de vives protestations. Si bien que leur situation est aujourd'hui remise en cause.

Au premier regard, le bilan des privatisations semble pourtant flatteur. Une bonne affaire pour le fisco, délesté des déficits et touchant des impôts sur les dividendes revenus : « En 1984, nous en avons versé 290 millions de livres à l'Etat ; en 1991, 1,67 milliard », souligne-t-on par exemple chez British Telecom. Pour les entreprises aussi, déliées des contraintes. En 1990, une étude menée par le cabinet United Research sur douze sociétés privatisées parmi les plus notables montrait que les trois quarts d'entre elles avaient substantiellement amélioré leurs résultats. British Airways avait augmenté son bénéfice de 34 % en monnaie constante, British Telecom (BT) de 49,2 %, British Airways (BAA) l'avait doublé et National Freight (transport routier) presque triplé, la palme, avec une multiplication par 5,5, revenant à Cable and Wireless, compagnie créée à partir de départements de BT sur des réseaux particulièrement rentables. Et la plupart avaient accru leurs effectifs.

Mais certains de ces succès se sont avérés fragiles : British Airways, durement éprouvée par la crise du Golfe et le retour au marché aérien, a vu ses profits retomber de 62 % en 1990. National Express Holdings, une compagnie de camions qui domine le marché des transports interurbains, reprise par ses cadres, vient d'être revendue après une perte d'un million de livres en 1990 (pour un chiffre d'affaires de 120 millions) due à

des achats aventureux. Jaguar, détachée du groupe British Leyland en 1984 et rendue à la qualité et aux bénéfices (91 millions de livres avant impôts) par Sir John Egan, a connu ensuite une glissade continue en 1984, l'année de la privatisation, a été ensuite déstabilisée par la chute du marché américain : 47 millions de livres en 1987-1988, puis 15 millions l'année suivante, malgré 1 200 suppressions d'emplois. Son rachat ultérieur par Ford, à un prix flatteur (1,6 milliard de livres), ne l'a pas protégée de trois années de pertes consécutives (66 millions sur le dernier exercice) et de nouvelles saignées : 3 500 personnes, soit 30 % de ses salariés, sur 1990 et 1991.

### La préparation compte le plus

Le reste des activités automobiles de Leyland, dépeuplé de toutes les divisions vendables, soumis à une sévère cure d'amaigrissement (une production réduite, un effectif divisé par quatre), cédé à la British Aerospace, n'a survécu que grâce à une prise de participation du constructeur japonais Honda. Le record revient à Enterprice Oil, dont les bénéfices ont été divisés par huit en valeur réelle cinq ans après sa privatisation.

Souvent, en effet, le rétablissement des entreprises n'a pas suivi, mais précède leur cession : il était nécessaire pour les vendre. Caractéristique est l'évolution de British Steel, quatrième groupe sidérurgique occidental, qui, dans les années 70, avait l'une des plus basses productivités du secteur, et en 1980 aurait pu figurer au Guinness Book of records pour ses pertes. Aujourd'hui elle compte parmi les groupes les plus performants : « Un outil industriel moderne qu'Usinor-Sacilor (autre resuscité, NDLR), notamment pour les produits plats. Mais des charges salariales par tête moins élevées », estime M. Jean Grandois, qui lui-même, a redressé le groupe sidérurgique Cockerill-Sambre, qu'il possède.

M. Ian McGregor, un Américain à qui le gouvernement conservateur avait laissé carte blanche, avait réduit d'un quart la production (de 21,5 millions de tonnes à 15 millions) : il n'a conservé que les produits plats, abandonnant le fil machine, les fers marchands, les aciers de transformation à des filiales transformées en joint-ventures ; il a divisé par trois le nombre de salariés. Dès 1987, avant sa privatisation, British Steel pouvait s'enorgueillir d'une des meilleures productivités d'Europe et de bénéfices retrouvés.

De même, et selon les données de la même étude United Research, entre 1979 (date de l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher) et 1983, British Airways, toujours sous la coupe de l'Etat, avait augmenté sa marge d'exploitation de 22 % en livres constantes. « En quelques années, British Gas et National Freight avaient accru leurs marges de 50 %. Rares étaient les entreprises qui ne s'étaient pas déjà redressées lorsqu'elles furent vendues. Bref, c'est la préparation qui compte le plus. Plus en tout cas que le statut de l'entreprise, importée la liberté qu'on lui laisse : restées dans le secteur public, Cockerill-Sambre et Usinor-Sacilor ont retrouvé des bénéfices, tout comme British Steel.

Dans ce rétablissement, d'autre part, l'Etat a joué son rôle, comme ailleurs. Au cours des sept années précédentes, en actionnaire fidèle, il a apporté 5,3 milliards de livres à British Steel pour combler ses déficits et éponger ses dettes, ramenant les charges d'emprunt du groupe à 0,4 % de son chiffre d'affaires en 1987 - moins que ses concurrents financiers. Mais la sidérurgie industrielle sinistrée dans toute l'Europe occidentale, n'a pas été la seule branche privatisée à bénéficier de la sollicitude de l'Etat. Celui-ci a aussi accordé aux water authorities régionales, chargées de la distribution d'eau, un « douaire » (dowry) de 1 milliard de livres et effacé les dettes de neuf sur dix d'entre elles pour un montant de 4,5 milliards de livres.

Le président de Thames, M. Roy Watts, a d'ailleurs reconnu que la progression de son chiffre d'affaires était due uniquement à la hausse des prix.

De même British Gas (qui a vu ses résultats progresser de 30 % en 1990-1991, après une baisse de 16 % en termes réels au cours des années 1986-1989). British Telecom (bénéfice : 3,08 milliards de livres) ou BAA n'ont été soumises qu'à de faibles contraintes en matière de prix, malgré la création d'organismes « régulateurs » : la liberté des prix réels n'est pas limitée par la concurrence.

Progression des gains et hausse des tarifs ont soulevé depuis le printemps de vives polémiques en Grande-Bretagne. Les travaillistes, évidemment hostiles aux privatisations, ont saisi l'occasion d'enfoncer le clou. Mais les usagers aussi ont protesté : « Nous aurions préféré des profits plus raisonnables, un meilleur service », soulignait le Conseil des usagers du gaz, une organisation de consommateurs, peu convaincue par le plaidoyer des responsables de British Gas affirmant que les tarifs « domestiques » étaient parmi les plus bas d'Europe.

### Une charte du citoyen

Les « régulateurs », devenus tout d'un coup plus attentifs, se sont joints au concert des critiques. Fin juillet, Sir Bryan Carver, directeur général d'Ofel, le « chien de garde » des télécommunications, revenant sur sa position de mars dernier, a demandé que les concurrents de BT n'aient pas à payer pour le droit d'usage de ses lignes locales, tant que leur part de marché n'atteignait pas 10 %, et que celle de BT n'était pas redescendue au-dessous de 85 %. Au même moment, son homologue d'Ofwat, M. Ian Byatt, annonçait son intention de réviser dès 1995, cinq ans avant l'échéance, les « plafonds

de hausse de tarifs d'eau et de... limiter la rentabilité des compagnies : il n'y a pas de raison pour que les gens qui investissent dans l'industrie de l'eau reçoivent des dividendes supérieurs à la moyenne. Au contraire, on pourrait penser qu'ils devraient se contenter de moins, compte tenu du faible risque et de la sécurité des actions des sociétés.

L'Office of Fair Trading, équivalent d'un Conseil de la concurrence, n'a pas suivi M. Byatt dans ce retour à ce qu'on appellerait en France une politique « colbertiste ». Mais, dans un rapport confidentiel au ministre de l'Industrie, il a frappé un autre coup, en se prononçant pour la suppression du monopole d'importation de British Gas et la vente de son réseau de gazoducs. Quant au gouvernement, qui avait déjà annoncé en mai une nouvelle détermination des télécommunications, il a élargi la question : M. John Major a lancé l'idée cet été d'une « charte du citoyen », destinée à protéger les consommateurs des services « monopolistiques », en élargissant la concurrence, notamment pour la poste et les chemins de fer, et, d'autre part, en rendant publics les performances, fort inégales, des différents services, publics ou privés afin d'améliorer à long terme leur qualité.

Projet habile : les « dysfonctionnements » constatés aujourd'hui sont rien moins que surprenants. Ces privilèges n'avaient-ils pas été accordés aux compagnies d'eau - et plus discrètement à d'autres - pour alimenter les acheteurs potentiels et à assurer le succès de la vente ? Comme le souligne l'Institut de l'entreprise dans le rapport, l'Etat, fournisseur de services de base, publié fin juin, « la substitution d'un monopole privé réglementé cherchant à maximiser son revenu au détriment du consommateur n'est pas forcément préférable à un monopole public effectivement contrôlé... Pour être économique

ment efficace, toute privatisation d'un monopole public doit être préparée à l'avance par l'introduction préalable d'une concurrence réelle et donc d'une nouvelle réglementation.

C'est l'objectif affiché aujourd'hui par le gouvernement britannique. Reste à y parvenir. La présence de plusieurs entreprises sur le marché n'est pas une garantie. En témoigne la situation de la distribution d'eau en France, partagée entre plusieurs groupes puissants et des régions locales : les services ministériels compétents et même la Cour des comptes s'interrogent sur les résultats de la compétition, voire sur sa réalité. La fameuse « main invisible » du marché paraît parfois bien têtue.

En Grande-Bretagne, gouvernement et organismes régulateurs paraissent voir la solution dans une fragmentation des tâches, comme la séparation du transport et de la distribution du gaz. Cela ne paraît pas non plus une garantie. Dans le secteur de la brasserie, la séparation de la production de bière et de la gestion des pubs imposée par le gouvernement a abouti à renforcer la concentration, quatre brasseries contrôlant aujourd'hui 70 % du marché, là où une demi-douzaine n'en détenaient que 58 % auparavant. L'obligation de liens strictement commerciaux entre producteurs et détaillants de pubs tend à renchérir le prix de vente de la bière ; le consommateur n'y gagne pas.

Fragmentation des marchés et recherche de mise en concurrence sur les plus profitables, a priori séduisantes, risquent aussi d'affaiblir les entreprises actuelles et de les amener à restreindre l'éventail des services ou à en baisser la qualité. Pour la Poste, observe-t-on en France, « il n'y a jamais de concurrents pour desservir la ferme dans le dernier chemin creux ou l'entreprise au fin fond du Massif central... ».

GUY HERZLICH

REPRODUCTION INTERDITE.

## DEMANDES D'EMPLOIS

**JOURNALISTE**  
police expérience, quotidien, hebdomadaire, mensuel, presse écrite et réédition. Responsabilités, Matin et Soir, poste Paris ou région. Références exigées. Répondre au poste de : (15-11) 40-28-06-51.

**DIRECTRICE PÉDAGOGIQUE**  
Exp. enseignement, rich. poste, formation, maîtrise de pub., bilanç. prim. sec., scolar. ou STS. Région parisienne ou Midi-Pyrénées. Répondre au poste de : (15-11) 40-28-06-51.

**Secrétaire de rédaction/Techn. de fabrication.**  
Exp. maîtrise de pub., Bac + 2, formation technique, poste Paris ou région. Répondre au poste de : (15-11) 40-28-06-51.

### CHEFS D'ENTREPRISE

**L'Agence Nationale Pour l'Emploi**  
vous propose une sélection de collaborateurs :  
• INGENIEURS toutes spécialisations  
• CADRES administratifs, commerciaux  
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

F. 42 ans I.C.G. - Qualités : manager, gestionnaire + grande facilité relationnelle, mobile. Expérience pour PME ou filiale de groupe accepte le poste de secrétaire général ou D.G. Capable de gérer, en plus administratif et financier, personnel, embauche, formation, communication interne/externe. Connaissance anglaise, espagnol. (Section BCO/HP 2021.)

J.F. 34 ans, diplômé arts plastiques, dix ans expérience : conception, sponsoring et promotion manifestations culturelles (institutionnel et collectivités locales). CHERCHE poste ou missions sur Paris, Bruxelles ou bas de Normandie. (Section BCO/HP 2022.)

**OFFICE MANAGER QUADRILINGUE.** Expérience promotion, conduite de projets. Mobile, aisance relationnelle. Etude toute proposition France ou étranger. (Section BCO/HP 2023.)

**DIRECTEUR COMMERCIAL.** Entrepreneur : carrière internationale - Centre de profit. Bilingue anglais. Formation supérieure de gestion. 45 ans. SOUHAITE collaborer avec PDG pour créer/restructurer/développer : stratégie marketing ; ses résultats nets ; son exportation. Libre de voyager. (Section BCO/HP 2024.)

**CAMBISTE POLYVALENT.** 29 ans. Bac + 3. Trois ans d'expérience : spot, dépôts devises, forwards, futures, trésorerie francs et cherts. RECHERCHE poste de cambiste banque ou trésorerie entreprise (gestion risques). (Section BCO/HP 2025.)

**DIRECTEUR DE PME/PMI** depuis 18 ans - 48 ans - expérience de création, développement, reprises d'entreprises. RECHERCHE direction générale de société. Entrepreneur, gérant, meneur d'hommes, sachant constituer, motiver, animer équipes, définir stratégie d'entreprise et concevoir avec dynamisme politiques commerciale, financière, production. Formation supérieure. Bilingue anglais, bonnes notions allemand. (Section BCO/HP 2026.)

**CADRE TECHNIQUE-COMMERCIAL** - Homme de PME, de challenge. Très motivé, ayant le goût du résultat. Expérience produits techniques : élec., mesures, composants industriels, biens d'équipement. Fonction : achat/vente, conduite petite structure en gérance et S.A.V. PROPOSE sa collaboration commerciale au développement de votre entreprise même en cours de création. Basé Paris, région parisienne. Mission France. (Section BCO/HP 2027.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

**EMPLOI**

**Le mardi, c'est tout un Monde**

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde de la Fonction Commerciale

**Le Monde INITIATIVES**

mardi  
date  
mercredi

**Le mardi, c'est tout un Monde**

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde de la Fonction Commerciale

**Le Monde INITIATIVES**

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS RIVE DROITE

**LA TABLE DE RICHELIEU** 43-72-31-23  
276 boulevard Voltaire (11<sup>e</sup>). T.L.

Daniel Rousseau 1 étoile au Michelin à repris ce restaurant où dans un nouveau décor élégant, il vous propose sa cuisine pleine de savoir et d'originalité à des prix très qui ont fait sa renommée. Salles climatisées. Salons particuliers. Facilité de stationnement.

### RIVE GAUCHE

**DODIN BOUFFANT** 43-25-25-14  
25, rue Frédéric-Sauton. F. dim. Park.

12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

**YUGARAJ** (air climatisé) 43-26-44-91  
14, rue Dauphine, 6. F. lundi

**SPÉCIALITÉS INDIENNES.** « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل



PARIS

**Cours relevés à 13 h 47**

4/9

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

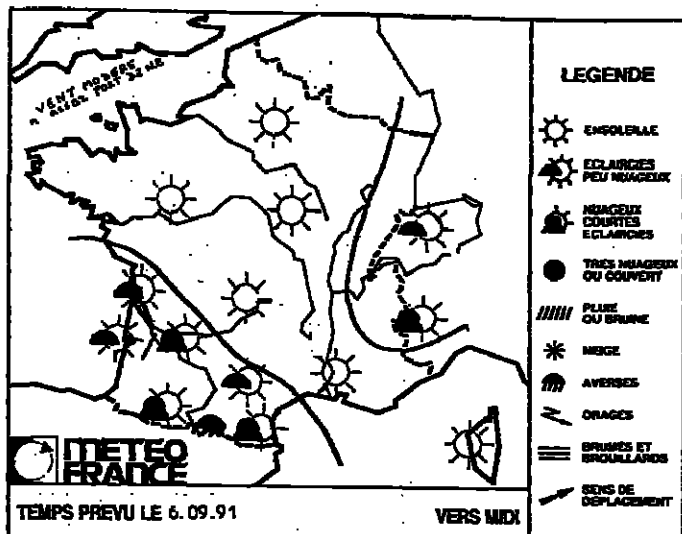
هكذا من الأصل



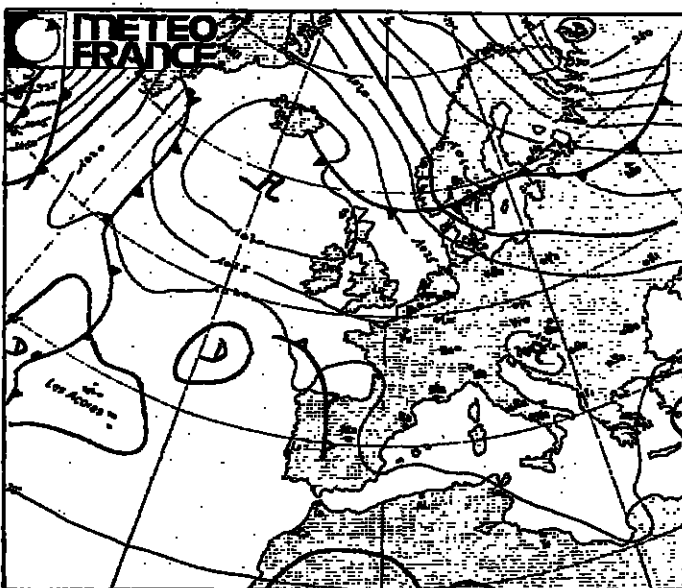


# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 6 septembre 1991  
Beau temps ensoleillé.

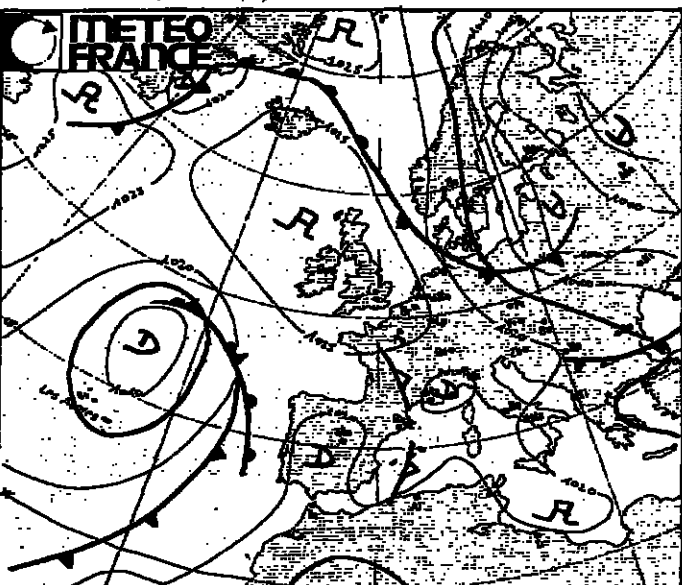


SITUATION LE 5 SEPTEMBRE 1991 À 0 HEURE TU



Samedi 7 septembre : nuages au nord, orages au sud. Le ciel se couvrira progressivement sur la moitié nord dans la matinée, mais il ne pleuvra pas. Dans l'après-midi des éclaircies se développeront mais à l'ouest, le vent de nord soufflera modérément. Quelques averses se produiront près de la frontière belge. Sur les régions méridionales la journée commencera avec le soleil, mais les nuages deviendront de plus en plus nombreux dans l'après-midi, et donneront des ondées. Des orages éclateront le soir sur les Alpes, le Massif Central, les Pyrénées. Au lever du jour les températures seront du même ordre que la veille, 10 degrés à 14 degrés sur la moitié nord, 13 degrés à 17 degrés sur le Sud. En revanche elles seront en baisse l'après-midi sur la moitié nord, seulement 18 degrés à 20 degrés sur l'extrême nord, 20 degrés à 24 degrés en général, mais resteront stationnaires sur le sud : 25 degrés à 30 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 7 SEPTEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 5-9-91

FRANCE				ÉTRANGER			
AMARCO	25 20 D	TOULOUSE	30 20 D	LOS ANGELES	23 17 N	PARIS	22 17 N
BARCELONE	25 22 N	TOULON	29 22 D	LUXEMBOURG	27 17 N	PARIS	22 17 N
BORDEAUX	25 22 N	FOURMONT	29 24 D	MADRID	26 19 D	PARIS	22 17 N
BRESCIA	25 19 D	ALGER	30 24 P	MARRAKECH	25 26 D	PARIS	22 17 N
CADIX	25 17 D	AMSTERDAM	24 15 C	MEXICO	25 14 D	PARIS	22 17 N
CHERBOURG	25 17 D	ATLANTIQUE	25 19 D	MONTREAL	25 17 N	PARIS	22 17 N
CHARENTAIS	25 21 D	BANGKOK	32 26 C	MOSCOW	22 10 D	PARIS	22 17 N
DIJON	27 19 D	BARCELONE	27 23 D	NEW-YORK	26 12 D	PARIS	22 17 N
GRANVILLE	27 20 D	BERGAMO	25 15 D	OSLO	19 11 D	PARIS	22 17 N
JALISCO	26 17 D	BREITENBURG	27 13 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
LIMOGES	27 20 D	BRUXELLES	25 15 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
LYON	29 20 D	LE CAIRE	32 22 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
MARSEILLE	30 20 D	COPENHAGUE	15 14 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
NANCY	28 15 D	DALAN	29 28 N	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
NANTES	29 25 D	DIEPPE	25 27 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
NICE	27 21 D	DIJON	29 24 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
PARIS-MONTS	29 21 D	GENÈVE	24 18 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
PAU	27 18 N	HONGKONG	32 27 C	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
PERPIGNAN	27 22 P	ISLANOUE	19 18 N	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
RENNES	29 21 D	JERUSALEM	29 17 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
STRASBOURG	27 18 D	LESBOURG	24 19 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N
STRASBOURG	28 14 D	LONDRES	23 16 D	PARIS	22 17 N	PARIS	22 17 N

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde SANS VISA

# RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

## La clef des stades

MICHEL PLATINI, un rien ébouriffé, en rongerie, son plus d'angoisse. C'est dire si l'attente était contenue et fut chaude sous l'été indien de Bratislava. La chose n'échappa point aux caméras de la télévision tchécoslovaque. Pas plus que les guêpes voletant autour des joueurs, les coups bas, les beaux gestes, les grands moments. Les réactions furent fréquentes, même sur les actes d'anti-jeu tchèques, le ballon toujours cadré, les micros d'ambiance branchés, la réalisation presque britannique. Relever cela ne participe pas d'un anticomunisme retardataire. Mais c'est un fait : à l'Est, la télévision a pris la clef des champs et des stades. Dans un passé encore proche, en matière de retransmissions sportives, les réalisations ne brillèrent pas spécialement par leur originalité ou leur vivacité. Il s'agissait d'assurer. Caméras lointaines, ambiance tamisée, anti-jeu masqué par des panes providentielles de magnétoscope, tout était fait pour contrôler l'événement et échapper à l'imprévu. Ces réalisations de maître — sauf événement mondial comme les Jeux olympiques de Moscou — donnaient souvent aux rencontres ce petit air tristounet et plat d'un affrontement théorique observé à la jumelle depuis le toit des stades par un appareil fixe. Les choses ont changé. Au point que Jean-Pierre Papin, repéré pour ses rudes talents, tint vite dans cette bonne dramatique le rôle de star à ne lâcher de la caméra sous aucun prétexte. C'est cela le changement, plus encore qu'une victoire française à Bratislava, événement pourtant peu ordinaire. Et les choses vont changer encore. En mieux ? C'est une autre affaire. On a appris que des télévisions de l'Est européen, et d'abord celle de Tchécoslovaquie, envisageaient de participer aux « Jeux sans frontières ». C'est là évidemment un pas supplémentaire et décisif vers la liberté. Encore qu'il convienne de ne pas trop se moquer sous peine d'insurrection enfantine. Ces « Jeux », du moins les estivaux, qui, sur A2, assurent aux parents des soirées tranquilles, sont plutôt gentils et, à dose contrôlée, sans effets secondaires particuliers. Rien à voir, en tout cas, avec les interminables et calamiteux « Inter-villes » de TF1, pièges à publicité permanente. Mais si l'Est s'intéresse aux jeux, on ne saurait trop lui conseiller, pour une saine et joyeuse reconversion des prisons et des établissements militaires, la formule « Fort Boyard ». C'est un pur chef-d'œuvre, de Edmond Dantès en détalant.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 5 septembre

- TF 1**
- 20.50 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages.
- 22.30 Magazine : Ex libris. La vice et la vertu. Invités : Pierre Combes, Jean-François Bédouin, Fany (Mémoires d'une foultissime), Justine de Saint-Ange (Le vous savez marquis), Frédéric Dard (La vieille qui marchait dans la mer), Igor et Gricha Bogdanov (Dix et la science), Dan Franck (La Séparation).
- A 2**
- 20.45 Documentaire : La Planète miracle. La Terre, planète fragile. Les conséquences des progrès humains sur l'environnement.
- 21.45 Cinéma : Étroite surveillance. Film américain de John Badham (1987).
- 0.00 Concert : Johnny Hallyday à Bercy.
- FR 3**
- 20.55 1<sup>er</sup> film : Le mariage est pour demain. Film américain d'Allen Dwan (1955).
- 23.05 2<sup>e</sup> film : Sur la trace du crime. Film américain de Roy Rowland (1954). Avec Robert Taylor, Janet Leigh, George Raft (v.o.).
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : S'en fout la mort. Film français de Claire Denis (1990).
- LA 5**
- 20.45 Téléfilm : Le Cinquième Missile. L'équipage du sous-marin nucléaire USS Montana est atteint de graves troubles psychologiques.
- 23.25 Documents du monde. Kerguelan : profession de foi. Le quotidien de trente-sept moines bénédictins.
- 0.25 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.35 Cinéma : Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine. Film français de Michel Colucci (1977). Avec Coluche, Dominique Lavanant, Gérard Lanvin.
- 22.15 Série : Le Voyageur.
- 22.40 Cinéma : Hercule se déchaîne. Film italo-français de Gianfranco Parolini (1982). Avec Brad Harris, Serge Gainsbourg, Brigitte Coré.
- 0.15 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 21.00 Magazine : Dynamo.
- M 6**
- 21.30 Documentaire : Turbulences. André Breton et le surréalisme.
- 22.00 Magazine : Mégamix. Le Japon.
- 22.55 Documentaire : Dvorak, sa vie, son œuvre.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Fanny Hensel, née Mendelssohn. 4. Salmato romano.
- 20.30 Avignon 91. Jean-Louis Martinelli.
- 21.30 Profils perdus. Jean Zay.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Les petits bolides.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Baptiste Marrey (Les Sept îles de la mélancolie).
- 0.50 Musique : Coda. Les jazzmen qui chantent.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Haïku.
- 20.30 Concert (donné le 4 août lors du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Partita pour clavier n° 6 en mi mineur BWV 830, de Bach ; Quatre improvisations pour piano n° 90, de Schubert ; Sonate pour piano n° 7 en si bémol majeur op. 83, de Prokofiev ; Élégie, de Rachmaninov ; B. selon Mexico, de Copland (transcription de Bernstein) ; Liebewaltzer, de Moszkowski, par Shura Cherkassky, piano.
- 23.07 Nuits chaudes. Le fragile, le tenu, l'impalpable aujourd'hui. Œuvres de Mont, C. P. E. Bach, Gauthier, Berlioz, Brahms, W. F. Bach, anonyme et musique indienne.

## Vendredi 6 septembre

- TF 1**
- 13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
- 14.25 Feuilleton : Côte Ouest.
- 15.20 Feuilleton : Le Clinique de la Forêt-Noire.
- 16.10 Feuilleton : Riviera.
- 16.40 Club Dorothée vacances.
- 17.35 Série : 21 Jump Street.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Métro et Tapis vert.
- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
- 22.45 ► Magazine : 52 sur la Une.
- 23.45 Spécial sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids-moyens.
- 0.50 Le Bébête show.
- A 2**
- 13.45 Feuilleton : Falcon Crest.
- 14.35 Série : Arsène Lupin joue et perd.
- 15.35 Série : Disparitions. La Fille de Londres.
- 16.40 Cinéma : Drôles de dames.
- 17.30 Magazine : Giga.
- 18.00 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.30 Série : Maguy.
- 18.55 Jeu : Question de charme.
- 19.30 Feuilleton : Des jours et des vies.
- 20.00 Journal et Métro.
- 20.45 Jeu : Fort Boyard (à 2.55).
- 22.00 Série : Palace. Dernière livraison de la série, avec Topor, Wolinski et Gédé.
- 22.50 Cinéma : Histoires extraordinaires. Film franco-italien à sketches de Roger Vadim, Louis Malle, Federico Fellini (1967).
- 0.50 Journal et Métro.
- FR 3**
- 13.30 Amuse 3 vacances.
- 14.40 Série : Justiciers et hors-la-loi.
- 15.30 Sport : Golf. Les European Masters, en direct de Crans-sur-Sierre (Suisse).
- 16.20 Magazine : 40 à l'ombre de la 3.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : La Classe.
- 20.45 ► Magazine : Thalassa. Héli, les traqueurs de la misère.
- 21.40 Série : L'Ami Giono. Épisode. Une forte femme redécouvre l'amour.
- 22.50 Journal et Métro.
- 23.10 Traverses.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Cinéma : Family Business. Film américain de Sidney Lumet (1989). Avec Sean Connery, Dustin Hoffman, Matthew Broderick.
- 15.20 Jerry Lewis Show.
- 15.55 Cinéma : La Pie voleuse. Film américain de Hugh Wilson (1987). Avec Whoopi Goldberg, Bob Goldthwait, G. W. Bailey.
- 17.30 Cinéma dans les salles.
- 18.00 Canaille peluche. Babar.
- En clair jusqu'à 20.30**
- 18.30 Top albums.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.30 Téléfilm : Le rossier Lancaster Miller. Un ancien pilote de la RAF jugé pour meurtre.
- 22.05 Documentaire : Les Plus Grandes Cascades du monde.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Ripoux contre Ripoux. Film français de Claude Zidi (1989). Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Line Renaud.
- 0.45 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.
- LA 5**
- 13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
- 14.25 Série : Sur les lieux du crime.
- 16.00 Série : L'Enquêteur.
- 16.55 Youpi ! Les vacances.
- 17.45 Série : Cap danger.
- 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 19.05 Série : Kojak.
- 20.00 Journal et Métro.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.45 Téléfilm : Qui a tué Joy ? Une machiavélique machination dans le milieu médical.
- 22.35 Magazine : Urgences. Enquête aux sauteurs.
- 23.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
- 0.25 Journal de la nuit.
- M 6**
- 13.40 Série : Dis-donc, papa.
- 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
- 16.50 Jeu : Zygomusic.
- 17.20 Série : L'Homme de fer.
- 18.10 Série : Mission impossible.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.30 Météo 6.
- 20.40 Téléfilm : Un culot monstre. Un escroc se fait passer pour un agent fédéral.
- 22.20 Série : Equalizer.
- 23.10 Magazine : Vénus.
- 23.40 Capital.
- 23.50 Six minutes d'informations.
- 23.55 Documentaire : La France sous tranquillisants.
- LA SEPT**
- 17.50 Théâtre : Le Trio en mi bémol. Pièce écrite et mise en scène par Eric Rohmer, avec Jessica Forde, Pascal Greggory.
- 19.10 Documentaire : Pour vous arracher aux catacombes. De Rolf Weeber.
- 20.00 Documentaire : La Lucarne.
- 21.00 Téléfilm : Toscanini.
- 22.30 Téléfilm : Qui a peur du rouge, jaune, bleu ?
- FRANCE-CULTURE**
- 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Fanny Hensel, née Mendelssohn. 5. La nuit de Walpurgis.
- 20.30 Radio-archives. Le Club de jazz : Le double anniversaire d'Armstrong.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Roland Jaccard.
- 0.50 Musique : Coda. Les jazzmen qui chantent.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Haïku.
- 20.30 Concert (donné le 15 juin à Weilburg) : Les Quatre Saisons, de Vivaldi, par le Sturtevant Kammerorchester, dir. et sol. Dmitri Sitkovatzky ; Soffera onde serena, de Nono ; Suite n° 8 bot-Ba, de Celui ; Evryali, de Xenakis, par Bernard Wambach, piano.
- 23.07 Nuits chaudes. Le fragile, le tenu, l'impalpable aujourd'hui. Œuvres de Mont, C. P. E. Bach, Dufaut, Chopin, Nones, anonyme et musique indienne.

هكذا من الأصل

Après la publication de déclarations du général Aoun

## Le ministère libanais des affaires étrangères convoque l'ambassadeur de France à Beyrouth

L'ambassadeur de France au Liban, M. Daniel Husson, a été convoqué, jeudi 5 septembre, au ministère des affaires étrangères libanais pour la publication d'un journal libanais de déclarations du général Michel Aoun invitant ses compatriotes à changer « l'ère réelle », allusion à l'influence syrienne sur le gouvernement libanais.

Selon l'agence nationale d'information libanaise, M. Husson devait entendre des « remarques sur la violation par le général Aoun de l'accord entre les gouvernements libanais et français qui a permis son départ du Liban, en se livrant à des déclarations attaquant le pouvoir ».

A Paris, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré mercredi que le général Aoun, « qui a pris un engagement écrit d'observer sur notre territoire les contraintes du devoir de réserve et a engagé son honneur militaire, n'a pas transgressé cet honneur ». « Selon nos informa-

tions, l'article en question est un simple montage ou assemblage pas très conforme aux règles de déontologie », a-t-il ajouté.

## M. Baker retarde l'octroi de crédits à Israël

Afin de ne pas compromettre la préparation d'une conférence de paix au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a décidé, mercredi 4 septembre, de retarder l'octroi de crédits à Israël.

M. Baker a annoncé qu'il comptait obtenir du Congrès un délai avant de se prononcer sur une demande israélienne de garanties de crédits de dix milliards de dollars. Avec la garantie du Trésor américain, l'Etat hébreu pourrait emprunter auprès de banques privées pour la construction de logements pour les immigrants juifs soviétiques. Washington s'est engagé à faciliter l'absorption de ces immigrants par Israël, comme l'a rappelé M. Baker. Mais les Etats-Unis sont opposés à la colonisation des territoires occupés par Israël. - (AFP)

## A Pékin

## Des parlementaires américains ont déposé une gerbe place Tiananmen

Trois parlementaires américains en visite en Chine ont déposé, mercredi 4 septembre, une gerbe sur la place Tiananmen à Pékin, en souvenir des victimes de la répression du mouvement démocratique du printemps de 1989.

Les représentants Nancy Pelosi, Ben Jones (démocrates) et John Miller (républicain), venus en Chine pour tenter d'obtenir la libération des détenus politiques, ont déposé trois fleurs blanches devant la Stèle des héros et arboré un calicot sur lequel était écrit « A ceux qui sont morts pour la démocratie en Chine ».

Des policiers sont immédiatement intervenus et ont interpellé plusieurs équipes de télévision américaines qui filmaient la scène. Elles ont été relâchées peu après. Selon la police, les règlements sanitaires interdisent de déposer des fleurs sur la place.

D'autre part, un homme d'affaires de Hongkong, qui avait été condamné à treize ans de prison l'an dernier pour avoir aidé les activistes démocrates chinois, a été relâché, a annoncé mercredi son frère. Cette libération intervient au lendemain de la visite à Pékin du premier ministre britannique, M. John Major. - (AP, Reuters)

## Pour « consultation »

## L'ambassadeur soviétique à Paris rappelé à Moscou

L'ambassadeur d'URSS en France, M. Iouri Doubinine, a été rappelé en consultation à Moscou et a quitté Paris mercredi 4 septembre, a-t-on appris le même jour auprès de l'ambassade.

M. Tchourkine, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, avait annoncé la veille à la télévision russe que quatre ambassadeurs soviétiques - et non trente comme annoncé précédemment - avaient été convoqués à Moscou afin de rendre compte de leur attitude au cours du putsch. Le 19 août, jour de l'annonce du coup d'Etat en URSS, M. Doubinine avait remis aux autorités françaises un message du chef des putschistes Guennadi Ianaev, message que M. Mitterrand avait cité le même soir à la télévision. A la question de savoir si M. Doubinine regagnerait ensuite son poste à Paris, l'ambassade soviétique a seulement indiqué que « la question est ouverte ».

A l'Institut des hautes études de défense

« Qu'on ne s'attende pas à ce que la France baisse la garde » déclare M<sup>me</sup> Cresson

Considérant que la situation nouvelle en Europe recèle « une large part d'imprévu » et que « l'Europe de la fin des totalitarismes doit encore trouver de nouveaux équilibres pour prévenir les risques d'une instabilité durable », M<sup>me</sup> Edith Cresson, premier ministre, a déclaré, jeudi 5 septembre à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), que « l'imprévu de défense demeure ». « Qu'on ne s'attende pas à ce que la France baisse la garde, a ajouté M<sup>me</sup> Edith Cresson en soulignant la fidélité du pays à ses alliances. Dans les moments de tension, il faut pouvoir faire le choix de la fermeté et du refus de l'ambiguïté (...). Une défense crédible reste un élément intangible de notre souveraineté et de notre indépendance ».

Le premier ministre a cependant indiqué : « Notre politique de sécurité et de défense ne se pose plus tout à fait dans des termes identiques à ceux qui prévalaient il y a encore très peu de temps (...). Les bouleversements du panorama européen permettent en quelque sorte d'en revenir à une approche plus globale et plus équilibrée de notre sécurité », dans la définition de l'outil de défense et compte tenu des éléments de la sécurité qui ne sont pas directement militaires.

M<sup>me</sup> Cresson a alors fait allusion au « travail législatif considérable en cours », avec le projet de loi sur un service national de dix mois, le projet de budget pour 1992 et le projet de loi de programmation militaire dans le cadre d'une planification de l'effort français de défense en l'an 2002. « Ces travaux, a-t-elle dit, se poursuivent ».

## EN BREF

□ Des missiles anti-aériens Mistral proposés à l'Australie. Le gouvernement autrichien se prépare à lancer un appel d'offres pour s'équiper en missiles anti-aériens, à la suite de violations répétées de son espace aérien par des avions de l'armée de l'air yougoslave. Pour cette acquisition, estimée à 960 millions de francs en quatre ans, plusieurs matériels, dont principalement le Mistral du groupe français Matra et le système d'armes RB-70 de la société suédoise Bofors, sont en compétition. Une décision est attendue pour la fin de l'année.

□ Ouverture à Tokyo d'une conférence internationale d'aide à la Mongolie. Une conférence internationale sur l'aide financière à la Mongolie s'est ouverte, jeudi 5 septembre, à Tokyo afin de soutenir la démocratisation et le développement économique de ce pays. Y participent des représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de la Corée du Sud, des Etats-Unis, de la France, de la CEE, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque asiatique de développement (BAD). Le Japon devrait prêter à la Mongolie une cinquantaine de millions de dollars. - (AFP)

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi  
numéro date dimanche-lundi

INSEE

la référence au bout des pages...

LA FRANCE  
A L'EPREUVE  
DES TURBULENCES  
MONDIALES

• 401 pages - Prix 140 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

• La situation économique de la France en 1990 replacée dans le contexte de la décennie.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Vous repasserez !

J'E vais pas vous refaire le topo sur la grande misère des hôpitaux. Pas de touilles, pas d'anesthésistes, pas de radiologues, pas de personnel soignant, pas assez. Quant aux patients, s'il y en a trop, on les laisse crever, comme ce bébé de neuf mois, mort faute de soins, je l'ai vu dans le Figaro ce matin, au centre Edouard-Herriot, à Lyon, fin août.

Et pendant ce temps-là, à quoi ils ont joué, les responsables de la Santé ? A déchirer le diplôme d'infirmerie décroché au printemps dernier en Franche-Comté par deux cent cinquante-deux volontaires à une vie de galère ? Attendez voir, les filles, mais c'est qu'elle est pas valable, votre peu d'âne ! Non, désolés, on n'avait pas pensé, simple petit oubli, à convoquer le jury chargé du choix des sujets. Du coup, un de ceux qu'on vous a proposés avait déjà fait l'objet, simple petite erreur, d'un examen blanc à Lons-le-Saurier. Alors, vous êtes priées de vous représenter toutes en octobre. Bon, allez, dégagez ! Elles ont rappliqué, au contraire, elles sont venues frapper à la porte du ministère... et elles se sont fait lourder. Manifestations, grève de solidarité, lettre au Ministre, intervention de la secrétaire d'Etat à la Condition féminine et appel à la Cresson : C'est inacceptable. On ne peut pas se pas revenir sur une décision parfaitement injuste et totalement incohérente.

On va se gêner ! Pensez tout de même pas qu'on peut annuler le résultat d'un concours passé en mauvaise et indue forme. Le règlement, c'est le règlement. Et si vous n'êtes pas contentes, c'est le même prix. Celui de l'emprunt souscrit par ces ex-blouses blanches pour s'installer à domicile et celui du manque à gagner pour celles qui ont trouvé du boulot à l'Assistance publique.

Bon, allez, du balai ! Tiens, justement, s'il y en a parmi vous qui veulent en passer un sous les lis en attendant de réparer la bévue d'une administration digne du père Ubu, pas de problème. On vous en trouvera un dans un CHU. Avec une serpillière et un seau. A défaut de faire infirmière vous jouerez les aides-soignantes et les filles de salle. Pleignez-vous, c'est déjà pas si mal !

## Les difficultés de la télévision commerciale

## Le groupe Hachette assumera « plus que sa part » du déficit de la Cinq

Le cours de l'action du groupe Hachette a baissé de 5,17 % mercredi 4 septembre. Cette baisse coïncide avec l'annonce par le quotidien *Libération* d'un déficit d'exploitation 1991 de la Cinq qui serait largement supérieur aux prévisions d'Hachette - 850 à 950 millions de francs au lieu de 520. Et, surtout, d'une prise en charge de ce déficit par Hachette, supérieure à sa participation de 25 % dans la chaîne.

La direction du groupe qualifie ces informations de « rumeurs » et précise que les résultats prévisionnels de la Cinq ne sont pas encore arrêtés. Elle confirme en revanche qu'Hachette pourrait être amené à supporter plus que sa part du financement total de la chaîne et donc également de ses pertes totales.

Cela correspond d'ailleurs aux engagements pris par Hachette en octobre 1990, devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de « subvenir aux besoins de la chaîne, si celle-ci ne trouvait pas au sein de ses actionnaires de quoi couvrir ses besoins ». Le groupe avait d'ailleurs provisionné 1,7 milliard de francs dans ce but.

Mais à plus long terme, l'absence de volonté ou de capacité des autres actionnaires de la Cinq (1) de renflouer la chaîne, pourrait conduire le groupe Hachette à s'endetter davantage. Son endettement, qui atteint 10,9 milliards de francs - soit le tiers de son chiffre d'affaires - pourrait le contraindre à céder certains actifs comme son immeuble du boulevard Saint-

Germain, voire certains journaux régionaux ou une partie de son activité en presse magazine.

Enfin, il est difficile d'imaginer qu'Hachette, voué à éponger le plus grande partie de la dette de la Cinq, ne réclame pas à nouveau, lors du futur débat sur les quotas audiovisuels à l'Assemblée nationale, un assouplissement de la réglementation et l'autorisation d'une seconde coupure publicitaire dans les œuvres audiovisuelles.

(1) Le groupe Berlusconi (25 %), le Crédit lyonnais (10 %), le CCF (8,01 %), le groupe Hénart (7,5 %), la banque Kleinwort-Benson (7,01 %), Expar (4,99 %), la Société générale (4,99 %), le groupe Veronesi (3,18 %), la GAN (2,5 %), etc.

## A Calais

## Arrestation d'un ancien cadre de la BCCI

Un ancien cadre de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), recherché par la justice américaine, a été arrêté lundi 2 septembre à Calais (Pas-de-Calais), a-t-on appris jeudi 5 auprès du parquet de Boulogne-sur-Mer. M. Syed Ziauddin Ali Akbar, né en Inde et domicilié à Londres, a été écroué mercredi, à l'indiqué le parquet, qui ne précise pas l'endroit de sa détention. Responsable de la trésorerie de la BCCI à Londres jusqu'en 1986, il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par un juge d'instruction de Tampa (Floride) pour blanchiment de fonds provenant du trafic de stupéfiants et infraction à la loi sur le racket et la corruption. - (AFP)

## fondation saint-simon

## SÉMINAIRES 1991-1992

- L'éthique de l'environnement  
Animateur général : Luc Ferry
- L'avenir de l'URSS  
Animateur général : Marie Mendras
- Le Moyen-Orient : réseaux et territoires  
Animateur général : Olivier Roy
- La démocratisation de l'entreprise française  
Animateurs généraux : Philippe d'Iribarne & Yves Lichtenberger
- Pathologies de la politique moderne  
Animateur général : Jacques Julliard
- Forces et faiblesses de l'industrie française  
Animateur général : Pierre Blayau

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par une réflexion pluridisciplinaire de haut niveau consacrée aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent, soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

fondation saint-simon

91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris  
Tél. : (1) 42 22 38 52 & (1) 42 22 29 95  
Télécopie : (1) 42 22 95 33

مكتبة الأمل



# L I V R E S • I D E E S

## Apologie de Claude Lévi-Strauss

Quand l'anthropologue traque les origines du brouillard et du vent, confronte l'analyse structurale à l'Histoire et se retrouve chez Montaigne

**HISTOIRE DE LYNX**  
de Claude Lévi-Strauss.  
Plon, 364 p., 130 F.  
(en librairie le 12 septembre).

Que faire quand déjà l'œuvre est bâtie, toute la gloire connue, le nom gravé à jamais dans l'histoire intellectuelle? Continuer, tout simplement. C'est-à-dire persister dans le risque, oser la remise en cause, prolonger l'édifice en le perturbant, changer de tactique, voire de stratégie, jouer une nouvelle partie, contre soi-même aussi. Compliquer sa vie — et celle des lecteurs. Rajouter, peut-être. Evoluer, sûrement — comme fait tout vivant. Comme on dit aussi que font les oiseaux en vol, ou les phrases musicales.

Avec *Histoire de Lynx*, Claude Lévi-Strauss nous offre le bonheur, surprenant (mais en est-il d'autres?), d'une transformation vitale et subtilement réglée. Elle évoque celles dont foisonnent les mythes des Indiens du nord-ouest du Nouveau Monde, que ses analyses ont déjà tant éclairés. C'est bien le fondateur de l'anthropologie structurale, le compositeur de la trilogie des *Mythologiques*, l'auteur de la *Potière jalouse* qui traque avec une minutie sans pareille les origines du brouillard et celles du vent. Il suit les pistes entrecroisées de Lynx et de Coyote, du sud au nord, depuis les Nèz-Pérez jusqu'aux Athapascans et, de peuple en peuple, jusqu'aux Tupi du Brésil. Les questions sont d'abord obscures et les préoccupations ténues; d'où viennent la pluie et le soleil? Comment cuire l'ours? Longtemps, on ne voit ni le motif ni le sens de cette tapisserie.

En même temps, une autre partie se joue. Une réflexion nouvelle sur l'Histoire, qu'on a tant reproché aux structuralistes d'ignorer. Une méditation sur les jumeaux, sur la rencontre mortelle avec les Européens, sur la philosophie, et finalement sur les relations des humains à l'Univers, aux autres cultures, à la différence des sexes. Il est vrai qu'on ne s'y repère pas d'emblée. Les chapitres se juxtaposent, laissant au lecteur le soin de saisir le sens et la portée de leur articulation.

Ainsi faut-il traverser deux cent cinquante pages arides, sans une



Lévi-Strauss, par Keiichi Tahara

concession, avant d'entrevoir vraiment où elles mènent. S'agit-il seulement de déployer une à une toutes les pièces, de mettre en place, contre l'opacité charnelle des mythes, une longue ouverture de maître de l'échiquier rationnel? Ou bien faut-il également décourager les papillons, écarter les trop pressés, décrocher les sangues? Les deux, sans doute. Le bonheur, après tout, se mérite.

Il passe par l'épreuve d'un gros paquet de mythes. Lynx et Coyote y trouvent femme, chacun épousant l'une de deux sœurs. Impossible de reprendre les fils que chaînent et trament, point à point, maille à maille, de très retorses démonstrations. Les récits qu'elles donnent à comprendre ne sont pas dépourvus de saveurs ni de chairs. Ici, on sert à dîner du sperme des

séchés à des jeunes filles. Là, on offre aux sœurs du sang cuit. Voici que Lièvre voit sa vulve rouge quand trébuche l'héroïne de tel récit, tandis que dans tel autre cette vulve est blanche. Un héros urine, une goutte tombe dans la bouche d'une vierge et l'engrosse. Ailleurs, on pète au visage du héros. Autant que de l'eau et du feu, du brouillard et du vent, il est question du rapprochement des sexes, de l'engendrement du vivant, de la sortie du ventre maternel.

Face à ces rêves de chairs, on pourra s'étonner de la froideur des analyses structurales. Attentives aux ensembles, elles n'oublient jamais que « tout détail remplit une fonction ». Elles scrutent les inversions de motifs, les transpositions de séries et d'éléments, les transformations de thèmes. Inlassablement,

et de façon lassante, du moins pour l'impatient lecteur qui voudrait savoir tout de suite de quoi il retourne. L'impatient oublie la mathématique du rêve, qu'il faut construire pour y entendre quelque chose. Dans ce livre où les thèmes s'enchevêtrent comme des poupées russes, la question du vent et du brouillard contient celle des jumeaux.

L'Europe se les représente homogènes, semblables en tout, symétriques. Voyez Castor et Pollux : sans différence, dans l'égalité parfaite. L'Ancien Monde, de la Colombie britannique à l'Amérique latine, conçoit la géométrie comme une paire dissymétrique, toujours instable, impossible à immobiliser, génératrice de tous les processus du climat, du sol, du sexe et du social. Issu de la paire de jumeaux, un déséquilibre irrattrapable meut le monde. Ces deux pôles (vent et brouillard, homme et femme, ici et ailleurs, hommes et nature), qui ne peuvent jamais être semblables, mettent en branle l'univers.

Curieux croisement : l'Europe aux jumeaux froids et aux différences gelées a conquis le monde. Elle a imposé sa loi d'identité — comme une égalité qui tue et maîtrise. Les cultures américaines à « philosophie chaude », pensées ouvertes à l'autre, furent laminées par les envahisseurs de l'est. La question des jumeaux est aussi celle de l'arrivée des Européens sur le continent américain. A partir du Lynx, du brouillard et du vent, Lévi-Strauss traite du heurt de deux mondes.

Est-ce un choc? Une rencontre manquée? Encore autre chose? « La place des Blancs était marquée en creux », écrit-il à la fin de l'analyse des mythes de la géométrie. Cette présence virtuelle des autres ne se trouve pas seulement dans les prophéties azèques annonçant la venue de dieux blancs et barbus. Elle conditionne aussi les « emprunts » faits au folklore européen par les Indiens du Nord-Ouest au cours de leurs relations avec les trafiquants et les colons.

Transplantés dans un nouveau sol, des contes de l'Ancien Monde, comme celui de Jean le Teigneux, s'ajustent aux mythes amérindiens. Des éléments s'y emboîtent exactement, comblent des lacunes et des besoins déjà ressentis. S'agit-il d'un fonds commun, lié aux migrations lointaines de l'Indo-Europe? Est-ce la conséquence du fonctionnement de l'esprit humain? Une évolution interne à la structure des mythes amérindiens vient-elle coïncider avec l'irruption des conquérants? La question n'est pas tranchée.

L'important est que l'analyse structurale, ici, se confronte à l'Histoire. La mécanique des transformations de mythes et des combinaisons d'éléments n'a pas cette rigidité formelle qu'on lui a souvent attribuée. Lévi-Strauss, avec *Histoire de Lynx*, devient explicitement attentif aux altérations d'apparence accidentelle, aux perturbations provoquées par les événements. Jamais à nos yeux le structuralisme de l'anthropologue ne fut plus ouvert.

Ouvert sur quoi au juste? Sur quel horizon de vérité débouche aujourd'hui le chercheur? Claude Lévi-Strauss répond à ces interrogations — ou plutôt les disqualifie radicalement — « en relisant Montaigne », titre d'un chapitre apparemment incongru, mais capital. En effet, l'ultra-scepticisme de Montaigne, qui réduit à néant la connaissance rationnelle, est sans doute la principale clé de ce livre. Cette clé n'ouvre aucune porte mais permet de cesser définitivement de croire qu'existent des séries, des codes sûrs, de vrais savoirs ancrés dans un fondement réel. Cela est encore flou. Soyons plus nets.

« Nous n'avons aucune communication à l'ère », écrit Montaigne dans *l'Apologie de Raimond Sebond* (Essais II, 12). Claude Lévi-Strauss n'hésite pas à considérer cette phrase, qui s'agit toute métaphysique et toute science, comme « la plus forte peut-être qu'on puisse lire dans toute la philosophie ».

Roger-Pol Droit

Lire la suite page 30

**Lire également**  
■ Lévi-Strauss ou la volonté de comprendre par MARC AUGÉ  
■ La diagonale de l'ethnologie par JACQUES MEUNIER page 30

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### La vie cachée des marionnettes

Les écrivains sont menteurs. Le héros du dernier roman de Jean-Marc Roberts fabrique des jeux sous la marque Pinocchio. Dans *Mon valet et moi*, Hervé Guibert met en scène une danse de silhouettes.

Page 26

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bont

### Qui était Jean Genet ?

Genet était le personnage le plus scandaleux de son époque. Il voulait que « le monde ne change pas », afin de pouvoir toujours en être l'ennemi.

Page 26

### LA RENTRÉE ROMANESQUE

### Poids lourd, poids léger

La littérature doit-elle être lourde ou légère? Doit-elle s'ancrer dans la terre, la fuir allègrement, jouer résolument? Cette rentrée romanesque incite à se poser la question. David di Nota fait « la fête à Paris », contre tous les oiseaux de malheur (lire ci-contre l'article de Josyane Savigneau). Paule Constant fait un voyage de fête dans le siècle des Lumières. Le premier roman de Bernard Pouché, au contraire, un livre qui pèse de tout le poids de l'homme. Et Michel del Castillo écrit un roman baroque et angoissé.

Page 27

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zard

### L'anti-Iliade de Kadaré

Kadaré a toujours été fasciné par Homère. Dans son deuxième roman, *le Monstre*, Troie et Tirana se confondent. Parallèlement, l'écrivain publie un double livre composé de deux textes, l'un écrit avant son exil, l'autre après.

Page 32

## La fête à Paris

**FESTIVITÉ LOCALE**  
de David di Nota.  
Gallimard, coll. « L'Infini », 124 p., 75 F.

Pour *Festivité locale*, ce texte bref, alerte et gai qui marque ses débuts en littérature, David di Nota aurait pu reprendre le si beau titre français du livre de Hemingway *Paris est une fête*. Cet « enfant de 68 » — pas au sens où on l'entend habituellement, mais parce qu'il est né le 27 décembre 1968 — ce jeune homme de vingt-deux ans, fait preuve d'une étonnante agilité, d'une belle énergie et d'un dynamisme qui tranche sur les styles et les propos un peu ternes de bien des auteurs — plus confirmés — de cette rentrée. David di Nota évite quasiment tous les écueils du premier roman. Seule son aisance lui vaut quelques facilités, ici et là, mais laissons lui jusqu'au deuxième livre pour l'attendre au tournant de la rigueur.

Il faut le lire avec enthousiasme, comme il écrit, entrer dans Paris avec lui, suivre son pas vite pour parcourir cette ville unique, absolue, radicale : « Car il n'est pas question d'aller à la campagne. A bas le vert. Eloge

des axes rouges. » Il y a longtemps qu'un jeune écrivain n'avait pas si bien parlé de Paris, cité magique, secrète, rebelle, à jamais interdite à ceux qui n'aiment pas ses nuits. « Cette ville est sans excuse, elle se fout bien qu'on l'aime, elle joue très bien toute seule. (...) Elle est heureuse une fois qu'on est bien tous deux tout à fait morts devant sa beauté rigoureuse, bleu sombre dans la nuit, beauté qui n'est qu'un pilage, une absence de complicité. » Elle n'accepte pas l'amour, elle ne veut pas de baises, elle défoue tous les flirts. On est toujours définitivement en elle ou bien alors absolument ailleurs.

*Festivité locale* n'est pas seulement une promenade urbaine. La ville, personnage essentiel, va de pair avec l'autre héroïne du récit, Sophie, « toujours gale d'être en vie », imprévue et imprévisible, chez qui « personne n'habitera jamais » et dont la phrase favorite est « laisse-moi tranquille ». Il excelle dans le croquis, dans la suggestion, ce narrateur qui parle d'outre-tombe, qui fait se succéder tableaux et scènes insolites, comiques — la bagarre avec celui qui veut devenir « l'Amant en Titre, le Soupissant Officiel, non

Limogeable, de notre Sophie nationale » — ou terribles — la visite au père qui se laisse mourir. On est heureusement surpris du sens du jeu que possède déjà David di Nota, mais aussi de la justesse de ses observations, de sa maturité, dans l'affrontement avec le père notamment.

Et puis, comment ne pas porter un intérêt immédiat à quelqu'un qui affirme : « J'écris parce que je suis heureux »? Contre ceux qui épuisent cette fin de vingtième siècle par leur amour immodéré de la déploration, contre ceux pour qui un romancier ne saurait être qu'un individu souffrant, et son œuvre du chagrin mis en mots, lisez David di Nota, ce jeune homme très doué qui devrait avoir un bel avenir devant lui. A condition qu'il sache déjà que, contre la morbidité ambiante, contre « le parti de la mort », qui a toujours eu, selon le mot de Vanegas, « la plus grande respect pour le malheur », bref, contre tous ou presque, il lui faudra « tenir », pour s'affirmer comme l'écrivain singulier qu'il peut être. Il serait bon de l'encourager dès ce premier livre. Une manière de lui souhaiter bonne chance.

Josyane Savigneau

## FRANÇOIS-OLIVIER ROUSSEAU

### Le Jour de l'éclipse

roman

"... savant, proustien, ciselé, rare."

François Nourissier  
de l'Académie Goncourt / Le Point.



Grasset

هكذا من الأصل

## MONSIEUR PINOCCHIO

de Jean-Marc Roberts.

Julliard, 172 p., 85 F.

## MON VALET ET MOI

de Hervé Guibert.

Seuil, 90 p., 59 F.

## VICE

de Hervé Guibert.

Bertoin, 100 p., 95 F.

CHEZ les menteurs, c'est connu, il n'y a pas que le nez qui s'allonge. Dans le conte de Collodi, le nez de Pinocchio s'enfle dès qu'il ment, et tous ses mensonges sont liés aux plaisirs interdits qu'il ne sait pas se refuser. C'est plus fort que lui, il adore les bêtises, ce pantin de bois vivant, il aime se mêler aux poupées inertes d'un petit théâtre ambulant, séjourner dans l'île des jouets et des délices, oublier tous ses devoirs au point d'être transformé en âne.

Le héros du dernier roman de Jean-Marc Roberts — ce n'est certes pas le premier menteur que celui-ci invente — s'appelle en réalité Laurent. Il est marié, père de famille, et fabrique des jeux de société à succès sous la marque Pinocchio. C'est Emmanuelle, la fille de sa maîtresse Rachel, qui l'a baptisé une fois pour toutes Monsieur Pinocchio, par jeu au début, par dérision ensuite. « J'ai connu Monsieur Pinocchio il y a une dizaine d'années lorsque j'étais une petite fille, que ma mère l'aimait et qu'il l'aimait aussi. » Ainsi commence le récit d'Emmanuelle qui aujourd'hui est une adolescente, et auquel répond paragraphe après paragraphe le récit de Pinocchio, qui donne chaque fois sa version des faits. « Ta mère, Emmanuelle, commençait la moitié de ses phrases par « Quand on ne s'aimera plus ». On s'en doute, les points de vue de l'ancienne petite fille et du séducteur irresolu ne sont pas exactement les mêmes.

Ce qu'Emmanuelle reproche essentiellement à l'amant de sa mère, c'est d'avoir fait divorcer ses parents sans aller au bout de son entreprise, sans divorcer lui-même. « Le beau Pinocchio s'est survendu. J'avais compris depuis le début qu'il ne viendrait pas, qu'il ne partirait pas. Moi qui ne savais, pas encore très bien lire, je l'avais lu dans ses yeux. Bleus. Gris. Verts. Leur couleur changeait aussi souvent que la couleur des chemises que ma mère lui offrait à la moindre occasion. On n'aurait pas dans ses valises. On passait moins lourd que ses enfances et ses enfants. »

PINOCCHIO, lui, se souvient surtout des vingt-cinq mois d'amour passionné avec Rachel, d'amour physique avant tout, vécu d'autant plus intensément que Rachel maintenait la menace de son fameux « Quand on ne s'aimera plus ». Rachel, avant d'animer une émission de télévision, écrivait des chansons. Elle avait rencontré Pinocchio dans un studio d'enregistrement à Londres. Elle avait tout quitté pour lui. Et lui n'est pas venu. Il a téléphoné en cachette, en faisant les courses, entre le boucher et le tiercé. Ils se sont aimés à l'hôtel. Il a fait autant de cadeaux que de mensonges : « Combien de fleurs aura-t-il fait livrer ? De boîtes de chocolats, de pots de confiture ? Combien de signes et de messages ? Jamais vu quelqu'un polluer à ce point l'air de



Jean-Marc Roberts : un talent de fabulateur.

## La vie cachée des marionnettes

quelqu'un d'autre. Jamais compris comment on pouvait aimer comme ça, et que comme ça, sans se rejoindre ni aboutir à rien », commente Emmanuelle.

Et pourtant, il l'a aimée, Rachel. Pour un rendez-vous manqué, une brusque chute de magie, elle a tourné la page, s'est installée à Barcelone, a fait un petit frère à Emmanuelle avec un Espagnol fidèle. Pinocchio lui rend hommage à sa manière, lors de cette longue conversation en voiture avec l'adolescente, et trace un superbe portrait de femme amoureuse. « Ta mère, Emmanuelle était une matière première au même titre que le sucre ou le soja, le riz ou le café. Une personne d'une impudeur extrême... »

Quant à lui, son image se dessine en creux, avec une drôlerie amère, une fantaisie désespérée : sa propre mythomanie l'amuse en même temps qu'elle lui fait honte. Ses merveilleux talents de fabulateur (il invente au passage deux personnages d'histoires pour enfants qu'on aimerait bien voir écrites et publiées, Miss Décapotable et la Princesse Epouvantable), talents qui sont ceux de Roberts et qu'on a

vu à l'œuvre dans *Méchant, Mon père américain, l'Angoisse du Tigre* (1) l'empêchant d'aimer tout à fait, de s'aimer lui-même. Et surtout de croire durablement en quoi que ce soit. La sagesse arrive parfois très tôt dans la vie et fait des jeunes gens désabusés. C'est justement cette conscience de la fragilité d'une passion qui fait le prix de ce très beau roman d'amour et d'adieu.

LES écrivains sont menteurs, suspects et soupçonneux. Hervé Guibert, par exemple, dans *Mon valet et moi*, sous-titré « roman cocasse », embauche un jeune comédien au chômage comme secrétaire, homme à tout faire, valet, parce qu'il pète de plus en plus fort dans les soirées mondaines et qu'il a besoin d'un comparse incognito qui le suive en public et rougisse et s'excuse à sa place, pour chaque vent. Le narrateur est un drôle de vieillard très fatigué qui s'habille en jeune, chaussures de tennis Nike remboursées, jeans serrés, blousons de cuir et Ray Ban pour cacher ses raccords de lifting (un tous les cinq ans depuis l'âge de quarante ans, normal). Il est riche, héritier frauduleux de son arrière-grand-père et auteur de théâtre comique, mais il a besoin de son valet pour se laver, se coucher, se piquer dans ce qui lui reste de chair sur les os, et, bien sûr, le valet en profite.

Celui-ci est un étrange garçon qui s'exprime dans une langue baroque entre Racine et San Antonio. Il refuse de porter l'uniforme, chasse son maître de sa chambre, le vole, le bat. Mais ils s'aiment bien, ils se complètent comme si un jeune Guibert malin, un peu méchant, un peu voyou « cocasse » entraînait comme valet au service de Guibert devenu centenaire d'un coup à cause de la maladie. Ils se promènent ensemble en Skoda en forêt de Rambouillet. « J'y ai découvert par hasard une usine qui pilonne les livres de Marguerite Duras, un auteur des années 80. Je fais garer la Skoda devant l'usine, portières et vitres ouvertes pour mieux entendre ce bruit divin du papier écrabouillé dans des mâchoires d'acier, qui le ressortent en pâte pour refaire du bon papier vierge. J'ai l'impression d'entendre hurler le vice-consul de Lahore sur les bords du Gange. Cette occupation ne distrairait pas mon valet, il la trouve malsaine, il dit : « Qu'est-ce que vous avez contre cette pauvre femme ? » C'est vrai, ça, qu'est-ce qu'il a donc ?

Le plus étonnant est que ce très court livre a des vertus hilarantes et toniques alors qu'il est plein de menues atrocités. Ce n'est pas un registre nouveau chez Guibert, il suffit de relire les textes de la *Mort propagande* édités par Régine Deforges en 1977 et republiés en mai dernier ou de lire les diverses proses qui composent le recueil de *Vice*, tour à tour sadiques, pittoresques, éducatives et loufoques pour s'en convaincre.

Hervé Guibert n'a jamais hésité à écrire ce qui lui passait de pire par la tête, à s'attacher de préférence à tout ce qui (nous) dérange. C'est un charme, une perversité peut-être, un exorcisme sûrement. Les personnages de *Mon valet et moi* sont des pantins eux aussi, des silhouettes grotesques, comme ce bon vieux Pinocchio. Comment font-ils pour nous distraire si bien, insister en nous ? Ils dansent à notre place, prennent pour eux notre mal. Après tout, le travail secret des marionnettes a toujours été de tirer nos ficelles.

(1) Tous au Seuil.

## L'ENNEMI DÉCLARÉ

de Jean Genet.

Édition établie et annotée

par Albert Dichy.

Gallimard, 426 p., 150 F.

JEAN GENET est enterré à Larache, non loin de Tanger. C'est sa nouvelle adresse. Auparavant, il n'en avait aucune, sauf les éditions Gallimard. La « petite cimetiériste » où réside maintenant cet homme, qui n'avait pas de domicile fixe, voisine avec la « prison municipale » et une « maison de rendez-vous ». Familier des chambres d'hôtel, il avait demandé à passer l'éternité dans cet endroit, reposant et douteux, qui offre aux défunts une belle vue sur la mer. « Pour quoi pas le Maroc ? disait-il. J'aime tous les paysages, même les plus déshérités, même l'Angleterre... »

Voici réunis les *Articles, entretiens, déclarations, préfaces, manifestes ou discours* qu'il publia durant la dernière partie de sa vie. Rencontrant, au début de 1964, une jeune Canadienne envoyée par Playboy et qui désirait savoir s'il commettait encore des « vols », Jean Genet lui retourna la question : « Et vous, mademoiselle ? » Il ajouta qu'il s'était « trahi » lui-même en devenant écrivain. Chez lui, « le poète » avait, en effet, trahi « le voleur ». Jadis, Jean Cocteau pensait qu'il était « un mauvais voleur », tandis que les voyous le croyaient « mauvais écrivain ». C'était sa façon de trahir tout le monde. Et Cocteau célébrait, à l'époque, l'« admirable égoïsme de Genet qui se moquait de tout et de tous » (1).

Mais la jeune demoiselle se préoccupait aussi de son ascendance. Jean Genet vivait d'une manière austère. Il avait la réputation de ne pas boire d'alcool. Aimait-il manger au moins ? « J'aime manger quand je rentre d'Angleterre », répondit-il. Les

deux seules choses qui font que j'appartiens à la nation française sont la langue et la nourriture. » La période littéraire de Jean Genet se termina, en quelque sorte, avec cette interview. Car le poète de *Pompes funèbres* prit congé de la littérature, en mars 1964, après le suicide de son ami Abdallah, le funambule. Ensuite, jusqu'à sa mort en 1986, il n'écrivait plus que des textes politiques.

La demoiselle canadienne avait demandé à Genet s'il aimait « vivre dans la réprobation générale ». Il avait répondu que cela ne lui déplaisait pas. C'était sans doute une ancienne habitude, une affaire de « tempérament ». Et Jean Genet ne paraissait pas vraiment décidé à se réformer. En juillet 1952, après avoir lu l'énorme livre que lui avait consacré Jean-Paul Sartre (2), Cocteau s'était trop inquiété de son avenir. Après cela, Jean Genet ne pourrait plus « tricher dans les casinos » (3). Mais cet homme insaisissable allait poursuivre la même carrière, sous d'autres formes. Il épouserait la cause de tous les exclus et de tous les réprouvés — les travailleurs immigrés, les Noirs américains, les Palestiniens et la bande à Baader. Ainsi, Genet continua d'être le personnage le plus scandaleux de son époque. Même canonisé par le livre de Sartre, il refusa d'avoir jamais son brevet d'honorabilité.

## HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## Qui était Jean Genet ?



SE promenant en mai 1968, à Paris, il apprécia « la douceur et l'élégance d'une ville qui se révolte ». Deux ans plus tard, il pénétrait clandestinement aux États-Unis, afin de soutenir les actions des Panthères noires. Il allait parcourir l'Amérique à leurs côtés. Il ferait l'apologie de George Jackson, qui était emprisonné depuis son adolescence. Il

prendrait la défense de la séduisante Angela Davis lorsqu'elle serait arrêtée.

Après quoi, de l'automne 1970 à l'automne 1972, il fit plusieurs séjours dans les camps palestiniens de Jordanie. Il reviendrait au Proche-Orient, en septembre 1982, et serait l'un des premiers à découvrir les cadavres des milliers de Palesti-

niens qui furent assassinés à Sabra et Chatila, près de Beyrouth. « Il m'a fallu, écrivait-il, aller à Chatila pour percevoir l'obscurité de l'amour et l'obscurité de la mort. Les corps, dans les deux cas, n'ont plus rien à cacher. »

Devenu le commis voyageur de la misère et de la révolte, Jean Genet donnait à ses protestations cette singulière épure avec laquelle se venge le désespoir. En 1977, il avait pris le parti d'Andreas Bader et des terroristes allemands. Son texte, qui fut alors publié dans *le Monde*, avait entraîné de nombreuses polémiques. Mais l'hostilité de Jean Genet à l'égard des sociétés occidentales venait de très loin. Dès 1943, alors qu'il se trouvait encore à la prison de la Santé, il avait averti Cocteau de sa vocation définitive : « Il est bien trop tard pour que je me civilise. (4) » Quelques années après, Genet avait confirmé ce propos aux dépens d'André Gide, « refusant de saluer » celui-ci parce qu'il jugeait « son immoralité bien suspecte » (5).

L'auteur des *Nègres* était depuis toujours « l'ennemi déclaré » de cette « civilisation blanche » et de cette « nation française » qui l'avaient jadis rejeté. Il gardait en lui les ressentiments de l'enfant illégitime et du jeune voleur qui s'étaient réjouis après la défaite de 1940. Il restait « voleur » ou « traître » à

sa manière. Car les sociétés, et l'existence en général, ne méritent pas autre chose que le vol et la trahison. A la fin de 1975, interrogé par le romancier allemand Hubert Fichte, il avait fait l'aveu qu'il ne nourrissait aucune espérance révolutionnaire. Il souhaitait, au contraire, que « le monde ne change pas », afin de pouvoir toujours en être l'ennemi.

Qui était Jean Genet ? Il se voulait « irréconciliable ». Même avec les gens qu'il fréquentait, il ne tolérât guère de s'attendrir. « Pas d'amis. Surtout pas d'amis », disait-il dans le court texte, énigmatique, par lequel s'ouvre ce volume d'articles et d'entretiens. Le seul « recours » contre le mensonge et la facilité des sentiments humains, c'était encore une fois la trahison. C'était d'être son propre adversaire. Ne pas se raccommoier avec soi.

Dans le même texte, Jean Genet se promettait d'infliger les pires sévices à cet ennemi très intime : « Manger de la nourriture anglaise, assister à la Chambre des lords, être reçu à Buckingham Palace, baiser le prince Philip, se faire baiser par lui, vivre un mois à Londres, se vêtir comme moi, dormir à ma place, vivre à ma place... » Genet ressemblait peut-être à ce « mandiant arabe » qu'il avait aperçu un jour, parmi les clients d'un café. L'inconnu s'était « reculé en lui-même, aussi loin que possible, comme lorsque la mer se retire et abandonne le rivage » (6).

(1) Jean Cocteau : *Journal* (1942-1945), Gallimard, 1989.

(2) Jean-Paul Sartre : *Saint Genet, comédien et martyr*, Gallimard, 1952.

(3) Jean Cocteau : *Le Passé défini* (tome 1, 1951-1952), Gallimard, 1983.

(4) Jean Cocteau : *Journal* (1942-1945).

(5) *Le Passé défini* (tome 1).

(6) Jean Genet : *L'Atelier d'Alberto Giacometti*, Gallimard.

هكذا من الأصل



## LA RENTRÉE ROMANESQUE

## Le poids de l'homme

Un premier roman, une fable bouleversante quand l'enfer se renverse

SOUS L'ÉTOILE DU CHIEN  
de Bernard Puech.  
José Cofi, 344 p., 120 F.

Prenez une balance. Avec le souci de rendre justice à la diversité des thèmes, des styles, des modes d'expression, choisissez dix, douze ou même quinze romans d'auteurs de cette rentrée, vieux routiers ou débutants frétillants. Disposez la pile ainsi obtenue sur le plateau de gauche. Prenez garde qu'elle ne s'écroule pas immédiatement. Sur l'autre plateau, à droite, placez un seul volume, le premier livre de Bernard Puech, *Sous l'étoile du chien*. Observez.

L'imaginaire, mais non moins sensible instrument penche de ce dernier côté — résolument, sans hésitation. L'autre plateau, avec sa pile en équilibre de dix, douze ou même quinze romans de cette rentrée, s'écroule, s'effondre, s'effrite. Tirez de votre observation les conclusions qui s'imposent, puis discutez-les.

Premièrement, *Sous l'étoile du chien* est un livre pesant, chargé d'un poids immense, lesté de sa propre matière, tel que le sol l'attire, que la terre le retient. Secondement, l'esprit de légèreté, les mille d'une manière de décorer, de distraire, de séduire, de rendre plaisant et tellement intéressante la vie, tout sur l'autre plateau, celui qui s'élève, que la terre ne retient pas, que le pesant législateur a effacé de sa loi.

Cette opposition, qui a les vertus de la commodité et de la simplicité plus que de l'absolue pertinence, on peut l'imaginer de deux façons : dans la première, c'est la lourdeur et ce qu'elle peut évoquer d'accablant, d'effrayant, de mélanco-lique, d'effort d'abord ; dans la deuxième, cette légèreté sonne à l'oreille comme une petite musique heureuse et harmonieuse, oubliée de la terre et de ses pesanteurs. Hypothèse pour une conclusion provisoire : la séduction et son sens, et ses sens, sont là, du côté de cette légèreté ; ne nous démentez



Bernard Puech : « Du point de vue des chiens, se faire plus bête qu'on est consiste à devenir encore plus intelligent. »

donc pas d'aller de gaieté de cœur, le cœur léger, vers toute cette lourdeur !

Écartons cependant cette séduction pour fixer, un instant, notre attention sur le roman de Bernard Puech, et sur ce qui, en lui, pèse tant. « Nous étions tout au bout de l'enfer, de ce point précis du chemin de bruissement où l'enfer se retourne sur lui-même. Pour se métamorphoser en Paradis d'amour insoutenable que rien, ni personne ne soutient. » Ces deux phrases, détachées de la fin du roman, le résumant parfaitement. Ce « bout de l'enfer », dans le livre, est un lieu ; il a une date, un nom : Treblinka. Treblinka qui « n'est pas un lieu commun », comme « la Shoah, n'est pas un lieu commun » ; et comment mieux dire, et plus simplement, l'absolue singularité de cette tragédie. Mais *Sous l'étoile du chien* n'est pas le

récit de l'enfer. Il ne témoigne pas de lui, de sa réalité. À partir de sa vision de l'enfer, d'une mémoire qui est la sienne, ou qu'il a choisie de reprendre, Bernard Puech a construit la fable bouleversante de ce « retournement ».

Un jour donc, à Treblinka, un bourreau nazi donne l'ordre à son berger allemand, Wolf, de tuer une jeune juive de dix-huit ans, Esther — « car cela est certain : il y avait comme un masque d'amour à Treblinka ». Au lieu d'obéir, le chien lèche les mains et les lèvres de la jeune fille ; il tombe malade d'amour et de pitié et donne sa vie pour sauver celle qu'il aime. Il meurt — « de s'être laissé contaminer par l'amour » — tué d'une balle entre les deux yeux par son maître traître.

« Oui, quand Wolf, ce berger allemand dressé au national-socialisme

spécialement pour haïr et tuer, a léché les mains et les lèvres de sa maîtresse, l'humain a dû comprendre, hébété, qu'il n'était que de passage dans ce vaste univers. » À partir de ce nœud d'amour et de mort où l'humain se « retourne sur lui-même », renverse les valeurs qui le fondent et devient, au-delà de l'animalité, l'« inhumain ». Caleb, le fils d'Esther, dont le nom, en mémoire justement de l'attitude de Wolf, signifie chien en hébreu, raconte inlassablement cet épisode, pour en trouver la signification. Intervient aussi, en de longs monologues, Esther, Estelle, la femme d'or, l'étoile jaune et destinale de Caleb, Wolf, Argos, le chien de Caleb qui porte le nom du compagnon d'Ulysse, lui aussi mort d'amour.

Il est toujours faux, ou vulgairement réducteur de prétendre « traduire » une œuvre de fiction dans le langage d'une pensée discursive. Ici, incommensurablement plus qu'ailleurs. Dire la puissance et la valeur de ce livre, s'est s'avouer, pour ainsi dire, vaincu par lui, rendu balbutiant, profondément troublé et ému. Mais l'auteur n'affirme-t-il pas lui-même que la sensibilité est « ce qui constitue l'essence de toute intelligence » ? Étonnant manège de langue et d'images qu'on pourrait situer, si l'on y tient, entre Lautréamont, Beckett — pour la méticulosité au bord de la catastrophe, pour la pitié « inhumaine » qui fleurit parfois au milieu des charniers du malheur, pour le rire aussi et sa musique de cristal — et Thomas Bernhard. Bernard Puech a écrit un livre-monstre, un livre d'excès, un hurlement coulé dans le moule strict d'une forme magnifiquement maîtrisée.

C'est une question s'impose : et si c'était à partir de toute cette lourdeur, de cet accablant, que la pensée et l'imaginaire pouvaient s'élever, légères vers un ciel de beauté et d'amour ?

Patrick Kéchichian

## Le goût du bonheur

Un voyage de fête à travers le siècle des Lumières

LE GRAND GHAPAL  
de Paule Constant.  
Gallimard, 194 p., 85 F.

Paule Constant a dû écrire le *Grand Ghapal* dans un état de jubilation. « Quand j'ouvre un livre, je ne veux pas que l'auteur brode sur des motifs qui lassent, mais qu'il saute comme on traverse un ruisseau, de pierre en pierre, de ligne en ligne », demande Emilie-Gabrielle qui, à sept ans, écrit ses Mémoires. Pas une once de pesanteur, le roman file avec la « vivacité argent » de son héroïne, qui veut devenir abbesse, obtenir un jour le Grand Ghapal, ce diamant sacré que se transmettent les abbesses du couvent de C.

Sa tante Sophie-Victoire, qui en est la dépositaire, le lui promet, se charge de la conduire vers la sainteté. Mais, grâce à l'ironie de Paule Constant, à son impertinence éblouissante, à la finesse avec laquelle elle transcrit le meilleur de l'esprit du dix-huitième, réconciliant l'esprit et les sens, jamais l'éducation ne fut plus voluptueuse, jamais montée vers l'angélisme n'emprunta des voies aussi charnelles.

Exhaler un parfum spécial — « c'est sous la peau que se prépare la beauté des filles » — se baigner, lire — mais plutôt l'art d'aimer que les sermons de Bossuet, ce « gros bourgeois suffisant » — se fortifier dans la joie par le rire, le chant et la danse, car « qui ne se sera pas balancé jusqu'au vertige ne s'abandonnera pas à l'amour » : tout un programme de bonheur, un bréviaire des plaisirs qu'Emilie-Gabrielle applique à la lettre. Elle en oublierait presque qu'elle est au service de Dieu. Il est vrai que sa tante, qui entretient un « commerce familial » avec Dieu, le présente, comme un homme plus exigeant et parfait que les autres.

Cette première partie — le dialogue entre la fillette aux étonnantes malices, à l'ingénuité perspicace, et Sophie-Victoire qui s'enthousiasme de lui indiquer les exercices de volupté tout en raillant,

avec une allégresse féroce, les tristesses des départs et des renoncements des religieuses — est une merveille de grâce moqueuse, de sensualité badine, de préciosité intelligente.

Le goût du bonheur est, bien sûr, impardonnable. La coalition de la jalousie et de l'intolérance, menée par le coadjuteur, la prieure et le cardinal, s'emploie à le détruire : on prend d'assaut le couvent des dévotion. Paule Constant accélère le rythme, se lance dans une aventure de cape et d'épée chez les religieuses, retrace avec fougue cette guerre en robes, cette Apocalypse de comédie où succombe Sophie-Victoire. Mais le désir de se montrer spirituelle l'emporte sur le regret de la vie : Sophie-Victoire trouve son agonie vraiment trop désordonnée... Son dernier mot fait des étincelles. Avec Paule Constant, il y a en tout, même dans les ténérances.

Mais voilà un autre personnage, sur lequel peut s'exercer la cruauté ravie, exquise de l'auteur : Julie, recueillie au château. Cette orpheline d'antan, devenue esclave de haute volée, trimballée de harem en maison princière, se désolait de ne plus être vendue à la hausse... Son problème ? Bien que n'étant pas douée pour Dieu et plutôt révoltée que repentante, elle voudrait quand même se délivrer du péché. Quelle solution ? Le suicide. Mais là, on l'aide. « Jamais suicidée n'eut autant d'assassins. » Dans une sorte de théâtre noir, loufoque et grinçant, où se mêlent l'hérésie et le sacré, se déroulent d'étranges scènes de sorcellerie dans le boudoir.

C'est l'art de l'écrivain de donner le coup de levier final pour que cette aimable descente aux enfers permette l'assomption d'Emilie-Gabrielle vers la sainteté et la résurrection du pouvoir de la pierre de paradis. Ce Grand Ghapal qui a inspiré à Paule Constant son livre le plus brillant. On en revient heureux, comme d'un voyage de fête à travers le siècle des Lumières.

Jean-Noël Pancrazi

## Un livre d'adieu

Un roman baroque, douloureux, angoissé :  
l'œuvre la plus accomplie de Michel del CastilloUNE FEMME EN SOI  
de Michel del Castillo.  
Seuil, 194 p., 120 F.

On peut écrire par amour des mots, par goût des histoires, par envie de créer un monde, différent de celui dans lequel on respire, et d'en faire partager la beauté. On peut aussi écrire parce qu'on en a besoin, parce que l'écriture est la seule manière qu'on ait trouvée pour rendre supportable sa vie en la mettant à distance, en la transformant en œuvre d'art offerte au jugement. Écrire pour essayer d'y voir plus clair, écrire pour tenter de jouer avec la souffrance.

Volé, trente-quatre ans que Michel del Castillo a publié son premier roman, son premier succès, l'anguille, trente-quatre ans qu'il raconte le drame que toute son œuvre ne cessera jamais d'interroger, sous des formes romanesques diverses : celui d'un petit garçon, fils d'une grande-bourgeoise catalane, effervescente et incoincidence, et de l'un de ses amants français, qui se meurt, sur le point d'être mis en prison, par les nazis, en 1942 à Paris, en raison de son militantisme républicain pendant la guerre d'Espagne, va livrer en otage à la police allemande. L'enfant connaît les camps d'internement, les maisons de refuge, les réseaux espagnols pour « fils de rouges ». Ce n'est que bien des années plus tard que, devenu un homme, le garçon retrouvera cette mère tant aimée et qui l'avait comme rayé de son existence.

*Une femme en soi* est un livre d'adieu. C'est le livre d'un écrivain qui se sent désormais assez maître de son art, assez conscient de tous les pièges et de tous les pouvoirs de l'écriture pour réunir en une seule gerbe, dans la creu-

set d'une seule œuvre, tous les éclats de ses livres passés, pour faire enfin le portrait « définitif » de cette femme, pour se débarrasser de l'énigme obsédante de son abandon et de sa trahison, au-delà de tout jugement, au-delà de toute haine, au-delà de tout pardon.

*Une femme en soi* est un livre complexe, entendez qu'il ne pouvait être question de se débarrasser d'une telle somme de mensonges — ceux de la mère, ceux de la mémoire, ceux de l'Histoire — inextricablement liés à une vie par les moyens naïfs d'un récit unilatéral. Castillo a mis au point une machinerie narrative à triple fond. Il y a l'histoire de Pablo et de sa mère, Sérafina, telle que peut la reconstruire le puzzle de la mémoire ; il y a le projet d'un film que Jean-Pierre Barjac — le Pablo d'hier à qui l'on a même volé, par un baptême tardif, son prénom d'enfance — cinéaste célèbre, veut réaliser pour se débarrasser une fois pour toutes de ce poids qui écrase sa vie ; il y a enfin le livre qu'un assistant de Barjac, Christian, va écrire pour dire comment sa rencontre avec le cinéaste et le travail qu'ils ont effectué ensemble sur le scénario d'*Une femme en soi* a transformé sa vie de petit bourgeois du cinéma et l'a plongé, lui aussi, au cœur de l'énigme de Sérafina.

Trois manières d'éclairer le drame, trois cadres pour un même visage, trois plans qui ne cessent de s'entrecroiser, de se modifier les uns les autres, créant ici des tableaux violemment lumineux, là des zones de pénombre, de doute, d'hésitation, de contradiction. C'est bien d'un œuvre baroque qu'il s'agit, en ce sens que l'écrivain renonce aux mensonges du réalisme, à la prétention de jauger et de juger les

actes et les motivations de Sérafina, de leur appliquer des grilles de lecture forcément partielles et inadéquates pour ne conserver que la vérité essentielle : la prolifération des significations, la violence des émotions, la beauté tumultueuse de l'horreur elle-même.

Mais le baroque dont il est question ici n'a rien à voir avec la pacotille tarabiscotée qu'on nous sert généralement aujourd'hui sous ce label. Si *Une femme en soi* possède une telle force dramatique, si la tension y est si puissante, l'émotion si vive, le sentiment de la beauté si constamment présent, c'est aussi parce que ce livre à la composition complexe et savante est infiniment simple ; qu'il gomme toutes les preuves techniques, qu'il se refuse à « faire des phrases », qu'il balaye tranquillement toutes les théories du « bien écrire » qui ne masquent souvent que l'impuissance à créer. Le roman de Michel del Castillo possède l'évidence, la force intérieure, la luminosité et la gravité, à la fois paisible et tourmentée, d'un choral de Bach.

Il ne sert pas plus de parler de sincérité à propos d'une œuvre qu'à propos d'une personne. La sincérité peut être le meilleur fourrier de l'inaacceptable : de l'erreur, du mensonge, du crime. *Une femme en soi*, qui est certainement le plus beau livre de Michel del Castillo, n'est heureusement pas un roman sincère, même si c'est un livre douloureux, angoissé, dans lequel l'écrivain a projeté ses peurs et ses hantises les plus cruelles. C'est une œuvre d'art, une fiction, un mensonge : une manière de partager avec le public un insupportable fardeau.

Pierre Lepape

## AU FIL DES LECTURES

## Le corps secret

NU-TÊTE

d'Anne François.  
Albin Michel, 150 p., 85 F.

Donner un sens à l'agorie : telle pourrait être la fil conducteur de *Nu-tête*, premier roman d'Anne François. Atteinte de la maladie de Hodgkin, Cécile regarde son corps de danseuse devenir le théâtre d'une étrange mutation. Lymphographie, ponction, vomissements, assaut cruel de la morphine ; ce « lent désachafaudage » inventé par Henri Michaux. La volonté, la force d'âme trouvaient autrefois leur

écho dans la perfection d'une silhouette, la grâce d'une attitude sur le devant d'une scène. Noble scénario dont seul un corps vigoureux peut goûter la subtilité, l'esprit et le corps s'affinant de concert dans un monde harmonieux où la vitalité n'est qu'esthétique.

C'est par la juxtaposition de deux monologues, celui de Cécile et celui de son médecin, qu'Anne François parvient à donner à l'agorie le sens d'une passion de pouvoirs. Cécile, faisant le deuil d'une volonté trop rigide, rejette la mortification et l'illusion de l'art. Elle apprend l'envie de vivre sous le regard pervers de celui qui sait, le médecin,

sauveur mais aussi bourreau, qui la met à l'épreuve du réel, étrange personnage qui sait passer à son égard de la froide étude physiologique aux fantasmagories. Le discours de Cécile devient vite, poignant, s'élève inconsciemment au désir que l'on veut susciter en elle. Elle accède peut-être à la seule vitalité qui soit, celle de l'amour. On ne saurait alors décider si l'agorie de Cécile sonne comme un chant du cygne ou comme l'ultime épreuve à laquelle le corps est soumis avant de s'ouvrir à l'harmonie parfaite de l'immobilité.

Emmanuelle Dalançon

SAUDADE

de Stéphane Guibourgé.  
La Table ronde, 180 p., 79 F.

La saudade, au Portugal, c'est « le nostalgie de la nostalgie », sentiment auquel se livre le héros du premier roman de Stéphane Guibourgé à l'heure solitaire de la sieste, en découvrant Lisbonne, ville en décomposition, vouée au culte d'un

passé disparu et grandiose. Mauvais garçon, violeur de majorettes recherché par la police, dealer et gigolo, ce personnage d'éternel adolescent incarne le mythe des rebelles à la James Dean. Il découvre avec une très jeune fille les langages de la vie sentimentale pour se demander aussitôt : « Un garçon doit-il se sentir heureux quand une jeune fille, une femme, une mère ou

un épagneul breton lui dit « Je t'aime avec les yeux ? »

Un roman sur l'ennui et la révolte des fils de la bourgeoisie nés trop tard pour s'engager dans le terrorisme et dont la violence se résout finalement par l'écriture. Le style de Stéphane Guibourgé est malheureusement comme son personnage : branché et banal.

E. N.

## Une si longue attente

SVEN

de Jean Lods.  
Calmann-Lévy, 234 p., 95 F.

Le regard perdu, la mémoire et les souvenirs en friche, un vieux Réunionnais sommeille dans un vieux rocking-chair. Sven, un petit garçon qui lui rappelle son fils, l'observe. Il guette la solitude du vieux, espionne ses secrets, questionne ses silences. Les images du passé s'éveillent sous ses pas, les fantômes des lieux reprennent vie à son contact : la Dame en vert, Emmanuel, ceux qui ont vécu ici, au beau milieu des juncs et des aloès,

et qui sont partis pour le continent, les...

Sven met en scène ces personnages, prend possession de leur existence, ou peut-être est-ce le contraire ? Peut-être est-ce son destin qu'il manipule à distance, l'histoire d'un envoiement mutuel ? Qui est la création et la marionnette de l'autre ? Sven « dévore les souvenirs, les pensées, les amours et les haines des autres, et ce qu'il en rejette, c'est une forme dégradée dont il se nourrit pourtant encore, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien ».

A des kilomètres de là, sur une île plus verte, celle où échoue Emma-

nuel, un autre vieillard, muni d'une paire de jumelles, attend lui aussi son enfant. L'espoir, tel une voile, se gonfle au rythme des arrivages des bateaux. L'attente se rêve, le présent s'invente en toute fantaisie. Les identités se substituent les unes aux autres dans un jeu d'emboîtement imaginaire... A mi-chemin entre le conte fantastique, le récit de voyage, Sven aborde des rivages littéraires insolites et troubles. Et la langue de Jean Lods demeure d'une transparence parfaite.

Macha Séry

هكذا من الأصل

## LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Documents d'actualité

## Bouleversements

Les événements d'URSS sont trop récents pour que des ouvrages qui leur soient consacrés puissent être annoncés pour la rentrée. Mais ils devront inévitablement figurer sous une forme ou sous une autre, affaire de mise à jour, dans un livre comme *Eloge de la Tour*, URSS 1988-1991 de Bernard Guetta, dont la sortie est prévue en septembre chez Le Monde-Éditions, et peut-être dans la traduction française des Mémoires de Raïssa Gorbatchev, *Ma vie*, annoncée pour octobre chez Olivier Orban. Bénéficient déjà d'un peu plus de recul des témoignages comme celui de Sergueï Bodrov, *Liberté - Paradis* (Actes Sud) sur le «goulag» des jeunes délinquants de droit commun dans l'URSS de M. Gorbatchev, ou la reconstitution par un collectif de la *Tragédie de Soumgaït*, en Azerbaïdjan, au mois de février 1988 (en novembre au Seuil).

Les bouleversements survenus dans d'autres pays de l'Est européen ont également inspiré plusieurs nouveaux ouvrages : *la Hongrie*, de Thomas Schreiber (en octobre au Monde-Éditions); *Paana, une orpheline dans la tourmente roumaine*, de Patrice Franceschi, Alain Boiget et Domitille Lagourgue (L'Archipel, en octobre).

Beaucoup plus loin vers l'Orient, l'éditeur Philippe Picquier annonce pour octobre une biographie de Deng Xiaoping de Ruan Ming sans aucune complaisance envers l'octogénaire, aux commandes à Pékin. Tout, là-bas, reste à faire en matière de droits de l'homme, voire simplement d'ordre social, comme le montre *l'Empire et son Millieu, la criminalité en Chine populaire*, de Jean-Louis Rocca, chez Plon (octobre). N'hésitant pas à élargir considérablement leur champ d'investigation, Claude B. Levenson et Jean-Claude Buhner rassemblent dans *D'Asie et d'ailleurs* (Balland) les impressions recueillies au cours d'années de voyages des Andes à l'Himalaya.

On trouvera, bien sûr, de multiples documents sur le Proche et le Moyen-Orient, parmi lesquels voisinent l'actualité et les témoignages les plus personnels nés de la guerre du Golfe et du conflit israélo-arabe : de l'Exilée, voyage clandestin d'une Iranienne en Iran, de Hélène Kafi (Payot, septembre) à une biographie du premier ministre israélien, Shamir, que signe Charles Enderlin chez Olivier Orban (pour septembre), en passant par *Bagdad Hotel*, journal de guerre, de l'Espagnol Alfonso Rojo (Gallimard, septembre), *Les Enfants de l'Infada*, de l'Allemand Roswitha von Benda (La Découverte, septembre) et *les Flanciers de Bagdad*, de Thierry

Parfenoff (Albin Michel, octobre). Côté Maghreb, on signalera *Le Monde n'est pas un Harem, paroles de femmes du Maroc* de Fatima Mernissi (Albin Michel, octobre) et plus encore *l'Intégration des Maghrébins en France* de Mohand Kheili (PUF).

Dans la *Cour des Grands* (Perrin), Georges Bortoli évoque les grands rendez-vous entre chefs d'Etat et de gouvernement qu'il a suivis depuis plus de vingt ans, tandis que Bernard Leconte, dans

trop, le *Retour, Enquête sur les juifs français à l'heure des renouveau religieux* (Grasset, octobre).

Les bouleversements de ces dernières années inspirent acteurs aussi bien qu'observateurs. Le ministre de l'éducation nationale, Lionel Jospin analyse dans *La Mesure du possible* (Flammarion, septembre) le réalisme politique né du passage d'un excès d'idéologie à une absence de projet, qui doit conduire, à son sens, à réinventer les rapports du réalisme et de

celle des bidonvilles. Arthur, qui a passé son bac à onze ans, raconte avec la participation de ses parents, Jacca et Dadou Ramadrisso, ce qu'il appelle *Mon école buissonnière* (Fixot, septembre) qui devrait précéder de peu, chez le même éditeur, le témoignage, dont le titre est encore à l'étude, d'une enseignante qui aura connu, elle, le pire dans un monde d'orphelins, désaxés, etc.

Ce pire, le voilà aussi dans la *Caillera* - racaille en verlan - où



la *Vérité sera toujours plus forte que le mensonge*, s'intéresse à la politique du Saint-Siège dans les pays communistes. André Frosard tire de ses conversations vaines canons un *Etat du monde selon Jean-Paul II* (Fayard, novembre).

André Fontaine constate dans la *Gendarmerie planétaire* (Fayard, septembre) que l'époque est révolue où la planète vivait sous la tutelle de deux empires à la fois rivaux et, parfois, complices. Ajoutons encore, au même chapitre, un ouvrage de Henri Alleg, que l'on connaissait pour ses écrits sur l'Algérie, *Requiem pour l'Oncle Sam* (Messidor, septembre).

## Le pouvoir et les affaires

S'agissant plus strictement de politiques françaises, signalons deux ouvrages sur le président de la République, *Mitterrand, le pouvoir et la guerre*, de Philippe Labi (Ramsay) et le second tome de la *Décennie Mitterrand, les épreuves 1984-1988*, de Pierre Favier et Michel Martin-Roland. Autre personnage à l'honneur cet automne, l'actuel maire de Bordeaux, avec *Chaban*, de Patrick et Philippe Chastenot (Seuil, octobre) et *Voyage en Chaban* d'Isabelle Dussoutour (Ramsay, septembre). Toujours en France, retenons, de Frank Eskenazi et Edouard Wain-

l'idéalisme. Plus amer, Jean-Louis Bourlanges dénonce dans le *Pouvoir évanoui* (Flammarion, octobre) ce qu'il considère comme la dislocation de notre espace public traditionnel.

Les aspects souterrains de cette crise attirent une foule d'auteurs qui se proposent de nous conduire dans les coulisses de la scène politique. Cela va notamment de *Plumes de l'ombre, les dessous des discours politiques français* de Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez (Ramsay, septembre) aux *Marchands d'influence, la France sous la pression des lobbies*, de Jean-Dominique Giuliani (Seuil, octobre).

Dans *45 ans de justice en France* (Laffont, octobre) de Jean-Marc Théodolère, on trouvera le récit des grands procès qui ont marqué notre époque. Et l'on n'oubliera pas l'*Allée de la mort* ou le *dossier Randall Adams* (Presses de la Renaissance, octobre), où l'intéressé, assisté de William et Marilyn Hoffer, raconte la dramatique histoire d'un homme qui, condamné à mort pour un crime qu'il n'avait pas commis, passa douze ans dans les quartiers de la mort des pénitenciers américains avant d'être innocenté.

Pour en venir aux problèmes dits de société, un sujet est plus particulièrement privilégié : la jeunesse - à la fois celle des écoles et

Anne Giudicelli nous emmène chez zoulous et casseurs (Jacques Bertout, octobre). *Almer mal, châtier bien* (Le Seuil, septembre) est une enquête réalisée sous la direction de Stanislaw Tomkiewicz et Pascal Vivet sur «les violences dans des institutions pour enfants et adolescents».

Il faut donc une certaine passion pour consacrer sa vie à l'éducation et assez d'humilité pour se poser à son sujet quelques questions. Ce que font dans *Honneur aux maîtres* le collectif dirigé par Marguerite Lena (Criterion, octobre), mais aussi Flora Luciano-Bret dans *Parler à l'école, Ethique, mobiles et enjeux* (Armand Colin, septembre) et Bernard Houot qui, à l'issue d'une brève expérience, tente d'expliquer ce qu'il peut y avoir dans un *Carré Prof* (Calmann-Lévy, octobre) Robert Ballion, plus scientifique, dans la *Bonne Ecole, Evaluation et choix du collège et du lycée* (Hatier).

A l'autre extrémité de la vie, on saura gré à Bernadette Veyssat-Fujalon, avec la collaboration de Lucette Savier, d'avoir piloté, une enquête sur les vieillards, *Etre vieux, de la négation à l'échange* (Autrement, septembre), à l'heure où tout est mis en œuvre pour nier la vieillesse. Peut-on évoquer dans ce contexte deux ouvrages tournés également vers la fin de l'existence ou ce qui peut la menacer : *L'Amour ultime, l'accompagnement des mourants*, de Marie Hennezel et Johanne de Montigny (Hatier), et *Sida et libertés, la régulation d'une épidémie dans un Etat de droit*, textes réunis et présentés par Eric Heilmann (Actes Sud)? Est-ce à cette place encore qu'il faut signaler l'*Eloge de l'intimité* de Willy Pasini (Payot, octobre), objet de la quête de ceux qui ont connu la libération sexuelle, la mode du «cocooning»... et la peur du sida?

Nous ne saurions enfin omettre toute une série d'aventures, autobiographies ou non, de témoignages qui ne sauraient se relier à aucun genre particulier. C'est aussi bien *Vivre avec Picasso* de Françoise Gilot et Carlton Lake (Calmann-Lévy, septembre) que *J'écris ton nom* de Pierre Bergé (Grasset, septembre) ou la *Vigneronne de Grapes* de Florence Mothe (Seignier, octobre) et les *Larmes de la Vigne*, de Jean-Louis Magnon (Seignier, septembre). D'autres auteurs se concentrent plus encore sur leur propre personnage, comme Katharine Hepburn, *Moi, l'histoire de ma vie* (Presses de la Renaissance, septembre), Jérôme Savary, *Ma vie commencée à 20 h 30* (Stock, septembre) et le *Bonheur de l'astrologue* de Jean-Claude Pecker (Stock, octobre).

Trois titres, pour terminer par le monde des mauvais garçons et ses annexes : *la Traite des Blancs*, de Jacques Solé (Olivier Orban, septembre), *Sept millions de dollars pour un faux*, de Alain Tarica (J.-C. Lattès, octobre) et enfin - l'auteur sait de quoi il parle - *les Riches*, de Paul-Loup Sulitzer (Olivier Orban, octobre).

Alain Jacob

Histoire

## Anniversaires

Christophe Colomb est, sans conteste, la vedette de la rentrée éditoriale. Anniversaire, mi-millénaire de la découverte de l'Amérique par le navigateur génois obligent, Pierre Gamarra et sa *Vie admirable de Cristobal Colon* (Messidor) ont inauguré la série en juin. Vont suivre, entre autres : un *Christophe Colomb* de Jacques Heers (Hachette, septembre), une *Histoire de Christophe Colomb* racontée par son fils, Fernando Colomb (Perrin, septembre).

Mémoires d'historiens : Georges Duby évoque à travers son propre parcours les sursauts et les problèmes de l'historiographie contemporaine dans *l'Histoire continue* (Odile Jacob, septembre), et François Bluche livre son autobiographie dans *Le Grenier à sel* (Fallois, septembre). Duby, encore lui, dirige avec Michèle Perrot la monumentale *Histoire des femmes*, dont les volumes 3 et 4 paraissent en octobre (Plon). Autre grande entreprise, *l'Histoire de France* d'Hachette s'achève avec l'*Ancien Régime* d'Emmanuel Le Roy Ladurie (septembre).

Parallèlement, on pourra lire un recueil posthume d'études de Denis Richet, *De la Réforme à la Révolution* (Aubier, octobre), le monumental *Dictionnaire des Constitutions*, établi par Edna Hindie Lemay (Universitas), les *Mémoires de la Princesse Berkeley* (Mercure de France, septembre), *Femmes et pouvoirs sous l'Ancien Régime*, de Lanielle Haase et Eliane Viennot (Rivages, septembre), *l'Eglise et l'argent sous l'Ancien Régime*, de Claude Michaud (Fayard) la correspondance échangée entre Rousseau et Malesherbes (Flammarion, octobre) ou encore l'ouvrage de Marcel Lachiver sur les *Années de misère. La famine sous Louis XIV* (Fayard, septembre). Signalons également l'essai de Jean Barbey sur le *Roi de France, VII-XVIII siècle* (Fayard, septembre).

Sur ce qu'on nommait «l'histoire ancienne», on retiendra l'ouvrage de Cantarella, *la Bisexualité dans le monde antique* (La Découverte, octobre), un *Marc Aurèle* de François Fontaine (Fallois, septembre), *Sorciers grecs*, d'André Jernard (Fayard, septembre), et la réflexion collective sur *les Grecs, les Romains et nous*, l'*Antiquité est-elle moderne?*, sous la direction de Roger-Pol Droit (Le Monde Éditions, septembre). Sur le Moyen Âge, une belle étude de Robert Merson-Davies (*XII-XIII siècle*) (Belles Lettres, septembre), une biographie de Suger par Michel Bur (Perrin, septembre).

Sur l'histoire moderne et contemporaine, on annonce la *Dynastie des Foulid*, XVIII-XIX siècle, de Frédéric Barbier (Colin, septembre), la *Grande Chasse aux sorcières dans l'Europe moderne*, de Brian Leveck (Champ Vallon, septembre), les *Hauts Fonctionnaires, XVIII-XX*, de Dominique Chagnollard (Fayard, septembre), *Histoire de l'électricité en France*, de François Caron (Fayard, septembre), la *Société française au XIX siècle*, de Dupiquet et Kessler (Fayard, octobre), de études d'Alain Corbin sur le XIX siècle, *le Temps, le Dérail et l'Arrivée* (Aubier, octobre), les *français par eux-mêmes* (Journauxintimes du XIXe siècle) analysés par Denis Bertholet (Orban, septembre), *Crimes écrits. La littérature en procès au XIX siècle*, de Yvan Leclerc (Plon, septembre), *l'Esprit de Weimar*, de John Willet (Seuil, octobre), *Pity et les Français*, de Bédarida et Azéma (Fayard, novembre), un *Nicolas II* de Marc Ferro chez Payot (septembre).

Les amateurs d'histoire trouveront matière à penser et à discuter dans l'essai d'Hayden White sur ce qu'il nomme la *Métahistoire. La rhétorique de l'Histoire* (Quai Voltaire, novembre); et matière à curiosité nostalgique dans la réédition complète de *l'Histoire des croisades*, de René Grousset, jamais republiée depuis 1948 (Perrin, septembre).

P. L.

(1) Le directeur du département sciences humaines des éditions Flammarion, Louis Audibert, vient en outre de prendre en charge la maison Aubier (appartenant au groupe Flammarion), et qui, dit-on chez l'éditeur, permettra une plus grande cohérence éditoriale. Ainsi la totalité des livres d'histoire (autrefois répartis entre Aubier et Flammarion) paraîtra-t-elle désormais sous le label Aubier.

Histoire littéraire

## Lettres et biographies

L'histoire littéraire, les biographies d'écrivains et les grandes rééditions occupent comme chaque année une place notable dans les programmes des éditeurs. Il serait difficile de faire le tour complet de cette partie du travail éditorial. Contentons-nous d'une rapide promenade. Celle d'abord à travers les hôtels littéraires du monde entier, réels ou imaginaires, à laquelle nous convie Thérèse de Saint-Phalle (Quai Voltaire). «Le Piédestal» accueillera comme nouvel auteur un grand ancien, Brantôme (octobre), et poursuivra ses publications de France, Colette, Apollinaire (ces deux derniers en novembre) et de Marguerite Yourcenar (les essais, dans une édition qui donnera probablement lieu à discussion). Du poète d'Alfred, les Éditions du Limon publieront en novembre un *Journal intime* inédit couvrant les années 1897-1918.

Du côté des œuvres complètes également, ou des regroupements : André Harellet (deuxième et avant-dernier volume chez L'Arpentier en octobre); Albert Cossery (Terrain Vague-Losfeld); Romain Gary (Mercure de France); Alexandre Vialatte (Julliard); en «Bouquins» Laffont, paraîtront le tome I d'une nouvelle édition, en cinq volumes des *Rougon-Macquart*, une anthologie des voyageurs français

en Inde de Guy Deleury, les œuvres de Lovecraft et deux textes de Montesquieu polémiste et portraitiste, les *Pensées* et le *Spicilège*.

Toujours dans les rééditions, aux Éditions Des femmes, *Question d'art et de littérature* de George Sand, et, de la même, *Romans 1830* aux Presses de la Cité; en GF-Flammarion, *De la littérature*, de Madame de Staël; d'Hyppolyte Taine, *l'Ancien Régime* (Complexe); un roman, *Etienne Mayran* (Maren Sell, octobre); le *Charles Baudelaire* de Théophile Gautier (Castor Astral, octobre); le texte complet du *Voyage en Egypte*, de Flaubert (Grasset, octobre); *Artéas* poursuit ses choix de classiques latins (Cicéron, Plutarque) et publie *Démocratie, Épicure, Lucrèce*, de Paul Nizan (octobre).

Les lettres des écrivains sont cette partie de leur œuvre, cachée mais nullement négligeable, qui attire la convoitise et la curiosité. Citons : de Céline, *Lettres à la NRF* (Gallimard, octobre) et aux Éditions Denoël (IMEC, octobre); à l'IMEC également, toujours en octobre, *Lettres à Adrienne Monnier* et à Sylvia Beach, de Valéry Larbaud; une *Correspondance Rousseau-Malesherbes* (Flammarion, octobre); *Lettres à Olga de Tchekhov*.

Encore une fois, les biographies sont nombreuses : *Diderot*, de Pierre Lepape (Flammarion, octobre), en même temps que la réédition du *Paradoxe sur le comédien* (Climats). Chez Fayard, *Pétrarque* d'Ugo Dotti, *Rabelais*, le *Marquis de Sade*, de Maurice Lever, et *Simone de Beauvoir*, de Deirdre Bair; sur le couple Sartre, *Une si douce occupation*, de Gilbert Joseph, sur la période 1940-1944 (Albin Michel); et des récits de voyages en Italie de Sartre, la *Reine Albemarle* et le *dernier touriste* (Gallimard); *Roger Vailland* d'Yves Courrière (Plon); *Victor Segalen*, de Gilles Manceron (Lattès); *Pier Paolo Pasolini. Une vie* de Nico Naldini, ainsi que la *Correspondance générale* du poète-cinéaste (tous les deux chez Gallimard); *Margaret Mitchell* d'Anne Edwards (Belindon); *J. M. Barrie, le garçon qui ne voulait pas grandir*, sur le créateur de Peter Pan, de François Rivière (Calmann-Lévy); *Chesterion*, de Michael Coren (Criterion, novembre); *Graham Greene* (premier volume), de Norman Sherry (Laffont); *Dino Buzzati*, de Michel Saffran et Yves Panfiliu, et Jean Gloné, de Jean Carrière (tous les deux à la Manufacture); *Sigrid Undset*, de Gidske Anderson (Des femmes).

P. K.

هكذا بن الأصل







## Culture égale propagande ?

Un essai-pamphlet de Marc Fumaroli, nostalgique de la III<sup>e</sup> République

par Bertrand Poirot-Delpech

L'ÉTAT CULTUREL  
de Marc Fumaroli.  
Ed. de Fallois, 308 p., 125 F.

La France est la seule démocratie libérale qui encourage et encadre à ce point ses activités culturelles. Cette singularité inspire périodiquement des ouvrages ayant en commun d'hésiter entre l'essai et le pamphlet, du fait que tout auteur est partie prenante à un débat inévitablement politique. Le livre de Marc Fumaroli n'échappe pas à ce mélange des genres.

La part d'histoire ne manque pas de nouveauté, quand elle demeure sereine. On connaît l'acte de naissance du ministère de la culture, en 1959, sous de Gaulle, exprès pour le « général » Malraux. On savait moins comment a germé l'idée. Selon Fumaroli, qui visiblement l'exécute, cet affront au libéralisme et à l'école de la III<sup>e</sup> République vient de Bismarck, du « cartel » (celui du théâtre), du Front populaire, de mouvements personnalistes comme Jeune France et des bonnes âmes marxistes d'après-guerre, honteuses de ne pas partager avec les « masses » le privilège de jouer du flûtiau avec Chancel, et de la bombe épique avec Brecht...

Il y a beaucoup de vrai dans cette généalogie, et de la drôlerie dans la manière de la conter, même si la thèse s'affiche : par haine de la République « bourgeoise », et sous prétexte de remédier au « désert culturel français », des gribouilles plus ou moins à la solde du PC auraient assuré à grands frais la victoire du patronage sur le sérieux universitaire, de la mode sur la vraie fréquentation des chefs-d'œuvre, du carnaval, du coup de foudre et du « coup médiatique » sur l'effort et

la raison. Ces oppositions de principe constamment présentes donnent de la verve à certains passages : éloge circonstancié de Jean Zay, ironie salubre envers les mots en vogue, *espaces, lieux, centres*, et contre le concept même de culture.

### Un mélange risqué

La culture d'Etat ne serait pas seulement une notion floue. Elle constituerait une véritable religion (c'est le sous-titre du livre), avec sa vulgate et son clergé, un péché contre l'esprit, et, au final, un instrument de pure propagande politique aux mains des socialistes...

Ayant ainsi glissé de l'essai historique doucement goguenard, donc tonique, au courroux sectaire et à une autre forme de l'engagement qu'il pourfend, rayon d'en face, l'auteur prend le risque que l'ensemble de son propos ne s'affaiblisse.

Comment soutenir sérieusement que Jeanne Laurent, fonctionnaire instigatrice du TNP, aurait été le « Lémine » (sic) de cette « révolution administrative », qu'une « idéologie officielle » régnait sous Vilar, ou que Jack Lang disposerait de « la faveur unanime de la presse » ? Peut-on, sans tomber dans le slogan politicien d'opposition — une opposition dont l'auteur n'explique pas pourquoi, le temps de la cohabitation, elle s'est bien gardée de supprimer un ministère aussi peu libéral, — peut-on, sans faire sourire, reprendre la rengaine sur la « terreur » qui aurait endeuillé, il y a trente ans, nos arts et lettres, alors qu'il s'agissait d'un engouement, envahissant certes, mais parfaitement libre ?

Aucune preuve n'est fournie que l'invention gaullienne de la Rue Valois ne serait plus qu'un rouage partisan servi par « un cœur de thuriféraire ».

L'approximation devient illégère et également à propos de la télévision. Abandonnant la rigueur qui donne leur prix aux recherches historiques du début, et oubliant comment ses chers libéraux, au pouvoir, régentaient les médias, l'auteur affirme successivement que l'Etat d'aujourd'hui n'a « aucune autorité » sur la télévision (page 197), qu'il exerce sur elle un « monopole de fait » (pages 19, 45, 137, 140) — le vrai est qu'il regretterait plutôt, et nombre de spectateurs avec lui, l'abaissement par la privatisation libérale qui a eu lieu... — et, pour comble, qu'il aurait dû en faire « une maison de la culture ».

La militance intellectuelle n'aura pas fait de tort qu'à la gauche.

# Lévi-Strauss ou la volonté de comprendre

par Marc Augé

Ce livre dense et lumineux relève, me semble-t-il, de ce qu'en langage photographique on appelle la « mise au point ».

Le motif initial est fourni par un groupe de mythes centrés autour du personnage de Lynx, dans la version qu'en proposent certains Indiens du nord-ouest de l'Amérique. Mais le propos d'ensemble vise à définir les limites dans lesquelles il y a du sens à mettre en évidence le jeu des transformations permettant de passer d'une version du mythe à l'autre, puis d'un ensemble de transformations à un autre. Trop rapproché, le regard, fixé sur un élément singulier, s'interdit toute mise en relation. Trop éloigné, il se perd dans un réseau trop étendu, aux connexions trop multiples « pour que des significations s'en dégagent ».

Il s'agit bien pour l'ethnologue de régler la distance et le temps de pause de l'outil puissant, éventuellement trop puissant, que constitue l'analyse structurale. Car, si les mythes se transforment dans l'espace, ils perdurent dans le temps : l'Histoire de Lynx se retrouve des confins de l'Alaska au Pérou, et la première version recueillie le fut vers 1550 au Brésil.

Tous les réglages une fois effectués, un certain nombre de questions générales peuvent être abordées, et, s'il arrive qu'elles le soient sur le ton de la « mise au point », diplomatique cette fois-ci, l'auteur y a d'autant plus de mérite qu'on le devine un peu las des reproches qui lui sont faits et refaits, comme s'il n'y avait pas cent fois répondu, de privilégier l'équilibre et la réci-

procité aux dépens de l'histoire et de la hiérarchie. Evoquons deux de ces questions générales.

La première est celle de la diffusion. Elle est soulevée en général par l'existence de séquences mythiques étrangement semblables dans des sociétés très éloignées dans l'espace et le temps, et, dans le cas particulier, par les ressemblances que présentent parfois les mythes indiens avec le folklore français. Les réponses, ici, sont diverses. Dans certains cas l'emprunt est indubitable. Pour d'autres, mieux vaut parler de coïncidences et d'inventions indépendantes.

### La symétrie « maléfique »

Certains faits de diffusion ancienne, enfin, peuvent être supposés, mais non démontrés. Ainsi le thème du « passeur susceptible », qui apparaît dans le mythe du dénicheur d'oiseau déjà étudié dans l'Homme nu, se retrouve au Japon, en Indonésie, en Malaisie, en Inde : certains éléments peuvent avoir transité d'Asie en Amérique, et d'Asie en Europe par l'intermédiaire des Arabes, en sorte que, entendant les contes français, « les Indiens auraient reconnu plutôt qu'emprunté une histoire devenue commune au Fleuve et au Nouveau Continent depuis des temps reculés ». En tout état de cause, les emprunts ne doivent rien au hasard : ils s'effectuent dans certains domaines de prédilection et, qu'ils soient récents ou anciens, s'intègrent à la logique des transformations opérées spontanément par la pensée mythique.

La seconde question est celle

du dualisme. Il est présent dans les faits qu'étudie l'ethnologue américain (« tantôt dans la mythologie, tantôt dans l'organisation sociale, tantôt dans les deux ensemble ») et ne saurait être imputable à un goût excessif de celui-ci pour la bipartition. Loin de représenter un idéal d'équilibre et d'immobilisme, le dualisme amérindien manifeste au contraire leur impossibilité.

L'une des parties est toujours supérieure à l'autre. Les jumeaux eux-mêmes ne sont jamais complètement ce que nous appelons des jumeaux : les mythes amérindiens leur attribuent souvent des pères différents, ou, quand il s'agit de vrais jumeaux, des qualités opposées. Contrairement à la tradition européenne, qui souligne leur identité, la pensée amérindienne met en scène leur différence et attribue de façon générale à la symétrie une valeur négative et même « maléfique ». Dans les deux cas se trouve ainsi justifié le souci qu'a Lévi-Strauss d'assigner des bornes culturelles à l'instrument structuraliste. En eux-mêmes, les emprunts et la diffusion n'ont guère d'intérêt explicatif : ils prennent sens dans un contexte particulier et par rapport à la logique d'ensemble dans laquelle ils s'insèrent.

L'impossible symétrie que ne cesse de conjurer l'idéologie bipartite des Amérindiens nous dit certainement quelque chose du dynamisme propre à leurs sociétés, mais aussi de la faiblesse dont ils ont pu faire preuve en certaines circonstances, notamment en accueillant les Blancs comme s'ils les attendaient de toute éternité. Ce serait alors d'un « retour » à l'ethnographie

qu'il faudrait parler à propos de Lévi-Strauss, si l'expression ne semblait suggérer qu'il en a un jour perdu le souci. La mise au point, à cet égard, est on ne peut plus claire. Non seulement chaque mythologie locale nous éclaire sur le fonctionnement de la société dont il provient, mais l'ethnologue qui ne disposerait pas du contexte ethnographique d'une société devrait renoncer à entreprendre l'analyse structurale de ses mythes.

L'éblouissant enchaînement d'analyses et de démonstrations qui nous est proposé laisse transparaître d'ailleurs la trucidance des récits qui en constituent la matière première. Ces récits nous parlent de l'époque primordiale où se met en place, non sans mal, la périodicité des saisons, où la météorologie se stabilise, où l'indistinction des humeurs du corps (sarmes, urine, sperme) a pour pendant celle des hommes et des animaux, où s'élabore la mutation du cosmos en monde et de l'humanité en société, où se dessine peu à peu le paysage naturel et humain que devaient rencontrer les premiers Européens. Cet aspect du livre, qui l'apparente à une Genèse colorée et (faut-il le dire ?) admirablement écrite du monde amérindien, rend la lecture particulièrement attrayante.

Reste l'interrogation qui s'exprime dans le final mais reprend des thèmes orchestrés dans les chapitres précédents. L'ethnologue qui affirmait naguère que « la terre de la mythologie est fondée », s'il nous rappelle aujourd'hui que l'histoire pour le fonctionnement formel de la pensée mythique n'est pas exclue de celui porté au réel le plus concret et le plus singulier, continue de s'interroger, comme Dumézil, sur le sens (si sens il y a) de quelques ressemblances entre éléments trop éloignés dans l'espace et le temps pour que l'analyse structurale ou l'hypothèse diffusionniste puissent en rendre compte efficacement.

Entre le simple constat de coïncidence et l'impossible théorie, il y a place alors pour l'ombre d'un doute. La tentation du scepticisme, dont l'écho se fait entendre dans le chapitre consacré à Montaigne, est là pour nous montrer que la science est aussi un acte de volonté.

## Apologie

Suite de la page 25

Montaigne, philosophe de la contradiction sans rien en dessous, penseur des jumeaux irréconciliables, jouisseur grave de la défaite du sens, voilà la piste à suivre. Nos discours les plus rationnels ? Nos savoirs les mieux assurés ? Nos certitudes conquérantes ? Toiles d'araignée sur le vide, qu'un peu de vent emporte. « Phosphorescences fugitives », après lesquelles « tout s'éteint ou passe ».

Un dernier pas. Rien de triste ni d'amer dans ce désenchantement. Désillusion et liberté. Rêve et gravité. La pensée de Montaigne, indique Lévi-Strauss dans une brève parenthèse, « est elle-même comprise par l'extrême-Orient ». Alors, qu'on se souvienne que l'Apologie de Raymond Sebon contient la plus boudhiste des formules : « Il n'est aucune constante existence ni de notre être ni des objets ». Qu'on se remémore ce que Lévi-Strauss dit lui-même du boudhisme, des Tristes tropiques (visite au Kyong, chapitre 40) : « Une critique radicale (...) au terme de laquelle le sage débouche dans un refus du sens des choses et des êtres ». Et que l'on conclue.

Pour notre part, trois notes suffiront. Claude Lévi-Strauss est philosophe et musicien : fugue et variations — fugue hors de la métaphysique, variations sur la vacuité du sens. Au seuil du grand âge, un sage perd ses rides. Et Montaigne, pour mot de la fin : « C'est un grand ouvrier de miracles que l'esprit humain ».

Roger-Pol Droit

## La diagonale de l'ethnologue

Malgré le ton alerte de la préface, où domine l'image d'un homme qui joue aux échecs avec des mythes aux masques multiples, Histoire de Lynx est d'un abord assez abrupt. Il est recommandé à ceux qui n'y sont pas préparés de lire préalablement des textes-clés comme l'Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss (1960), la Pensée sauvage (1962), l'ouverture et le finale des Mythologiques (1964, 4 tomes) et bien entendu l'œuvre jumelle de la présente publication, la Potière jalouse (1985).

Claude Lévi-Strauss, s'il s'inquiète peu de son audience et de sa postérité, aime à soigner sa crédibilité scientifique. D'ailleurs, il s'est toujours réitéré, depuis sa thèse intitulée La Vie familiale et sociale des Indiens Nambikwara (1948) à d'autres sciences que l'ethnologie pour conforter son approche. Son structuralisme, transféré intelligent de la phonologie de Jakobson et des travaux de Troubetzkoy, en est la preuve. Plusieurs tentatives de formalisation de ses recherches sur le parenté signalaient cette tendance. Ses renvois à la cybernétique de Wiener et à la théorie mathématique de la communication de Shannon et Weaver — à une époque où peu de gens en parlaient — sont significatifs. L'introduction des graphes et des algorithmes dans ses articles a fait école, et Histoire de Lynx laisse entendre qu'il y a une parenté entre mythe et science de pointe. Les savants s'expriment maintenant en termes mythiques : « Les trous noirs », le « grand attracteur » les « fractales », le chaos quantique.

### « Sous le fatras, la structure »

Signalons toutefois que cette confiance dans les « sciences dures » a son revers. Irving Langmuir, dans une conférence de décembre 1953, a établi les conditions dans lesquelles une science pouvait devenir « pathologique ». Parmi celles-ci, il tient pour suspecte toute théorie qui se voit confirmée par des résultats parfaitement ad hoc et se méfie des expériences qui, à partir de signaux très petits, produisent de grands effets. Mais évitons le procès d'intention et, modestement, revenons à notre simple lecture...

Plutôt qu'une fantaisie ou qu'un divertissement, Histoire de Lynx,

deuxième supplément aux Mythologiques, se présente comme un carnet d'exercices d'analyse structurale ou, pour en donner le ton, une leçon de mythologie combinatoire. L'auteur y revient aux données, désormais tenues pour acquises, de l'unité fondatrice des mythes indiens d'Amérique et à l'idée, jamais démentie, que tout mythe se compose de l'ensemble de ses variantes. Sans parler de dérive logique, sa manie classificatoire saute aux yeux et pourrait se situer à l'opposé d'un slogan spontanéiste : « sous le fatras, la structure ».

Mais alors que dans la Potière jalouse Claude Lévi-Strauss semblait poursuivre sans fin la démonstration du bien-fondé de son structuralisme restreint, il donne aujourd'hui l'impression, avec Histoire de Lynx, de parachever et de clore un système. Il est clair que de paranaïses — « l'essence d'équilibre le mythe de la mythologie » — les mythes sont devenus des adversaires — « il s'agit de savoir laquelle des deux stratégies : la leur ou la sienne celle de l'analyste des mythes ; va triompher ». Ainsi nous sommes passés d'un structuralisme « ouvert » à un structuralisme « fermé ». L'ethnologue, oublieux de se penser comme faisant partie de ce qu'il étudie, trouve maintenant ses points d'appui dans sa propre pensée. Ce coup-là, présenté comme une feinte de la raison dogmatique, mérite de se voir attribuer un nom : la diagonale de l'ethnologue. Et, comme à l'habitude, malgré le risque, Claude Lévi-Strauss s'en sort superbement...

Partant d'un mythe des Nez-Percés, qui raconte l'antagonisme de Lynx — maître du brouillard — et de Coyote — maître du chaud et du froid, — nous nous retrouvons plongés dans une comédie cosmique étourdissante. Le vent, le monde souterrain, le brouillard, les astres et les voleurs de coquillages s'y côtoient. Au fil des chapitres, disparaissent des divergences et des bifurcations, utilisant des sentiers annexes, invoquant tour à tour les Indiens Thompson, Cour d'Alène, Sanpoï, Salish, Chinook, Flathead et Blackfoot (j'en oublie), les histoires s'éclaircissent entre elles. Elles finissent par exister les unes en fonction des autres.

De proche en proche, par intelligence ou par contagion, par proximité géographique ou par éloigne-

ment, contraintes par la forme et par les mécanismes de l'esprit, elles s'actualisent dans chaque société particulière. Matière mouvante, en apparence, les mythes s'interpellent donc et se répètent à l'infini. Et, dans le cas précis de Lynx et de Coyote, le mythe induit celui de Lune et de Soleil, exactement extensible à celui des jumeaux antagonistes et complémentaires...

Histoire de Lynx n'est pas résumable. La difficulté vient de ce que Lévi-Strauss résout des problèmes en même temps qu'il règle des points de méthode. La théorie et la démarche ne font pas qu'un. Son dualisme — inspiré directement de la pensée sauvage — englobe la même chose et son contraire. Pareil à un avocat plaçant sa propre cause, il nourrit son livre d'analyses, d'effets et d'analyses, si bien que le lecteur — comme dans une intrigue à la Chandler — est désemparé. Claude Lévi-Strauss demeure plus surréaliste qu'il ne le croit. « Une belle fugue est l'ingrat chef-d'œuvre d'un bon harmoniste », notait Jean-Jacques Rousseau dans son Dictionnaire de musique. L'analyste des mythes se reconnaît sans peine dans la formule car ces histoires qui se parlent, qui s'éloignent, qui se perdent, pour finalement se retrouver, fonctionnent comme dans une chambre d'échos.

Cela dit, ne cachons pas notre déception. Nous attendions, au-delà des Tristes Tropiques, et de l'Homme nu, après la Potière jalouse, un discours plus large. Plus marquant. Nous nous attendions à ce que Lévi-Strauss, qui a inauguré le dialogue avec d'autres manières d'être homme et de rationaliser le monde, nous suggérât une pensée nouvelle et nous ouvrit à un « nouvel humanisme », réconciliant la biologie, les mathématiques et les sciences humaines. Comme Marcel Mauss, revenant tardivement sur ses premières bonnes idées, ou comme Henri Poincaré, encombré par un certain « conservatisme » et ratant de peu la découverte de la relativité, Lévi-Strauss n'a pas fait le pas. Dormage.

L'apologie de Montaigne (chapitre XVIII), la philosophie de l'anti-philosophie, la critique acerbe de la mythologie comparative n'y suffisent pas : ce texte de référence s'adresse au monde clos de l'anthropologie, sans conteste.

Jacques Meunier

**LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU**

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos essais, mémoires, récits, romans, poèmes et libretti. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION. LIBRAIRIES. Envoyez des manuscrits à LA PENSÉE UNIVERSSELLE.

112 boulevard RICHARD LENOIR  
75014 PARIS CEDEX 11  
Tél. (1) 43 57 74 73

هكذا من الأصل





INVITATION À L'ATELIER  
DE L'ÉCRIVAIN

suivi du Poids de la Croix  
d'Ismail Kadaré.  
Traduit de l'albanais par Jusuf Vrioni.  
Fayard, 558 p., 150 F.

## LE MONSTRE

d'Ismail Kadaré.  
Traduit de l'albanais par Jusuf Vrioni.  
Fayard, 220 p., 95 F.

**T**IRANA, printemps 1990, France, Suisse, Hollande, hiver et printemps 1991... Ainsi est daté le dernier livre de l'Albanais Ismail Kadaré, *Le Poids de la Croix*, qui paraît cette semaine en même temps qu'un roman de 1965, longtemps interdit en Albanie, *Le Monstre*. A-t-il voulu sortir, pour une fois, de sa tour d'ivoire, de cet « atelier de l'écrivain » où il avait conçu patiemment, studieusement, toute son œuvre ? Il serait pourtant erroné de le qualifier d'« Albanais volant », même si sa tour s'est singulièrement déplacée depuis qu'il a choisi l'exil en France. Il y a près d'une année, hébergé avec sa famille chez des amis, Parisien occasionnel « en attendant que la démocratie soit stabilisée en Albanie », réfugié politique sans domicile.

Pressé d'écrire, où qu'il se trouve, sous le signe de l'urgence, un bilan de son existence qui, s'il ne répond pas à toutes les énigmes que pose cet être complexe, s'il n'est pas pour solide de tous comptes, apparaît cependant comme un passionnant document sur ce qui a présidé à l'élaboration d'une œuvre capitale de notre temps dans la plus minuscule et la plus enfermée des dictatures. « Tout le monde aimerait entendre l'écrivain révéler le secret de son alchimie. Tous ont le droit de s'en enquerir, car ce qu'il invente avec sa muse concerne tout un chacun », explique Kadaré, qui se compare, goguenard, à « une de ces reines de jadis, contraintes d'enfanter sous les yeux des courtisans du fait même que leur rejeton appartenait à l'État ».

Dans cet ouvrage en partie double – *Invitation à l'atelier de l'écrivain* suivi du *Poids de la Croix*, Ismail Kadaré nous propose un singulier miroir pour une autobiographie qui n'en est pas vraiment une : une première partie, écrite sous la censure et une seconde, quelques mois plus tard, libre. Une première partie, *L'atelier de l'écrivain* (qui a paru l'an dernier à Tirana), dans laquelle il nous invite un peu à découvrir sa « cuisine », le fonctionnement de l'imaginaire créatrice : des esquisses de récits, des « romans à faire », le souvenir nostalgique de Moscou, la grande ville où il fut étudiant, la condamnation méprisante des confrères « juifs », la fréquentation des intellectuels occidentaux avec qui il se fait plus huron que nature, les amis et les autres, le jeu de cache-cache entre le tyran et l'écrivain. Et aussi l'extraordinaire poète inconnu de Pogradec, Lasgush Poradeci (« l'homme le plus singulier, le plus complexe, le plus incompréhensible que j'aie connu... »). C'était à la fois un aristocrate et un paysan, un Viennois raffiné et un Balkanique à la canne de sureau, blond et brun, rude et fin).

Dans le *Poids de la Croix* (aucune connotation religieuse, précise-t-il), il a voulu se délivrer de ses longues souffrances d'écrivain constamment surveillé, épié et, en même temps, répondre à ceux qui voient en lui un apparatchik longtemps protégé par le régime, démontrant qu'il n'a jamais accepté les compromissions, décodant le sens à peine masqué de certains de ses romans parisiens les plus importants (*La Niche de la honte*, *Le Palais des rêves*, *Le Grand Hiver*) et apportant des précisions jamais lues jusqu'à présent sur le fonctionnement de la vie albanaise qui complètent l'excellent petit volume d'Entretiens et l'essai très judicieux d'Eric Faye, *Ismail Kadaré, Prométhée porte-feu* (1).

Après *Printemps albanais* dans lequel il exposait les raisons de son départ d'Albanie (2), il revient là sur la parabole (limpide) du masque déjà développée dans *Eschyle ou l'éternel pendant* (« Au diable les Grecs, et la Grèce avec eux ! ») se dit le dramaturge que le jury vient de déclarer vaincu. Patrie mesquine, patrie ingrate, à la mémoire courte : il a tout fait pour la rendre immortelle, mais elle est indigne de ses efforts. Il s'est employé à lui façonner un autre visage, naturellement plus noble que celui qui est le sien, et à lui appliquer comme un masque de théâtre. Mais la Grèce a refusé ce nouveau visage »).

Il a été longtemps le seul Albanais qu'on ait lu ou vu – même si ont paru récemment *Splendeur et décadence du camarade Zullo* (Gallimard) de Dritëro Agolli et *Les Couloirs de Neshat Tozaj* (Denoël) – et il est certain que, par sa notoriété et ses écrits, il a aidé au renversement de la dictature. Sans vouloir jamais être un politicien. En répétant qu'il croit à la littérature : « La littérature est une chose rare. Un sanctuaire que je place très haut. J'ai vu que les gens, en général pensent que ce n'est pas important. Ils ont eux-mêmes envie de devenir président, ministre ou ambassadeur. Et ils veulent que vous soyez comme eux... ».

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## L'anti-Iliade de Kadaré



Kadaré et sa fille sur la plage de Durrës, en 1973.

celui qui est le sien, et à lui appliquer comme un masque de théâtre. Mais la Grèce a refusé ce nouveau visage »).

NÉ en 1936 à Gjakovë, la ville de pierre, à quelques mètres d'Enver Hodja, au bout de la rue des Fous, Ismail Kadaré avait publié à dix-sept ans son premier recueil de poèmes. Traduit en français dix-sept ans plus tard avec le *Général de l'armée morte*, son premier roman, publié depuis dans une quarantaine de pays (sauf la Chine), avec plus de vingt titres parus en France en vingt ans, Kadaré s'est imposé par un véritable génie littéraire, refusant toujours d'être « l'écrivain national » ou propagandiste.

Il a été longtemps le seul Albanais qu'on ait lu ou vu – même si ont paru récemment *Splendeur et décadence du camarade Zullo* (Gallimard) de Dritëro Agolli et *Les Couloirs de Neshat Tozaj* (Denoël) – et il est certain que, par sa notoriété et ses écrits, il a aidé au renversement de la dictature. Sans vouloir jamais être un politicien. En répétant qu'il croit à la littérature : « La littérature est une chose rare. Un sanctuaire que je place très haut. J'ai vu que les gens, en général pensent que ce n'est pas important. Ils ont eux-mêmes envie de devenir président, ministre ou ambassadeur. Et ils veulent que vous soyez comme eux... ».

celui qui est le sien, et à lui appliquer comme un masque de théâtre. Mais la Grèce a refusé ce nouveau visage »).

NÉ en 1936 à Gjakovë, la ville de pierre, à quelques mètres d'Enver Hodja, au bout de la rue des Fous, Ismail Kadaré avait publié à dix-sept ans son premier recueil de poèmes. Traduit en français dix-sept ans plus tard avec le *Général de l'armée morte*, son premier roman, publié depuis dans une quarantaine de pays (sauf la Chine), avec plus de vingt titres parus en France en vingt ans, Kadaré s'est imposé par un véritable génie littéraire, refusant toujours d'être « l'écrivain national » ou propagandiste.

Il a été longtemps le seul Albanais qu'on ait lu ou vu – même si ont paru récemment *Splendeur et décadence du camarade Zullo* (Gallimard) de Dritëro Agolli et *Les Couloirs de Neshat Tozaj* (Denoël) – et il est certain que, par sa notoriété et ses écrits, il a aidé au renversement de la dictature. Sans vouloir jamais être un politicien. En répétant qu'il croit à la littérature : « La littérature est une chose rare. Un sanctuaire que je place très haut. J'ai vu que les gens, en général pensent que ce n'est pas important. Ils ont eux-mêmes envie de devenir président, ministre ou ambassadeur. Et ils veulent que vous soyez comme eux... ».

aux... », se moquait-il, méprisant. C'est aussi à ses compatriotes que l'exil destine le *Poids de la Croix* (et Fayard publie simultanément le livre en albanais) : « L'écrivain se trouve toujours ailleurs, écrit-il. On bombarde son abri, voilà qu'il se trouve dans un autre. (...) L'imaginaire est un de ses refuges, hors duquel chacun cherche à le tirer. Autour de lui, tous frappent : lève-toi, mon prince, viens, nous allons faire un tour au marché, à une réunion, à la banque. On va te ceindre d'une couronne, te mettre aux fers ou te flétrir. Tu leur dis de te laisser réveiller en paix. Tu voudrais leur faire comprendre que tu t'es replié dans ton univers et que, si jamais on te ramène à toi, tu en mourras. Mais peu leur chaut ».

Étrange sentiment à lire ce dossier, entre histoire, politique et littérature, qui semble parfois un chapitre du *Fulais des rêves*. Où tout est fait pour égarer l'angoisse, la peur de tout, de ses rêves et de ses pensées, de ses amis et de ses collègues, de ses lectures et de ses écrits (« Le moindre paragraphe irréfléchi, la moindre phrase imprudente pouvait me coûter cher »). Des pressions et des menaces en tous genres : comme le révèle la lettre d'un ami qui sortait de prison, reçue le 20 mai dernier : « (...) Ils voulaient savoir ce que tu pensais du régime, ce que tu avais contre E. Hodja, et ils cherchaient même à t'impliquer dans une affaire d'espionnage. (...) On me demandait de déclarer que nos liens d'amitié étaient « le facteur principal » qui m'avait conduit à « l'hostilité au régime ».

Un monde orwellien où l'on voit un peuple sous surveillance qui tremble en imaginant seulement que quelqu'un pourrait être au courant de ses pensées si profondément enfouies ; ou des rumeurs qu'il valdrait mieux n'avoir jamais connues. Surtout quand elles concernent le dictateur, « à la fois le Staline et le Lénine de l'Albanie », tout autant que Zeus, et pour lequel le romancier éprouve visiblement, malgré tout, de la répulsion et une certaine fascination que contrebalance la haine qu'il voue à sa déesse maléficiente d'épouse (qui fait actuellement l'objet d'une

enquête). Engrenage de la peur à cause de ce que Kadaré appelle la « rumeur suprême », prétendu secret d'hommes méditerranéens qui démolissent le symbole du pouvoir en dévoilant, effrayés par leur pensée même, l'homosexualité du bel Enver Hodja pendant ses études en France!!!

Autre image d'un Hodja « angélique », de trente-trois ans, vêtu à la dernière mode, que Kadaré évoque, en conclusion, comme un personnage de roman, en ce « jour fatal de novembre 1941 » où allait être fondé le Parti communiste : « Enver, il manque un détail. Veuille venir à notre réunion ? - Non. Tu sais bien que je n'aime pas m'occuper de politique... Puis, après un bref silence, comme poussé par une force maléfique, par la volonté des dieux de chasser ce pays d'on ne sait quels péchés, l'homme à la canne et au visage de chérubin se retourna brusquement et dit : Bon, je viens ! ».

Il est tout à fait passionnant de lire le *Monstre*, un roman de jeunesse, en même temps que *l'Invitation à l'atelier de l'écrivain*. Écrit juste après le *Général de l'armée morte*, en 1965, il fut, explique l'auteur, le plus attaqué de tous ses livres, « exclu de la littérature albanaise ». A cause de formes romanesques nouvelles inconciliables avec le dogmatisme socialiste, ce qui aboutit à son interdiction. La forme, plus inadmissible que le fond, qui tentait de découvrir une dimension enfouie à la fois le temps et l'espace, mêlant le présent et le passé, l'ontirisme et la guerre. Une anti-Iliade avec l'enlèvement, le jour de ses fiançailles, d'une Léna-Hélène, par un étudiant rentré de Moscou par suite des tensions albanos-soviétiques, ce qui va déclencher une étrange poursuite dans des temps indéfinis, distants de trois mille ans.

Troie et Tirana se confondent, constamment imbriqués dans la vision de l'auteur, fasciné, on le sait, depuis son enfance, par l'Iliade. Kadaré a toujours clairement dit qu'il ne pouvait être que du côté des Troyens et, comme Laocoon, il refuse de laisser le cheval entrer dans Troie, la cité inexpugnable. Etouffant dans un pays assésé, il s'est souvent identifié au père d'Apollon qui aurait pu sauver Troie si on l'avait laissé brûler le *Monstre*, le Grand Cheval de bois, et qui mourra avec ses deux fils, étranglé par des serpents envoyés par les dieux. Pleure seulement par le romancier : « Il se trouve au musée du Louvre, à Londres, à Madrid, entouré d'une innombrable foule de flâneurs et de touristes. (...) Les gens se montrent les uns aux autres les estafettes laissées par les monstres sur son visage. Il veut ouvrir la bouche pour raconter, mais le marbre dont il est fait l'en empêche ».

Vingt-cinq ans ont passé depuis la première publication du *Monstre*. Le marbre craque. Laocoon gesticule encore.

(1) José Corti, 1991.

(2) *Printemps albanais*, Fayard 1991. Voir le Monde des 23 février et 10-11 mars.

\* A paraître début octobre : un annuaire spécial de la revue *Aéres*, un choix de textes présentés et traduits par Alexandre Kotov : « Voix albanaises dans la nuit » (BP 221, 42013 Saint-Etienne Cedex 2).

ÉTVDES  
Fonder l'agir

communicationnel ?  
Jean-Pierre Cometti

Septembre 1991 La numéro : 50 F  
ASSAS ÉDITIONS  
14, rue d'Assas - 75006 Paris - Tél. : (1) 45 48 52 51  
Ou taper sur Minitel : 3615 SJ\* ETUDES

Jean RAMBAUD  
RESTANQUES  
roman

« Cher Jean Rambaud, je suis votre proche. Votre livre m'a enchanté. » René Char (*Correspondance*).  
« Une histoire pathétique, dramatique comme un incendie de forêt où l'on retrouve les odeurs de pinède et de mer, les souffles du mistral et les flambollements de la chair. La force d'une phrase qui s'accolle et s'éclaire en d'inattendus détours, en d'imprévisibles raccourcis. » Paul Morère (*le Monde*).  
« Un style dru qui à la violence du soleil et le grand souffle du mistral. Des phrases éclatantes et d'autres qui sont des vers magnifiques. » Jean Bouchier (*Poésie-Info*).  
« Un de ces livres qu'on fait longtemps repasser en boucle pour en extraire toutes les saveurs. Un style nouveau et solide comme un vieux cep nourri de sève et de senteurs fortes. » Jean Contrucci (*le Provençal*).  
« Richesse de lumière, de couleurs, de poésie. Et les dernières pages nous hissent sur un sommet de lyrisme. » Maurice Chavardès (*Témoignage chrétien*).

NOUVELLE ÉDITION :

LA BARTAVELLE  
Les Bouleaux n° 53 - 05000 GAP

## Le nomade et les têtes de plomb

Un marin qui navigue dans la vie et apporte  
des nouvelles du monde à son village ancré dans le passé

## AUGUSTE LE MARIN

de Knut Hamsun.  
Traduit du norvégien  
par Marguerite Gay  
et Gerd de Mautort.  
Calmann-Lévy, 326 p., 120 F.

Marin, Auguste ? Ni plus ni moins que maçon, banquier, industriel, négociant, cultivateur ou pêcheur. Il vagabonde entre les métiers comme il navigue dans la vie, cabotin et caboteur erratique, sautant d'une idée à l'autre, d'une activité à l'autre, inlassable, insaisissable. Et si son pauvre village natal de Polden-sur-Mer, dans la Norvège du début de ce siècle, le voit réapparaître chargé de tous les récits de la terre, c'est comme un missionnaire en pays lointain, porteur de la bonne nouvelle qui doit sauver les indigènes : le monde change et il est grand temps de changer avec lui.

Étranger d'autant plus redoutable qu'il est des leurs, Auguste conduirait à marche forcée ses concitoyens à devenir étrangers eux-mêmes (héritiers du monde et non plus d'un village), étrangers à eux-mêmes. A leur unité de compte (le hareng) il oppose la monnaie (papier) : à la terre, la ville ; à l'agriculture, l'industrie ; à la répétition, le changement. Leur conviction qu'« il n'y a pas

un homme sur terre qui vive de banque et d'industrie, [que] l'on vit du blé des champs, des poissons de la mer, des bêtes et des oiseaux de la forêt » s'estompe s'il réussit, et se renforce lorsqu'il échoue.

Ces madré ont appris à refuser d'emblée le comptant de ses mots, le contraignant à la persuasion par l'exemple, au financement à fonds et à corps perdus de ses projets, le laissant brûler son crédit aussi rapidement que les étapes, lui qui en est à songer à leur loisirs, à leur décor, lorsqu'ils viennent exiger de lui leur pain quotidien.

Un journal  
et des rêves

Emissaire du vingtième siècle dans le dix-neuvième, d'une société dans une autre, Auguste, autodidacte inspiré, aurait peut-être raison de leurs incompréhensions respectives si son capitalisme naïf, aussi brouillon que désintéressé (l'aide publique y précède l'accumulation), ne devait affronter simultanément les démons d'hier (la versatilité du hareng) et ceux d'aujourd'hui (la spéculation internationale), ligés avec l'égoïsme, la lâcheté et l'incrédulité des villageois.

Car si le pêcheur et le paysan se délectent de ses récits d'un

autre monde, ils prennent garde de lui répéter qu'ils ne sont pas dupes. « Raconte ! lui disent-ils. Nous ne savons pas si tu dis la vérité ou non, peut-être ne le sais-tu pas toujours toi-même, mais tu es en tout cas un journal vivant, plus encore, tu alimentes nos rêves... ».

Un journal et des rêves : Auguste n'aura pas quitté « l'épave d'une espèce de ville » sans savoir qu'elle demeurera pourvue de deux. La subversion dont il portait le message se poursuivra sans lui sous d'autres formes. Grâce à la poste qu'il a créée, le journal, porteur des nouvelles du monde, sera chaque semaine sur la table du plus sage des villageois.

Quant aux rêves, il leur aura offert de ses mains les murs d'un vaste temple ouvert sur l'avenir, dédié à l'industrie broyeuse, au gré de l'interlocuteur, tantôt des produits de la mer, tantôt de ceux de la terre, et dont l'inachèvement même, si caractéristique de ses entreprises, portera la monumentale interrogation d'un futur.

On a parfois voulu voir dans *Auguste le marin* (1930), second tome d'une trilogie dont nous connaissons déjà le premier, *Vagabonds* (1), une charge contre la société moderne, un témoin dans la montée de la haine vouée par Hamsun à l'idée de progrès,

qui conduira cet ardent individualiste à emboîter le pas aux nazis. Mais l'un des rares commentaires (désobligeants) auxquels se laisse aller le narrateur envers l'entrepreneur Auguste (« malade et hâbleur, il était l'expression même de son époque et de l'évolution ») ne peut altérer l'immense sympathie dont ce vagabond bénéficie, sa fraternité, son intimité avec l'auteur.

D'évidence, Hamsun a plus d'attentions pour son nomade frugal que pour les sédentaires assoupis prompts à invoquer la fatalité là où Auguste ne voit que paresse. Son « marin », dessilleur ardent autant que décideur maladroit, n'est « asocial » selon le mode hamsunien que par excès de socialité, parce que son tempo, sa vitesse de pensée et d'exécution ne correspondent plus à ceux des villageois, parce qu'il vit sur le mode de la comédie ce qui leur est un drame. Un homme aux semelles de vent et une collection de têtes de plomb, cela ne fait pas commerce, une bonne faille tout au plus.

Jean-Louis Perrier

(1) Grasset, collection « Cahiers rouges », 304 p., 62 F. Le troisième tome, *La vie continue*, est à paraître chez Calmann-Lévy.

لكننا من الأصل